

ADVERTIMENT. L'accés als continguts d'aquesta tesi queda condicionat a l'acceptació de les condicions d'ús establertes per la següent llicència Creative Commons:  <https://creativecommons.org/licenses/?lang=ca>

ADVERTENCIA. El acceso a los contenidos de esta tesis queda condicionado a la aceptación de las condiciones de uso establecidas por la siguiente licencia Creative Commons:  <https://creativecommons.org/licenses/?lang=es>

WARNING. The access to the contents of this doctoral thesis it is limited to the acceptance of the use conditions set by the following Creative Commons license:  <https://creativecommons.org/licenses/?lang=en>

Membre de l'université Paris Lumières
École doctorale 395 : Espaces, Temps, Cultures
UMR 7218 LAVUE
Institut de Govern i Politiques públiques

Alice Lancien

Habiter l'instabilité

*La gentrification des quartiers de centre ancien au prisme des
jeunesses populaires (Paris-Barcelone)*

Thèse présentée et soutenue publiquement le 11 mars 2024

en vue de l'obtention du doctorat d'*Aménagement et urbanisme* de l'Université Paris Nanterre
et du doctorat en *Politics, policies and international relations* de l'Universitat Autònoma de Barcelona.

sous la direction de Mme Marie-Hélène Bacqué (Université Paris Nanterre)

et de M. Ismael Blanco (Universitat autònoma de Barcelona)

- - * - - * -

Rapporteur·e :	M. Éric Charmes	Directeur de recherche- études urbaines ENTPE-Université de Lyon
Rapporteur·e :	Mme Núria Benach	Professeure- géographie Universitat de Barcelona
Membre du jury :	Mme Nadine Roudil	Professeure- sociologie ENSA Paris Val-de-Seine
Membre du jury :	Mme Eva Mompó	Maîtresse de conférences- anthropologie Universitat de València
Membre du jury :	Mme Julie-Anne Boudreau	Professeure- études urbaines Universidad nacional autónoma de México
Co-directrice	Mme Marie-Hélène Bacqué	Professeure- études urbaines Université Paris Nanterre
Co-directeur	M. Ismael Blanco	Professeur- sciences politiques Universitat autònoma de Barcelona

Habiter l'instabilité

La gentrification des quartiers de centre ancien au prisme des
jeunesses populaires (Paris-Barcelone)

Habitar la inestabilidad

La gentrificación de los centros históricos desde el prisma de los
jóvenes de clases populares (París-Barcelona)

Résumé

La thèse en études urbaines d'Alice Lancien s'intéresse à la socialisation urbaine des jeunes populaires des quartiers de centre ancien à Paris et Barcelone. Elle s'appuie sur une enquête ethnographique menée entre février 2018 et janvier 2020 dans les quartiers de la Chapelle et du Raval, et mobilise un matériau pluriel.

Se posant en contrepoint de l'idée d'une socialisation juvénile populaire uniquement basée sur l'entre-soi du groupe de pairs et les sociabilités de quartier, la thèse apporte un éclairage sur la réception de la gentrification et de la mixité sociale par les milieux populaires en centre ancien. Elle s'inscrit dans la lignée des travaux qui complexifient la gentrification vue comme un processus univoque et linéaire de déplacement-substitution, et interroge les stratégies développées par les individus pour y faire face.

L'étude des trajectoires urbaines et résidentielles individuelles des jeunes populaires révèle des inscriptions urbaines plurisituées qui s'appuient sur des relations de proximité et un ancrage au quartier. Celles-ci peuvent être subies, mais résultent également de stratégies individuelles et familiales pour maintenir une présence en ville, influencées par les politiques urbaines locales. L'analyse des rapports au quartier construite autour de quatre idéaux-types permet ensuite de comprendre le rôle différencié que prend la centralité urbaine pour les « installés », les « arrivés », les « de passage » et les « de retour ». Enfin, les situations de cohabitation en centre ancien donnent lieu à des négociations entre différents groupes sociaux. L'analyse de ces négociations dans un espace public urbain parisien permet d'interroger les modes de gestion de la cohabitation en articulant les politiques institutionnelles et les pratiques infrapolitiques que développent les jeunes populaires. En définitive, cette thèse met en lumière une citoyenneté populaire juvénile qui se négocie en permanence et transforme la ville alors même que cette dernière se transforme.

Mots clés : gentrification, mixité sociale, quartiers, centre ancien, jeunes populaires.

Abstract

Alice Lancien's dissertation in Urban Studies is concerned with working-class young people living in two central neighborhoods of Paris (France) and Barcelona (Spain), focusing on the way they socialize. Relying on ethnographic fieldwork undertaken between 2018 and 2020, this study gathers a large range of tools and data.

Interrogating prejudices on youth socialization, usually understood as peer-(group) sociability embedded in the neighborhood, this study sheds light on the way in which Inner Cities working-class respond to gentrification and social mix. Focusing on young people's strategies developed to answer gentrification, this research is in line with existing literature defining gentrification as a complex dynamic, rather than linear, one-way processes of displacement and substitution.

The analysis of individual urban trajectories, and residential trajectories within the working-class youth population, reveals a multi-sited urban belongings, that rely on local relationships and take root in the neighborhoods. While they may be imposed, these relations also arise from individual and family strategies to ensure a continuing presence in the city, influenced by local urban policies. This analysis of relationships to the neighborhood, based on four typical patterns, allows to understand how urban centrality plays a differentiated role for those who are "settled in", "arriving", "passing through" and "returning". Finally, situations of cohabitation in old city centers involve negotiations between different social groups. Examining these negotiations in Parisian urban public space allows us to question ways of managing cohabitation by articulating institutional policies and the infrapolitical practices developed by working-class youth. In sum, this study highlights how young working-class city-dwellers are constantly negotiating and transforming the city, while at the same time the city itself is being transformed.

Keywords: gentrification, social mix, neighbourhoods, Inner City, working-class youth.

Resumen

La tesis doctoral de Alice Lancien en estudios urbanos se centra en la socialización urbana de las juventudes populares pertenecientes a los barrios del casco antiguo de París y Barcelona. Se basa en una encuesta etnográfica realizada entre febrero de 2018 y enero de 2020 en los barrios de La Chapelle (París) y el Raval (Barcelona).

Al cuestionar la socialización de los grupos juveniles populares, generalmente presupuesta como una socialización únicamente entre iguales y barrial, la tesis investiga la recepción de la gentrificación y la mezcla social por parte de las clases populares en los centros históricos. Se alinea con los trabajos que abordan la gentrificación como un proceso complejo, lejos de ser unívoco y lineal de desplazamiento-sustitución, y examina las estrategias desarrolladas por los individuos para hacerle frente.

El análisis de las trayectorias urbanas y residenciales individuales de los jóvenes de clases populares pone de manifiesto, en primer lugar, unas prácticas urbanas basadas en las relaciones locales y el arraigo al barrio. Estas prácticas pueden ser impuestas, pero también son el resultado de estrategias individuales y familiares para mantener una presencia en la ciudad, influidas por las políticas urbanas locales. A continuación, el análisis de las relaciones con el barrio, basado en cuatro tipos ideales, permite comprender los diferentes papeles que desempeña el centro urbano para los que están “instalados”, los que han “llegado”, los que “están de paso” y los que “regresan”. Por último, las situaciones de cohabitación en los cascos antiguos dan lugar a negociaciones entre diferentes grupos sociales. Analizando estas negociaciones en un espacio público en París, podemos examinar las formas en que se gestiona la cohabitación, vinculando las políticas institucionales con las prácticas infrapolíticas desarrolladas por los jóvenes. En definitiva, esta tesis arroja luz sobre una urbanidad popular juvenil en constante negociación, que se transforma al tiempo que lo hace la ciudad.

Palabras clave: gentrificación, mezcla social, barrios, centros históricos, juventudes populares.

REMERCIEMENTS

La thèse est une aventure contradictoire : c'est un travail qui se veut éminemment solitaire, mais qui ne peut aboutir que parce qu'il est réalisé avec l'appui de nombreuses personnes qui gravitent autour de nous, dans les multiples sphères de la vie personnelle et professionnelle.

Mes remerciements s'adressent d'abord à mes directeurs de thèse. À Marie-Hélène Bacqué, qui m'a permis de réaliser une thèse « sur le tard », et qui m'a aiguillée dans le brouillard pendant ces six années. Merci pour ton soutien sans faille. Merci également de m'avoir embarquée avec enthousiasme dans l'aventure collective d'une ANR, tout aussi stimulante que périlleuse pour une « jeune » doctorante ! À Ismael Blanco, qui a joué le jeu de la co-direction d'une thèse interdisciplinaire. Merci de m'avoir accueillie au sein de l'IGOP, et de m'avoir accompagnée pendant tout le processus. Espero que la rellevància d'aquesta recerca queda clara!

Je remercie Núria Benach, Julie-Anne Boudreau, Éric Charmes, Eva Mompó et Nadine Roudil d'avoir accepté de me lire et de faire partie de mon jury. Je me réjouis de pouvoir échanger avec vous autour des résultats de ma recherche.

Merci également aux membres de mon comité de suivi, et plus particulièrement à Virginie Milliot et Stéphane Tonnelat qui ont pris le temps de me lire et de me faire des remarques constructives et enrichissantes. Cette thèse n'aborde pas l'ensemble des questions évoquées lors de nos échanges, mais elle s'en est grandement inspirée et m'aidera à prolonger mes réflexions.

S'engager dans une thèse ne vient pas de nulle part... À Julie, ma prof de SES au lycée qui a éveillé mon intérêt pour la sociologie quand j'étais adolescente. À Ali, Marco, Luca, les amis étudiants en anthropologie et sociologie rencontrés à Torino dans les années 2000. À Arlette, pour m'avoir initiée à la recherche quand j'étais étudiante en architecture à Marseille.

Un grand merci à toutes les personnes auprès desquelles j'ai réalisé cette enquête entre Paris et Barcelone, et avec qui cette recherche s'est construite. À tous les « jeunes » qui ont accepté de m'accueillir dans leur monde et de me raconter leur histoire, et plus particulièrement à Hawa, Sali, Djaffar, Yakaré et Kadi pour les repas partagés à 5 pizz' ! Aux animateurs et animatrices, éducateurs et éducatrices d'Espoir 18, Kan 60 Lab et Teb Raval Net, avec lesquels j'ai partagé le quotidien de leur travail dans les structures jeunesse. À Mamadou pour nos nombreux échanges en tant que professionnels ayant une pratique réflexive. À Amélie et Mourad, qui partagent mon intérêt pour les transformations du 18^e arrondissement et avec qui nous préparons la restitution de cette recherche à La Chapelle sous forme d'une application mobile immersive.

Faire de la recherche, c'est également faire partie d'une « communauté de pratique » qui regroupe des personnes avec lesquelles partager le travail en cours et s'essayer au débat contradictoire, mais également se soutenir dans les moments de doutes. Merci à l'équipe de la Cabane de la recherche : Léa, Loréna, Jérémy, Romain et David pour vos relectures attentives et pour cette aventure de recherche collaborative qui prend forme. Merci aux doctorantes et doctorants ainsi qu'à l'équipe Mosaïques de Nanterre pour l'accueil chaleureux et les conversations au 4^e étage du bâtiment Weber. Merci à l'équipe de Pop-Part de partager cette recherche participative au long cours depuis 2018. Merci à Eva, pour les échanges dans les colloques et journées d'étude en Espagne. Un grand merci à Nadia et à *Mind academia* de m'avoir donné accès à une communauté académique féministe : sobre todo a Viki, Gracia y las otras, con quien hemos compartido dos veranos caloroso detrás de la pantalla, superando el aislamiento de la redacción.

A los amigos y las amigas de Barcelona, por haberme escuchado, acompañado y por todo el apoyo en estos años. A Joana por ayudarme con las transcripciones, a Andrés por haber puesto orden en los números, a Javi y Anna que se han movilizados para que queden bonitos los mapas. Gràcies Anna ! A Amaia, ¡la mejor compañera de piso!

Aux amis et amies en France : Émilie, Mélo, Margot, Cécile, Carles, Seb, Marielle, Chiara, aux collègues de bureau de l’Oeil du loup et à toute la bande des chorões de Marseille.

Et bien sûr, à mes parents, ma sœur, ma marraine, ma famille élargie et François, pour votre confiance discrète ainsi que votre soutien matériel et émotionnel.

Cette thèse a été réalisée grâce au soutien institutionnel et au financement :

- Du partenariat international de recherche TRYSPACES « *Transformative youth spaces* », auprès duquel j’ai obtenu une bourse étudiante pour initier cette recherche. Financement du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada, subvention numéro 895-2017-1019.
- De la Casa de Velázquez à Madrid. J’ai été membre scientifique de l’École des Hautes études Hispaniques et Ibériques entre septembre 2019 et août 2021.
- De l’UMR 7218 LAVUE et de l’ED 395 de Paris Nanterre pour les missions de terrain.

Crédits image et vidéo :

Les photographies qui illustrent ce manuscrit sont de l'auteur.

Les vidéos ont été réalisées par les participants aux ateliers dans le cadre du projet de recherche ANR Pop-Part pour Paris, et avec le soutien du programme de recherche Tryspaces pour Barcelone.

NOTES PREALABLES

Une enquête trilingue entre deux pays

Cette thèse est rédigée en trois langues : le français, le catalan et le castillan, à l'image de la manière dont l'enquête s'est déroulée. À Paris, les enquêtés s'expriment tous en français. À Barcelone, capitale de la Catalogne où deux langues officielles coexistent et la scolarisation se fait en catalan, les enquêtés sont tous bilingues, mais s'expriment tantôt en castillan, tantôt en catalan. Selon leur origine sociale, la langue parlée dans leur famille, ils sont plus ou moins à l'aise avec l'une ou l'autre des deux langues. Le choix de la langue dépend également du contexte d'énonciation. Le castillan est privilégié lorsqu'ils sont en groupe, associant plutôt le catalan au cadre scolaire. Les élus et les techniciens de la mairie de Barcelone s'expriment en catalan. J'ai choisi de conserver cette diversité linguistique dans la rédaction de cette thèse. Les citations sont retranscrites dans la langue dans laquelle elles ont été énoncées. Afin de fluidifier la lecture et assumer le caractère trilingue de cette recherche en cotutelle, les citations en castillan et catalan sont maintenues dans le fil du texte. Je les ai traduites en français dans une colonne séparée. Lorsque j'utilise des expressions ou des citations courtes, je les ai traduites en français entre parenthèses.

À propos de l'anonymisation

J'ai choisi de ne pas aborder l'anonymisation de manière uniforme et standardisée. L'enjeu était cependant de maintenir les codes déontologiques de la recherche en sciences sociales, tout en maintenant un équilibre entre respect de la confidentialité et reconnaissance sociale. Comme le souligne l'ethnographe Daniel Cefaï dans un chapitre de l'ouvrage *L'engagement*

ethnographique intitulé « Codifier l'engagement ethnographique », l'anonymisation n'est pas un protocole standard qu'on applique, mais une négociation qui s'établit tout au long de la recherche dans une démarche de consentement éclairé (Cefaï 2010). Les jeunes filles et garçons ayant participé à cette recherche ont rempli un formulaire de consentement au début de l'enquête. Nous y avons établi un accord concernant l'objet de la recherche, sa restitution, et les conditions de l'anonymat. Pour la rédaction de la thèse, j'ai anonymisé les extraits d'entretiens des jeunes filles et garçons ainsi que les observations de terrain. J'ai pour cela choisi des prénoms, parfois directement avec les enquêtés, qui se rapprochaient de l'origine sociale, de l'ethnie ou de la région du pays d'origine de ces derniers. Je me suis également appuyée sur l'ouvrage et le site internet associé « Sociologie des prénoms » de Baptiste Coulmont (Coulmont 2011). Certains extraits de la thèse ont été relus par les enquêtés et nous avons échangé sur leur contenu, abordant notamment la question de la confidentialité. Cela m'a amené à faire certaines modifications suite à ces échanges. J'ai anonymisé les professionnels de l'éducation (animation, éducation, direction des structures jeunesse), les commerçants, les habitants rencontrés lors de l'enquête. En revanche, je n'ai pas anonymisé les élus, dont j'ai restitué des prises de paroles publiques ainsi que des extraits d'entretiens. Cette enquête impliquait également un enjeu de reconnaissance sociale pour les jeunes avec lesquels la recherche a été réalisée. Ainsi, les vidéos qu'ils ont produites n'ont pas été anonymisées étant donné qu'elles sont le résultat d'un travail de création et de mise en récit de leur propre expérience urbaine. Elles sont par ailleurs diffusées en leur nom propre sur les sites internet des deux recherches partenaires avec lesquelles elles ont été produites. C'est également le cas de certains matériaux dans lesquels des enquêtés expriment une parole dans la sphère publique (morceaux de rap, lutte pour le droit au logement). Ces prises de parole publiques ont été restituées sans être anonymisées.

SOMMAIRE

Remerciements	7
Notes préalables	11
Sommaire	13
INTRODUCTION GÉNÉRALE	15
1. Une contribution aux travaux sur les pratiques urbaines des « jeunes populaires urbaines ».....	23
2. Analyser la réception des processus de changements urbains en centre ancien par les jeunes populaires.....	30
3. Méthodologie.....	38
4. Organisation de la thèse	44
Chapitre 1. LES COULISSES DE L'ENQUÊTE	47
1. L'entrée sur les terrains : les jeunes populaires, des univers étrangers ?	51
2. Modalités et matériaux de l'enquête.....	56
3. Positions occupées sur les terrains d'enquête.....	68
Chapitre 2. LES RECONFIGURATIONS SOCIO-SPATIALES DES QUARTIERS DE CENTRE ANCIEN	75
1. La Chapelle : un quartier populaire péricentral au cœur des reconfigurations métropolitaines.....	81
2. Le Raval : un quartier populaire de la vieille ville en prise avec la touristification	95

Chapitre 3. DES TRAJECTOIRES URBAINES PRÉCAIRES	115
1. Six trajectoires individuelles à La Chapelle et dans le Raval	119
2. Des trajectoires urbaines précaires	139
Chapitre 4. DES PRATIQUES URBAINES ENTRE ANCRAGE ET MOBILITÉ	151
1. Une inscription urbaine plurisituée.....	155
2. Ancrage au quartier et centralités urbaines	171
Chapitre 5. RAPPORTS AU QUARTIER	177
1. Des manières d’habiter différenciées.....	181
2. La construction des idéaux types	184
3. Quatre manières d’habiter en centre ancien.....	186
Chapitre 6. LE PARTAGE DE L’ESPACE EN PRATIQUE	219
1. L’esplanade Nathalie Sarraute, au cœur des transformations urbaines du Nord-Est parisien.....	223
2. Ethnographie de la cohabitation : « Elle est vivante l’esplanade ! Il y a tout le monde, et personne ne se croise ! »	228
3. Une gestion institutionnelle pour « faire bien vivre l’esplanade ».....	245
4. Une analyse du partage de l’espace	263
CONCLUSION GÉNÉRALE	281
BIBLIOGRAPHIE	291
GLOSSAIRE	306
TABLE DES FIGURES	309
TABLE DES MATIÈRES	311
ANNEXES	315

INTRODUCTION GÉNÉRALE

Le 27 janvier 2015, Myriam El Khomri, nommée secrétaire d'État à la Politique de la ville depuis plusieurs mois, vient présenter ses vœux dans le bâtiment flambant neuf du gymnase Ostermeyer à Paris. On y accède depuis l'esplanade Nathalie Sarraute, espace public urbain emblématique du quartier en gentrification de La Chapelle dans le 18^e arrondissement. La secrétaire d'État, dont la carrière politique commence en tant que conseillère de Paris au sein du parti socialiste dans ce même arrondissement sept ans plus tôt, choisit ce lieu symbolisant la revalorisation du quartier pour prononcer son discours. Ses premiers mots font référence aux usagers des structures jeunesse du quartier qui ont été mobilisés pour l'occasion, nombreux dans l'assistance :

« Si nous avons choisi ce lieu pour la cérémonie des vœux de notre ministère, c'est parce qu'il est né d'un projet ambitieux. Cette esplanade illustre au quotidien l'action de notre ministère chargé de la Ville, de la Jeunesse et des Sports. Par ce choix, nous avons aussi voulu vous adresser un message, à vous, les jeunes, et il y en a beaucoup dans la salle. Souvenons-nous de la genèse de ces lieux. Il y a un peu plus de 10 ans, la ville de Paris et la mairie du 18^e ont pris conscience du fait qu'il fallait réhabiliter cette Halle dans un quartier populaire en visant l'excellence dans tous les domaines : environnement, équipements, espaces publics. Associer les habitants des quartiers populaires n'était pas simplement souhaitable, mais incontournable pour la qualité et la durée du projet. L'excellence pour tous : c'est également le sens du lieu d'accueil innovant pour les jeunes, que j'avais porté. Il est situé à deux pas d'ici. On vous a fait confiance, à vous les jeunes, et notamment ceux de l'association Espoir 18. Et vous avez démontré qu'on pouvait, qu'on devait vous faire confiance pour faire vivre le lien social et vous considérer comme de véritables acteurs du quartier. [...] Notre pays souffre d'une véritable ségrégation, avec des quartiers, ceux de la politique de la ville, où le chômage atteint 45 % chez les jeunes, avec des jeunes qui, lorsqu'ils sont diplômés, ont deux fois moins de chance de trouver un emploi, ou encore avec 50% de familles monoparentales quelquefois. Notre premier chantier, c'est d'éviter la concentration des personnes les plus pauvres. Dans nos quartiers, un tiers des habitants change tous les 5 ans. Qui les remplace ? Des gens plus en difficulté encore. [...] Nous devons casser ensemble les murs de ces ghettos qui entravent la promesse républicaine. Il faut donner du souffle à notre république. Cela exige un effort collectif sans précédent. La cohésion sociale et les associations qui la portent doivent ainsi voir leur rôle renforcé dans la période qui s'ouvre aujourd'hui. Elles doivent pouvoir accompagner au mieux les jeunes notamment, afin que la chaîne éducative ne soit jamais rompue, et que l'ensemble des adultes ait un discours cohérent pour eux. »¹

¹ Vœux de la secrétaire d'État à la Politique de la ville prononcés le 27 janvier 2015. <https://www.vie-publique.fr/discours/193854-declaration-de-mme-myriam-el-khomri-secretaire-detat-la-politique-de> consulté le 14/10/2018.

Quelques années plus tard, une scène observée à Barcelone fait écho à ce discours prononcé à Paris : le 14 décembre 2019, la transformation partielle de la rambla du Raval est inaugurée par l'équipe municipale *Barcelona en Comú*² près de vingt ans après l'opération de régénération urbaine *Pla central del Raval* qui avait amené au percement de la rambla du Raval dans le tissu ancien. L'aménagement de la rambla du Raval constituait à la fin des années 1990 le projet phare de cette opération. En cette journée d'hiver, sur le parterre central de la rambla où une scène a été installée pour l'occasion, les différentes structures jeunesse du Raval ont été mobilisées pour animer l'évènement. John, la vingtaine, une figure connue du quartier qui participe depuis qu'il est petit à plusieurs projets à destination des jeunes du Raval, s'improvise en présentateur. Après le concert d'un atelier de rap suivi d'une chorale de l'école de musique *Xamfrà*, John invite les acteurs institutionnels à monter sur scène. Andreu Meixide, chef de projet du *Pla de barris*³ du Raval, le programme municipal d'intervention intégrale dans les quartiers prioritaires ayant financé la transformation de la *rambla du Raval*, prend d'abord la parole, puis il passe le micro à Jordi Rabassa, maire de l'arrondissement de *Ciutat Vella* qui présente les intentions du projet :

« Avui fa gairebé 20 anys que es va inaugurar la rambla del Raval. Aquella rambla que va resultar d'un procés de suposada higienització del barri, que va ser en realitat un procés d'expulsió dels veïns, de desaparició de patrimoni i de memòries col·lectives, un procés especulador. Però que avui en canvi es una rambla que posa les veïnes i els veïns al centre. Hem canviat

« Aujourd'hui, cela fait presque 20 ans que la rambla du Raval a été inaugurée. Cette rambla résultant d'un processus de supposée hygiénisation du quartier a en réalité provoqué l'expulsion des habitants, la désappropriation du patrimoine et des mémoires collectives. Il s'agissait d'un processus de spéculation. Aujourd'hui en revanche la rambla met les habitants et

² Le parti *Barcelona en Comú* (Barcelone en commun) a été créé en 2015 pour présenter une candidature citoyenne aux élections municipales de Barcelone. Ses membres sont issus de la société civile, de mouvements militants et de partis politiques comme les Verts *Izquierda Catalunya Verds* (ICV). La cheffe de file de *Barcelona en Comú*, l'ancienne militante de la *Plataforma afectados por las hipotecas* Ada Colau a été élue à deux reprises maire de Barcelone en 2015 et 2019.

³ Le *Pla de Barris* (plan des quartiers) est un programme municipal d'intervention intégrale visant à réduire les inégalités socio-spatiales dans la ville. Il est impulsé par la mairie de Barcelone en 2016, ce qui permet de répondre à la forte mobilisation des quartiers populaires qui ont contribué à la victoire de la candidature citoyenne *Barcelona en Comú* aux élections municipales de 2015. Cet outil s'inscrit dans la continuité de la *Llei de Barris*, un instrument régional de régénération urbaine et de lutte contre les inégalités sociales mis en place entre 2004 et 2010, alors que la *Generalitat* de Catalogne était gouvernée par un gouvernement tripartite de gauche.

la pell de la rambla, dotant-la de la centralitat que mereix al barri i m'atreveixo a dir que la rambla com es presenta avui es més propera, més oberta, menys opaca, més diversa i més veïnal. Front l'especulació que hi ha amb els grans projectes urbanístics, hem aplicat la fórmula de la veïnificació. »

habitantes au centre. Nous l'avons transformée en lui donnant la centralité qu'elle mérite dans le quartier, et je me risque à dire qu'elle est aujourd'hui un espace de proximité, plus ouverte, moins opaque, plus diverse et fréquentée par les habitants. Face à la spéculation présente avec les grands projets urbains, nous avons appliqué la formule de la « *veïnificació* » ».

La « *veïnificació* » est un néologisme utilisé par l'équipe du *Pla de barris* ainsi que les élus de *Barcelona en Comú* pour qualifier des interventions qui se poseraient en contrepoint du processus engagé de gentrification et du tourisme de masse à Barcelone. « *Veï* » signifie littéralement « voisin », et est utilisé pour qualifier les habitants d'un quartier. Dans le discours de l'élu, la « *veïnificació* » serait donc le processus par lequel les interventions publiques favoriseraient les relations de voisinage, promouvant un quartier habité par les personnes qui y résident.

À quelques dizaines de mètres, les modules préfabriqués du projet *Kan 60 Lab* installé dans l'espace public sont exceptionnellement ouverts pour l'occasion. Ce projet du *Pla de barris* basé sur la participation libre des adolescents et jeunes adultes qui fréquentent les rues du Raval propose un programme conçu avec les usagers de l'espace. Ce jour-là, Martí, l'animateur se trouve à côté de la table de ping-pong déployée au centre de la rambla, où jouent trois adolescents ayant entre 9 et 13 ans. Un groupe de touristes suivant une guide qui agite un parapluie en l'air passe à côté de la table de ping-pong et interrompt la partie. Il se dirige vers la statue du « *gato Botero* ». Cette œuvre célèbre du sculpteur colombien installée en 2003 sur la rambla du Raval constitue une attraction touristique dans ce quartier populaire. On entend au loin le discours de l'élu qui poursuit :

« Abans parlava de la gent gran, que va ser una part important de la participació, però també ho es la gent jove, ha sigut un dels objectius d'aquesta remodelació. Que també la gent jove ha de gaudir de l'espai públic. »

« Avant je parlais des personnes âgées, qui ont pris une part importante dans le processus de participation, mais les jeunes personnes également. Un des objectifs de ce réaménagement a été que les jeunes personnes puissent profiter de l'espace public. »

Dans ces scènes de la vie publique à Paris et Barcelone, différentes politiques urbaines sont évoquées, allant de la régénération urbaine, l'intervention prioritaire dans les quartiers de la Politique de la ville en France ou du *Pla de barris* à Barcelone, en passant par les programmes de concertation des habitants dans des opérations d'aménagement d'espaces publics urbains. Elles cherchent conjointement à répondre aux enjeux des transformations socio-spatiales des quartiers de centre ancien⁴ qui se retrouvent au cœur des dynamiques de transformation néolibérale des villes au niveau international (Harvey 2001; Hackworth 2007). Dans un contexte de concurrence interurbaine, les villes cherchent à attirer des capitaux internationaux et des populations aux revenus élevés tandis que les acteurs privés prennent une place de plus en plus importante dans l'aménagement et la gestion urbaine. Ce mouvement est accompagné par plus de 30 ans de politiques de régénération urbaine des quartiers dégradés. La population des quartiers populaires situés au cœur des grandes villes européennes se diversifie alors, et l'embourgeoisement de la population ainsi que la présence quotidienne de nouveaux usagers du fait du tourisme global provoquent l'augmentation des prix du logement alors même que les situations de pauvreté urbaine et les inégalités augmentent. À Paris, Myriam El Khomri évoque en filigrane l'enjeu de la mixité sociale comme réponse à des quartiers ségrégués dont le principal problème serait la concentration de la pauvreté, tandis que Jordi Rabassa prône à Barcelone un urbanisme destiné aux habitants du quartier pour lutter contre les dynamiques spéculatives et la gentrification du Raval. Ces deux déclinaisons locales, entre la crainte d'une trop grande concentration des milieux populaires et la peur de leur disparition posent une même question : celle d'un droit à la ville, considéré comme un « droit à la vie urbaine, transformée, renouvelée » (Lefebvre 1968, p. 108) pour les classes populaires vivant en centre ancien.

⁴ La catégorie « quartier de centre ancien » a été choisie afin de rendre compte de la diversité de leurs positions de centralité dans la métropole. Cette catégorie permet d'inclure les anciens quartiers de faubourg et les quartiers de centre historique, à la différence de la catégorie de « centre-ville ». Il s'agissait également de qualifier les quartiers populaires de centre ancien en gentrification et de questionner leur caractère socialement et spatialement en transformation. La catégorie générique de « quartier de centre ancien » m'a semblée plus à même d'englober la diversité des processus de reconfiguration urbaine que celle de « quartier populaire » ou « *barrio popular* ».

La présence des usagers des structures de jeunesse au sein de ces événements ainsi que la mention systématique par les acteurs institutionnels des « jeunes », de la « *la gent jove* » reflète l'intérêt des politiques urbaines pour les places que cette catégorie de la population occupe en ville. À l'heure où s'enchaînent les crises depuis la fin des années 2000⁵, le contexte socio-économique dans lequel grandissent les jeunesses populaires est caractérisé par une situation d'instabilité aux multiples facteurs : résidentielle, scolaire ou professionnelle. La précarité du marché du travail et l'éclatement de la société salariale, les difficultés d'accès à un premier emploi touchent en premier lieu les personnes aux faibles niveaux de diplôme entrant sur le marché du travail. Les obstacles pour trouver un premier emploi reculent alors le moment de décohabitation du foyer familial. Celui-ci devient d'autant plus difficile dans des quartiers centraux de plus en plus convoités. Les possibilités d'accès à un logement dans un contexte de compétition grandissante pour l'espace s'amenuisent alors pour les classes populaires. L'éviction des jeunesses populaires des centres anciens semble un processus inéluctable sur lequel elles n'auraient pas de prise. Or, les deux scènes présentées ici montrent à la fois leur présence dans les discours des politiques urbaines, mais également l'existence de conflits quotidiens dans lesquels les jeunesses sont prises à partie avec d'autres usagers des espaces publics urbains.

Les réflexions au fondement de cette thèse se situent dans la tension entre d'une part, des processus socio-économiques et de transformation socio-spatiales qui conduiraient à une éviction des jeunesses populaires dans les centres anciens, et d'autre part le maintien de leur présence dans des interactions quotidiennes comme dans les discours publics. Si les discours médiatiques et l'attention politique se centrent sur ces jeunesses populaires, celles-ci restent bien souvent exclues de la discussion et on sait peu de choses sur leurs pratiques, leurs représentations et leurs attentes. C'est l'objet de cette thèse qui opère un croisement entre la sociologie des transformations socio-spatiales des quartiers de centre ancien et la sociologie des pratiques urbaines des jeunesses populaires. Elle vise ainsi à comprendre comment les jeunesses populaires prennent place dans des quartiers de centre ancien à Paris et Barcelone

⁵ La crise des *subprimes* en 2008, dont les répercussions ont été importantes en Espagne avec l'éclatement de la bulle immobilière, suivie de la crise sanitaire du Covid 19 en 2020, et à l'heure où j'achève l'écriture de cette thèse, une récession touche la France et l'Espagne.

soumis à de multiples reconfigurations socio-spatiales. Cette question apparaît majeure dans les processus de transformation urbaine et constitue à la fois un enjeu politique et un enjeu en termes de recherche. Afin de dépasser l'approche monographique et monter en généralité, la dimension comparative de cette recherche entre Paris et Barcelone met en perspective deux processus de gentrification dans deux contextes différents. Comme le montrent les interventions des élus à Paris et Barcelone, les jeunes populaires mobilisent les politiques publiques. Elles interrogent la nature des politiques sociales et urbaines en réponse ou en accompagnement à la gentrification. Par leur présence dans les espaces publics urbains, les jeunes contribuent à façonner les espaces urbains et à les interroger.

Pour ce faire, cette thèse mobilise et discute différents champs de recherche très peu mis en relation jusqu'à présent. En ce sens, elle s'inscrit dans les études urbaines définies comme des « connaissances interdisciplinaires appliquées à l'objet qu'est la ville » (Scherrer 2010, p. 188). Elle s'appuie sur les études qui s'intéressent à la socialisation et aux pratiques urbaines des jeunes populaires d'une part, et sur les travaux qui documentent les processus et les politiques qui accompagnent les changements urbains dans les quartiers populaires de centre ancien autour des questions de gentrification, de ségrégation urbaine et de mixité sociale d'autre part. Les bilans des nombreuses recherches en sociologie de la jeunesse et sociologie urbaine qui s'intéressent au rapport des jeunes populaires aux espaces urbains (Kokoreff 1996; Paris et al. 2006) ont montré qu'elles se sont concentrées depuis la fin des années 1970 sur les quartiers d'habitat social situés en périphérie urbaine, et ce tout particulièrement dans le contexte français. Quand le centre-ville y est abordé, c'est pour analyser l'effet des pratiques en dehors du quartier sur la socialisation urbaine des jeunes vivant dans des quartiers périphériques. Rares sont les études qui s'intéressent aux jeunes populaires vivant en centre ancien. Par ailleurs, les travaux récents sur la gentrification et la mixité sociale qui ont étudié la manière dont les classes populaires vivent ces changements ont encore peu abordé le point de vue des jeunes. Or, la jeunesse en tant que temps spécifique de transition entre deux âges de la vie stabilisés que sont l'enfance et l'âge adulte constitue un moment particulièrement approprié pour saisir les dynamiques de permanence et de changement provoquées par les transformations socio-spatiales des centres anciens.

1. Une contribution aux travaux sur les pratiques urbaines des « jeunesses populaires urbaines »

L'intérêt des politiques urbaines pour les jeunesses en ville n'est pas récent. Depuis les années 1970, elles soutiennent des visions contrastées de la jeunesse, qui s'expriment dans les deux scènes publiques décrites auparavant. Une première vision de la jeunesse en fait l'acteur principal du « mythe du changement social » (Martin Criado 2005). Elle s'incarne dans des discours qui font reposer sur les jeunes la résolution des maux de notre société et leurs traductions urbaines. Puis, de l'autre côté du spectre, cette jeunesse est envisagée comme une menace (Vulbeau 2001) dans des discours publics qui reposent sur l'idée d'affrontement et de dangerosité. Dans cette vision, la jeunesse est construite comme un problème en soi, et non comme une catégorie de population confrontée à des questions sociales.

1.1 De la « jeunesse » aux « jeunesses populaires urbaines »

La jeunesse constitue un temps spécifique de socialisation basé sur l'expérimentation et l'indépendance, contribuant à la construction de l'identité sociale (Galland 2011). Elle est caractérisée par une série d'étapes qui ne sont franchies de manière ni simultanée ni définitive instituant « le passage de l'école à la vie professionnelle et de la famille d'origine à la famille de procréation » (Mauger 2010, p. 9). Cependant, plusieurs auteurs en France comme en Espagne questionnent l'utilisation de cette catégorie et l'existence d'une jeunesse comme groupe social homogène. Dès 1981, dans un entretien intitulé « la jeunesse n'est qu'un mot », Pierre Bourdieu met en évidence les limites de cette prénotion et d'une analyse sociale réduite à une délimitation par les classes d'âge. Il explique alors que « l'âge est une donnée biologique socialement manipulée et manipulable. Le fait de parler des jeunes comme d'une unité sociale d'un groupe constitué doté d'intérêts communs, et de rapporter ces intérêts à un âge défini biologiquement, constitue déjà une manipulation évidente » (Bourdieu 1981, p. 145). Plus récemment, le sociologue espagnol Enrique Martín Criado critique « l'existence d'une "jeunesse" comme groupe – ou "condition" – sociale qui aurait des "attitudes",

"comportements" ou une "sous-culture" » commune (Martin Criado 2009, p. 1632). Il rappelle que les conditions sociales, les rites de passage, les rapports de pouvoir entre différentes classes d'âge, les statuts sociaux conférés par l'âge adulte sont en grande partie déterminés par le groupe social auquel on appartient. L'obtention d'un diplôme, le premier emploi, la décohabitation du logement parental, la mise en couple, la naissance d'un premier enfant sont autant d'éléments qui dépendent des conditions matérielles et sociales des différents groupes sociaux. Les différents seuils franchis dépendent par ailleurs de conditions socio-économiques d'ordre structurel telles que la mutation du rapport à l'emploi, le rôle du travail social, le rôle de l'école ou le marché du logement.

Dans cette optique d'une indéfinition de la jeunesse, la jeunesse populaire serait une catégorie plus satisfaisante dans la mesure où elle permettrait de mettre la focale sur les rapports sociaux inégaux qui traversent encore aujourd'hui nos sociétés. Le flou entourant les catégories de « jeunesse » et de « jeunes » m'amènera à utiliser la catégorie de « jeunesses populaires » et utiliser le terme « jeunes » lorsqu'il est utilisé sur le terrain par les enquêtés. L'utilisation de « jeunesses populaires » au pluriel permet davantage de rendre compte de la diversité et la segmentation des jeunesses populaires en tant que fraction du vaste ensemble des classes populaires. Nombreux sont les travaux ayant pointé la diversité des jeunesses populaires. Elles regroupent, dans la même mesure que les classes populaires, un ensemble hétérogène d'individus et de groupes marqués par une diversité de trajectoires et d'inscriptions territoriales selon qu'elles vivent dans les espaces urbains des banlieues populaires (Truong 2013; Marlière 2011; Kakpo 2006), dans les espaces ruraux ou périurbains (Coquard 2019; Amsellem-Mainguy 2021; Renahy 2010), ou dans les quartiers de centre ancien. Pour autant, l'hétérogénéité des expériences, la diversité des trajectoires et des manières d'investir l'espace local sont étroitement liées à ce qui fait commun dans leurs manières de vivre en ville et de l'investir, ce qui constitue une « communauté de destin » (Marlière 2005) ou une « communauté d'expérience » (Kakpo 2006a) liée à leur condition sociale.

Cette recherche s'intéresse aux jeunesses populaires urbaines au pluriel afin de prendre en compte les conditions sociales et urbaines des jeunes de classes populaires vivant en centre ancien dans leur diversité. Bien qu'elle s'intéresse à la spécificité de la socialisation urbaine

en centre ancien, j'ai privilégié le terme générique de « jeunes populaires » plutôt que celui de « jeunes populaires de centre ancien » pour deux raisons. D'abord, bien que leur espace de vie se trouve principalement dans les quartiers de centre ancien, les enquêtés présentent des inscriptions urbaines qui naviguent entre centre et périphérie, c'est leur rapport à la ville de manière générale qui a été au cœur de ce travail. Ensuite, cette catégorie plus englobante permet de mettre en regard les socialisations urbaines des jeunes de quartiers périphériques et celles des quartiers de centre ancien sans les opposer. Ainsi, il est possible d'interroger la manière dont les imaginaires collectifs et les politiques urbaines construites autour des jeunes périphériques façonnent ce qui se joue autour des jeunes de centre ancien.

Cette recherche nourrit ainsi les réflexions sur les classes populaires contemporaines, ces dernières étant définies par le sociologue Olivier Schwartz à travers une triple dimension : la « petitesse du statut professionnel ou social », « l'étroitesse des ressources économiques » et « l'éloignement par rapport au capital culturel » (Schwartz 2011). Elle s'intéresse aux clivages internes qui traversent ces groupes hétérogènes ainsi qu'à l'évolution des formes de séparation culturelle que les travaux sur les classes populaires ont analysées (Siblot et al. 2015). Dans son article intitulé « Peut-on encore parler de classes populaires ? », Olivier Schwartz interroge l'évolution des dynamiques de relégation et d'extraversion des classes populaires contemporaines. Il définit la première comme « un confinement dans un champ de possibilités étroites », une « impossibilité et un refus d'en sortir » (Schwartz 2011, p. 37), tandis que la deuxième est caractérisée par un élargissement des univers de vie, un désenclavement et une ouverture sur le monde extérieur. Cette dynamique de relégation et d'extraversion sera au cœur des réflexions dans cette recherche.

1.2 Des jeunesses populaires des périphéries aux jeunesses populaires de centre ancien : la relation centre-périphérie en question

En France comme en Espagne, les discussions sur la jeunesse sont nombreuses, portées et relayées par des organismes publics comme *INJUVE Instituto de la juventud* (Institut de la jeunesse) en Espagne, *l'Observatori català de la joventut* (Observatoire catalan de la jeunesse) en Catalogne ou l'INJEP (Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire) en France. Mais sur la question des jeunesses vivant dans des quartiers populaires, les travaux espagnols répondent moins à une « spatialisation des problèmes sociaux » (Tissot et Poupeau 2005) que les travaux français qui se centrent sur le malaise des grands ensembles à partir de la fin des années 1960. Cela peut sans doute s'expliquer par une moindre intensité de la ségrégation spatiale en Espagne. Dans une étude sur la ségrégation spatiale dans la région métropolitaine de Barcelone, le géographe Oriol Nel-lo et le politiste Ismael Blanco ont montré que l'index de ségrégation spatiale était supérieur dans les régions urbaines françaises à celui calculé dans la région métropolitaine de Barcelone (Nel-lo et Blanco 2015, p. 7).

En France, la plupart des travaux ont analysé les pratiques urbaines juvéniles sous l'angle des rapports entre centre et périphérie, les chercheurs regardant la manière dont les jeunesses grandissent en périphérie depuis le centre, à partir d'une conception basée sur un gradient d'urbanité allant des quartiers centraux vers les banlieues. C'est à partir de ces deux entrées spatiales abordées la plupart du temps de manière séparée, le quartier périphérique d'un côté et le centre-ville de l'autre, que la socialisation urbaine des jeunesses populaires a été traitée. Un ensemble de travaux regardent, à travers une approche monographique, le quartier périphérique comme espace signifiant ou espace d'anomie selon les analyses, lieu de la socialisation urbaine autour des sous-cultures de rues. À partir des années 1970, les études focalisent leur attention sur les quartiers d'habitat social en France, et plus particulièrement sur les grands ensembles ayant été construits en périphérie des villes pour loger la classe ouvrière. Alors que la crise urbaine de la ville post-industrielle fait rage (crise économique et chômage, remise en cause des mécanismes d'intégration que sont l'école et le travail, et réduction d'une conscience de classe ouvrière), le quartier est à la fois analysé comme un espace où se concentrent les problèmes sociaux, mais également comme un espace permettant de faire face au stigmat, une « communauté villageoise » ou « enclave

protectrice » (Sauvadet 2004, p. 115). Plusieurs travaux montrent que les sociabilités de quartier basées sur le groupe de pairs produisent des sous-cultures juvéniles (Mauger 2006; Lepoutre 1997; Sauvadet 2006) ayant leur propre organisation sociale. Ces sous-cultures sont basées sur des systèmes d'appartenance et des codes de la rue dont les ressorts sont analysés de manière différente selon les auteurs. François Dubet décrit dans *La Galère* les discours et les conduites des jeunes adultes rencontrés lors de son enquête d'intervention sociale à partir de trois dimensions : la désorganisation sociale, basée sur l'absence de cadre normatif qui produit des conduites anomiques, l'exclusion qui renverrait à une expérience quotidienne de la frustration et d'une marginalité sociale, et la « rage » qui témoignerait d'un épuisement du mouvement ouvrier (Dubet 1987). Dix ans plus tard, David Lepoutre met en lumière par son enquête ethnologique au cœur de la vie quotidienne de collégiens d'une cité HLM non pas des espaces anomiques, mais une sous-culture où la violence serait « codifiée, contrôlée et mise en forme » (Lepoutre 1997, p. 24). Au moment de l'adolescence, la pratique du quartier permet par conséquent de construire une sociabilité signifiante entre pairs. Il montre que cette sociabilité de l'entre-soi basée sur un enracinement territorial est vouée à se transformer pour la plupart des adolescents au moment de l'entrée dans la vie adulte. Pour autant, il explique également que l'univers populaire que représente le quartier d'origine basé sur les sociabilités de proximité, les solidarités de voisinage et une forte interconnaissance est amené à perdurer.

Ces travaux fondateurs ont été suivis de nombreuses recherches qui se sont intéressées aux jeunes filles et garçons de quartiers populaires (Sauvadet 2006; Mohammed 2011; Clair 2008; Kokoreff 2003; Vulbeau 2013; Bacqué, Demoulin et Collectif Pop-Part 2021). C'est donc à la lumière des travaux sur les jeunesses populaires vivant dans les quartiers périphériques que l'enquête a été menée auprès des jeunesses populaires de centre ancien, soulevant différentes questions : dans quelle mesure la dimension spatiale (rapport à la centralité, intensité de la ségrégation urbaine, accès à la mobilité urbaine) est-elle déterminante dans la socialisation urbaine des jeunesses populaires urbaines ? Retrouve-t-on dans les quartiers de centre ancien le caractère protecteur des quartiers populaires de banlieue pointé par certaines recherches ? Comment se maintiennent, ou se reconfigurent ces formes de sociabilités, d'ancrage et

d'interdépendance dans un contexte urbain en gentrification ? Quels effets cela a-t-il sur les sociabilités juvéniles ?

Depuis les années 1990, plusieurs travaux se sont intéressés aux pratiques juvéniles en dehors du quartier de banlieue, lors de déplacements vers les centres-villes ou d'autres centralités urbaines (Kokoreff, Alfonsi et Lalam 1995; Oppenchaim 2016; Huet 2018; Foret, Bavoux et Anémian 1990). Ils ont montré que la mobilité en dehors du quartier joue un rôle socialisant et contribue à la construction identitaire des jeunes populaires. Dans une enquête sur les pratiques de mobilité des « adolescents de cité » en région parisienne, le sociologue Nicolas Oppenchaim a montré que les déplacements individuels ou collectifs dans les différents espaces de la ville permettent le « passage du monde familial au domaine public urbain » (Oppenchaim 2016, p. 255). Marine Huet a montré que les excursions dans le centre-ville permettent par ailleurs aux lycéens de quartiers populaires de se soustraire au contrôle social du quartier, et sont associées à la recherche d'un dépaysement social, une expérience de l'altérité (Huet 2018). La fréquentation du centre-ville fonctionne alors comme un espace d'initiation au mode de vie urbain, un sas permettant d'acquérir des codes de comportements citadins basés sur la co-présence, l'altérité et l'anonymat, que les jeunes populaires ne vivent pas dans leur quartier, comme l'expliquent Catherine Foret et Pascal Bavoux dans une enquête dans le centre-ville de Lyon (Foret, Bavoux et Anémian 1990). Que se passe-t-il alors quand cette expérience de l'altérité est vécue au quotidien, au sein du quartier ?

Bien que la question des jeunes des *periferías urbanas* (périphéries urbaines) soit présente dans le débat public depuis les années 1970 en Espagne, elle apparaît moins frontalement qu'en France. En Espagne, le contexte urbain et les quartiers où résident les jeunes populaires sont abordés en toile de fond des enquêtes pour analyser les carences urbanistiques et les difficultés sociales rencontrées dans les quartiers ouvriers et d'immigration interne construits sous le franquisme. Mais ils ne constituent pas la plupart du temps une composante de l'objet d'étude. La question spatiale est moins présente dans les travaux, qui s'inquiètent davantage de la marginalité sociale des jeunes populaires et immigrées à travers les enjeux de scolarisation (Artiaga 1979; Giliberti 2013) ou les bandes juvéniles (Feixa 1998). À partir des années 1980, le champ des recherches sur les jeunes urbaines s'est consolidé en anthropologie sociale. Elles abordent les sous-cultures urbaines,

renseignant les enjeux de modes de vie et d'identité juvénile (Feixa i Pampols 2004; Feixa 1993; García del Río 2020). Après quarante ans de dictature franquiste, la citoyenneté et les modalités de participation à la vie publique structurent les travaux de recherche en Espagne, davantage que les questions socio-spatiales. L'espace y est abordé non pas à travers les quartiers populaires, ou les jeunesses des quartiers populaires, mais à travers le rapport des jeunesses aux espaces publics comme lieu de la cidadinité urbaine et d'une expression politique. Dans un ouvrage collectif intitulé « *Jóvenes y espacio público. Del estigma a la indignación* » (Jeunes et espace public. Du stigmatisme à l'indignation), les auteurs reviennent sur le sens que prend l'occupation des espaces publics pour les jeunes à Barcelone et dans d'autres villes en Espagne et en Amérique latine (Trilla 2011). Plus récemment, les études sur les pratiques urbaines juvéniles se sont développées en géographie à travers des approches genrées ou intersectionnelles. Elles ont montré l'effet des composantes raciales, de genre ou d'âge sur des expériences urbaines individuelles d'adolescents (Rodó de Zárate 2016) dans la région de Barcelone. Le décentrement de l'enquête avec le cas barcelonais a donc permis de prendre du recul par rapport aux traditions sociologiques françaises structurées par une dichotomie entre centre et périphérie. Le dépassement de cette dualisation spatiale a donc été au cœur de ce travail.

2. Analyser la réception des processus de changements urbains en centre ancien par les jeunesses populaires

2.1 Gentrification, ségrégation et mixité sociale

Les quartiers de centre ancien sont soumis à des processus complexes de transformations socio-spatiales depuis plusieurs décennies. Une des thématiques majeures qui s'est imposée depuis les années 1960 dans le champ scientifique, mais également médiatique et militant est la question de la gentrification. En 1963, la géographe anglaise Ruth Glass utilise le terme de *gentrification* pour désigner l'embourgeoisement de la population du centre populaire de la ville de Londres avec l'arrivée de nouveaux résidents qui réhabilitent petit à petit les différents bâtiments anciens dégradés ou vétustes, repoussant les catégories sociales défavorisées (Glass 1963).

Depuis ce travail fondateur, cette notion fait l'objet de nombreux débats quant à son intérêt analytique. D'un côté, certains auteurs considèrent qu'il est nécessaire de la déconstruire dans la mesure où elle empêche de voir la complexité des processus de transformation urbaine à l'œuvre – tissus urbains, dynamiques sociales, politiques urbaines – et leurs déclinaisons locales (Bourdin 2008). D'autres auteurs prônent en revanche l'utilisation d'une définition extensive de la gentrification, dépassant les processus décrits initialement par Ruth Glass. Cela permettrait, selon eux, d'aborder conjointement les différentes facettes des processus de transformation urbaine à l'œuvre, de mettre en perspective leurs spécificités dans différentes villes (Authier et Bidou-Zachariasen 2008) et de rendre compte de sa dimension globale (Benach 2018). La diversité des déclinaisons locales de ces processus, de leurs causes et de leurs effets sur les populations a amené à décliner cette notion au pluriel pour rendre compte de sa dimension polymorphe (Chabrol et al. 2016).

La gentrification a ainsi été mise au travail sur de multiples terrains dans la littérature internationale. À Paris comme à Barcelone, les différentes dimensions qu'elle prend ont été documentées. Les recherches ont analysé la transformation de la composition sociale de la population avec des études statistiques qui ont montré les processus de déplacement sur l'ensemble de la commune (Clerval 2010; López-Gay 2018) ou à l'échelle d'un quartier

(López-Gay, Ortiz-Guitart et Solana-Solana 2022). D'autres travaux se sont intéressés aux comportements des gentrificateurs, aux raisons de leur installation et aux sociabilités sélectives qu'ils développent dans les quartiers où ils s'installent (Bidou-Zachariasen et Poltorak 2008; Martínez Rigol 2000). D'autres encore renseignent la manière dont le tissu commercial se transforme, avec la diminution des commerces de proximité et ethniques (Chabrol 2011; Moreno 2010). Ces recherches ont détaillé les dynamiques de déplacement résidentiel, de dépossession matérielle et symbolique et d'éviction des classes populaires des quartiers de centre ancien dans un contexte de gentrification.

Pourtant, dans le discours de certains responsables politiques, la gentrification est vue comme un processus qui permettrait d'introduire de la mixité sociale et réduire les inégalités dans des quartiers ségrégués. Dans la cérémonie des vœux de 2015, la secrétaire d'État à la Politique de la ville Myriam El Khomri explique ainsi que son objectif principal réside dans le fait « d'éviter la concentration des personnes les plus pauvres »⁶. La mixité sociale est alors perçue comme un idéal à atteindre et un antidote à la ségrégation urbaine⁷. Les politiques dites de mixité sociale mises en place depuis les années 1980 s'appuient ainsi, selon les sociologues Marie-Hélène Bacqué et Éric Charmes, sur l'idée selon laquelle favoriser l'installation et la fréquentation de populations mieux dotées socialement dans des quartiers populaires permettrait de réduire les inégalités territoriales et en conséquence, d'améliorer la situation de ces quartiers (Bacqué et Charmes 2016). Les différentes politiques urbaines qui se superposent et s'enchaînent depuis plusieurs décennies dans les quartiers de centre ancien contribuent pour partie aux processus de gentrification : mixité sociale par l'habitat (Launay 2011), opérations de régénération urbaine du tissu ancien et d'amélioration de l'habitat (Ter Minassian 2009; Martínez Rigol 2000; Bacqué et Fijalkow 2006), aménagements d'espaces publics urbains (Charmes 2005).

Les multiples dimensions des changements urbains dans les quartiers de centre ancien en gentrification seront donc analysées à partir d'une définition extensive de la gentrification qui permet de « rendre visibles des mécanismes sociaux, géographiques, politiques ou

⁶ Vœux de la secrétaire d'État à la Politique de la ville prononcés le 27 janvier 2015.

⁷ La ségrégation urbaine est définie comme « un regroupement spatial associant étroitement des populations défavorisées à des territoires circonscrits » (Grafmeyer et Authier 2015, p. 36)

économiques propres à la période post-industrielle » (Chabrol et al. 2016, p. 67). Je ne considérerai pas ici la gentrification comme le résultat d'un processus linéaire, abouti, tel qu'il a pu être analysé dans certains travaux (Clerval 2016) et théorisé sur une échelle globale (Smith 2002), mais davantage comme un processus en cours donnant lieu à « un côtoiement de populations et de mobilités différenciées » (Authier 2002, p. 200). La gentrification met au travail les quartiers de centre ancien où se joue « une concurrence entre groupes sociaux pour l'appropriation et la conservation de l'espace local » (Chabrol et al. 2016, p. 69). Ce côtoiement de populations renvoie-t-il à une simple juxtaposition de mondes sociaux qui ne se rencontreraient pas ? Comment entrent-ils en relation et comment les normes de partage des espaces urbains se négocient-elles ?

2.2 Interroger les effets de la mixité sociale sur les jeunesses populaires

Depuis les travaux de Jean-Claude Chamboredon et Madeleine Lemaire en France sur les grands ensembles et d'Herbert Gans aux États-Unis sur les villes nouvelles, de nombreuses recherches ont interrogé les effets de la proximité sociale, notamment pour les classes populaires (Bacqué et Charmes 2018). Ces recherches questionnaient la manière dont la mixité sociale modifiait les trajectoires sociales et les sociabilités urbaines des classes populaires. Marie-Hélène Bacqué et Éric Charmes rappellent le flou conceptuel qui entoure la notion, et interrogent les liens entre mixité sociale et opportunité sociale (Bacqué et Charmes 2016) en nuancant les effets de contexte sur le destin des individus. Selon les auteurs, les liens ne sont pas démontrés du fait de la complexité des variables qui rentrent en ligne de compte (contexte éducatif, accès aux services...). Ils invitent à prendre en considération les trajectoires sociales et familiales ainsi que les « dimensions sociales, spatiales et institutionnelles de l'organisation des quartiers » (*Ibid.*, 2018).

Jean-Claude Chamboredon et Madeleine Lemaire montraient en effet dès le début des années 1970 que la proximité spatiale de différents groupes au sein d'un même quartier ne générait pas forcément de mélange social. Ils décrivaient alors différentes formes de distance sociale et spatiale résultant de stratégies de différenciation en fonction des trajectoires d'installation

dans le quartier (Lemaire et Chamboredon 1970). En travaillant sur les relations interethniques dans les années 1990 à Belleville, quartier parisien d'immigration en gentrification, le sociodémographe Patrick Simon analysait la disposition dans l'espace des différents groupes de résidents. Il montrait que les caractéristiques urbaines du quartier (état d'avancement des projets de rénovation urbaine, composition du parc de logements) créent des phénomènes « d'hyperségrégation » pour certains groupes, avec une différenciation forte d'un immeuble à l'autre, ce qui rend difficile la diversité sociale (Simon 1995, p. 171). En toile de fond, la question de la légitimité des classes populaires à produire des espaces collectifs, s'organiser et maintenir leurs propres modes d'expression est posée. Dans une étude sur la cohabitation dans une cité HLM où des critères de mixité sociale avaient été mis en place à la fin des années 1970, Michel Pinçon expliquait déjà dans les années 1980 que la cohabitation favorisait « l'hégémonie des classes moyennes » et provoquait une perte d'identité pour les classes populaires (Pinçon, cité dans Bacqué et Charmes 2018). Dans des contextes de gentrification, Loretta Lees critique la rhétorique de la mixité sociale qui présente l'arrivée de populations aisées dans des anciens quartiers populaires comme une « *Urban Renaissance* » (renaissance urbaine) qui réduirait les inégalités sociales. L'urbaniste britannique alerte sur le danger symbolique de la mixité sociale. Elle détruirait selon elle la « *moral authority* » (l'autorité morale) des classes populaires en construisant l'idée que les classes moyennes seraient plus légitimes à occuper le centre-ville en opposition aux classes populaires stigmatisées et associées à des comportements déviants et anormaux (Lees 2008, p. 2463). Pour autant, les différenciations sociales et spatiales n'épuisent pas les différentes formes que prennent les situations de cohabitation. Plusieurs auteurs ont mis en lumière des moments et lieux spécifiques de la vie urbaine où l'on peut observer, dans des interactions en public, un sentiment d'appartenance à une vie collective. L'anthropologue Manuel Delgado s'est par exemple intéressé à la fonction symbolique de la fête comme « illusion d'une communauté » à Barcelone (Delgado 2003), tandis que l'anthropologue Elijah Anderson a mis en lumière l'existence de *Cosmopolitan Canopy* (canopées cosmopolites), décrivant des espaces publics urbains du centre-ville de Philadelphie où prend place une civilité urbaine dans un contexte de ségrégation raciale aux États-Unis (Anderson 2011).

Les effets de la mixité sociale induite par des processus de gentrification méritent donc d'être analysés pour nourrir ces réflexions, dans une tension entre des dynamiques de différenciations et de rapprochement. Quels sont les effets spatiaux des situations de mixité sociale en contexte de gentrification sur les modes d'inscription urbaine des jeunesses populaires ? Les situations de mixité sociale produisent-elles des opportunités ou au contraire accentuent-elles des formes de relégation sociale et spatiale ? Quels effets ont-elles sur les sociabilités de quartier ? Cette thèse cherche à prolonger ces réflexions en s'intéressant à ce que produisent les négociations dans un contexte de mixité sociale.

2.3 Quelles réponses les jeunesses populaires produisent-elles ?

Dans ce contexte, c'est à travers le regard que portent les premiers intéressés que cette recherche s'est construite. Les travaux s'intéressant aux jeunesses populaires ont porté principalement sur leurs représentations des transformations urbaines. Rares sont les recherches qui ont abordé la réception des processus de gentrification par les jeunesses populaires. La géographe Anna Ortiz i Guitart a ainsi montré que les adolescents du quartier péricentral du Besós-Maresme à Barcelone avaient une perception positive des transformations réalisées à proximité immédiate de leur quartier. Le littoral de cet ancien quartier industriel avait été transformé au début des années 2000 dans le cadre du Forum universel des cultures, avec la création d'équipements culturels à vocation internationale, d'un centre commercial et l'aménagement d'une esplanade publique accueillant de grands événements. Les adolescents expliquent qu'ils y trouvent des opportunités d'accès à des espaces modernes et à une nouvelle esthétique du quartier, en contraste avec l'image antérieure qu'ils ont du quartier, doté d'espaces plus denses et anciens (Guitart, Ferret et Ferré 2014). Les sociologues Jeanne Demoulin et Claudette Lafaye portent un regard plus nuancé concernant les processus de transformation urbaine et de gentrification dans la ville de Pantin en banlieue parisienne. Elles ont montré l'ambivalence des discours et pratiques des jeunes de milieux populaires, entre un attachement au passé et une incertitude face à l'avenir (Demoulin, Lafaye et Collectif Pop-Part 2022).

La manière dont les classes populaires composent avec les processus de gentrifications en centre ancien constitue un champ de recherche en développement depuis les années 1990, dans la littérature francophone, hispanophone et anglophone (Chabrol et al. 2016; Giroud 2005; Fijalkow et Levy-Vroelant 2016; Mompó et Fioravanti 2022; Paton 2004). Ces différents travaux ont montré que les résistances peuvent se faire à travers des organisations collectives, avec des mouvements urbains à Valence (Mompó 2019), ou le *sindicat de llogaters i llogateres*⁸ à Barcelone par exemple (Palomera 2018). D'autres travaux ont insisté sur le fait que les formes de résistance à la gentrification s'inscrivent davantage dans des pratiques quotidiennes et les modes d'habiter : occupation de la rue, configuration de ressources matérielles et symboliques à travers des réseaux de coopération, d'interdépendance, de solidarités. La question de l'agentivité est au cœur des réflexions, à la fois du point de vue de la capacité qu'ont les individus à produire des récits du changement urbain, mais également à agir face à la gentrification : les classes populaires sont-elles victimes de ces processus ? De quelle marge de manœuvre disposent-elles et comment composent-elles avec la gentrification ?

Dans une enquête portant sur la gentrification à Glasgow, la sociologue Kirsteen Paton analyse la perception qu'ont les *Working-Class* des processus de déplacement résidentiel auxquels elles doivent faire face, pointant les marges de manœuvre réduites dont elles bénéficient. Elle explique que ce qui différencie le comportement des classes moyennes de celui des enquêtés dans leur rapport à la ville est en partie lié à la notion de « *control* » (contrôle), et définit le contrôle comme le fait « d'avoir du pouvoir et de limiter le pouvoir » (Paton 2004, p. 194). Les populations qu'elle a rencontrées n'expriment pas leur choix de se déplacer et expriment davantage un attachement à l'espace local. En cela, elles se différencient selon elle des classes moyennes qui, en exprimant leur choix de déplacement, illustrent le contrôle qu'elles peuvent avoir sur leur trajectoire résidentielle. Dans la recherche collective « Rester en ville », menée dans quatre quartiers anciens de capitales européennes à Paris, Lisbonne, Bruxelles et Vienne, les chercheurs ont en revanche mis en évidence la manière

⁸ Le *sindicat de llogaters* (syndicat des locataires) a été créé en mai 2017 à Barcelone dans un contexte d'augmentation de crise du logement. Il défend un droit au logement digne, propose un accompagnement juridique aux locataires en difficultés et milite pour la mise en place d'une loi encadrant les loyers. <https://sindicatdellogateres.org/>

dont les habitants de ces quartiers élaborent des moyens de faire face aux processus concomitants de marginalisation et de gentrification (Fijalkow et Levy-Vroelant 2016). Les récits énoncés par les individus ont mis en lumière un travail de construction symbolique du rapport au changement qui s'établit à travers une « réinterprétation élective » (*Ibid.*, p. 212) qui témoigne d'une capacité à produire leur propre interprétation des transformations urbaines. Ces réflexions traversent également le travail de Patrick Simon à Belleville, dans lequel il décrit, au-delà des modes différenciés d'occupation de l'espace, la manière dont les groupes sociaux différents prennent part à la construction d'une identité de quartier basée sur ce qu'il appelle un « mythe de l'intégration » (Simon 1995). À l'inverse, la gentrification peut également produire chez les populations déjà présentes dans ces quartiers des formes de catégorisations qui mettent à distance et excluent certains groupes touchés par la gentrification. Eva Mompó et Hernán Fioravanti montrent par exemple qu'au sein de mouvements sociaux dans deux quartiers en gentrification à Valence (*Cabanyal* et *Velluters*), la catégorie de « *vecindad* »⁹ produit des formes d'inclusion/exclusion des individus en fonction de la classe sociale et à l'appartenance ethnoculturelle.

Au-delà de l'analyse des récits, plusieurs travaux ont interrogé les pratiques individuelles et collectives développées par les habitants pour maintenir leur présence en ville. En Espagne, Eva Mompó s'est intéressée aux effets internes des processus de gentrification sur les mouvements urbains à Valence. Elle a montré que les mouvements urbains sont eux-mêmes affectés par les processus qu'ils dénoncent. La dépossession et le déplacement provoqués par la gentrification impliquent la perte de participants au sein des mouvements, et la disparition des espaces collectifs où ils se réunissaient. Elle décrit par ailleurs les stratégies développées par les membres des mouvements ayant subi un déplacement résidentiel. Ils maintiennent le réseau tissé auparavant dans le quartier ou choisissent un déménagement dans des quartiers ouvriers à proximité pour maintenir les relations avec le *Cabanyal* (Mompó 2021). La notion de « continuités populaires » développée par le géographe Matthieu Giroud dans sa thèse sur Grenoble et Lisbonne permet de décrire des pratiques d'habiter construites comme autant de

⁹ « *Vecino* » signifie voisin (« *vei* » en catalan), par extension le terme « *vecindad* » désigne le fait d'habiter ou non dans un quartier. La « *vecindad* » est un néologisme qui désigne la qualité qu'aurait un individu d'être un habitant du quartier.

moyens de résistance aux changements urbains, notamment lors de déplacements résidentiels. À Paris, la question de l'occupation de la rue comme frein à la gentrification a également été mise en évidence par la géographe Anne Clerval (Clerval 2011), tout comme le développement de pratiques commerciales immigrées (Chabrol 2013) par la géographe Marie Chabrol.

Cette recherche s'inscrit dans la continuité de ces travaux, en s'intéressant aux stratégies individuelles et collectives développées par les jeunesses populaires pour conserver une place en ville. Elle étudie la manière dont les jeunesses populaires parviennent à habiter l'instabilité qui caractérise leur expérience sociale et urbaine dans un contexte de transformation socio-spatiale des centres anciens à Paris et Barcelone. Elle est construite sur la base de trois propositions analytiques qui ont guidé ce travail. La première consiste à interroger le rôle des quartiers de centre ancien dans la socialisation urbaine des jeunesses populaires. La seconde analyse les effets socio-spatiaux des dynamiques de changement urbain en centre ancien sur les modes d'inscription et les pratiques urbaines des jeunesses populaires par une approche multiscalaire. Ces transformations socio-spatiales ne sont cependant pas observées comme des processus inéluctables face auxquels les jeunesses n'auraient aucune prise. L'agentivité est au cœur de la troisième proposition analytique. Elle se focalise sur les pratiques urbaines ordinaires des jeunesses populaires et sur la relation dialectique qui s'opère avec les politiques urbaines. Enfin, malgré une expérience partagée de la précarité, la diversité des jeunesses populaires sera au cœur de ce travail : celles-ci présentent une pluralité de pratiques et de manières de s'accommoder et de prendre part aux changements urbains en fonction de leurs trajectoires sociales et urbaines.

3. Méthodologie

Cette thèse s'est construite selon une méthode socio-ethnographique (Bordes 2015) où l'objet de la recherche prend progressivement forme de manière empirique à partir de l'enquête de terrain. L'enquête s'est déroulée entre deux métropoles à Paris et Barcelone, et mobilise plusieurs matériaux.

3.1 Une approche dynamique entre deux métropoles en transformation

3.1.1 Comparer ? Du postulat méthodologique à la pratique de recherche

La comparaison est consubstantielle de la méthode sociologique et de ses applications sur l'étude des villes (Le Galès 2019). Elle s'est cependant imposée en études urbaines depuis les années 1990 du fait de l'évolution des modes de production de la recherche, mais également de la récurrence des débats épistémologiques autour de la question de la généralisation. Cette thèse adopte une distance vis-à-vis des débats qui opposent approches monographiques et approches comparatives. Elle aborde la comparaison comme une pratique de recherche construite entre deux cas singuliers.

Dans un monde urbain interconnecté, l'évolution des modes de production de la recherche répond à la nécessaire adaptation des méthodes d'analyse des phénomènes urbains. Les villes sont en effet constamment comparées et mises en compétition, tandis que les capitaux, les modèles et les personnes circulent. Le « tournant comparatif » est alors justifié par la nécessité de produire un savoir sur les reconfigurations urbaines afin « d'analyser des phénomènes globaux dans des contextes locaux où les modèles urbains circulent ». Mais cette évolution des modes de production de la recherche ne renvoie pas uniquement à la nécessaire adaptation des méthodes aux phénomènes étudiés. Elle répond également à une injonction à la comparaison dans un contexte d'internationalisation de la recherche où les comparaisons sont valorisées par les agences de financement et les comités de recrutement.

La comparaison constitue par ailleurs un enjeu épistémologique récurrent dans les études urbaines, opposant parfois les approches monographiques aux approches comparatives autour de la question de la généralisation. Les défenseurs de ces dernières reprocheraient aux monographies de surestimer les observations d'un seul terrain d'étude. La généralisation à partir des spécificités locales ne permettrait ainsi pas toujours d'expliquer des phénomènes sociaux, contribuant à renforcer les approches localistes. Le politiste Gilles Pinson questionne l'opposition entre « l'orthodoxie comparative » et « l'orthodoxie monographique » dans un texte portant sur la pensée par cas (Pinson 2019, p. 49; Authier et al. 2019, p. 6). Les tenants de « l'orthodoxie comparative », inspirés d'Émile Durkheim pour qui la comparaison serait à la base de la scientificité de la démarche sociologique, défendent une analyse basée sur différents cas d'études sélectionnés préalablement. Dans cette approche positiviste, c'est la répétition de différents faits sociaux observés dans chacun des cas d'études à partir de variables prédéfinies qui permettrait de construire la généralisation, cette dernière étant d'autant plus valide que le nombre de cas d'études serait important. C'est le cas des *Case study research* hypothético-déductives qui sélectionnent des études de cas et des variables a priori (Yin 2009) et cherchent à analyser de manière systématique des processus et des configurations urbaines constituant ces cas (Détienne 2009). À l'autre bout du spectre opposant les démarches comparatives et les démarches monographiques se situerait « l'orthodoxie monographique » qui refuse le fait que le test de variables soit la seule voie d'accès à la scientificité. Pour les tenants de l'approche monographique, la valeur scientifique du cas et sa représentativité permettraient de construire une théorie. L'intérêt scientifique du cas analysé en profondeur permettrait ainsi de soulever de nouvelles questions (Pinson 2019, p. 53).

Il m'a semblé nécessaire de prendre de la distance vis-à-vis des débats opposant monographie et comparaison et de réfléchir à la manière dont s'est construite l'hypothèse comparative dans cette recherche. La comparaison n'a pas été mobilisée ici comme un postulat méthodologique préétabli ou une finalité. Il me semble plus fécond d'aborder cette question à l'aune d'une approche réflexive sur les conditions de déroulement de cette thèse.

Le premier élément tient aux modes de financement de la recherche, trop souvent omis dans les manuscrits alors même qu'ils conditionnent en partie les modes de production des

connaissances. C'est la possibilité d'un financement dans le cadre d'un programme international qui m'a permis de commencer cette recherche, mais qui m'a aussi « imposé » un terrain parisien. Habitant à Barcelone, je choisis de développer un deuxième terrain dans la capitale catalane. Ce choix a été conforté l'année suivante par l'obtention d'un contrat de recherche à la Casa de Velázquez. La construction de mon questionnement a donc pris forme dans un aller-retour entre les deux terrains étudiés : entre Barcelone, la ville où je résidais depuis 2010, avant de commencer cette thèse, et Paris, où j'ai réalisé le premier terrain décentré et me suis rendue régulièrement pendant les trois années d'enquête. Cette position singulière a contribué à ce que la recherche se construise chemin faisant, ayant toujours en tête l'autre cas étudié. Ma démarche interprétative souhaitait, à l'image de ce qu'explique l'anthropologue Michel Agier dans un ouvrage compilant différentes enquêtes qu'il a réalisées, « mettre côte à côte ce qui réunit plutôt que ce qui sépare » (Agier 2009, p. 22). Dans l'enquête réalisée au cours de cette thèse, les individus observés localement devenaient tout au long du processus intégrés dans un objet de recherche en construction. Ce dernier prenait appui sur ma propre position dans ces allers-retours et sur les échanges constants entre différents sites de manière discontinue et à différentes échelles urbaines. Ainsi, l'approche comparative ne s'est pas limitée à l'action de comparer, mais bien à l'élaboration d'une « façon de penser sans jamais oublier que le lieu étudié n'en est qu'un parmi d'autres » (Gervais-Lambony 2003, p. 23).

En cela, elle s'inscrit dans les démarches de pensée par cas qui dépassent les tensions entre singularité et généralisation. Pour l'historien Jacques Revel et le sociologue Jean-Claude Passeron, la « pensée par cas » permettrait de « construire des intelligibilités générales ou transposables à partir d'un traitement spécifique de singularités » (Passeron et Revel 2020, p. 16). Pour les auteurs, la généralisation ne se construit alors pas par accumulation de preuves ou réitération sur une étude de cas, mais dans la mesure où cette dernière est rattachée à un problème. Une question spécifique émerge, permettant de « faire problème » et de formuler un cadre de raisonnement nouveau.

3.1.2 L'intérêt heuristique de la comparaison comme pratique de recherche

Cette démarche a ainsi comporté un double intérêt heuristique : celui d'interroger la production de catégories nationales et celui de situer le contexte urbain global dans la construction d'un objet singulier construit entre les deux terrains.

D'abord, la question de l'utilisation des catégories a été centrale. La mise en perspective des deux quartiers étudiés m'a permis d'interroger les catégories nationales produites dans le champ des études sur les jeunesses populaires en France et en Espagne. Dans les deux pays, les études sur le rapport des jeunesses populaires aux espaces urbains ont privilégié les approches monosituées depuis plusieurs décennies. Il m'a donc semblé important de dépasser les approches monographiques nationales qui s'appuient sur un imaginaire local et qui essentialisent parfois certains groupes sociaux à travers des catégories associant appartenance territoriale, classe d'âge, genre et origine sociale et/ou immigrée (Vulbeau 2001). En France comme en Espagne, les jeunesses populaires ont été associées aux figures des jeunesses marginalisées, des jeunes de banlieue (Beaud 2011) ou des *periferias* pour le contexte espagnol, occupant encore aujourd'hui le terrain médiatique et scientifique. Alors qu'en France l'approche est spatialisée autour des « jeunes des cités », des « jeunes de quartier populaire », des « jeunes de banlieue », une approche culturaliste caractérise les travaux espagnols. Les catégories utilisées pour qualifier les jeunesses des périphéries urbaines sont celles de « *quinqui* », « *quillo* », « *choni* » (Delgado 1990). Elles reposent sur une imagerie culturelle de la marginalité urbaine des jeunes ayant immigré d'autres régions d'Espagne depuis les années 1970, auxquelles ont succédé à partir des années 2000, d'autres catégories se focalisant davantage sur les immigrés d'Amérique latine, comme les « *jóvenes latinos* » (Feixa, Carles (ed.) 2006). Les catégories mobilisées sont donc nombreuses, mais rarement objectivées, et difficilement transposables d'un pays à l'autre.

D'autre part, ce regard croisé entre les deux pays m'a permis d'interroger le rôle des dynamiques globales de transformation urbaine dans la construction de mon objet de recherche. Les expériences urbaines observées dans chacun des sites d'enquêtes s'inscrivent dans un contexte urbain global où les individus sont plus ou moins mobiles, où l'ailleurs s'invite dans leur quartier, où les symboliques globales circulent à travers les réseaux sociaux. Ces dynamiques globales, articulées aux spécificités microlocales des processus de

reconfigurations urbaines sont constitutives de la socialisation urbaine des jeunes populaires.

3.2 Plusieurs enquêtes, une approche par scènes trajectoires et cas

La méthode ethnographique a permis de saisir les modes d'inscription en ville des jeunes populaires au plus proche de leur quotidien. Elle repose sur une interaction directe et prolongée avec les contextes microsociaux étudiés « partant du point de vue des pratiques, relations et représentations des citoyens [...] directement et en situation » (Agier 2009, p. 6). Elle s'inspire de l'approche écologique (Grafmeyer et Joseph 1979) en sociologie urbaine qui s'intéresse à l'expérience urbaine des citoyens à travers les rapports qu'ils établissent avec les espaces urbains qu'ils traversent et habitent (Pecqueux 2012), afin de mettre en lumière la manière dont les différents acteurs produisent des différenciations, mais également configurent les moyens collectifs d'une cohabitation.

Dès lors, comment enquêter auprès des jeunes populaires ? Ma démarche rejoint ce que Fabien Truong appelle de ses vœux dans un article intitulé « Des scènes, des trajectoires, des cas ». Il y invite à dépasser les biais des recherches sur les jeunes populaires : le biais culturaliste qui « autonomise l'objet d'analyse de ses rapports avec la société dans laquelle il évolue », le biais topographique qui « confond l'objet d'analyse et le terrain d'observation immédiat » et le biais instantanéiste « qui transforme les moments en état et qui néglige les dynamiques de transformation, d'ajustement, de basculement » (Truong 2018, p. 42). En donnant une place aux trajectoires urbaines des enquêtés dans l'analyse, je suis sortie d'une approche instantanée et statique qui consisterait à capturer l'expérience des individus ou des groupes à un moment donné de leur itinéraire. J'ai multiplié les observations dans, mais également en dehors du quartier et cherché à décentrer les observations et les questionnements du groupe de pairs, observant les différentes instances de socialisation qui entrent en ligne de compte dans la manière dont les individus investissent les espaces urbains (scolarisation, famille, associations...). Je me suis intéressée à la capacité qu'ont les enquêtés à produire leurs propres sociabilités à l'échelle microsociologique dans des interactions quotidiennes avec d'autres groupes sociaux en dehors du groupe de pairs, comme l'a soulevé

Alain Vulbeau, chercheur en sciences de l'éducation (Vulbeau 2014). J'ai donc souhaité saisir de manière dynamique les modes d'inscription en ville des jeunesses populaires urbaines, en considérant conjointement l'espace, le temps, les groupes d'appartenance et les instances de socialisation. En analysant les divers modes d'inscriptions des jeunesses dans la ville, cette thèse souhaite, pour paraphraser l'anthropologue Didier Fassin dans un article sur les figures contemporaines de la pauvreté urbaine, ne pas « placer des individus dans des zones », mais « éclairer les processus qui les font transiter de l'une à l'autre » en posant le regard sur « la relation dialectique qui lie les agents et les groupes sociaux » (Fassin 1996).

4. Organisation de la thèse

La thèse est structurée en six chapitres. Les deux premiers chapitres situent le cadre de cette recherche. Le premier chapitre revient sur les coulisses de cette enquête menée entre Paris et Barcelone. Dans la perspective d'une épistémologie féministe, il restitue les conditions de production des connaissances. Il aborde les modalités d'entrée sur les terrains, les différents types d'enquêtes réalisées et les matériaux recueillis, puis revient sur les différentes positions occupées sur les terrains d'enquête. Le deuxième chapitre présente les deux quartiers étudiés afin de caractériser la conflictualité socio-spatiale dans laquelle évoluent les jeunes populaires à Paris et Barcelone. Il montre les déclinaisons et les spécificités locales des processus de changement urbain à La Chapelle et dans le Raval.

Le troisième chapitre présente les trajectoires des jeunes populaires urbaines en articulant leurs trajectoires sociales et résidentielles. Le croisement des trajectoires sociales et résidentielles configure des « trajectoires urbaines précaires ».

Le quatrième chapitre met en lumière la spécificité des modes d'inscription urbaine des jeunes populaires de centre ancien en adoptant une échelle d'analyse élargie qui replace le quartier dans la métropole. À partir de l'analyse des trajectoires urbaines et résidentielles individuelles, il appréhende des modes d'inscription urbaine pluri-situés qui s'appuient sur des relations de proximité et un ancrage au quartier.

Le cinquième chapitre se recentre ensuite sur les spécificités de cet ancrage en s'intéressant aux différentes manières d'habiter un quartier de centre ancien à Paris et Barcelone. L'analyse croisée du corpus d'entretiens met en évidence la diversité des manières d'habiter. Dans un contexte de reconfiguration urbaine, le rapport au quartier prend des formes différentes pour les « installés », les « arrivés », les « de passage » ou les « de retour » et répond à des représentations et des pratiques différentes.

Le sixième chapitre s'intéresse aux négociations dans un contexte de cohabitation entre différents groupes sociaux. À travers une monographie réalisée sur l'esplanade Nathalie Sarraute à Paris, il se focalise sur les modes de gestion de cette cohabitation afin de comprendre comment les jeunes populaires qui fréquentent cet espace reconfigurent et

négoient leurs pratiques de l'espace public au contact d'autres groupes sociaux. Il met en lumière les conditions de permanence des sociabilités populaires et la diversification de ces dernières avec l'arrivée de nouveaux groupes sociaux dans un jeu d'ajustements constants.

L'enquête sur laquelle repose cette thèse a donné lieu à la production de courtes vidéos. Ces vidéos ont été réalisées par les enquêtés lors d'ateliers menés à Paris et Barcelone. Elles ponctueront cette thèse et permettront d'accéder à un autre registre de récit sur les transformations socio-spatiales en centre ancien.

CHAPITRE 1. LES COULISSES DE L'ENQUÊTE

Ce chapitre revient sur les coulisses de l'enquête réalisée entre Paris et Barcelone. Il s'appuie sur les travaux ayant posé les bases d'une épistémologie féministe, selon lesquels l'objectivité d'une recherche est basée sur la subjectivité (assumant la non-neutralité dans l'enquête de terrain), la contextualisation (un ensemble d'éléments du contexte de l'étude ayant eu un impact sur l'enquête et sur les choix réalisés) et l'attitude critique de la chercheuse. La *standpoint theory* (théorie située) est formulée au début des années 80 par Nancy Hartsock dans un ouvrage intitulé *Money, Sex and Power* (Hartsock 1983a). Elle défend l'idée que notre compréhension du monde dépend de notre place dans la société. Cette perspective épistémologique donne lieu à des connaissances situées et partielles. C'est ce que défend Dona Haraway à travers la notion de *situated knowledge* (connaissances situées) dans un article intitulé *Situated Knowledges : The Science Question in Feminism and the Privilege of Partial Perspective* (Haraway 1988). Quelques années après, Sandra Harding théorise la notion de *strong objectivity* pour défendre la thèse que l'objectivité scientifique ne réside pas dans une supposée neutralité des professionnels de la recherche, mais qu'elle se construit à travers une restitution des conditions de production de cette recherche (Harding 1992). Cette perspective située et partielle du monde social implique de restituer, dans un souci d'objectivité et de transparence scientifiques, le contexte de production des connaissances. C'est sur cette démarche que je souhaite revenir dans ce chapitre. J'aborderai d'abord les modalités d'entrée sur les terrains d'enquête, puis je détaillerai ensuite les différents types d'enquêtes réalisées, ayant consisté d'une part à « suivre les individus » et d'autre part à « enquêter dans un espace » et les matériaux recueillis. Enfin, je reviendrai sur les différentes positions occupées sur les terrains d'enquête et la manière dont cela a nourri la construction de l'objet d'étude.

1. L'entrée sur les terrains : les jeunes populaires, des univers étrangers ?

1.1 L'enquête parisienne, dans le quartier de La Chapelle

1.1.1 Paris et l'expérience du décentrement

Première visite à Espoir 18

Ce jour-là, un samedi, je suis quelques jours à Paris. J'avais écrit un mail à Célia, une éducatrice participant au projet de recherche Pop-Part que j'ai rencontrée lors d'un séminaire en janvier, pour lui demander si je pouvais passer au LAI (« lieu d'accueil innovant »), une des structures jeunesse de la mairie du 18^e arrondissement gérée par l'association Espoir 18¹⁰. J'aimerais connaître le lieu et rencontrer « les jeunes » (terme utilisé par les éducateurs et les chercheurs du projet Pop-Part). Célia dit également « mes jeunes » pour parler des adolescents et jeunes adultes avec lesquels elle tisse un lien éducatif particulier. Elle me propose de passer dans l'après-midi. Il pleut et le ciel est bas. Il est 16h30. Les locaux de la structure jeunesse se trouvent en rez-de-chaussée dans un local attenant au gymnase Ostermeyer qui surplombe l'Esplanade Nathalie Sarraute. On y entre par une grande porte vitrée. Je secoue mon parapluie et le laisse dans un coin. Dans la salle de l'entrée, centrale, il y a une table de ping-pong, sur laquelle sont en train de jouer quatre ou cinq adolescents. Je leur dis bonjour, mais ne suis pas à l'aise, me sentant ignorée, et vais vers le fond de la salle où j'aperçois Célia. Le verre de la porte-fenêtre vitrée de la salle des animateurs est brisé. J'entre dans la salle. Célia me dit bonjour, puis me présente son collègue. Les éducateurs sont derrière leur table, je ne me sens pas vraiment accueillie, je ne suis pas très à l'aise, mais essaie de le paraître. Ils sont en train de parler du calendrier des nombreux séjours que la structure propose aux « jeunes » à l'étranger. Célia me fait visiter les locaux, un peu distante : la salle vidéo, la salle de jeux, la cuisine, le box d'enregistrement... Mais elle ne me présente pas les « jeunes » qui étaient dans la salle centrale. Ils me regardent comme une étrangère.

Carnet de terrain, Première visite à Espoir 18, 03/02/2018.

Cette première scène d'entrée sur le terrain parisien montre combien l'arrivée dans la structure jeunesse parisienne dans laquelle j'ai commencé cette recherche s'inscrit dans l'expérience singulière d'un décentrement. J'arrive dans le quartier de La Chapelle en février 2018 alors que je réside depuis 8 ans à Barcelone et je viens d'obtenir un financement pour commencer une thèse à Paris. Je participe alors à la recherche participative Pop-Part « Les

¹⁰ L'espace sera ensuite renommé « Espace Paris jeunes Nathalie Sarraute ». Les espaces Paris jeunes sont des espaces municipaux. Les associations, au fonctionnement indépendant doivent répondre à un appel d'offre pour obtenir le marché de gestion et animation de ces espaces.

quartiers populaires au prisme de la jeunesse » (2017-2021), coordonnée par Marie-Hélène Bacqué et Jeanne Demoulin (Bacqué, Demoulin et Collectif Pop-Part 2021). Cette recherche visait à analyser les expériences urbaines de jeunes de quartiers populaires dans dix terrains en Île-de-France¹¹. Après des études d'architecture et d'urbanisme en France, j'étais partie travailler en 2010 à Barcelone. J'y exerçais jusqu'en 2018 en tant qu'urbaniste spécialisée dans les méthodes participatives au sein de la coopérative *Raons* (2010-2016), puis comme *tècnica comunitària* dans le *Pla comunitari de Roquetes* (2016-2017)¹². Mes connaissances concernant le champ de la jeunesse ne s'appuyaient donc pas sur des savoirs académiques issus de la sociologie de la jeunesse ou de la sociologie urbaine, mais sur des savoirs pratiques provenant de mon expérience professionnelle antérieure en Espagne. J'étais peu familière de l'univers social des jeunes populaires en France. C'est par l'action publique en Catalogne que j'avais eu l'occasion de travailler avec les publics objet des politiques de jeunesse ou de politiques sectorielles visant les jeunes avant de commencer cette recherche. J'animais des ateliers de concertation adressés spécifiquement aux adolescents et jeunes adultes dans le cadre de budgets participatifs dans des communes de l'aire métropolitaine de Barcelone, d'ateliers d'urbanisme participatifs ou des tables de quartiers communautaires. Au cours de cette expérience, j'avais observé le décalage entre le développement de politiques souhaitant favoriser la participation des jeunes et le peu d'enthousiasme que celles-ci mettaient dans ce type d'initiatives. Ces questionnements professionnels ont nourri les premières questions de cette recherche, interrogeant la manière dont les jeunes urbaines contribuaient à la production de la ville.

1.1.2 L'espace Paris jeunes sur l'esplanade Nathalie Sarraute

L'association Espoir 18, créée en 2002 par d'anciens animateurs de centres de loisirs du quartier, gère et anime plusieurs Espaces Paris jeunes dans le 18^e arrondissement, équipements municipaux dédiés à l'accueil et l'accompagnement des jeunes parisiennes.

¹¹ Cette recherche est également resituée dans un site internet : <https://jeunesdequartier.fr/>

¹² J'ai été associée fondatrice et membre de la coopérative Raons entre 2010 et 2016 (www.raons.coop) puis technicienne communautaire dans le plan communautaire du quartier populaire de Roquetes entre octobre 2016 et décembre 2017.

L'association remporte en 2015 l'appel d'offres pour la gestion et l'animation de l'Espace Paris jeunes Nathalie Sarraute, situé au cœur d'un secteur en renouvellement urbain dans le quartier de La Chapelle. À la frontière entre la prévention spécialisée et l'animation socioculturelle, l'Espace Paris jeunes s'appuie sur son inscription dans l'espace social du quartier et fonctionne sur le principe du libre accès. Bien que l'appel d'offres de la maire de Paris spécifie que l'espace soit dédié au public de 16 à 25 ans, dans les faits l'Espace Paris jeunes Nathalie Sarraute accueille des enfants, des adolescents et de jeunes adultes âgés de 8 à 27 ans pour lesquels la sociabilité de quartier est importante. Ils sont en grande majorité des enfants d'immigrés (pays d'Afrique subsaharienne et Maghreb) et sont issus de milieux populaires, habitant dans des logements sociaux du quartier ou des quartiers environnants. C'est à partir de cette structure jeunesse que j'ai mené l'enquête jusqu'en 2020. Cette entrée sur le terrain m'a permis de documenter le point de vue des usagers et des professionnels de l'animation intervenant dans l'Espace Paris jeunes.

1.2 L'enquête barcelonaise, dans le quartier du Raval

1.2.1 Barcelone, continuités et préexistences

À l'issue des premiers mois de l'enquête initiée à Paris, je retourne à Barcelone au printemps 2018. Je choisis le terrain barcelonais à la lumière des premières observations réalisées à Paris. Le quartier du Raval me semble alors faire écho aux processus de transformations urbaines observés à Paris. Il s'agit d'un quartier de centre ancien dans lequel les politiques de régénération urbaine initiées depuis les années 1980 se poursuivent, un quartier en gentrification où les classes populaires et immigrées sont encore présentes, donnant lieu à une compétition constante pour l'espace. J'ai donc choisi le Raval afin d'observer des dynamiques de changement urbain a priori comparables avec les premiers éléments observés à Paris, mais également du fait de mon expérience professionnelle préalable.

Nit jove Festa Major Raval.

En cette chaude journée d'été, récemment rentrée de Paris, je décide de passer à la Festa Major pour maintenir le contact avec les associations que j'ai connues les années précédentes. Dans l'après-midi, je croise Núria en vélo vers 17h30. Elle est éducatrice de

l'association SCI Catalunya. Elle me dit qu'elle va à la rambla du Raval ce soir, qu'elle sera présente pour soutenir la « Ravalució ». Il s'agit d'un groupe de jeunes du quartier que j'avais accompagnés pour l'organisation de la « nit jove » (soirée jeunes) de la fête du quartier en 2016. Le soir, je vais sur la rambla du Raval vers minuit. Je retrouve Núria devant la scène, elle est sur son portable. J'aperçois au loin Amparo et m'approche. Elle me reconnaît et s'exclame « Alice ! » On se remémore la fête en 2016 où les jeunes de la « Ravalució » avaient fait une action enveloppant la sculpture de l'artiste Botero, symbole de la requalification du Raval. Ils revendiquaient alors un *casal de joves* (espace jeunes) pour le quartier, équipement juvénile autogéré. On parle ensuite de l'ampleur qu'a prise cette fête depuis 2016 et le nombre de personnes qui fréquentent la rambla du Raval ce soir-là. Amparo s'exclame « *está lleno de guiris* ! (il y a plein de touristes !) ».

Carnet de terrain, Nit jove Festa Major del Raval, 15/07/2018.

La familiarité des échanges dans cet extrait de carnet rend compte des liens tissés avec les acteurs jeunesse et certains groupes de jeunes adultes avant de commencer l'enquête. J'ai dès le mois de mai 2018 pris contact avec des acteurs jeunesse et des travailleurs communautaires du quartier du Raval avec qui j'avais déjà travaillé, recontacté des jeunes adultes avec lesquels j'avais réalisé des ateliers quelques années auparavant dans le cadre d'un projet visant à l'*empowerment* des jeunes du Raval. La maîtrise des langues castillane et catalane, du vocabulaire et des codes des travailleurs sociaux et de jeunesse, ainsi que la connaissance des enjeux urbains dans la vieille ville ont facilité mon entrée sur le terrain. La distance sociale et professionnelle était donc beaucoup moins importante que celle vécue en entrant sur le terrain parisien.

1.2.2 Le projet Kan 60 Lab sur la rambla du Raval

Je contacte alors la coordinatrice de *Kan 60 Lab*, un projet d'intervention urbaine auprès de jeunes du Raval en lien avec les politiques urbaines de jeunesse du quartier situé sur la rambla du Raval et financé par le *Pla de barris*. Il s'articule autour de deux algécos installés sur la rambla du Raval, animés par une équipe de trois professionnels de l'éducation. L'équipe accueille dans cet espace des enfants, adolescents et jeunes adultes qui pour la plupart sont issus de l'immigration et de milieux populaires et fréquentent le quartier du Raval. Ces professionnels réalisent des activités dans la rue, coordonnent des animations avec d'autres structures jeunesse du quartier et montent des projets avec des adolescents et jeunes adultes peu affiliés à des associations jeunesse existantes. Ils cherchent ainsi à promouvoir la place

des jeunesses urbaines dans les espaces publics urbains du quartier. La localisation de ce projet au cœur d'un espace emblématique du renouvellement urbain du Raval faisant l'objet de débats publics au moment de l'enquête devient une fenêtre privilégiée d'observation des conflits d'usages en situation. Elle constitue une porte d'entrée à partir de laquelle j'étendrai l'enquête par la suite dans le monde des jeunesses populaires du Raval.

2. Modalités et matériaux de l'enquête

L'enquête s'est déroulée entre mars 2018 et janvier 2020, alternant des temps de présence plus ou moins longs dans les deux villes. À Paris comme à Barcelone, j'ai en effet multiplié les points de vue, adoptant un « activisme de circonstance » (Marcus 1995, p. 100) afin d'appréhender la diversité des modes d'insertion des jeunes populaires dans les espaces urbains et de comprendre les dynamiques de négociation en lien avec les politiques urbaines. Deux approches complémentaires ont été adoptées : la première consistait à « suivre les individus », tandis que la deuxième approche visait à « enquêter dans un espace ». Ces deux types d'enquêtes n'étaient pas indépendantes l'une de l'autre, elles ont parfois donné lieu à des croisements concernant les lieux, temps et les personnes rencontrées.

La première, consistant à « suivre les individus », m'a permis de comprendre les trajectoires et les représentations urbaines des enquêtés, et d'observer leurs pratiques quotidiennes. Elle s'est déroulée au sein des deux structures jeunesse présentées précédemment au cœur des processus d'intervention sociale auprès des jeunes populaires. Elle a donné lieu à la réalisation d'ateliers vidéo, à la conduite d'entretiens semi-directifs portant sur leurs trajectoires urbaines, et à des observations participantes dans les différentes activités des structures jeunes ayant donné lieu à la tenue d'un carnet de terrain.

La seconde, qui consistait à « enquêter dans un espace », m'a permis de focaliser mon attention sur les processus de gestion urbaine. Je souhaitais interroger les politiques urbaines et la manière dont les jeunes urbaines prenaient part aux négociations dans un contexte de mixité sociale. Je me suis intéressée à deux espaces publics urbains au cœur des transformations urbaines des quartiers étudiés : l'esplanade Nathalie Sarraute à Paris et la rambla du Raval à Barcelone.

Ces différents sites d'enquête n'ont pas été traités avec la même intensité. Ils ont en effet donné lieu à un approfondissement inégal en fonction des conditions d'enquête (l'enquête barcelonaise ayant été écourtée par la pandémie de covid-19) et de l'intérêt analytique des situations observées au regard de l'objet de recherche.

Enquêteur auprès des individus			
Paris	10 ateliers collectifs	7 filles et 5 garçons entre 17 et 19 ans	mars-avril 2018
	5 ateliers non mixtes	5 filles de 18 ans	mai-juillet 2019
	12 entretiens individuels semi-directifs	7 filles et 5 garçons entre 17 et 19 ans	juillet 2018
	Observation participante dans le quartier et au sein des structures jeunesse		mars 2018-janvier 2020
	7 vidéos réalisées par les participants aux ateliers		
Barcelone	10 ateliers collectifs	4 filles et 9 garçons entre 14 et 25 ans	octobre-décembre 2019
	13 entretiens individuels semi-directifs	4 filles et 9 garçons entre 14 et 25 ans	novembre-décembre 2019
	Observation participante dans le quartier et au sein des structures jeunesse		mai 2018-décembre 2019
	4 vidéos réalisées par les participants aux ateliers		
Carnet de terrain tenu entre mars 2018 et janvier 2020		Paris 180 pages /Barcelone 95 pages	
Enquêteur dans un espace			
Paris	25 Entretiens ethnographiques	professionnels de la jeunesse, commerçants, résidents, élus, « migrants » et les jeunes usagers de l’esplanade	mars 2018-janvier 2020
	8 réunions publiques		
Barcelone	5 entretiens	professionnels de la jeunesse, employés de la mairie de Barcelone	octobre-décembre 2019
	5 réunions publiques		

Tableau A. Tableau récapitulatif des matériaux de l'enquête.

2.1 Enquêter auprès des individus : l'analyse des pratiques et des représentations

2.1.1 Des ateliers collectifs au sein des structures jeunesse

À Paris, les ateliers collectifs se sont tenus dans le cadre du protocole défini dans le projet de recherche participative ANR Pop-Part. Dans chacun des terrains du projet Pop-Part, une équipe de recherche pluridisciplinaire est formée. Dans le 18^e arrondissement de Paris, l'équipe était composée de Marie-Hélène Bacqué (sociologue, université Paris Nanterre), Olivier Brito (sciences de l'éducation, université Paris Nanterre), Violette Deffontaine (étudiante en master d'urbanisme) et moi-même. Nous réalisons entre les mois de mars et avril 2018 dix ateliers avec un groupe de 12 jeunes filles et garçons âgés de 17 à 19 ans. À l'été 2018, quelques mois après les ateliers du projet Pop-Part, le groupe ayant participé à la recherche participative part en séjour en Sicile pendant une semaine, comme mode de rétribution de leur participation à la recherche. Je suis amenée à les accompagner, ce qui me permettra d'observer le quotidien des jeunes populaires parisiennes en dehors de leur quartier, et de tisser des liens de proximité pour poursuivre l'enquête après notre retour à Paris, jusqu'en 2020.

Au printemps 2019, j'organise des ateliers non mixtes avec un groupe de jeunes filles, afin d'approfondir la question du genre. Cinq séances ont lieu entre mai et juillet 2019 auxquelles ont participé cinq jeunes filles. Un jeune garçon est venu à deux séances. Pendant ces ateliers, nous avons approfondi certains thèmes qui avaient émergé l'année précédente, notamment le rapport à ceux qu'elles appellent les « migrants » : des immigrés arrivés d'Afrique Subsaharienne et du Moyen-Orient, très présents dans les espaces publics de La Chapelle depuis 2014. Cela m'a permis de comprendre et d'observer la manière dont elles vivent le rapport à cet autre avec lequel elles négocient au quotidien leur place dans le quartier.

En parallèle, je participais en tant que bénévole de l'association aux activités réalisées dans et en dehors du quartier (sorties culturelles, activités d'animation et fête de quartier). J'accompagnais l'éducatrice auprès de laquelle je m'étais rapprochée à différentes réunions dans le quartier de La Chapelle. Les animateurs et éducateurs étaient alors amenés à

intervenir régulièrement en dehors des locaux, dans des réunions de gestion urbaine, ou directement sur l'esplanade pour gérer les conflits entre les différents usagers de l'espace.

À Barcelone, j'ai participé en tant que bénévole à différentes activités réalisées au sein du projet *Kan 60 Lab* (activités d'animation de l'espace public, fêtes de quartier). J'ai animé dix ateliers entre octobre et décembre 2019, avec 13 jeunes filles et garçons âgés de 14 à 25 ans. Les ateliers se déroulaient dans un équipement public du quartier. Une partie des séances ont eu lieu dans la rue, et en présence de deux animateurs d'une association jeunesse récemment créée dans le Raval, l'association *Teb RavalNet*. Elle collaborait avec le projet *Kan 60 Lab* et réalisait des projets éducatifs à l'aide de l'outil vidéo.

À Paris comme à Barcelone, les ateliers portaient principalement sur la question des transformations urbaines du quartier, ce qui a permis aux participants d'échanger sur leur expérience urbaine, dans un contexte où la parole pouvait parfois s'exprimer plus librement que dans le cadre d'un entretien individuel. Les ateliers m'ont également offert une occasion d'observer en situation les pratiques et représentations des jeunes populaires, les classements et catégorisations qu'ils font des différents groupes avec lesquels ils doivent négocier leur place dans ces quartiers en transformation.

2.2.2 La réalisation de vidéos au sein des ateliers

Ces ateliers ont donné lieu à la production de courtes vidéos - 7 vidéos à Paris et 4 vidéos à Barcelone - d'une durée allant de 1 à 5 minutes. Elles portent sur les transformations du quartier. Mobilisée en début d'enquête lors des ateliers, elle a constitué un formidable outil de révélation du contexte dans le cadre d'une démarche qui se voulait empirique. Les discussions autour des scénarios, les choix de cadrage et de mise en scène, le contexte de réalisation étaient autant d'éléments révélateurs du rapport qu'entretiennent les jeunes populaires aux espaces urbains en transformation. Mais la réalisation des vidéos n'avait pas seulement comme objectif de produire des données de recherche, elle a également constitué un moyen de partager un projet audiovisuel atténuant la distance entre l'enquêtrice et les

enquêtés afin de construire, avec les participants aux ateliers, leur propre récit des processus de transformation socio-spatiale des centres anciens.

2.2.3 Entretiens semi-directifs sur les trajectoires urbaines et les pratiques quotidiennes

À la suite de ces ateliers et durant les phases d'observation participante au sein des structures jeunesse, j'ai réalisé 29 entretiens semi-directifs¹³ avec 25 enquêtés âgés de 14 à 27 ans. Le corpus constitué lors de cette enquête s'est intéressé à une jeunesse populaire ordinaire et hétérogène. Ces entretiens ont permis de situer les enquêtés dans les trajectoires sociales diverses des jeunes populaires de centre ancien (origine sociale, parcours d'immigration, genre, situation dans le temps de la jeunesse). À l'issue de ces entretiens, j'ai maintenu un contact régulier avec ceux avec qui j'avais tissé davantage de liens. Les échanges se faisaient par téléphone quand j'étais à Barcelone, sur les réseaux sociaux (*Whatsapp*, *Snapchat* et *Instagram*) qui se sont révélés être un espace virtuel d'observation de la manière dont ils mettent en scène certaines de leurs pratiques quotidiennes.

À Paris, la trame d'entretien avait été construite dans le cadre du projet ANR Pop-Part. Elle portait sur différentes thématiques permettant de saisir l'expérience urbaine des jeunes. J'ai mobilisé ces matériaux concernant le rapport au quartier, les mobilités et les pratiques urbaines dans et en dehors du quartier. J'ai ensuite adapté et complété la grille d'entretien initiale du projet ANR Pop-Part pour l'enquête réalisée en Espagne. À Barcelone, j'ai recentré les entretiens sur la mise en récit des trajectoires résidentielles individuelles des enquêtés, définies comme les « positions résidentielles successivement occupées par les individus et à la manière dont s'enchaînent et se redéfinissent au fil des existences ces positions » (Authier et al. 2010). Je cherchais ainsi à comprendre les conditions et les raisons de leur installation ou présence dans le quartier, les expériences résidentielles préexistantes et les projections qu'ils et elles se faisaient d'une future décohabitation ou d'un futur déménagement dans ou en dehors du quartier. À travers le récit de leurs trajectoires résidentielles (conditions et motifs d'arrivée dans le quartier, choix résidentiels réalisés, rapports au logement), une attention était portée à leur perception des différentes étapes résidentielles vécues et à leurs

¹³ Dans le terrain parisien, les entretiens ont été menés lors d'un séjour réalisé en Sicile avec le groupe de jeunes ayant participé aux ateliers du projet Pop-Part. Cinq d'entre eux ont été menés par Olivier Brito, maître de conférences en Sciences de l'éducation à l'université Paris Nanterre. La plupart des entretiens ont été réalisés en une fois. Pour 4 enquêtés avec lesquels j'avais tissé un lien de proximité, j'ai pu réaliser un deuxième entretien durant l'année 2020.

représentations de ces différentes étapes. Il s'agissait de mettre en lumière les effets de ces trajectoires sur leurs modes d'inscription urbaine et de comprendre comment elles influencent leur rapport au quartier de centre ancien.

La sociologie de la jeunesse a montré combien l'extension des temps de la jeunesse et les reports de seuils d'entrée dans la vie adulte rendent parfois inopérante la circonscription de la catégorie jeunesse par classe d'âge (Longo 2016). Cette enquête et le corpus sur lequel repose cette recherche illustrent cette indéfinition des âges de la jeunesse (Mauger 2010). La spécificité des modes de sociabilités juvéniles en centre ancien a joué un rôle dans la construction d'un corpus aux limites d'âge étendues. Du fait de la petitesse des logements et des sociabilités de quartier spécifiques des classes populaires (Sauvadet et Bacqué 2011), il n'est en effet pas rare de rencontrer des enfants arpenter les rues du quartier sans leurs parents. C'est à partir de l'âge de 8 ans, correspondant à l'âge où ils commencent à acquérir une autonomie spatiale et à prendre conscience de leur environnement proche (Authier et Lehman-Frisch 2012) que les enfants fréquentent les espaces publics du quartier. L'espace pratiqué est circonscrit par l'environnement familial (Rivière 2018), et les déplacements sont souvent réalisés sous l'encadrement d'un grand frère ou d'une grande sœur. Le rôle de la fratrie est important dans la construction des sociabilités juvéniles, donnant lieu à des transmissions entre les « grands » et les « petits » (Salane et Brito 2021). La spécificité de ces sociabilités juvéniles dans les espaces publics urbains a un effet sur les publics des structures jeunesse au sein desquelles une partie de l'enquête a été réalisée, les classes d'âge y étant étendues de la préadolescence à l'âge adulte.

À Paris, tous les enquêtés, à l'exception d'une jeune fille étant arrivée en France en 2007, sont nés en France. Enfants d'immigrés, leurs parents sont arrivés à partir de la fin des années 1980. Les pays d'origine sont pour la plupart des pays de l'Afrique subsaharienne (Mali, Guinée, Gambie, Sénégal, Sierra Leone) pour huit d'entre eux, du Maghreb pour trois d'entre eux et des Comores pour l'un d'entre eux. Concernant la catégorie socioprofessionnelle des parents, les pères sont majoritairement ouvriers ou employés (gardien d'immeuble, éboueur, agent d'entretien, ouvrier en bâtiment), tandis que les mères travaillent dans les services

(nettoyage à domicile ou dans des emplois municipaux ou restauration) ou sont sans emploi (« mères au foyer »).

À Barcelone, ils reflètent les différentes phases qui caractérisent l'immigration en Catalogne depuis les années 1960. Les travaux sur les migrations distinguent en effet deux périodes qui ont marqué l'évolution démographique de la ville (Delgado 1997; López-Gay et Recaño-Valverde 2015). La première s'étend entre les années 1960 et 1975, elle est qualifiée de « migration interne » ou « inter-régionale » et concerne l'arrivée de populations provenant de zones rurales d'Espagne (principalement les régions d'*Andalucía*, *Extremadura* et *Castilla-la-Mancha*) qui s'installent dans les agglomérations urbaines industrialisées (*Madrid*, *Cataluña* et *País basco*). La deuxième période qualifiée de « migration internationale » s'étend entre 2000 et 2008. Elle correspond à une période de croissance économique importante en Espagne et à la demande d'une main-d'œuvre travaillant dans le secteur de la construction pendant la bulle immobilière. En Catalogne, la population étrangère passe alors de 1,5% de la population totale à 16% entre 2000 et 2008 (Ortega-Rivera et Solana Solana 2015), provenant essentiellement d'Amérique latine, du Maghreb et d'Asie du Sud-Est. Enfin, la phase la plus récente commence après la crise économique. Elle correspond à l'arrivée de population immigrée à partir de 2010, les secteurs économiques employant étant les secteurs du tourisme, de la restauration et de la construction.

À la lumière des parcours migratoires des individus, on retrouve au sein du corpus de la recherche ces trois groupes. Le premier correspond aux jeunes issus de l'immigration, nés en Espagne, mais dont les grands-parents ont immigré d'autres régions d'Espagne (*Castilla-la-Mancha*, *Madrid*, *Andalucía*). Le deuxième concerne les individus nés en Espagne dont les parents ont immigré de pays étrangers (Maghreb ou d'Amérique latine) à partir des années 2000. Le dernier groupe correspond aux jeunes nés à l'étranger et ayant immigré en Espagne étant enfants. Cela concerne cinq d'entre eux. Leurs parents sont arrivés à partir des années 2000 à Barcelone des Philippines, du Maroc, du Brésil, d'Inde et du Bangladesh. En cela ils représentent sensiblement la diversité des pays d'origine composant la population étrangère

vivant dans le quartier du Raval, les principales nationalités étant Philippines, Pakistan et Bangladesh¹⁴.

L'ensemble des enquêtés ont des parents ouvriers ou employés. Les pères (deux foyers sont des familles monoparentales où le père est absent) occupent des emplois d'ouvriers dans le bâtiment pour cinq d'entre eux, de docker, ou travaillent dans le secteur touristique avec des contrats courts, en intérim ou non déclarés. Deux pères sont sans emploi. Les mères travaillent quant à elles dans les secteurs des services à domicile, dans le tourisme (vente, service) ou sont sans emploi (« mères au foyer »). Malgré une position similaire dans la sphère de production des parents du corpus, on observe une différence notable entre les deux générations d'immigration. À la différence des jeunes issus de l'immigration, ceux ayant immigré à partir des années 2000 ont vécu le déclassement social de leurs parents par rapport à la profession exercée (par le père la plupart du temps) dans le pays d'origine. Ainsi, un pharmacien devenu ouvrier en bâtiment, un informaticien devenu serveur, un ingénieur devenu commis de cuisine ou un comptable devenu agent d'entretien.

À Paris comme à Barcelone, les individus auprès desquels cette enquête s'est déroulée n'habitent pas tous dans le Raval ou à La Chapelle. Les quartiers de résidence des enquêtés sont multiples et s'inscrivent différemment dans les trajectoires résidentielles individuelles. Sur les 25 jeunes du corpus d'enquête, seule la moitié réside dans le Raval ou à La Chapelle.

¹⁴ Ajuntament de Barcelona, Oficina municipal de dades, El Raval, juillet 2022.
https://ajuntament.barcelona.cat/estadistica/catala/Estadistiques_per_territori/Documents/barris/01_CV_Raval_2022.pdf consulté le 02/12/2022.

2.2 Enquêter dans un espace : une analyse situationnelle des négociations

2.2.1 Une ethnographie de la cohabitation sur l'esplanade Nathalie Sarraute

En complément de la première approche consistant à « suivre les individus », j'ai complété cette approche en me focalisant sur deux espaces publics urbains spécifiques. À Paris, l'enquête s'est déroulée sur l'esplanade Nathalie Sarraute et le système de lieux élargi dans lequel s'inscrit cet espace public urbain. Elle a été mise en regard avec les dynamiques observées sur la rambla du Raval à Barcelone.

À Paris, les locaux de l'Espace Paris jeunes dans lesquels je commence l'enquête donnent directement sur l'esplanade Nathalie Sarraute. La salle où ont lieu les ateliers étant vitrés, elle permet d'observer les différentes scènes qui s'y déroulent. Les ateliers sont alors régulièrement interrompus par des conflits d'usages entre les différents usagers de l'esplanade. J'ai donc cherché d'une part à comprendre comment se construisaient les normes d'occupation de cet espace que différents groupes se disputaient. D'autre part, à travers l'observation de leurs actions dans des lieux et à des moments définis, j'ai étudié comment les jeunes usagers de ces espaces urbains contribuaient à les façonner en s'engageant dans des interactions. Cette approche par l'espace m'a permis de développer une analyse situationnelle qui met en évidence les frontières et contradictions entre les discours et les pratiques des acteurs et saisit « l'ordre social étudié en train de se faire » (Agier 2009, p. 17). Sur l'esplanade Nathalie Sarraute, l'enquête s'est déroulée entre mars 2018 et janvier 2020. Par une présence régulière sur place et une interaction directe et prolongée avec les différents usagers de l'esplanade, l'ethnographie a permis d'observer les conflits de cohabitation en situation, mettant en évidence des registres différents d'action et de légitimation employés par les parties prenantes de ces conflits. J'ai également observé les réunions de gestion urbaine dans lesquelles la question des conflits sur l'esplanade était abordée. Les dix réunions auxquelles j'ai assisté étaient de trois types. Le premier type correspondait aux réunions internes entre acteurs qui travaillent avec les jeunes (éducateurs, enseignants, employés de la bibliothèque, des services publics de la ville, des associations travaillant avec un public jeune). Le deuxième concernait des réunions destinées à l'organisation de l'animation de l'esplanade,

mises en place à partir de 2014, qui visent à promouvoir un mode d'occupation de l'espace basé sur la pacification des conflits et auxquelles participe l'ensemble des associations en lien avec l'esplanade. Le troisième correspondait aux réunions du comité de suivi de l'esplanade. Ces observations ont été consignées à travers une prise de notes *in situ* reprises dans un carnet de terrain, et complétées par des photographies et vidéos. L'enquête a donné lieu à 25 entretiens réalisés avec les professionnels de la jeunesse, les commerçants, les résidents, les élus, des « migrants » et les jeunes populaires qui fréquentent l'esplanade, ainsi qu'à une analyse de documents depuis 2013- tracts, newsletters de la mairie, affiches d'événements, articles de presse publiés, comptes-rendus des réunions de gestion urbaine.

2.2.2 Enquête complémentaire sur la rambla du Raval à Barcelone

À Barcelone, j'ai mené une enquête similaire entre mars et décembre 2019 sur la rambla du Raval. La rambla a été inaugurée 15 ans avant l'esplanade Nathalie Sarraute lors des grands projets de renouvellement urbain réalisés à la fin des années 1990 dans la vieille ville de Barcelone. Au moment de l'enquête, la rambla du Raval concentrait plusieurs politiques urbaines qui visaient à revaloriser cet espace central du quartier populaire du Raval. Le réaménagement de cet espace, réalisé en 2019, avait été impulsé par l'équipe municipale *Barcelona en Comú*, qui souhaitait défendre l'idée d'un urbanisme « *veïnal* », pour les « voisins », en contrepoint des projets d'aménagement des années 1990-2000 de « *places dures* ». Le terme, traduit littéralement « places dures » est utilisé par les détracteurs des aménagements des espaces publics réalisés entre la période des jeux Olympiques de 1992 et les années 2010. Les « *places dures* » qualifient le traitement de sol minéral et l'aménagement qui visait à offrir aux Barcelonais une qualité d'espace public homogène dans un contexte, où la ville cherchait à devenir attractive sur l'échiquier des métropoles internationales. En 2019, alors que le tourisme de masse ainsi que l'augmentation de la pauvreté impactaient directement les usages de la rambla du Raval, le projet, réalisé à la suite d'un processus participatif, avait permis la réalisation d'interventions mineures (modification du mobilier, suppression de barrières visuelles, modification des luminaires, installation de toilettes publiques, accessibilité aux personnes à mobilité réduite) afin de faciliter les usages habitants,

selon l'expression utilisée par les élus locaux de « *veïnització* ». Dans ce contexte, la place des jeunesses populaires dans les espaces urbains préoccupait les acteurs publics qui s'inquiétaient de leur absence dans certaines places et certains parcs du fait de l'intensification du tourisme et de la paupérisation de certains secteurs du quartier.

La mise en parallèle des deux enquêtes à Paris et Barcelone aurait été riche pour une analyse comparative. J'ai cependant décidé, pour la rédaction de la thèse, de mobiliser uniquement l'enquête parisienne réalisée sur l'esplanade Nathalie Sarraute, adoptant une approche monographique dans le dernier chapitre de ce manuscrit. Il m'a semblé que l'approche monographique permettait de développer une analyse microsociologique plus à même de mettre en lumière la dimension politique des pratiques des jeunesses populaires dans les espaces publics urbains. Je souhaitais mettre en lumière non pas les formes traditionnelles d'organisation politique et d'engagement, mais plutôt les pratiques qui prenaient place dans la plus petite échelle de l'action sociale. Deux autres raisons ont motivé ce choix : ayant travaillé pendant dix ans dans l'urbanisme participatif à Barcelone, ma posture professionnelle antérieure rendait dans un premier temps difficile le recul analytique sur un contexte et des politiques dans lesquelles j'avais été partie prenante pendant des années. D'autre part, l'enquête sur la rambla du Raval a dû être écourtée et a pris fin de manière soudaine avec la pandémie de covid-19, m'empêchant de réaliser les entretiens complémentaires et de poursuivre les observations dont j'aurais eu besoin pour affiner l'analyse comparative.

3. Positions occupées sur les terrains d'enquête

3.1 Proximité et distance au sein des terrains d'enquête : faire l'expérience de la cohabitation

Les enquêtes anthropologiques sont souvent construites sur une altérité qui est à l'origine de la construction de l'objet. William Foote Whyte, après s'être installé à Corneville, déraciné de son propre monde social, et après une observation prolongée dans l'univers des « gars de la rue » et des « gars de la fac », fait émerger la structure sociale de ce quartier italo-américain du Chicago des années 1940 (Whyte 1943). Son immersion dans la vie quotidienne de ce quartier lui permet de mettre en évidence le monde des bandes comme espace transitionnel structuré par des rapports d'allégeance et des activités politiques de racket. David Lepoutre montre quant à lui comment il découvre un monde social inconnu lorsqu'il s'installe à la cité des 4000 à La Courneuve en 1990 pour rencontrer les jeunes adolescents dans leurs échanges quotidiens. Tout le parcours de son enquête consiste à lever cette étrangeté et faire état d'une distance sociale dont il s'était étonné alors qu'il arrivait dans la ville pour enseigner dans un collège : il révèle alors les codes, rites et langages constitutifs de la socialisation des adolescents (Lepoutre 1997).

Mais cette altérité fondatrice de l'objet est généralement basée sur un dépaysement social et territorial vécu par l'enquêteur. Or, du fait de la localisation des terrains de cette recherche en centre ancien et des places que j'y ai occupées durant ces trois années d'enquête auprès des jeunes populaires et des différents acteurs de gestion urbaine, force est de constater que la question du dépaysement n'a été que partielle, sinon composite ou relative. C'est cette place singulière qui a contribué à construire la problématisation de cette recherche.

Comme j'ai toujours vécu dans des quartiers de centre-ville, mon rapport aux terrains d'enquête tient à l'expérience des frottements entre différents groupes qui sont constants et que j'ai vécus personnellement. L'objet de cette recherche s'est donc construit non pas en objectivant les spécificités d'un monde social qui m'était totalement étranger, mais plutôt dans l'interprétation de ce qui se jouait dans une relation spatio-temporelle composite, naviguant sans cesse entre des mondes qui m'étaient étrangers et familiers à la fois. La

circonscription des sites et des temps de l'enquête était parfois brouillée. Outre les temps d'observation où j'allais « sur le terrain », j'étais également amenée à fréquenter les espaces de La Chapelle et du Raval sur mon temps libre. À La Chapelle, j'ai des amis qui y résident et qui m'hébergent lors de mes venues régulières à Paris. Je fréquente ainsi les cafés et les commerces du quartier, je rencontre les associations d'aide aux réfugiés, j'assiste à des concerts dans les nouvelles salles de spectacle du 18^e arrondissement... Au cours de ces moments a priori hors du temps d'enquête, je croise à plusieurs reprises certains des enquêtés et j'engage des conversations informelles avec eux. J'identifie les lieux que nous fréquentons en commun et les lieux que nous ne partageons pas. Je compare leurs déclarations avec mes observations. À Barcelone, du fait de résider dans le quartier de *Poble Sec*, adjacent à la vieille ville, je fréquente régulièrement les espaces publics du quartier du Raval. J'y croise, dans la rue, lors des fêtes de quartier ou autres événements, dans certains commerces, les enquêtés avec lesquels je réalise les ateliers dans la journée. J'identifie ainsi les espaces que nous partageons ou qui me sont méconnus.

J'ai cherché, au fil de l'analyse, à mettre en évidence les jeux de proximité et de distance multiples qui organisent la coprésence dont il est question dans cette recherche, parfois prise dans des opérations de « catégorisation morale » (Cefaï (ed.) 2022, p. 505) avec les enquêtés. Ainsi, j'ai essayé de mettre en évidence les intervalles et les espaces partagés ou de mise à distance sociale et spatiale tout au long de l'enquête.

3.2 Les relations avec les enquêtés : un jeu de distance et de rapprochement

Enquêter auprès des jeunes populaires implique nécessairement de composer avec une distance sociale, raciale, d'âge et parfois de genre dans la relation tissée avec les enquêtés. Il semble nécessaire de prendre en considération ce que l'anthropologue Florence Weber, interviewée par l'historien Gérard Noiriel sur son travail d'enquête dans le monde ouvrier, nomme « les points de vue des autres sur soi » (Noiriel 1990, p. 144) afin de se rendre compte de l'univers social étudié. J'aimerais ici revenir sur la spécificité de ma position dans les deux terrains en m'intéressant à la place qui m'a été attribuée et à la manière dont les enquêtés m'ont perçue. À l'évidence, réduire mes caractéristiques sociales à des catégories figées d'une femme de nationalité française, blanche, de 34 ans au début de l'enquête, ayant fait des études universitaires, ne serait pas suffisant pour rendre compte de la manière dont la relation d'enquête s'est construite.

Je suis perçue par les enquêtés comme étrangère à leur monde. Nombreuses sont les situations d'enquête durant lesquelles ils et elles me rappellent que j'appartiens à un autre monde social. Ce processus de catégorisation et de mise à distance me permet de comprendre les représentations qu'ils se font de cet autre présent dans le quartier : je suis parfois assimilée à la « française » à Paris et à la « *guiri* » à Barcelone. Les enquêtés utilisent ces termes à plusieurs reprises pour parler de moi. Le terme de la « française » regroupe tout à la fois dans les représentations des enquêtés l'imaginaire d'une personne venant de l'extérieur du quartier, blanche, n'étant pas fille d'immigré, de milieu social plutôt bourgeois. À Barcelone, le terme de « *guiri* » désigne également un imaginaire multiple : celui des touristes, associé à l'idée de méconnaître la ville et d'en faire un usage intensif. Mais il désigne également des personnes dotées d'un pouvoir d'achat plus important. Ces formes de mise à distance désignent, comme l'explique la sociologue Nathalie Kakpo « celui qui a des chances de réussir contrairement à eux » (Kakpo 2006a, p. 101). Les catégories utilisées dans le langage des enquêtés permettent d'articuler les questions sociales, raciales et territoriales qui sont présentes dans les rapports à l'autre à Paris comme à Barcelone. La notion de « race » est ici comprise comme une construction sociale dans laquelle la condition des individus résulte d'un processus social de hiérarchisation, classement, mise à distance, et non d'une donnée

physiologique (Fassin, Fassin et Fassin 2006). Les échanges suivants, recueillis lors d'un atelier à Barcelone reflètent cette position et les débats qu'elle soulève. Durant l'atelier, nous abordons la question du tourisme dans le quartier. Une série d'échanges s'ensuivent, me mettant en cause, en tant que Française vivant à Barcelone :

Ansu: Turismo osea igual a guiris

Ansu : le tourisme c'est les « guiris »

Mari (éducatrice) : ¿A la Alice la consideramos guiri ?

Mari (éducatrice) : Alice vous diriez que c'est une "guiri" ?

Anna : ¡no! Porqué lleva tiempo aquí. Está establecida.

Anna : Non ! Parce que ça fait longtemps qu'elle vit ici. Elle s'est installée ici.

Richard : ¡y no hablas inglés !

Richard : Et tu ne parles pas anglais !

Cadid : yo te considero guiri porqué...

Cadid : Moi je trouve que t'es une « guiri »

Moi : Però ¿qué es lo que diferencia un guiri de un inmigrante ?

Moi : Mais, qu'est-ce qui différencie un « guiri » d'un immigré ?

Cadid : (il frotte son pouce contre son index) ¡El dinero !

Cadid : (il frotte son pouce contre son index) L'argent !

Mari : decís que no porqué sabéis que lleva tiempo viviendo aquí, pero ¿si la vierais en la calle ?

Mari : Vous dites que c'est pas une « guiri » parce que ça fait longtemps qu'elle vit ici, mais si vous la croisez dans la rue ?

Ansu : Yo te juro si no la conozco la cruzo por la calle pienso es una guiri... Por cómo está vestida... Pienso "mira la guiri esta".

Ansu : Moi je te jure que si je la connais pas et je la croise dans la rue je pense... Vu comme elle s'habille... Je pense « regarde-là cette « guiri ».

*Retranscription de l'atelier, quartier
du Raval 21/10/2019.*

*Retranscription de l'atelier, quartier
du Raval 21/10/2019.*

Dès lors, compte tenu de ma position sociale, quelle place adopter pour être acceptée ? « Alice, c'est mon éducatrice », s'exclame un jour Yacine alors que je le rejoins à La Chapelle et qu'il me présente aux amis avec lesquels il se retrouve dans la rue. C'est en adoptant une place s'apparentant à la figure de l'éducatrice que je négocie ma présence sur le terrain dans les deux villes¹⁵, cette position étant celle qu'occupent les femmes, pour la plupart originaires

¹⁵ À Paris, du fait de mon engagement sur le terrain, allant jusqu'à l'accompagnement d'un séjour à l'étranger.

d'autres quartiers, ayant fait des études dans le secteur éducatif et social. La question du genre dans l'enquête (Monjaret et Pugeault 2014) a été présente dans mon accès aux enquêtés. J'ai tissé davantage de liens avec les jeunes filles avec qui je maintenais des échanges réguliers qu'avec les garçons, avec qui la distance était plus importante. Outre le rôle du genre dans la place que j'ai pu occuper auprès des enquêtés, cela a également influencé le type de relations que j'ai pu et souhaité tisser. J'ai en effet créé davantage de liens avec les jeunes filles qu'avec les garçons, échangeant sur les questions de scolarité, attisant parfois la curiosité et nourrissant des échanges sur les relations avec les hommes, dans des activités liées aux tâches domestiques lorsque j'ai accompagné le groupe en séjour à l'étranger. J'ai eu en revanche une plus grande difficulté à accéder au monde des jeunes garçons, marquée par plusieurs refus, par des moqueries, trouvant difficilement ma place dans les interactions dans la rue.

Ce rapport à l'altérité est tantôt composé de mise à distance, tantôt de volonté de rapprochement. Dans la relation que je tisse avec les enquêtés, de nombreuses scènes évoquent de la part des enquêtés une recherche de l'ailleurs et une volonté d'extraversion qui sont au cœur de cette recherche. Cela renvoie à la manière dont j'ai choisi de me présenter, afin d'atténuer la distance sociale apparente. À Paris, bien qu'assimilée à la figure de l'éducatrice, je me présente comme ayant vécu plusieurs années en Espagne, ce qui attise l'intérêt de certains enquêtés et me donne des sujets de conversations. À Barcelone, je m'appuie sur le fait de parler couramment castillan et catalan et sur mon expérience antérieure en tant que travailleuse communautaire, mais il m'est impossible d'éluder mes origines françaises du fait de mon accent. Cela constitue pour moi un moyen d'atténuer la distance sociale initiale et d'explorer les formes d'extraversion qu'ils développent en dehors du monde des structures jeunesse du quartier. Ainsi, à la fin de l'entretien que je réalise avec lui à Barcelone, Richard me parle de ses expériences de voyage en France et est curieux de connaître mon point de vue. Il m'explique le sien sur des quartiers du Nord-Est parisien alors qu'il allait assister à un concert l'année précédente. De la même manière, Kadiatou, vivant à la Chapelle, me sollicite à plusieurs reprises pour venir passer des vacances à Barcelone. J'accepterai finalement de lui prêter mon appartement en Espagne pour qu'elle vienne passer des vacances avec ses amies, le voyage étant finalement annulé à cause de la pandémie.

3.3 Une pluri-positionnalité dans les enquêtes

Dans l'enquête réalisée sur l'esplanade Nathalie Sarraute, j'ai également occupé plusieurs places en tant qu'enquêtrice. Afin de pouvoir cerner les conflits entre les différentes parties prenantes, j'ai pris soin de me présenter selon différents rôles en fonction des interlocuteurs que je rencontrais. Dans les réunions avec les structures jeunesse, je conservais la place initiale que j'avais acquise d'éducatrice ou intervenante de l'association dans laquelle j'avais commencé l'enquête, tandis que dans les réunions impulsées par la mairie je me présentais comme doctorante réalisant une étude sur le quartier. Les relations avec les structures jeunesse étant parfois tendues pour gérer la cohabitation entre les différents groupes, cette double casquette m'a permis de réaliser des entretiens avec des commerçants, des élus et des résidents du quartier peu enclins aux échanges avec les structures jeunesse et leurs usagers. Cette pluri-positionnalité lors de l'enquête a parfois donné lieu à des situations ambiguës où j'ai été invitée à clarifier ma position, comme le montre cette scène :

La Chapelle sur scène.

En fin d'après-midi, je croise le patron d'un fast-food gourmet où j'ai mangé la veille avec une amie qui vit dans le 20^e arrondissement. Il m'avait alors reconnue : « on s'est vu à la réunion de l'esplanade ». Je lui dis que je m'en souviens et ajoute : « tu t'appelles Jacques, n'est-ce pas ? ». M'ayant vue à la réunion organisée par la mairie avec les différents acteurs du quartier, il m'avait sans doute identifiée comme membre d'une association ou d'un collectif de riverains. Mais aujourd'hui, alors qu'il me dit bonjour, il regarde d'un air suspect le tee-shirt des bénévoles de la fête de quartier que je porte. Sur ce tee-shirt, le slogan « La Chapelle sur scène » est inscrit, ce qui m'identifie comme proche des structures jeunesse du quartier avec lesquelles les relations sont houleuses en ce moment. Afin de vérifier dans quel camp je suis, il me dit : « mais en fait, qu'est-ce que tu fais exactement dans le quartier ? ». Je lui explique alors, essayant de rattraper le coup, que je fais une thèse à l'université portant sur le quartier et que je me suis proposée comme bénévole pour la journée étant donné qu'il y a différentes associations qui y participent (je cite une autre association qu'il croise régulièrement dans les réunions de quartier pour gagner sa confiance).

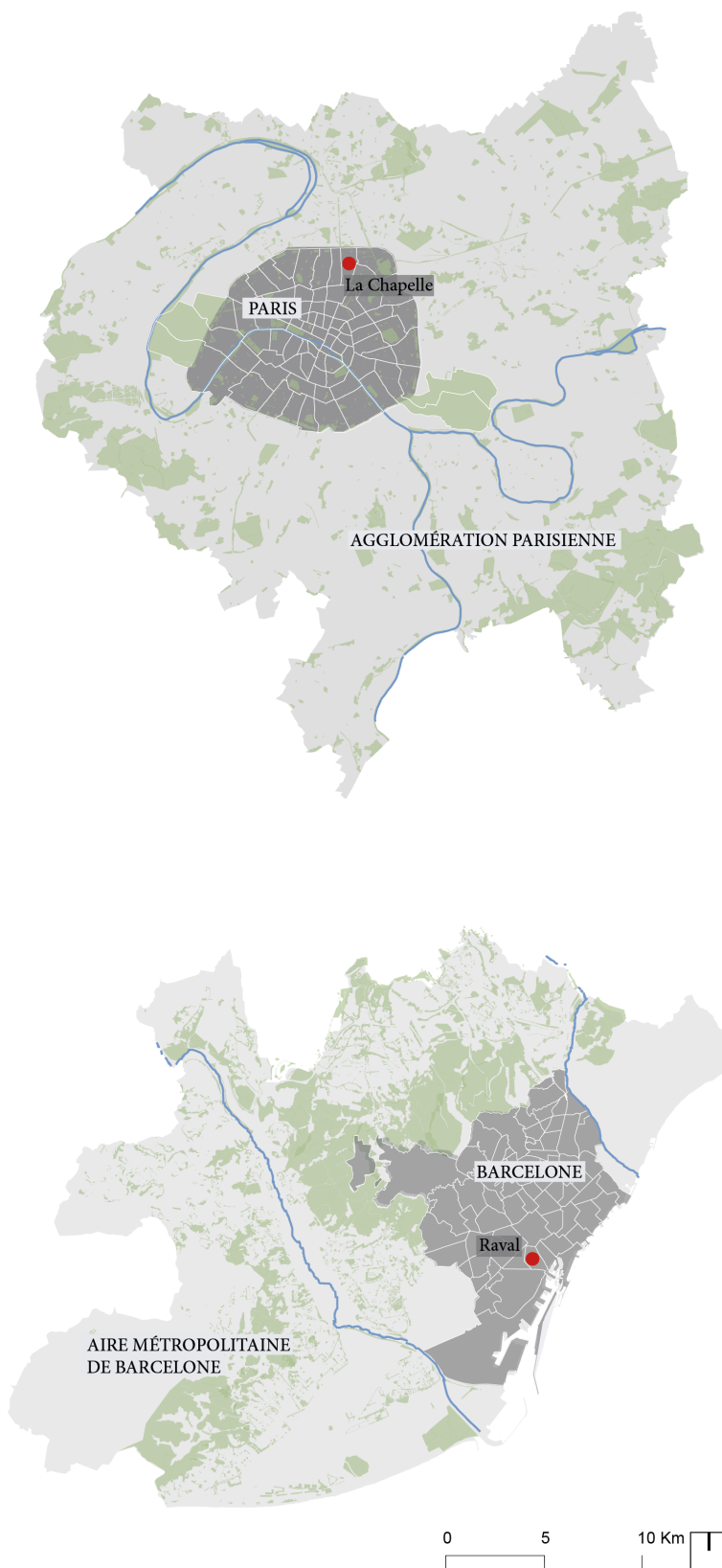
Carnet de terrain, Fête de quartier, 30/07/2018.

CHAPITRE 2. LES RECONFIGURATIONS SOCIO-SPATIALES DES QUARTIERS DE CENTRE ANCIEN

Comment planter le décor des deux quartiers dans lesquels se sont déroulées les enquêtes à La Chapelle et dans le Raval ? La tentation d'une présentation basée sur des données statistiques ou des informations factuelles sur les deux quartiers était grande, mais ne correspondait pas à la démarche adoptée, l'espace urbain appréhendé ici étant compris comme un espace social produit par les personnes qui le fréquentent.

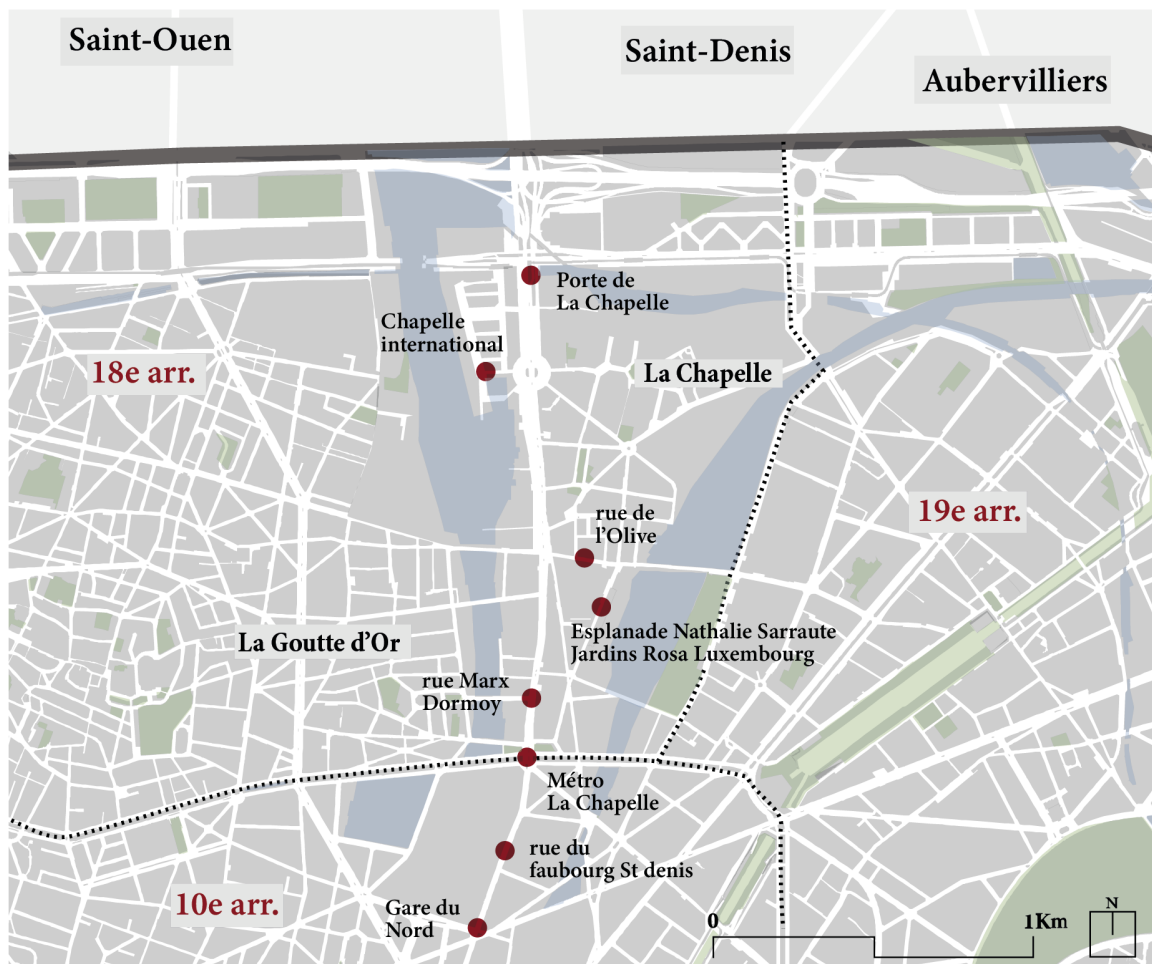
Ce chapitre vise à présenter les reconfigurations socio-spatiales de ces deux quartiers populaires de centre ancien. Il les aborde sous forme de parcours urbains, à partir de ce qui se passe dans les espaces publics urbains, « *a pie de calle* » (au niveau de la rue) ou « par-dessus l'épaule des citadins » (Agier 2009, p. 11). Le parcours urbain est un dispositif d'écriture mobilisé en études urbaines pour restituer des enquêtes en situation (Anderson 2011; Pinçon et Pinçon-Charlot 2001), parler d'une réalité sociale observée en la situant dans son environnement afin de saisir ce qui échappe aux données statistiques et aux informations factuelles.

Chaque parcours est conçu comme une traversée où on transite dans le quartier, en suivant un axe qui a structuré son développement urbain au cours de l'histoire afin de saisir la conflictualité socio-spatiale et l'ambiance urbaine du Raval et de La Chapelle. À Paris, le parcours commence à la gare du Nord. Il est structuré autour de l'axe historique reliant Paris à Saint-Denis (ancienne voie royale), depuis la rue du Faubourg Saint-Denis se poursuivant au-delà des anciens murs des fermiers généraux avec la rue Marx Dormoy et la rue de La Chapelle. Il s'achève au niveau de la porte de La Chapelle et du boulevard périphérique. À Barcelone, le parcours commence sur *la rambla*, à l'emplacement de la première enceinte médiévale de la vieille ville. Il se poursuit le long du *carrer Sant Pau*, ancien chemin agricole qui traverse le Raval et mène sur les avenues de l'*Eixample* dans le quartier de Sant Antoni.



Carte i. Carte de situation de La Chapelle et du Raval dans l'agglomération.

1. La Chapelle : un quartier populaire péricentral au cœur des reconfigurations métropolitaines



Carte ii. Carte du parcours dans le quartier de La Chapelle.



Figure 1. Métro La Chapelle.



Figure 2. Commerce informel au métro La Chapelle.



Figure 3. Une distribution de repas par une association de solidarité aux migrants, devant un restaurant soudanais.



Figure 4. Rue Marx Dormoy.



Figure 5. Rue de l'Olive.



Figure 6. Esplanade Nathalie Sarraute.



Figure 7. Jardins Rosa Luxembourg.



Figure 8. Opération Chapelle internationale.

De la **gare du Nord** partent les trains de grande ligne et les lignes de RER qui desservent la banlieue nord de la région parisienne. Cette infrastructure de la ville industrielle marque le paysage urbain par son imposante façade, ses voies ferrées et ses espaces de fret ferroviaires. Ces fractures urbaines traversent les quartiers d'arrière-gare de **La Chapelle** et **la Goutte d'Or** à quelques centaines de mètres au nord. Aux abords de la gare, le rythme de la métropole imprègne les lieux. Un flux important de personnes transite pour se rendre dans les différents pôles de l'agglomération parisienne. Les usagers marchent d'un pas pressé, échangeant des regards furtifs pour parvenir à se frayer un chemin, tandis que certains s'arrêtent dans les commerces ouverts jusque tard dans la nuit.

L'ambiance qui règne dans les restaurants indiens situés à proximité de la gare reflète une grande diversité sociale et d'origines. Dans le restaurant « Chennai Dosa, indien pure végétarien », à l'heure du déjeuner, une clientèle mélangée se côtoie pour déguster des plats à un coût réduit. Des jeunes femmes travaillant dans des entreprises du quartier viennent manger un curry végétarien en buvant un *lassi*, à côté d'un groupe d'artistes originaires d'Amérique latine habitant dans les environs. Des touristes venus en vacances à Paris, tout juste descendus de la gare du Nord discutent sous le regard de travailleurs indiens habitués des lieux.

En avançant vers le nord, le long de la **rue du Faubourg Saint-Denis** en direction du métro La Chapelle, la rue conserve les caractéristiques du tissu haussmannien, tandis que les enseignes des commerces en rez-de-chaussée indiquent « *Bollywood design* », « *India market* », « *Indian punjabi music* » « *Soundar travels* ». Ici, des populations viennent de toute la métropole pour acquérir des produits asiatiques dans les commerces de fruits et légumes, d'épices, de vêtements traditionnels, ou des services de téléphonie, de voyages tenus par la communauté Tamoul (Goreau-Ponceaud 2017). Les quartiers du nord de Paris articulent plusieurs centralités commerciales et immigrées depuis les années 80, avec le marché africain à la Goutte d'Or (Milliot 2015) ou les commerces à Château-Rouge (Chabrol 2011) qui, au-delà de l'accès aux produits de leur pays d'origine, structurent des relations entre les différentes communautés immigrées (Messamah et Toubon 1990).

En arrivant au niveau de la station de **métro La Chapelle**, l'espace fonctionne comme un point d'articulation entre la vie de quartier et les axes de desserte urbaine que constituent la ligne de métro et la rue du faubourg Saint-Denis. Le passage sous le métro aérien ne fait que quelques mètres de large, il est rempli de personnes qui transitent dans différentes directions. Les flux de centaines d'individus se concentrent sur le trottoir exigu, marqué par des garde-corps métalliques installés pour éviter de descendre sur la chaussée d'un côté, et par les piles du métro aérien en briques tapissées d'affiches de soirées africaines et de la prochaine sortie de disque du célèbre rappeur du quartier MHD (Fig.1). Ici, les différents profils d'habitants ou d'usagers de la Goutte d'Or, du 10^e arrondissement et de La Chapelle se frayent un chemin : des travailleurs immigrés vivant dans les logements sociaux du nord de la ville, des cadres ou artistes ayant acheté un appartement dans un secteur où le prix du logement était encore accessible il y a quelques années, des employés des commerces ou des associations du quartier. À la sortie du métro, les vendeurs ambulants proposent des objets de téléphonie, des cigarettes ou autres étalés sur un tissu à même le sol, ou précieusement gardés dans un sac plastique (Fig2.). D'autres ont monté leur petite échoppe dans un caddie pour vendre du maïs et des marrons grillés. Tous profitent du brassage de population à la sortie du métro pour organiser une économie de subsistance exposée aux contrôles réguliers de police.

La sortie du métro marque une des manières d'arriver dans le quartier de La Chapelle. Il s'agit d'un des quatre quartiers administratifs du 18^e arrondissement de Paris, ce dernier ayant été créé en 1859 lors de l'annexion des faubourgs à la ville de Paris sous Napoléon III. Il est situé à 2,5 km au nord de l'île de la Cité (centre géographique de Paris) et à 3km au sud de la ville de Saint-Denis. L'ancien village agricole auquel appartenait le hameau de la Goutte d'Or et dont une partie des terrains s'étendaient jusqu'à Saint-Denis était situé le long de la route royale reliant la ville de Paris à la basilique de Saint-Denis. À partir de 1824, les premières urbanisations apparaissent avec l'autorisation de lotir en dehors des limites de l'agglomération. Deux types d'urbanisation émergent alors : des lotissements spéculatifs avec la création de nouvelles rues (dans le quartier de la Goutte d'Or), et une densification spontanée le long des rues anciennes autour des anciens octrois sur les parcelles agricoles (à la Goutte d'Or et La Chapelle) (Bacqué et Fijalkow 2008). Le développement industriel de la

ville dans la deuxième moitié du 19^e siècle va profondément transformer le secteur et contribuer à la structuration de ces quartiers de faubourgs intégrés à Paris en 1860 comme quartiers ouvriers du nord de l'agglomération. L'arrivée du chemin de fer provoque la construction d'infrastructures telles que les gares du Nord et de l'Est, mais également de la gare de marchandises autour des voies de la gare de l'Est au-delà du boulevard de La Chapelle. Les faubourgs deviennent des quartiers d'arrière-gare, avec les différentes activités y étant associées : dépôts, ateliers, fonderies et ateliers mécaniques. La croissance de la population y est importante à cette période, principalement issue de classes ouvrières travaillant dans les métiers du rail et l'industrie du secteur métallurgique.

De retour dans les rues de La Chapelle, non loin de la sortie de métro, plusieurs commerces soudanais ou érythréens (épiceries, restaurants, matériel et services de téléphonie) se sont installés depuis 2010, le secteur étant devenu un espace d'accueil dans le parcours des réfugiés et exilés provenant du Moyen-Orient et d'Afrique subsaharienne¹⁶. Ces nouveaux commerçants proposent par ailleurs aux réfugiés et exilés en attente du traitement de leurs dossiers un accompagnement dans leurs démarches. L'économie populaire faite de densité commerciale, d'activités informelles et de formes de solidarité communautaire imprègne le paysage urbain et génère des phénomènes d'agrégation de différents publics aux objectifs contradictoires (Fig3.). Les différents modes d'occupation de la rue donnent lieu à des conflits relayés dans les discours médiatiques et les réunions de riverains (Milliot 2015; Milliot et Tonnelat 2013).

En poursuivant le parcours en direction du Nord, on emprunte la **rue Marx Dormoy**. Elle se trouve dans le prolongement de la rue du Faubourg Saint-Denis en direction de la commune de Saint-Denis. Ici, le tissu urbain mixte témoigne de l'urbanisation spontanée qui s'est opérée le long des anciennes rues depuis le 19^e siècle, à la différence des opérations de lotissements spéculatifs réalisées dans le quartier de la Goutte d'Or, de l'autre côté de la rue, après avoir traversé les voies ferrées de la gare du Nord. En rez-de-chaussée des immeubles

¹⁶ "Bienvenue dans le quartier soudanais de Paris". Article publié le 07/10/2016 par Tomas Statius dans le journal indépendant en ligne StreetPress qui décrit l'installation de commerces soudanais dans la rue Pajol depuis <https://www.streetpress.com/sujet/1475835746-bienvenue-dans-le-quartier-soudanais-de-paris> (consulté le 12/04/2018).

de la rue Marx Dormoy, on trouve des kebabs, des coiffeurs, des bazars, *Western Union* permettant d'envoyer de l'argent dans des pays étrangers, mais également des brasseries (la devanture de la brasserie « Capucine », à l'angle de la rue, a été transformée, elle arbore un style rétro vert clair), ou des supermarchés bio (« les nouveaux Robinsons », « Naturalia »), témoignant du processus de gentrification du quartier. Le trottoir de la rue est encombré, les étals des magasins, bazars et épicerie débordent sur l'espace piéton (fig4.). Les tensions mises en évidence au niveau du métro de La Chapelle s'estompent, les passants partagent une sociabilité de quartier.

En prenant vers l'est la rue Riquet en direction du pont qui traverse les voies de chemin de fer de la gare de l'Est vers le 19^e arrondissement, on arrive dans les ruelles de l'ancien village de La Chapelle. La **rue de l'Olive**, piétonne et pavée, illustre le « retour à la rue » comme support de gentrification (Charmes 2005) initié depuis les années 2000 dans le quartier. Avec la réhabilitation du marché, de nouveaux commerces de dégustations et une boutique de vrac s'y sont installés, à côté des anciens coiffeurs, bazars et des boucheries hallal de la rue Riquet. La convivialité apparente et l'ambiance villageoise appréciée par les nouveaux habitants du quartier (Bidou-Zachariasen et Poltorak 2008) marquent le paysage urbain de ces ruelles (fig5.).

Poursuivant le détour le long de la rue Riquet vers l'intérieur du quartier, on se dirige vers **l'esplanade Nathalie Sarraute** (Fig6.). À l'angle entre la rue Pajol et la rue Riquet, on aperçoit la façade du bâtiment du Sleep-in, un centre d'accueil et d'hébergement d'usagers de drogues travaillant en réseau avec le CAARUD (Centre d'Accueil et d'Accompagnement à la Réduction des risques pour Usagers de Drogues) et différents acteurs du quartier. À quelques mètres, deux bistrots se font face : le Nord Nord, un restaurant-bar à cocktails proposant des brunchs en terrasse le dimanche matin, qui accueille un public récemment installé dans le quartier ou de passage dans le 18^e, et la Vieille pie, un bistrot populaire où les habitués s'installent sans consommer au comptoir à lire le journal. Prolongeant le parcours, on passe devant le portail d'entrée des **jardins Rosa Luxembourg** (Fig7.), aménagés le long de la voie ferrée, puis on longe le bâtiment de bureaux récemment inauguré, siège d'un cabinet de conseil et d'expertise pour l'entrepreneuriat. On arrive sur l'esplanade Nathalie Sarraute, inaugurée en 2014 à l'occasion de l'aménagement de la zone d'aménagement concerté (ZAC)

Pajol, opération emblématique de la revalorisation urbaine du quartier initiée dès les années 90.

Après avoir traversé l'esplanade, on emprunte la rue Romy Schneider, ouverte dans le cadre de l'aménagement de la ZAC Pajol pour contribuer au désenclavement du secteur. À l'angle de la rue Romy Schneider et de la rue Pajol on croise souvent le gardien de cet immeuble de promotion privée inauguré en 2015. Il explique que les habitants de l'immeuble sont de jeunes cadres souhaitant accéder à la propriété, ou des locataires payant un loyer allant de 900€ pour un studio à 3300€ un F5 avec terrasse, et se vente des pourboires que les résidents lui donnent à la fin de l'année.

En prenant la rue Philippe de Girard, on remonte vers la rue Marx Dormoy en direction du Nord, qui change de nom et prend le nom de rue de La Chapelle. Cet axe relie le centre-ville de Paris aux futurs sites des jeux Olympiques de 2024 situés à Saint-Denis. Au-delà de la porte de La Chapelle, les grands projets urbains reconfigurent le territoire métropolitain. La rue Marx Dormoy fait l'objet d'un projet de transformation¹⁷ en cours qui préfigure le repositionnement du quartier dans cette nouvelle centralité métropolitaine. Le chantier sensé démarrer à l'automne 2021 prévoit l'amélioration des voies bus et l'aménagement de pistes cyclables dans la partie centrale de la chaussée.

Ici, le tissu urbain mixte se détend petit à petit. Les immeubles de logements sociaux rappellent le passé ouvrier et l'importance de l'activité ferroviaire de ces quartiers d'arrière-gare. La résidence Raymond Queneau, à l'est de la place Mac Orlan en est un exemple. Les entreprises ferroviaires y attribuaient aux familles de cheminots un logement social. L'ambiance est celle d'un quartier-dortoir, où les gens transitent avant d'aller travailler, avec quelques commerces en rez-de-chaussée qui rappellent la proximité du périphérique (concessionnaires de voitures, stations-service). Sur les trottoirs qui s'élargissent, les passants vaquent à leur vie quotidienne, des femmes attendent à l'arrêt de bus avec des poussettes, des ouvriers du bâtiment se rendant sur leur lieu de travail. De part et d'autre de la rue de La Chapelle, derrière la frange de bâtiments marquant l'alignement sur la rue, on aperçoit les

¹⁷ Site internet de la ville de Paris, « nouveaux aménagements quartier la Chapelle/Marx Dormoy » <https://mairie18.paris.fr/pages/nouveaux-amenagement-quartier-chapelle-marx-dormoy-15311> (consulté le 18/02/2019)

quartiers d'aménagements en construction : « Chapelle internationale » à l'ouest, « Chapelle Charbon » à l'Est. Ces deux opérations de grande ampleur dans la ville de Paris prévoient l'aménagement de plusieurs hectares de ville sur d'anciennes friches ferroviaires.

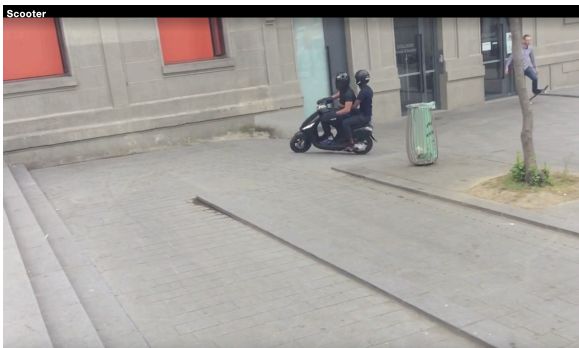
Les premiers bâtiments que l'on trouve en pénétrant dans l'enceinte de **Chapelle international** sont des bâtiments de bureaux de deux ou trois niveaux, accueillant des entreprises de service (bureaux d'entreprises du secteur du bâtiment, centres de formation...). En parcourant la nouvelle rue, baptisée « rue des cheminots », les nouveaux espaces publics sont aménagés reprenant les codes des espaces publics centraux : la chaussée est pavée, et dans les impasses perpendiculaires à la rue permettant d'accéder aux tours de logements encore en construction, des plantations d'alignement et des carrés d'herbe récemment installés sont protégés par des barrières en bois. Mais, à la différence des espaces de centre-ville, il n'y a pas de commerce en rez-de-chaussée. Au fond d'une de ces impasses, en deuxième plan, on aperçoit deux tours de logements sociaux qui sont situées de l'autre côté de la rue de La Chapelle (Fig.8). Dans la rue, quelques personnes circulent, certains se rendent sur leur lieu de travail d'où ils repartiront en fin de journée, d'autres habitants, récemment installés dans les tours de logements, franchissent les différents espaces sécurisés pour rentrer chez eux, tandis que des employés des services de nettoyage passent pour nettoyer la chaussée.

En sortant de l'enceinte du nouveau quartier par le passage du Gué, on arrive à la porte de La Chapelle. Ici, plusieurs groupes d'immigrées d'Afrique subsaharienne et du Moyen-Orient passent leurs journées dans les rues. Ils laissent défiler les heures avant de repartir dans leur lieu d'hébergement ou leur campement en soirée. En attendant le traitement de leur dossier de demande d'asile, des hommes et femmes patientent avant l'heure du cours d'alphabétisation, les distributions de repas proposées par les associations de quartier, ou la possibilité d'un départ vers la prochaine étape de leur parcours migratoire.

Scooter « en i »



Dans la première partie de cette vidéo intitulée « en i », expression utilisée pour qualifier une figure acrobatique réalisée en scooter, Ali, Djaffar, Nadir réalisent un travelling depuis leur deux-roues dans le secteur de la porte de la Chapelle. De retour sur l'esplanade Nathalie Sarraute, ils se frayent un chemin entre les nouveaux usagers qui font du skate sur l'esplanade. Les corps naviguent d'un monde à l'autre veillant à opérer le moins de frottements possibles.



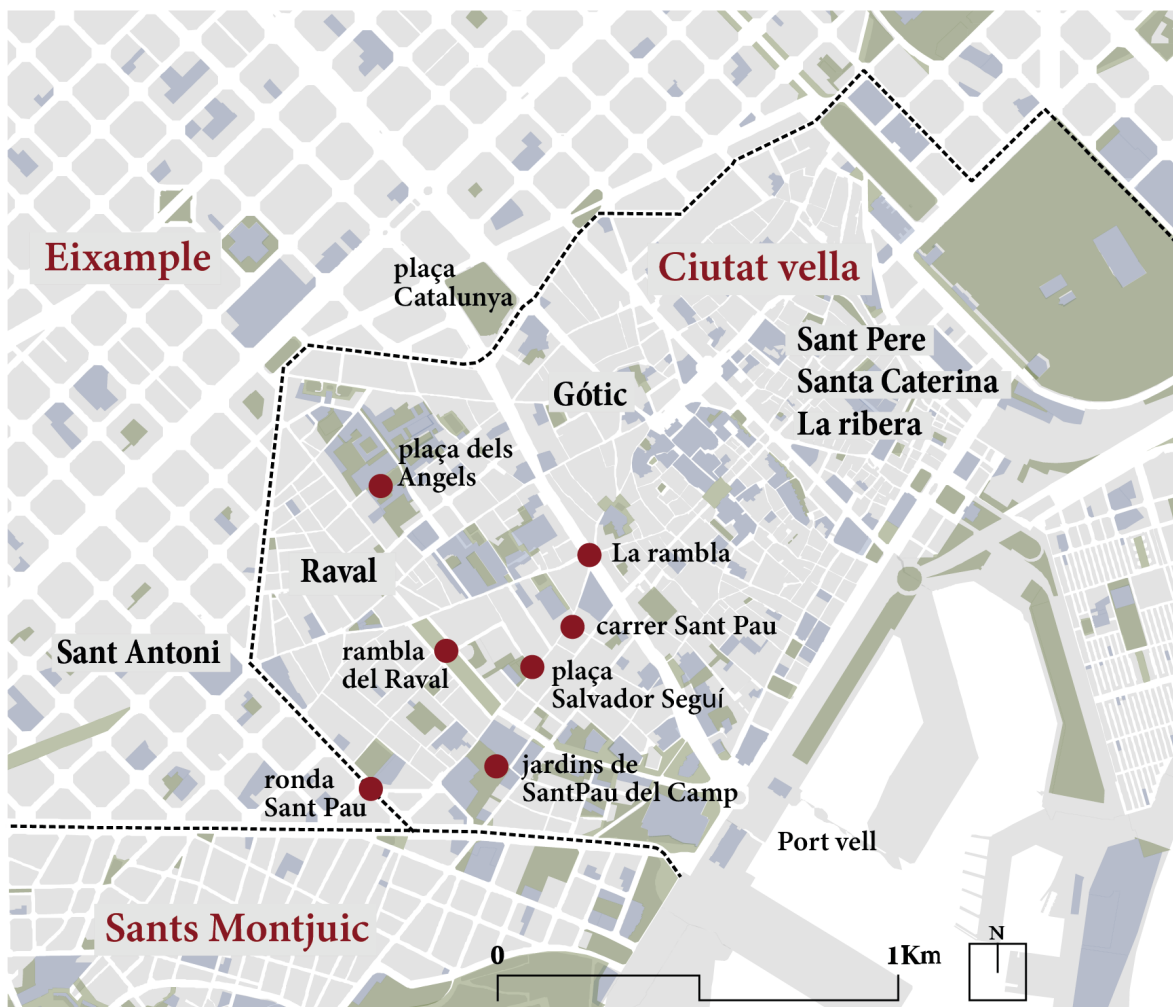
Capture d'écran de la vidéo réalisée par Djaffar, Lassana, Ali et Nadir.

Vidéo 1. "Scooter en "i", de l'esplanade Nathalie Sarraute à la porte de la Chapelle.

Ce secteur en partie en chantier fonctionne comme un espace de frontière entre Paris et les communes de banlieue, traversé par des infrastructures.

Ce parcours s'achève au niveau de la **porte de La Chapelle**, à la limite entre la ville de Paris et les communes du département limitrophe de la Seine-Saint-Denis (Aubervilliers, Saint-Ouen). La continuité urbaine est traversée par des infrastructures métropolitaines (le boulevard périphérique contournant la ville, et la route nationale menant à Saint-Denis) qui marquent une limite physique entre Paris et les communes de l'aire métropolitaine.

2. Le Raval : un quartier populaire de la vieille ville en prise avec la touristification



Carte iii. Carte du parcours dans le quartier du Raval.



Figure 9. Rambla de Barcelone.



Figure 10. Commerces du carrer Sant Pau.



Figure 11. Rambla du Raval.



Figure 12. Restaurant gourmet sur la rambla du Raval.



Figure 13. Terrasses de café dans le quartier de Sant Antoni.

La *rambla* s'étend de la *Plaça Catalunya*, pôle de transports en communs qui distribue l'ensemble de la métropole, jusqu'au *Port Vell* (Vieux-Port). C'est un lieu de contrastes où se croisent différents groupes sociaux. Certains soirs de la semaine, le passé mondain de l'avenue réapparaît quand des membres de la bourgeoisie locale viennent assister au dernier opéra qui se joue au *Teatre del Liceu*. Les gens se font déposer en voiture devant la galerie d'entrée au niveau de la façade classique du bâtiment construit en 1847. La *rambla* sépare l'arrondissement de *Ciutat vella* (la vieille ville) en deux : dans la partie orientale se trouvent les quartiers les plus anciens de la ville s'étant constitués autour de la colonie romaine *Barcino*. Le *barrio Gótico*, le *barrio de Sant Pere*, *Santa Caterina* et la *Ribera* étaient entourés par la première muraille médiévale qui sera étendue au 14^e siècle pour inclure le *Raval*. Ce secteur de la ville dont les premières urbanisations se font le long de chemins agricoles tracés dans le prolongement des axes de la ville médiévale (aujourd'hui *carrer Sant Pau*, *carrer del hospital*, *carrer del Carme*) et le long de la première muraille (qui donnera l'alignement de la future *rambla*) abrite jusqu'au 18^e siècle des couvents, des monastères et des hôpitaux (dont l'hôpital de la *Santa Creu*). À partir de 1730, l'installation des *Indianes* (usines de manufacture textile) dans le *Raval* préfigure le futur développement industriel de la ville qui s'est d'abord produit à l'intérieur des murailles médiévales. Il est en effet interdit de construire au-delà des murailles, dans la plaine de Barcelone, jusqu'en 1854 pour des raisons militaires. L'urbanisation du *Raval* s'intensifie donc en même temps que le développement industriel de la ville entre la fin du 18^e siècle et le début du 19^e siècle. D'autres quartiers, comme le quartier de *Sant Pere* sont également concernés par l'installation d'activités industrielles du fait de leur proximité avec le *Rec Comtal* (système d'irrigation de la plaine de Barcelone). Le *Raval* attire alors les populations de l'exode rural, et les ouvriers s'y installent du fait de la proximité avec les industries. Le quartier se structure au 19^e siècle comme un quartier ouvrier dense, concentrant les difficultés du capitalisme industriel (insalubrité, épidémies, pauvreté...) (Blanco 2004, p. 157).

Non loin du *Teatre del Liceu*, sur la *rambla*, quand la soirée est bien avancée, des travailleuses du sexe proposent leurs services aux hommes de passage dans la ville, à des groupes de touristes qui rentrent d'une soirée bien arrosée dans les ruelles de la vieille ville. Cette avenue

est aujourd'hui un haut lieu de la *turistificación* de la métropole sud-européenne (Fig 9.). Ce néologisme qu'on pourrait traduire par le terme « touristification », est utilisé dans les études urbaines depuis les années 90 afin d'étudier et qualifier l'impact du tourisme de masse sur le tissu commercial, le parc de logements et la vie sociale des villes (Vaquero De la Calle 2019). L'attractivité de la vieille ville de Barcelone comme destination touristique sud-européenne n'est pas récente, elle répond à des politiques de développement touristique anciennes du fait de la centralité historique et patrimoniale de la capitale catalane en méditerranée. Elle s'est cependant accentuée depuis les années 90, avec la mondialisation des flux de loisir (Garay Tamajon et Cànoves Valiente 2009). Après la crise de 2008, les politiques urbaines se sont tournées vers des financements privés du fait de la réduction drastique des dépenses publiques. Le secteur touristique s'est consolidé comme un axe central du développement économique de Barcelone, provoquant une augmentation constante de la pression touristique (Vaquero De la Calle 2019, p. 9). Les activités dédiées directement ou indirectement au tourisme imprègnent l'ambiance urbaine des rues de la vieille ville (commerces de souvenirs, restaurants, équipements culturels de renommée internationale). Les bateaux de croisières qui accostent dans le port pendant la période estivale sont une des manifestations visibles de cette *turistificación* dans les espaces urbains et dans les débats publics. Avec 2,7 millions de passagers, Barcelone est le premier port de croisières en Europe, le nombre de croisiéristes ayant augmenté de 53,6% entre 2007 et 2018 (*Ibid.*, p. 10). Les associations d'habitants dénoncent l'arrivée des croisiéristes qui débarquent le temps d'une journée et parcourent *la rambla*, consommant dans les boutiques et les kiosques de souvenirs. Ces usages des espaces publics cristallisent les conflits pointés par les associations d'habitants face à ce qu'ils nomment le « *monocultivo turístico* » (tourisme intensif), dénonçant la dépossession spatiale et symbolique dont ils sont victimes¹⁸.

Ces conflits pour l'appropriation de l'espace urbain sont articulés à des luttes pour le droit au logement dans un contexte où le parc de logements de locations touristiques a

¹⁸ Voir les nombreux articles à ce propos : « La llegada del crucero más grande del mundo desata otra batalla contra el turismo masivo en el mediterráneo », publié le 7 avril 2018 dans El Diario https://www.eldiario.es/economia/cruceros-mediterraneo-turismo-masivo_1_2188689.html , ou « Colau examinarà amb lupa l'impacte dels creuers », publié le 26 août 2015 dans El Periodico <https://www.elperiodico.cat/ca/societat/20150826/colau-examinara-amb-lupa-limpacte-dels-creuers-4458647>. (Consultés le 10/10/2019).

considérablement augmenté avec la plateforme de location *AirBnb*. Dans une étude réalisée en 2016 par la mairie de Barcelone sur l'impact des locations touristiques sur le parc de logements locatifs résidentiels, le quartier du Raval est le quartier comportant la proportion la plus importante d'annonces disponibles sur *AirBnb*, soit 8,71% du parc de logements locatifs¹⁹. Il s'agit d'une dimension spécifique de la gentrification, la population occupant les appartements touristiques étant une population mobile sans lien de permanence avec la ville (Sorando Ortín et Ardura Urquiaga 2018).

L'impact du tourisme sur le parc de logements locatifs est au cœur des problématiques d'accès au logement à Barcelone. Le cas de *la rambla* est symptomatique de ce phénomène : la lutte pour que la « dernière habitante de *la rambla* », menacée d'expulsion, puisse rester dans son logement a fait l'objet d'importantes mobilisations et d'une couverture médiatique²⁰. Les habitants de la vieille ville sont peu présents sur cette avenue, tout juste la traversent-ils lors de leurs cheminements quotidiens pour se rendre d'un quartier à l'autre. La juxtaposition des pratiques quotidiennes et des usages des espaces publics liés au tourisme s'observe quotidiennement sur *la rambla*. La scène qui suit reflète les modes d'occupation de l'espace et les frottements de mobilités différenciées qu'on peut y observer.

Une journée de semaine ensoleillée. Les terrasses occupent plus de la moitié de l'espace central de la rambla. Les kiosques sont ouverts, ils sont remplis de souvenirs, des porte-clefs, des aimants reprenant des motifs de l'architecture moderniste de Gaudí, des maillots de football portant le nom du joueur star du Barça, Lionel Messi. Sur le côté, un guide portant un drapeau jaune au bout d'un bâton déroule son discours à un groupe d'une dizaine de touristes. Les menus sont affichés de manière ostentatoire le long des terrasses des restaurants, proposant des formules pour les touristes : paellas, coupes de *sangría*... Les vendeurs sont postés devant les terrasses et abordent en anglais les petits groupes de touristes qui descendent la rambla pour qu'ils s'installent en terrasse. Deux couples d'allemands sont assis à une table, ils laissent 5€ de pourboire au serveur avant de partir. En sortant de la terrasse, une des femmes reste immobile au milieu de la *rambla* lève les yeux pour regarder la façade du *teatre del Liceu*, en attendant qu'on la rejoigne. Deux jeunes femmes d'une vingtaine d'années, vêtues d'un jean recouvert d'une tunique et d'un sac en bandoulière descendent la *rambla* en direction du Vieux-Port, d'un pas pressé pour arriver à leur but, tout en discutant. N'ayant pas vu la femme allemande postée sur leur passage, elles la bousculent, forcées d'arrêter leur démarche. La touriste

¹⁹ Ajuntament de Barcelona, « Impacte del lloguer vacacional en el lloguer residencial a Barcelona », Pla estratègic de turisme de Barcelona 2020, septembre 2016, p.25.

²⁰ Voir l'article « La Rambla de Barcelona es buida, una de les últimes veïnes a punt de ser desnonada », publié le 1/10/2020 dans Catalunya Diari <https://catalunyadiari.com/successos/desnonament-rambla-barcelona-1-octubre-2020> (consulté le 10/11/2020).

allemande, sans bouger, s'exclame d'un air désinvolte « *Oh ! sorry !* », tandis que les deux jeunes femmes la regardent d'un air dérangé, s'écartent et poursuivent leur chemin. Peu avant, j'observe deux autres jeunes femmes originaires d'Amérique latine en train de déménager à pied. Elles traversent *la rambla* en portant un matelas accroché sur un charriot avec des tendeurs. Elles se frayent un chemin entre les groupes de touristes.

Carnet de terrain, sur la rambla, 28/05/2019.

Le déménagement à pied dont il est question dans l'extrait précédent est une pratique courante dans la vieille ville, reflet de l'instabilité du marché du logement locatif ou de propriété à Barcelone du fait d'un marché immobilier espagnol libéralisé et peu encadré par les pouvoirs publics (Rodríguez Alonso et Espinoza Pino 2017). Le non-encadrement des loyers jusqu'en 2020, les sous-locations non renouvelées, ou les squats régulièrement expulsés, mais également les nombreuses expulsions pour non-paiement du crédit d'achat d'un appartement sont autant d'éléments qui reflètent la précarité résidentielle dans la capitale catalane. La loi de la Communauté autonome de Catalogne encadrant les prix des loyers, « *Llei de mesures urgents en matèria de contenció de rendes en els contractes d'arrendament d'habitatge* », n'a été adoptée qu'en septembre 2020. Les mouvements pour la défense du droit au logement en Espagne sont nombreux. D'abord structurés autour de la question des expulsions de logement pour non-paiement des crédits immobiliers à la suite de la crise de 2008 (*Plataforma afectados por la hipoteca*, PAH), les mouvements se sont étendus aux droits des locataires à partir de 2010 avec la création du *sindicat de llogaters i llogateres* en 2017, qui défend notamment le droit au logement pour les locataires. Cette question est en effet devenue centrale, dans un contexte où les loyers ont augmenté de 23% entre 2013 et 2016, et où le prix au m2 du logement locatif a augmenté de 10,12% en 2016 (Blázquez-Salom et Cànoves 2018, p. 4).

À l'angle du *teatre del Liceu* avec la Rambla commence le ***carrer Sant Pau***, sur le tracé d'un ancien chemin agricole qui menait jusqu'au monastère de *Sant Pau del Camp*, construit au 12^e siècle. À l'extrémité de cette rue, on arrive sur la *Ronda Sant Antoni* et le quartier du même nom qui marque, avec l'emplacement des anciennes enceintes de la vieille ville détruites en 1854, l'ouverture sur la trame urbaine orthogonale de l'*Eixample* dessiné par Ildefons Cerdà. La rue *Sant Pau* traverse aujourd'hui le quartier du Raval dans sa partie centrale. On y

découvre la diversité du tissu commercial qui s'est profondément transformé, entre des établissements traditionnels patrimonialisés, différentes catégories de commerces liés à l'arrivée de groupes sociaux divers de classes moyennes (culturels, mode, restaurants et bars modernes) ou à destination du tourisme (Moreno 2010).

Ce secteur populaire du Raval s'est progressivement gentrifié, les profils des gentrificateurs ayant évolué depuis les années 1990. À la fin des années 1990, les nouveaux habitants du Raval provenaient d'un autre quartier de la ville. Ils étaient attirés par le prix des logements, la centralité et la représentation qu'ils avaient d'un quartier qui serait « *com un poble* » (« comme un village »). Leurs pratiques étaient essentiellement liées à un investissement de l'espace résidentiel, et ils avaient une implication sélective dans la vie sociale du quartier (Martínez Rigol 2000, p. 525). À partir des années 2000, un nouveau profil de populations s'installe dans les quartiers de la vieille ville. Du fait de l'augmentation de la mobilité transnationale, des immigrés de classes moyennes provenant de pays d'Europe de l'Ouest et d'Amérique du Nord viennent s'installer en centre ancien, attirés par le style de vie d'une capitale du sud de l'Europe. Cette population se concentre dans des enclaves touristiques, et interagit principalement avec des populations mobiles transnationales. Cette « gentrification transnationale » (Cocola-Gant et Lopez-Gay 2020) coexiste spatialement avec le tourisme.

Dans les premiers mètres de la rue *Sant Pau*, aux alentours de la *rambla*, quelques commerces touristiques sont encore présents : des boutiques de souvenirs, des supermarchés de boissons alcoolisées, des *fast-food* restauration à emporter. Au fur et à mesure qu'on avance dans la rue, on voit apparaître des magasins de téléphonie mobile, des bazars, des coiffeurs pakistanais, des boucheries halal, des pâtisseries arabes qui marquent la centralité commerciale immigrée spécifique du centre-ville de Barcelone (fig10.). L'entrepreneuriat ethnique a représenté une forme de résilience à la crise économique de 2008 : les populations immigrées, plus particulièrement Pakistanaïses, Chinoises et dans une moindre mesure Marocaines ne trouvant pas de travail dans les secteurs de la construction, l'hôtellerie ou l'industrie, se sont appuyées sur les solidarités de la communauté d'origine et intrafamiliales pour affronter les difficultés économiques (Torrent 2016).

En poursuivant le long de la rue Sant Pau en direction de la place *Salvador Seguí*, on dépasse plusieurs hôtels plus ou moins luxueux (hôtel quatre étoiles *Fonda España*, hôtel *Peninsular*), qui alternent avec des boutiques de téléphonie mobile. La co-présence entre usagers des commerces populaires du quartier et visiteurs séjournant dans les appartements de location temporaires est courante, comme dans cette scène :

Il est 11h du matin, un homme d'une cinquantaine d'années vêtu d'un survêtement et d'un sac imitation Vuitton en bandoulière porte une housse de couverture qu'il a achetée dans le quartier. Alors qu'il marche dans la rue *Sant Pau*, il entend le son d'une musique *Pop* qui est diffusée à travers une enceinte portable. Il lève la tête tout en continuant à marcher pour voir d'où vient ce son. Je suis également son regard. En rez-de-chaussée de cet immeuble réhabilité, une plaque indique « *Rent a flat* » (appartements touristiques à louer). Sur le balcon du premier étage, un homme blanc, vêtu d'un polo bleu et d'un short bleu est assis à une table en bois. Il consulte son ordinateur portable tout en buvant une tasse de café. Économie populaire et tourisme global se côtoient dans les interactions quotidiennes.

Carnet de terrain, scène de rue dans le Raval, 22/09/2021.

On arrive alors au niveau de la *Filmoteca de Catalunya*, sur la **place *Salvador Seguí***. Cette place est un des espaces de l'opération de l'îlot *Robadors-Sadurní* (1993-2012). Il s'agit d'un des derniers projets de rénovation urbaine réalisés dans le quartier du Raval. L'opération inclut l'aménagement d'espaces publics sur le modèle des « *places dures* » des années 1990-2000 (*plaça Salvador Seguí*, *plaça Vázquez Montalban*), la construction d'un hôtel de luxe (hôtel *Barceló*), d'immeubles de bureaux et de l'équipement culturel de la filmothèque de Catalogne inaugurée en 2012.

Elle s'inscrit sur le temps long dans plus d'un siècle de projets de rénovation urbaine du Raval. Le quartier fait l'objet de projets d'intervention urbaine de type haussmanniens dès le 19^e siècle (Tatjer 1998), basés sur le tracé d'avenues dont l'objectif est de connecter le tissu ancien avec l'extension urbaine de la ville et répondre aux problématiques de logement insalubre du tissu ancien dégradé. L'*Eixample* de Cerdà prévoit ainsi en 1859 trois avenues traversant le Raval afin de rattacher le quartier à la trame urbaine projetée au-delà des murailles. Elles ne seront pas réalisées du fait du manque d'intérêt des investisseurs de l'époque pour le réaménagement de ce secteur. En 1879, le *Plan de reforma interior de Barcelona* (plan de rénovation) projeté par Àngel Baixeras prévoit déjà l'expropriation de milliers de logements pour aménager des avenues traversant le tissu ancien de l'ensemble de la vieille ville. Le projet

qui affecte le Raval, consiste à tracer une voie entre les *Drassanes* et le *carrer Muntaner*. Il ne sera réalisé que partiellement et plus tardivement, mais préfigure les transformations réalisées à partir des années 80.

Dès la fin du régime franquiste, les mouvements habitants se mobilisent pour imaginer l'amélioration de la vieille ville, la crise urbaine ayant augmenté la pauvreté de la population et l'insalubrité des logements (Bonet i Martí 2011, p. 100). L'adoption en 1976 du Plan général métropolitain de Barcelone institue les PERI, *Plan especial de reforma interior*, un outil permettant l'intervention sur le tissu urbain existant. Entre 1975 et 1985, un processus de négociation permet l'adoption de plusieurs PERI dans la vieille ville, certains s'appuyant sur des projets issus des Plans populaires réalisés par les mouvements habitants à la fin de la dictature, comme c'est le cas du *Pla popular del Casc Antic*. Ce dernier défendait le maintien de la population existante et des activités économiques (petite industrie, artisanat et stockage) afin de mettre en valeur le caractère populaire de ces quartiers et leur rôle dans la vie urbaine du centre historique (Tatjer 1998). Dans le cas du Raval, le *Plan especial de reforma interior* (PERI), adopté en 1985, s'appuie sur le *plan del Liceu al Seminari* de Oscar Túsquets et Lluís Clotet, qui s'inspire du projet de percement défini par Cerdà (repris pour la rambla du Raval) et s'appuie sur un modèle de régénération urbaine à partir de la récupération d'équipements publics destinés à des équipements culturels centraux (le CCCB, le MACBA...) (Bonet i Martí 2011, p. 101)(Bonet, p. 101). En 1986, l'*area de rehabilitación integral de Ciutat Vella* (ARI) est adoptée. Elle inclut notamment le *Pla central del Raval* qui donnera lieu à la création de la rambla du Raval. Ces projets de rénovation urbaine ont eu un impact sur la transformation socio-spatiale de la vieille ville : plutôt que de réduire les inégalités parmi les résidents de longue date, ils ont favorisé de nouveaux processus de gentrification et augmenté les inégalités socio-spatiales. La présence des classes moyennes et classes moyennes supérieures (personnes avec un diplôme universitaire, jeunes cadres provenant de pays étrangers « du Nord ») s'est consolidée dans les secteurs qui accueillait auparavant les milieux bourgeois (Gothique, Born, Via Laietana) en s'étendant sur les secteurs traditionnellement plus populaires, créant ainsi des micropoches de richesse autour des zones concernées par les opérations de régénération, et accentuant la dégradation d'autres secteurs (Arbaci et Tapada-Berteli 2012, p. 307).

De retour dans les rues du Raval, sur la place *Salvador Seguí*, en face de la *filmoteca de Catalunya*. Sur la partie gauche de la rue, les commerçants de téléphonie mobile se trouvent postés devant leur boutique, attentifs aux activités de la rue. Des livreurs à vélo travaillant pour des entreprises de livraison (*Deliveroo*, *Glovo*), un sac à dos isotherme sur le dos, se frayent un chemin parmi les passants, une vieille dame corpulente est assise sur un tabouret à l'angle de la rue d'*En Robadors*, adossée au mur de la façade d'un immeuble récemment réhabilité. Juste devant elle, deux travailleuses du sexe appuyées sur un plot discutent en attendant qu'un client passe. Cette rue incarne les juxtapositions de mondes, d'imaginaires et de pratiques urbaines présents dans le Raval. Certaines façades d'immeubles ont été récemment ravalées (enduis couleur ocre, menuiseries changées, balcons décorés de plantes vertes), tandis que d'autres façades rappellent la persistance de pratiques et d'esthétiques populaires : le linge étendu sur la rue en est une des expressions. Le 16 janvier 1999, la mairie de Barcelone adopte une délibération visant à interdire le fait d'étendre son linge au-dessus de la rue. Cette délibération s'inscrit dans une volonté de la part de l'administration municipale de mettre en ordre la rue autour de critères d'espaces publics planifiés depuis les années 1990. Elle a été abondamment critiquée, notamment dans les quartiers populaires où la surface des logements est réduite²¹. Vers le fond de la rue, certains immeubles appartenant à des fonds d'investissement ou à des propriétaires négligents ont été occupés par des *narcopisos* (appartements de *shoot*). Le secteur cristallise encore aujourd'hui des tensions liées aux conflits d'usages entre des activités informelles (travail du sexe, vente de drogue, activités nocturnes...) et les riverains²². Sur l'esplanade pavée de granite, quelques bacs de plantes sont disposés. Il n'y a pas de bancs, personne ne s'y installe. Entre l'esplanade et la rue d'*En Robadors*, les terrasses des bars accueillent une clientèle diverse, quelques spectateurs de la filmothèque sortant d'une séance de cinéma s'y installent.

Dans d'autres secteurs du quartier, des conflits de cohabitation se cristallisent autour de pratiques juvéniles. Il s'agit des skateurs, des hommes et femmes réunis autour d'une pratique

²¹ Voir l'article de Josep Roca Guerrero « Manifest de la roba estesa » (manifeste du linge étendu) publié le 18 mars 2021 dans le journal La Directa <https://directa.cat/manifest-de-la-roba-estesa/> (consulté le 10/12/2021).

²² Exemple d'un article de presse publié dans El País le 10/07/2017 https://elpais.com/ccaa/2017/07/10/catalunya/1499709241_007746.html (consulté le 10/11/2020).

sportive et culturelle commune, venant de différents pays du monde, principalement d'Amérique latine et du nord de l'Europe. Attirés par la projection globale de la capitale catalane dans une économie de loisirs, ils se retrouvent sur la *plaça dels Angels*, l'esplanade située devant le musée d'art contemporain de Barcelone. Cet équipement culturel emblématique des premières opérations de renouvellement urbain du Raval est situé à quelques centaines de mètres au nord de la rue *Sant Pau*. Le conflit autour du skate sur la *plaça dels Angels* est symptomatique des conflits d'usages autour des espaces publics urbains de la vieille ville, entre des usages liés à un tourisme global et des pratiques habitantes d'échelle locale.

Depuis le début des années 2000, sous les effets du positionnement de Barcelone dans le paysage des villes attractives mondiales, la capitale catalane est devenue un haut lieu de la pratique du *skateboard* (Camino 2013). L'attractivité de Barcelone est le résultat de trois décennies de politiques urbaines qualifiées par les élus et certains chercheurs de « modèle Barcelone ». Cette période commence en 1986 avec l'entrée de l'Espagne dans l'Union européenne. Marquée par l'organisation des grands événements (Jeux olympiques de 1992, Forum des cultures de 2004), cette période est caractérisée par d'importants investissements publics et privés permettant à la ville de transformer son économie et d'impulser des aménagements d'espaces urbains, dans lesquels l'aménagement des espaces publics constitue un des principaux leviers de transformation. Ce modèle de développement urbain a été amplement analysé et critiqué (Capel 2005; Delgado 2007) dans la mesure où il a progressivement institué la prédominance des logiques de marché dans les politiques urbaines (Aricó, Mansilla et Stanchieri 2015). La présence des skateurs sur la *plaça dels Angels* provoque des conflits d'usages dès 2009²³ autour de ce qui est appelé à Barcelone la *convivencia* (le vivre ensemble). Ce terme renvoie à une conception des espaces publics barcelonais recherchée dans les politiques urbaines depuis les années 90 autour de la pacification, la mise en ordre et la construction dans les politiques urbaines d'une citoyenneté

²³ Conflits autour du skate dans le Raval. <https://www.ccma.cat/tv3/alacarta/telenoticies/lajuntament-de-barcelona-prohibira-fer-servir-lskate-de-nit-a-la-zona-del-macba/video/5833753/> , <https://www.elperiodico.com/es/barcelona/20190319/ciutat-vella-prohibe-el-skate-de-noche-alrededor-del-macba-7362706> , <https://www.elperiodico.com/es/barcelona/20090131/protesta-skater-reforma-plaza-macba-228042> (consulté le 10/11/2020).

urbaine uniforme (Delgado 2016; Delgado 2007) Des associations d'habitants, comme l'*Associació Raval Nord resignat*, présentes dans les instances de participation locale (*Consell de barri*), se plaignent du bruit provoqué par les patins et les roues sur le sol, et des agglomérations dans la rue jusque tard dans la nuit. Le « *descans dels veïns* » (« le repos des riverains ») est invoqué, et l'utilisation exclusive de l'espace par un groupe de personnes et un usage spécifique est décrite. Les acteurs en faveur d'une régulation de cette pratique mobilisent des registres de légitimité opposant des enfants qui sortent de l'école aux skateurs. L'enfance et la jeunesse sont utilisées par différents acteurs comme argument de pacification et de récupération des espaces confisqués par le tourisme et les pratiques intensives des espaces publics. L'ancrage dans le quartier, les usages quotidiens sont opposés à une forme de déterritorialisation incarnée par le skate et les skateurs. Un décret municipal sera finalement adopté en mars 2019 interdisant la pratique du skate dans le secteur entre 22h et 07h du matin, sans grands effets²⁴.

En poursuivant sur la rue *Sant Pau*, après avoir dépassé la filmothèque on arrive sur la ***rambla del Raval*** (Fig11.). Cet espace public urbain emblématique des politiques de régénération urbaine de la vieille ville initiées à partir de 1985 avec le *Plan especial de reforma interior* (PERI) du Raval a été inauguré en 2000 dans le cadre de la mise en œuvre du *Pla central del Raval* (Tatjer 1998). La *rambla* a été aménagée selon le principe d'*esventrament* (« éventrement »), à l'emplacement de cinq îlots détruits du secteur du *Barrio Chino*. Cette avenue piétonne dans sa partie centrale est bordée par des immeubles ouvriers du tissu ancien, construits à la période préindustrielle à partir de 1730, alors que les *Indianes* (usines de manufacture textile) se développaient. Sur la façade Est, un bâtiment à l'architecture contemporaine et dominant par sa hauteur rompt avec la forme urbaine. Il s'agit de l'hôtel *Barceló*, du nom du groupe hôtelier mondial, dont l'installation dans ce secteur populaire de la ville a été controversée, attirant un public qui ne fréquente pas les autres établissements du quartier. Devant l'entrée de l'hôtel, les taxis défilent pour déposer la clientèle fortunée qui pénètre dans l'hôtel jetant un regard furtif sur l'environnement urbain sans s'y arrêter.

²⁴ Plusieurs articles dans les médias rappellent le manque d'effets des mesures d'interdiction : reportage publié sur la chaîne municipale de télévision Beteve le 30/07/2019 <https://beteve.cat/societat/soroll-placa-angels-prohibicio-patinar-queixes-veins/> , article publié dans le 28/08/2019 dans le journal Ara https://www.ara.cat/societat/veto-municipal-buida-skaters-macba_1_2647969.html (consultés le 10/11/2020).

En rez-de-chaussée, différents restaurants s'y sont installés, proposant des spécialités espagnoles (*100 montaditos*), de la nourriture à emporter (pizzeria, burgers de la *hamburguesería la informal*), ou proposant des menus en terrasse, une offre commerciale qui attire une population de classes moyennes et des visiteurs de passage dans le quartier (Fig12.). Quelques commerces immigrés persistent dans la partie sud de la *rambla del Raval*, comme une boucherie hallal, des supermarchés tenus par la communauté pakistanaise, et un kebab nommé Atlas.

Sur la *rambla del Raval*, l'apparente *convivencia* est mise à l'épreuve par les tensions et accrochages qui traversent les espaces urbains entre les différents usagers qui le fréquentent. Malgré un processus de gentrification avancé, le Raval demeure un quartier avec une forte présence de classes populaires immigrées. En 2014, selon le *padró municipal* (recensement municipal de Barcelone), la population étrangère du Raval représentait 47,9% de la population du quartier. Cette proportion est largement supérieure à celle de la ville de Barcelone, où les étrangers représentent 16,3% de la population totale.

Depuis 2015, une nouvelle population immigrée occupe les espaces urbains des quartiers de centre ancien. Des immigrés d'Afrique subsaharienne arpentent les rues de la ville pour travailler dans la *chatarra* (recyclage des déchets métalliques et électroménagers), ou se retrouvent sur la *rambla del Raval* pour tenir un marché informel de récupération d'objets. D'autres immigrés sont arrivés du Maghreb, plusieurs d'entre eux sont des enfants et des adolescents. La question des MENAS (*menores extranjeros no acompañados*, mineurs étrangers non accompagnés) a pris une place importante dans les débats publics. Entre 2010 et 2015, le *Departament de treball, afers socials i famílies de la Generalitat de Catalunya* (département du travail, des affaires sociales et des familles de la Generalitat de Catalogne) dénombre autour de 350 personnes arrivant par an en Catalogne, pour la plupart provenant du Maroc. Entre 2015 et 2018, le nombre d'arrivées a été multiplié par 10, avec l'arrivée de 3745 enfants et adolescents mineurs non accompagnés en Catalogne. Leur présence dans les rues, places et parcs de la vieille ville et l'urgence sociale à laquelle ils sont confrontés interpelle les politiques urbaines et les politiques d'action sociale.

Après avoir passé la *rambla del Raval*, on longe les **jardins de Sant Pau del Camp**, un parc aménagé en 1992 à l'emplacement d'un îlot de logements insalubres et d'une ancienne usine dont la cheminée en brique a été conservée. Aménagé sur un parking, le parc se situe au-dessus du niveau de la rue *Sant Pau del Camp*. Il est entouré par des grilles métalliques et sa situation au-dessus du niveau de la rue le soustrait au regard des passants. On peut le traverser par un passage qui longe l'ancienne usine *Can Ricart* et mène au commissariat des *Mossos d'Esquadra* (corps de gendarmerie de la Communauté de Catalogne) de *Ciutat Vella*.

El parque verde : zona oscura



Dans cette vidéo, Alex, Jenny, Ana Beatriz, Didac, Saray, Achraf, Kevin, Marina parlent des différents groupes qui fréquentent les jardins de Sant Pau del Camp. Ils les observent depuis le toit-terrasse d'un immeuble, ne souhaitant pas se rendre à l'intérieur du parc. Qualifié de « zone obscure », le parc est fréquenté par des « marroquis » (« marocains ») et des « africanos » (« africains »), dont la présence statique (« tumbados en el cespèd »- « allongés dans l'herbe ») les dérange.



Captures d'écran de la vidéo réalisée par Alex, Jenny, Ana Beatriz, Didac, Saray, Achraf, Kevin, Marina, Bashar, Ajay et Bonjovi.

Vidéo 2. "Parc vert, une zone sombre", à propos des jardins de Sant Pau del Camp.

La rue *Sant Pau* débouche une dizaine de mètres plus loin sur la ***ronda Sant Pau***. Cette large avenue plantée a été aménagée à l'emplacement des anciennes murailles entourant la vieille ville. Elle marque la fin de ce parcours, avec la transition du Raval vers le quartier de *Sant Antoni* (Fig.13).

Mises côte à côte, les deux traversées de La Chapelle et du Raval révèlent les points communs et les déclinaisons locales des processus de gentrification dans chacune des villes. Les deux quartiers font l'objet de politiques de régénération urbaine depuis les années 1980 ayant contribué à transformer physiquement et socialement les quartiers dans certains secteurs. La situation de ces deux anciens quartiers populaires de faubourg dans la ville diffère, ce qui provoque des tensions socio-spatiales différenciées. À Barcelone, le Raval se trouve au cœur de la vieille ville. Sa centralité historique et patrimoniale implique que l'impact du tourisme y est plus important. À cela s'ajoute le fait que, après avoir été particulièrement touchée lors de la crise économique de 2008, la métropole du sud de l'Europe ait accentué les politiques de développement touristique. À Paris, le quartier de La Chapelle est sensiblement plus à l'écart des hauts lieux touristiques de la ville. Même si des établissements hôteliers s'y construisent, que les appartements *AirBnb* y sont nombreux, symptômes d'opportunités foncières pour les investisseurs, l'impact du tourisme y est moins important que dans des quartiers centraux de Paris comme le Marais. La pression foncière résulte davantage de sa position dans les reconfigurations métropolitaines, le quartier péricentral de La Chapelle trouvant une place centrale dans le cadre des aménagements du Grand Paris et des jeux Olympiques de 2024.

Dans ce contexte, les composantes et les dynamiques du marché du logement jouent de manière différente dans chacun des quartiers. Dans les deux villes, les prix des logements locatifs et des logements à l'achat sont en constante augmentation. Cependant, les politiques urbaines de régulation du marché du logement diffèrent, la France étant plus interventionniste que l'Espagne. À Paris, plus de 20% des logements sont des logements sociaux en 2021, et les réglementations en matière de protection des locataires ainsi que l'encadrement des loyers protègent en partie, bien qu'insuffisamment, l'accès au logement dans la capitale. À Barcelone, le parc de logements sociaux est pratiquement inexistant : il concerne seulement 2% des logements. Par ailleurs, le marché locatif privé n'est encadré que depuis 2020, et les baux sont peu protecteurs des droits des locataires.

Par ailleurs, les deux quartiers conservent leur rôle de quartier d'immigration, à différents points de vue. La composition de la population reflète une part plus importante de population

étrangère dans la population totale du quartier par rapport à l'ensemble de la ville. Mais l'ambiance urbaine de ces quartiers d'immigration est également liée aux usages de la rue et aux commerces immigrés qui font qu'ils conservent d'importantes centralités immigrées pour les immigrés de longue date comme pour les primo-arrivants.

	La Chapelle dans Paris			Le Raval à Barcelone		
	La Chapelle	18e arrdt	Paris	Raval	Ciutat Vella	Barcelona
Surface (km2)	2,13	6,01	105,4	1,1	4,4	102,2
Population ¹	38 790	199 135	2 206 488	48.471	102.237	1.613.393
% population de -25 ans	27,5	26,5	27,7	22,8	20	21,2
% d'étrangers	23,9	17,9	14,6	47,9	42,4	16,3
% population ayant un diplôme universitaire	43,3	50,7	57,9	21,1	27,3	28,4

Tableau B. Tableau comparatif de la population à LaChapelle et dans le Raval.

¹ Données issues de INSEE recensement 2014, et Padró municipal de Barcelona 2014.

CHAPITRE 3. DES TRAJECTOIRES URBAINES PRÉCAIRES

Comment les jeunesses populaires s'installent-elles dans un quartier de centre ancien ? Pour quelles raisons décident-elles d'y rester, ou d'en partir ? À quelles conditions peuvent-elles rester y vivre ? C'est par les trajectoires individuelles que j'ai privilégié d'aborder le monde des jeunesses populaires urbaines en centre ancien. L'entrée par les trajectoires individuelles permet d'appréhender le « social à l'état incorporé » (Lahire 2013, p. 13), cette échelle d'analyse dans laquelle ce qui est institutionnellement et sociologiquement découpé se retrouve simultanément au sein d'un même individu, selon le sociologue Bernard Lahire (*Ibid.*, p. 14). Ainsi, ce chapitre vise à appréhender les différentes dimensions qui caractérisent les conditions de vie des jeunesses populaires urbaines en centre ancien, en abordant conjointement les trajectoires résidentielles et les trajectoires sociales des enquêtés. La notion de trajectoire implique, comme le rappelle Jean-Yves Authier, que les positions sociales peuvent évoluer au fil du temps (Authier et al. 2010, p. 3). Les trajectoires résidentielles renvoient aux « positions résidentielles successivement occupées par les individus et à la manière dont s'enchaînent et se redéfinissent au fil des existences ces positions en fonction des ressources et des contraintes objectives » (*Ibid.*, p. 4), tandis que les trajectoires sociales correspondent à « la courbe reliant les positions sociales successives de plusieurs personnes de la même lignée ou de moments d'un cours individuel de vie » (Dubar et Nicourd 2017, p. 31). Ce qui m'intéresse ici n'est donc pas de saisir la situation des jeunesses populaires à un moment donné, mais de comprendre comment cette condition dépend de déterminants antérieurs (parcours d'immigration, origine sociale des parents) et de projections différenciées selon les enquêtés.

Le chapitre s'organise en deux temps : je présenterai d'abord six portraits sélectionnés parmi les 25 trajectoires recueillies durant l'enquête, en articulant les trajectoires sociales et résidentielles des jeunesses populaires urbaines. Le croisement des trajectoires sociales et résidentielles configure ce que j'appelle des « trajectoires urbaines précaires ». Je reviendrai dans un deuxième temps sur les différentes dimensions qui caractérisent ces « trajectoires urbaines précaires » partagées par les jeunesses populaires à Paris et Barcelone, mais dont les formes sont différentes dans chacune des villes.

1. Six trajectoires individuelles à La Chapelle et dans le Raval

Les six portraits suivants retracent des expériences individuelles multisocialisées et multidéterminées (Lahire 2013). Les profils des enquêtés ont été sélectionnés afin de rendre compte de la diversité du corpus d'entretiens au sein des jeunesses populaires de centre ancien à Paris et Barcelone du point de vue des déterminants sociaux (limites d'âge mouvantes dans les temps d'entrée et de sortie dans la jeunesse, expériences différentes en fonction du genre, trajectoires d'immigration, ou position sociale occupée au sein des classes populaires). Les portraits sont construits autour de deux axes : situer sociologiquement les individus (composition de la famille, type de logement occupé et rapport à ce dernier, emploi, parcours scolaire et études réalisées, âge et genre) et présenter leur trajectoire résidentielle individuelle afin de caractériser leurs pratiques urbaines.

1.1 Farid « Je suis là aujourd’hui, mais demain j’suis pas là ».

Farid est né en 1990. Après avoir vécu dans un T2 dans le quartier des Poissonniers (18^e arrdt.), il s’installe à La Chapelle en 1998 avec ses parents et ses deux frères au moment où ils obtiennent un T4 dans un logement social. Ses parents, aujourd’hui retraités, ont immigré d’Algérie pour venir travailler en France dans les années 1980. Ils se sont rencontrés et mariés à Paris, alors que son père travaillait comme peintre en bâtiment. Les premiers échanges que j’ai avec Farid ont lieu au sein de l’association jeunesse dans laquelle il intervient pour réaliser des ateliers avec les jeunes qui fréquentent la structure. Il s’est en effet reconverti dans l’animation socioculturelle après avoir travaillé plusieurs années dans le secteur des transports. Ses frères travaillent également dans les transports : l’un est chauffeur de taxi, l’autre livreur et le dernier est chauffeur de bus. Âgé de 27 ans quand je le rencontre, il a l’air décontracté, le regard curieux teinté de méfiance à mon égard. Farid me rappelle dès nos premiers échanges qu’il n’est plus tout à fait un « jeune de La Chapelle ». Alors que certains éducateurs le considèrent comme un « jeune du quartier », lui se distancie de cette étiquette en insistant sur les différentes étapes de sortie du temps de la jeunesse à travers son parcours professionnel et les étapes de décohabitation. Il me dit : « Là, par exemple, le groupe avec qui je travaille pour faire des jeux tout ça, eux c’est des jeunes du quartier tu vois, mais moi maintenant je suis un grand du quartier tu vois. Et c’est différent, c’est différent. Je me rappelle quand j’avais leur âge, il y avait des grands du quartier qui animaient des ateliers, et puis aujourd’hui maintenant bah moi je fais partie de ceux qui animent les ateliers et eux font partie des jeunes du quartier tu vois ». Il se trouve pourtant régulièrement associé au public de jeunesse quand je le rencontre, sollicité par des intervenants pour participer à certaines activités, parfois en tant qu’usager de la structure, parfois en tant qu’animateur. Il illustre ainsi l’extension de la jeunesse et la difficulté à définir les seuils d’entrée et de sortie de la jeunesse, tout comme les modes de catégorisation des jeunes dans les quartiers populaires.

Après une adolescence marquée par des difficultés scolaires et de la petite délinquance, il obtient un BEP en comptabilité avec des horaires aménagés qui lui permet de travailler pour

se payer le permis de conduire, une étape importante de son processus d'autonomisation. Après avoir fait des petits boulots, il décroche une formation d'employé libre-service et obtient son premier CDI dans un magasin Lidl situé dans une commune de banlieue. À ce moment-là, il passe le permis poids lourds et travaille comme chauffeur de poids lourds pendant plusieurs années. « Là je kiffais vraiment ce que j'étais en train de faire. La formation, le travail tout ça. Je décroche un CDI, je bosse, je suis bien, je me fais un salaire, j'achète ma voiture, je commence à me faire ma petite life tu vois ». Cette période correspond à une première étape de décohabitation. Il part vivre dans le 13^e arrondissement de Paris seul, puis emménage avec ses frères dans une commune de la région parisienne. À cette période, il réalise plusieurs voyages à l'étranger dont il parle en disant que cela lui donne une sensation de « liberté » : il part plusieurs mois dans différentes métropoles d'Amérique latine et ne perd pas une occasion de partager cette expérience avec les personnes qu'il croise ensuite à La Chapelle, comme lors d'un échange auquel j'assiste avec un commerçant où ils parlent du Mexique. Apprenant que je vis à Barcelone, il me raconte un des voyages réalisés deux ans auparavant et évoque l'appartement *AirBnb* qu'il avait loué, se souvenant précisément des lieux fréquentés là-bas : « L'appartement était vers le funiculaire qui monte au *Tibidabo*. C'était une autre façon de découvrir Barcelone, j'avais bien aimé être loin de la *rambla*, du centre, de la place Catalogne. Le but c'est de découvrir d'autres endroits ».

Cette étape d'épanouissement professionnel et de mobilité en dehors du quartier se voit un temps freinée. Pour des raisons de santé, Farid doit arrêter son travail de chauffeur poids lourd. Il s'appuie alors sur le réseau associatif du quartier pour construire sa reconversion professionnelle. En 2017, il se réinstalle chez ses parents à La Chapelle. Il reprend alors contact avec les structures jeunesse qu'il fréquentait auparavant, et propose des activités ludiques destinées aux enfants, adolescents et jeunes du quartier. Il s'appuie à la fois sur les réseaux de connaissances qu'il avait tissés plus jeune, mais également sur les acquis de ses années d'expérience professionnelle et de voyages à l'étranger. Il rencontre à plusieurs reprises des élus et techniciens responsables des politiques de jeunesse à la mairie d'arrondissement pour leur proposer son projet, contacte les différentes associations et centres d'animation pour suggérer de réaliser des activités ludiques, démarche les nouveaux

commerces installés dans le quartier pour y réaliser des interventions. En 2019, il réussit à obtenir par le biais de ces contacts établis avec les acteurs du quartier un emploi en CDI à temps partiel dans l'animation. Il est salarié d'une association qui propose des activités ludiques dans les nouveaux espaces publics du 18^e arrondissement. En parallèle, il poursuit son projet associatif en créant des jeux avec et à destination des jeunes du quartier. Quand je lui demande pourquoi il a choisi de créer son association dans le quartier de La Chapelle, il me répond : « C'est le quartier où j'ai grandi. Après, à La Chapelle, le seul avantage que j'ai c'est que je peux créer des partenariats plus facilement. [...] c'est des associations que je connais assez bien, c'est des personnes que je connais assez bien ». Puis il ajoute « Ce que je fais, ça donne du sens à ce qu'ils font ». Cette loyauté, ou volonté de redonner au quartier ce qu'il a reçu se manifeste à travers son activité professionnelle, mais aussi dans certaines activités d'engagement dans le quartier. Il s'investit dans une lutte contre le délogement/relogement des locataires de son immeuble au sein d'une association de locataires créée pour l'occasion. L'immeuble de logement social dans lequel il vivait avec ses parents doit en effet être réhabilité par le bailleur social qui leur propose un relogement en dehors du quartier. La mobilisation leur permettra finalement d'obtenir un relogement dans le 18^e arrondissement pour ses parents, et de son côté, il obtiendra un logement social dans la commune de Montreuil.

Pendant les années où il est retourné vivre à La Chapelle, sa vie de quartier s'appuie donc sur les réseaux tissés auparavant, mais s'étend à de nouveaux acteurs publics et privés du quartier. Il consomme dans les nouveaux commerces, donnant des rendez-vous professionnels aux terrasses des restaurants, fréquente les espaces culturels installés depuis les opérations de renouvellement urbain. La situation de Farid illustre un ancrage au quartier qui s'inscrit dans un parcours non linéaire, et qui est nourri d'expériences réalisées ailleurs lors de voyages ou d'expériences professionnelles dans d'autres communes. Il s'investit professionnellement et s'engage dans son quartier tout en considérant qu'il s'agit pour lui d'une étape dans sa trajectoire résidentielle. La relation au quartier de La Chapelle perdure cependant à travers ses relations familiales et professionnelles.

1.2 Richard : « El barrio es donde tengo mi arraigo social »

« Le quartier c'est l'endroit où j'ai mon ancrage social ». Richard est né en 1995, il est le fils unique d'une famille originaire des Philippines. Nous nous sommes donné rendez-vous devant le *casal de barri*, un équipement municipal de quartier qui propose des activités d'animation socioculturelle pour tous les âges. Il arrive avec un vélo électrique de dernière génération, l'air pressé. Il est vêtu d'une tenue sportive en lycra noir et d'un casque de snowboard, insistant sur le fait qu'il ne s'agit pas d'un casque de vélo classique, pour se différencier des autres cyclistes. Il a 24 ans quand je le rencontre, et est arrivé à Barcelone à l'âge de 8 ans, en 2003. Il s'installe avec ses parents chez sa grand-mère dans le Raval, quartier dans lequel il vit depuis son arrivée à Barcelone. Sa grand-mère, bénéficiaire des *Overseas filipino workers* (OFW)²⁵, était arrivée à Barcelone quatre ans plus tôt pour travailler dans le secteur des services à la personne. Elle travaillait d'abord comme aide à domicile dans une maison bourgeoise des quartiers huppés de la ville, avant de trouver un travail en intérim comme femme de ménage dans des entreprises privées. Ayant pleinement conscience de la position sociale de sa grand-mère en Espagne, Richard se remémore :

« Vivía en una casa de un ricachón, y entonces trabajaba allá de ínterin. Trabajaba allí de limpieza, de ayudante... »

« Elle vivait dans la maison d'un gros riche, et travaillait sur place, comme intérimaire. Elle faisait le ménage, elle était aide-ménagère. »

Sa grand-mère s'appuie sur les solidarités familiales pour trouver un emploi et faire venir les membres de sa famille (son mari, ainsi que les parents de Richard et lui-même). Le parcours migratoire de son père marque un déclassement social que Richard cherchera à récupérer au cours de son parcours scolaire et professionnel en s'inscrivant dans une trajectoire d'ascension sociale. Son père était comptable aux Philippines et travaille comme agent d'entretien dans un hôtel du quartier de la *Vila Olímpica* depuis qu'il réside à Barcelone, tandis que sa mère est serveuse dans un restaurant sur *la Rambla*. Après avoir obtenu le baccalauréat en 2015 dans un lycée du Raval, Richard fait des études de comptabilité. Il

²⁵ Politique gouvernementale des Philippines d'envoi de travailleurs à l'étranger.

décroche un premier emploi comme auxiliaire d'administration dans l'entreprise où travaillait sa grand-mère, puis trouve un emploi comme comptable dans une entreprise de vidéo située dans le district d'*Horta-Guinardó*. Insistant sur sa réussite individuelle et son indépendance, il fait cependant part d'une loyauté envers sa famille : il se sent responsable de ses grands-parents chez qui il réside toujours et il subvient aux besoins de la famille, ce qui lui fait dire qu'il se sent éloigné du temps de la jeunesse :

« Es que yo no me siento jóven porque tengo tantas responsabilidades que parezco uno de cuarenta, y me estresa ! Primero pagar mis deudas, mantener la casa, seguir trabajando... Además del estrés del trabajo, y muchas más cosas. »

« Je ne me sens pas vraiment jeune, parce que j'ai tellement de responsabilités que j'ai l'impression d'avoir 40 ans, ça me stresse ! Il faut payer les dettes, entretenir la maison, travailler... Il y a beaucoup de choses en plus du stress du travail ! »

Ce rôle spécifique occupé au sein de la famille suppose un effort supplémentaire pour acquérir une indépendance économique lui permettant de développer ses propres activités. En complément de son activité professionnelle, il fait de courtes missions comme photographe pour des fêtes de famille de membres de la communauté philippine dans le Raval. Il travaille également pendant une période comme livreur *Glovo*, une application de livraisons de nourriture à emporter, en soirée. Il parcourt ainsi Barcelone, acquiert une fine connaissance des différents lieux de la ville :

« En bici he recorrido toda la ciudad ! Trabajando de Glover he estado en sitios que no te imaginas que existieran. »

« J'ai parcouru toute la ville en vélo ! En travaillant comme livreur pour Glovo, j'ai été dans des lieux dont tu n'imagines même pas l'existence ! »

Ce travail complémentaire lui permet de s'acheter un vélo électrique et de voyager à plusieurs reprises à l'étranger, seul. Fan d'une chanteuse de pop danoise, il se rend à plusieurs concerts à Munich, Copenhague, Paris.

Richard réside dans le Raval au moment où je le rencontre. Ayant grandi dans le quartier à partir de son arrivée en Espagne, il se souvient d'une enfance solitaire. Enfant, sa grand-mère l'autorisait à sortir seul dans le quartier à partir de 9 ans, il commençait alors à parcourir les rues du Raval :

« los límites eran Joaquín Costa, Plaza Catalunya, Rambla, y... Sant Antonio, poco más y luego Drassanes. Era lo que más conocía, porque también iba al cole entonces tampoco me iba más lejos. »

« Les limites c'était Joaquim Costa, la place Catalogne, la rambla et... Sant Antonio. À peu près.... Et puis Drassanes aussi. C'était ce que je connaissais le mieux. Aussi parce que j'allais au collège, donc je n'allais pas beaucoup plus loin que ça. »

Il passait son temps libre entre son logement et la bibliothèque ou des taxiphones du quartier où il visionnait des films, jouait aux jeux vidéos sur les ordinateurs. Il fut abordé par des éducateurs alors qu'il fréquentait la bibliothèque vers 11 ans et s'inscrivit ensuite dans le réseau des associations de jeunesse du quartier, expérience qui structurera son rapport au quartier et ses relations sociales :

« Mis educadores me acogieron a mí y entonces empecé a tener amigos, y a relacionarme con temas del barrio y esas cosas. »

« Mes éducateurs m'ont accueilli, et à partir de là j'ai commencé à avoir des amis, à être en lien avec les thèmes du quartier et ce genre de choses. »

Malgré de nombreux déménagements, Richard et sa famille maintiennent une implantation résidentielle dans le quartier du Raval. Après la séparation de ses parents et les recompositions familiales, Richard reste vivre seul avec ses grands-parents et son oncle dans des appartements du parc de logements privés. Les premières années que Richard passe à Barcelone sont marquées par la période de la bulle immobilière :

« En los barrios siempre había pisos libres. Estábamos en la época del ladrillo, osea antes de la crisis económica, de 2003 a 2007. Mi familia gozaba de un salario alto. »

« Ce n'était pas compliqué de trouver des logements dans les quartiers. C'était « l'époque de la brique » (la bulle immobilière), c'est-à-dire avant la crise économique, de 2003 à 2007. À cette période ma famille avait un salaire élevé. »

Ses parents et grands-parents achètent un appartement à crédit qu'ils ne peuvent rembourser au moment où la crise éclate en 2008, car ces derniers ont perdu leurs emplois. Le cycle de l'endettement et des expulsions provoque plusieurs déménagements dans différentes rues du secteur le plus populaire du quartier (*carrer de la Cera, carrer Salvador, carrer Aurora...*). Ayant abandonné la perspective de l'accession à la propriété, il vit actuellement dans un T4 en location qui, selon lui « *está de lujo* » (« c'est le grand luxe »). Leur loyer, initialement de 670 euros mensuels, a été augmenté à 900 euros lors de la rénovation du bail, Barcelone étant

soumise à une augmentation importante des loyers du parc de logements privés depuis les années 2010.

Pour Richard, vivre dans le quartier du Raval c'est d'abord maintenir les sociabilités de proximité et un réseau d'interconnaissance important, tissé à travers les structures jeunesse et l'école :

« A mí me conocen por el barrio, la verdad es que todo el mundo está conectado con todo el mundo. »

« Les gens me connaissent du quartier. En fait les gens se connaissent tous entre eux. »

Bien que travaillant en dehors du Raval en journée, il maintient ses relations avec le tissu associatif en s'investissant en tant que gestionnaire comptable et animateur vidéo dans une association jeunesse récemment créée par deux éducateurs qu'il connaissait : « *es mi contribución al barrio, supongo* » (« j'imagine que c'est ma manière de contribuer au quartier »), explique-t-il. Les solidarités de quartier et l'ancrage social dans le Raval expliquent son attachement au quartier :

« Yo me siento cómodo en el barrio porque sé cómo es el barrio. Lo quiero, me gusta estar en él, y no voy a dejar de estar aquí porque aquí es donde tengo mis amigos, donde tengo mi arraigo social, la lucha social. Y...siempre buscamos la manera de mejorar la vida de los que hay aquí dentro. Pero no me iría del barrio, bueno, me iría a vivir en un piso mejor, pero, me siento cómo en casa. Arraigo social de amigos, gente que me conoce por el barrio, por costumbre... básicamente esto. »

« Je me sens à l'aise dans le quartier parce que je sais comment il est. Je l'aime, et j'aime y être. Je ne vais pas cesser d'être ici, parce que c'est ici que j'ai mes amis, mon ancrage social, la lutte sociale. Et... on essaie sans arrêt d'améliorer la vie de ceux qui vivent ici. Je ne partirai pas du quartier. Enfin... J'irais vivre dans un logement meilleur, mais sinon je me sens à l'aise chez moi. Ancrage social des amis, gens qui me connaissent du quartier, par habitude... c'est ça principalement. »

Il est conscient de la pression que représente l'intensification du tourisme dans le quartier ces dernières années et des difficultés que cela peut représenter dans la cohabitation au quotidien, mais également du point de vue de sa permanence dans le quartier. Vivant dans une rue centrale du Raval, où des graffitis réalisés par des mouvements sociaux urbains contre la gentrification et les violences policières sont peints sur les murs, il observe les touristes qui transitent dans la rue et s'arrêtent pour photographier un trophée de la Barcelone alternative, et s'indigne :

« En mi calle pasan 20 turistas cada hora, vienen a mirar el muro de Juan Andrés. Y... allí están. Y yo pienso : "si el muro está hecho para que no vengáis !" [...] Los turistas tienen culpa de todo : de las subidas del alquiler, de las drogas...»

« Dans ma rue on voit une vingtaine de touristes passer par heure. Ils viennent voir le mur de Juan Andrés [fresque murale peinte à la suite de violences policières ayant causé la mort de Juan Andrés Benítez en 2013]... Ils sont là, et moi je pense : mais ce mur a été peint pour que vous ne veniez pas ! [...] Les touristes sont la cause de tous les problèmes : augmentation des loyers, de la drogue... »

Pour autant, il n'irait pas vivre dans un autre quartier populaire en périphérie et préfère que ses amis qui vivent en périphérie le rejoignent dans le centre-ville, car il aime la diversité de la population et la centralité que cela représente, à la différence d'autres quartiers populaires de la périphérie urbaine.

Malgré sa volonté de vivre seul et dans un meilleur appartement, il ne prévoit pas de décohabiter pour le moment. Il souhaite rester vivre dans le Raval pour profiter de ce qu'apporte la centralité urbaine :

« A mí me gustaría que fuera una zona protegida la Ciutat Vella. Por los precios altos. Sé que es el centro centro, pero el Raval es centro. Y me gusta estar en el centro ! Está conectado... [...] Tienes todo más cerca, básicamente. Tengo la rambla a diez minutos, tengo la playa a diez minutos, tengo el metro a cinco minutos básicamente. Es el sitio donde, por poco que te desplaces tienes los servicios más cerca. Me quiero ir de fiesta ? Ya está, 15 minutos caminando ! Y ya está »

« J'aimerais que la vieille ville soit une zone protégée. Que les prix n'augmentent pas. Je sais que c'est en plein centre, mais le Raval c'est le centre. Et j'aime être dans le centre ! C'est accessible et connecté. [...] Tout est à proximité, en fait. La rambla est à dix minutes, la plage à dix minutes, le métro à cinq minutes. C'est l'endroit d'où tu as accès le plus facilement aux services. Je veux faire la fête ? C'est bon, j'y suis à quinze minutes à pied et c'est tout ! »

[illegible]

128

1.3 Anna « Yo he nacido en el Raval, y mis abuelos y todo han nacido en el Raval entonces yo me crié aquí »

« Moi je suis née dans le Raval, mes grands-parents sont nés dans le Raval, alors moi j'ai grandi ici ». Anna est née en 2003, elle finit son parcours de lycéenne et passe le baccalauréat à la fin de l'année scolaire. Quand je la rencontre en 2019, elle vient d'avoir 17 ans. Elle s'assoit de manière nonchalante sur la chaise dans la salle où nous nous retrouvons, secouant ses cheveux courts teints en rose et retirant sa veste des années 70 achetée dans une friperie du quartier. Elle m'explique dès le début de l'entretien : « *Yo he nacido en el Raval, y mis abuelos y todo han nacido en el Raval entonces yo me crié aquí* » pour justifier d'un attachement au Raval lié à l'ancrage de sa famille dans le quartier depuis plusieurs générations. Ses quatre grands-parents sont ouvriers et sont catalans, à l'exception de sa grand-mère maternelle qui est originaire de *Cádiz* en Andalousie. Cette dernière a vécu depuis son arrivée à Barcelone dans un appartement en location dans un immeuble ancien de la rue de la *Lluna*, à quelques mètres de l'ancien « *barri Xino* »²⁶. Le contrat de location étant ancien²⁷, le logement de sa grand-mère n'est pas affecté par l'augmentation des prix des loyers que subit la ville de Barcelone après la crise économique de 2008. Cela a permis à différents membres de la famille de garder une certaine stabilité résidentielle dans le quartier malgré des parcours résidentiels difficiles. Depuis la mort de sa grand-mère, l'appartement est occupé par son oncle. Son père, ouvrier dans le bâtiment, et sa mère, serveuse dans un restaurant, ont eu trois enfants. Anna est la cadette.

Durant les premières années de l'enfance d'Anna, la famille vit d'abord dans un appartement situé dans la partie nord du quartier administratif du Raval, à la limite du quartier populaire du Raval tel qu'Anna se le représente. Elle prend le soin de distinguer les différents secteurs au sein du quartier administratif en expliquant qu'elle vit « *entre el Raval y Universidad* »

²⁶ Le secteur compris entre la calle Hospital, l'avenue Paral·lel et la Rambla caractérisé par l'habitat insalubre, la pauvreté et des activités marginales dans la ville avant les opérations de transformations urbaines des années 70. (Rius et Subirats 2005).

²⁷ Les montants des contrats de location appelés « *contratos de renta antigua* », signés avant 1985, sont peu élevés et non soumis à l'augmentation du prix du marché du logement locatif. Ils sont encadrés par le décret « *decreto ley de arrendamientos urbanos 4101/1964* ».

(« Entre le Raval et Université »). Après avoir subi un cambriolage alors que les parents travaillaient de nuit, la famille décide de déménager dans un autre quartier, à proximité du Raval. Ils s'installent dans le quartier de Poble Sec, à quelques centaines de mètres du Raval, où ils vivent pendant trois ans dans un appartement en location duquel ils sont expulsés parce qu'ils ne parvenaient plus à payer leur loyer en augmentation. Ils sont alors amenés à déménager plusieurs fois, se réinstallant un temps chez la grand-mère d'Anna :

« De allí nos echaron por qué no podíamos pagar el alquiler, y cada vez subía más, subía más, y no podíamos pagarlo y otra vez volvimos a calle Lluna. »

« Ils nous ont mis dehors parce qu'on ne pouvait plus payer le loyer, et à chaque fois ça augmentait, ça augmentait, et on ne pouvait plus payer, alors on est revenus à la calle Lluna. »

Le temps passé enfant dans le Raval où elle jouait avec son frère dans les ruelles situées autour de chez sa grand-mère structure un rapport au quartier basé sur les relations de voisinage et l'interconnaissance :

« Todas las tardes, con los vecinos de allí bajábamos, los que vivíamos de calle Luna para abajo, de arriba para abajo, quedábamos en medio y jugábamos. [...] yo no entraba a las casas de los vecinos en plan a comer, pero sí hablaba con ellos, los conocía un poco »

« Tous les après-midis, avec les voisins qui vivaient dans la rue on descendait, on faisait des allers-retours, on s'installait au milieu et on jouait [...] moi je ne rentrais pas chez les voisins genre pour manger, mais je leur parlais, et je les connaissais un peu. »

Elle regrette aujourd'hui la disparition de ce type de relations qui peut s'expliquer par le fait qu'elle ait grandi qu'elle et plusieurs des familles qu'elle connaissait aient déménagé, mais aussi par les transformations socio-spatiales du quartier. Elle explique qu'à l'heure actuelle la relation au quartier est devenue plus impersonnelle et anonyme :

« No es tan familiar, no te conoces mucho entre la gente que vive aquí, no hay contacto entre la gente que vive en esta calle y la gente que vive en la calle de al lado.»

« Ce n'est plus si familial, les gens qui vivent ici maintenant ne se connaissent plus. Il n'y a plus de contact entre les gens qui vivent dans cette rue et ceux qui vivent dans la rue d'à côté. »

Elle pointe ainsi la diversité que procure le Raval, mais en même temps le délitement des relations de voisinage telles qu'elle les a connues étant enfant. Elle souhaiterait que la mixité sociale et ethnique se fasse, mais en maintenant les relations d'interconnaissance.

Au moment où Anna entre au collège-lycée, la famille obtient une *vivienda de protección oficial* (un logement social) dans l'arrondissement de Nou Barris situé en périphérie de Barcelone. C'est dans le quartier de *Can Peguera*, un ensemble de petites maisons construites au début du XX^e siècle dans le cadre d'une des premières opérations de logements sociaux, les « *cases barates* ». Malgré ce déménagement au bout de la ligne du métro, Anna fait le choix, avec sa mère, de rester scolarisée dans le quartier du Raval.

« No podía, no podía, no podía
cambiarme... no me he planteado en
ningún momento cambiarme. »

« Je ne pouvais pas, je ne pouvais pas, je ne
pouvais pas changer... à aucun moment
j'ai imaginé changer. »

Elle entre alors au collège-lycée Escola Pia Sant Antoni, « *el instituto pijo del barrio* » (« le lycée chic du quartier »). Son adolescence se déroule entre son quartier de résidence et son quartier de scolarisation et vie associative.

Sur le point de passer son baccalauréat, elle projette pour l'année suivante de faire des études d'art et de design à *la Massana*, une école publique d'art installée dans le quartier du Raval. Quand je lui dis que ça lui permettra de rester dans le quartier, elle me répond : « *Ya ! Seguiré allí, siempre !* » (« Oui ! Je resterai toujours ici ! »). Mais, bien qu'elle souhaite que les relations au quartier du Raval perdurent, elle aimerait pouvoir vivre dans le quartier *Gótico* (qu'elle fréquente pourtant peu), ce qui lui permettrait de vivre dans un quartier « *pijo* » (bourgeois), mais d'être dans le centre. Elle a cependant du mal à imaginer, du fait de l'augmentation des prix des loyers dans ce secteur, que ce souhait soit réalisable.

1.4 Amrit « Esto es el Raval ! Es imposible encontrar casas para vivir »

« Ça c'est le Raval ! C'est impossible de s'y loger ». Amrit est né en 2000 en Inde et vit depuis l'âge de 14 ans dans le quartier du Raval. Allure élancée, coiffé d'une coupe dernier cri, un jean noir slim et une petite doudoune bleu marine, Amrit soigne son allure. Cette attention portée à l'apparence dénote sa volonté de se détacher du stigmate du jeune immigré, notamment dans le vocabulaire qu'il utilise lors de nos échanges. Il se présente comme un futur entrepreneur « *me gusta ser emprendedor de las cosas* » (« J'aime entreprendre des choses. ») ou parle de « *compi de piso* » (« colocataire ») pour qualifier les amis de la famille à qui ses parents sous-louent une chambre pour parvenir à payer leur loyer, alors que ce terme est utilisé la plupart du temps par les étudiants lorsqu'ils décohabitent.

Ses parents immigrèrent d'Inde avec lui, leur fils unique, alors qu'il a six ans, pour « *una nueva oportunidad de vida* » (« une nouvelle opportunité de vie. ») selon ses termes. Ils arrivent d'abord à *Lloret de mar*, une commune touristique de la *Costa Brava*, où un oncle tient une épicerie, avant de s'installer à Barcelone lorsque son père trouve un emploi. Ses deux parents ont réalisé des études supérieures : son père a obtenu un diplôme d'informatique et sa mère a fait des études d'art. Sa mère travaille comme vendeuse dans un magasin de souvenirs sur le *Passeig de Gracia* pour subvenir aux besoins de la famille à la suite de l'accident de travail de son père ayant conduit à la perte de son emploi et à une incapacité de 65 %. Ce dernier travaillait comme commis de cuisine dans un restaurant touristique situé sur la *rambla de Catalunya*. Après avoir obtenu un baccalauréat technologique l'année précédente, Amrit n'a pas poursuivi ses études. Il est en « *año sabático* » (« année sabbatique »), selon ses termes, quand je le rencontre et m'explique qu'il souhaiterait créer sa propre entreprise de production vidéo.

Lorsque sa famille arrive à Barcelone, ils vivent d'abord dans le Raval chez sa tante quelques mois, puis la famille trouve un appartement au niveau du métro *Alfons X*, à la limite entre l'*Eixample* et *Hort Guinardó*. Il vit jusqu'à ses 14 ans dans ce quartier en dehors de la vieille ville et son expérience s'inscrit en contraste avec son expérience actuelle du quartier du Raval. Il décrit le quartier où il vivait comme un lieu triste où il se sentait isolé.

Avec ses parents, ils choisissent de s'installer dans le quartier du Raval pour se rapprocher de plusieurs membres de la famille, « *para estar un poco más juntos venimos aquí* » (« Pour être un peu plus ensemble [se rapprocher de la famille] on est venus ici. »). Mais le logement en centre ancien permet également de faciliter l'accessibilité au bassin d'emploi des services liés au tourisme dans le centre historique. Amrit m'explique cependant les difficultés que ses parents ont rencontrées pour trouver un logement en location dans le centre-ville. Ils trouvent finalement par petites annonces un T3 pour 900€/mois dans la rue *Hospital* qui, selon lui, est insalubre :

« Estaba destrozado cuando lo alquilamos.
Nadie lo estaba alquilando y esa era la
única razón por que lo pudimos alquilar »

« [l'appartement] était délabré quand on
l'a loué. Personne ne voulait le louer, c'est
pour ça qu'on a pu le louer. »

L'augmentation des loyers oblige la famille à sous-louer une chambre à deux personnes de la communauté indienne qui travaillent dans le secteur. Ce choix des mots se retrouve à plusieurs reprises, comme lorsqu'il préfère le terme générique de « *local* » pour parler des supermarchés tenus par des membres de la communauté pakistanaise que les Barcelonais appellent les « *pakis* ». Au sein de son immeuble, plusieurs familles ont recours à la sous-location pour faire face à la montée des loyers.

Le fait d'avoir fréquenté des structures jeunesse du Raval, notamment une association d'animation socioculturelle l'ayant formé à la vidéo, lui a permis de se projeter dans un métier de l'audiovisuel. Cela lui a également permis de participer à plusieurs projets dans le cadre desquels il a voyagé en Espagne et à l'étranger. Plus tard, il a voyagé aussi avec des amis (en Extrémadure, à Séville, à Lisbonne, en Finlande, à Paris, en Allemagne...). Il retient également y avoir rencontré des artistes comme *Mafus*, « *un chico super creativo, artístico, super guay* » (« un gars super créatif, artistique, super cool. »), ou d'avoir été interviewé par certains médias barcelonais. Amrit parle peu de ses projections futures, il souhaite rester vivre dans le Raval, mais n'évoque pas une possible décohabitation, comme si cela lui semblait inenvisageable au moment où je le rencontre.

1.5 Yacine « Ceux qui habitent vraiment le quartier, c'est ceux qui habitent là et qui traînent là, en bas de chez eux »

Yacine est né en 2000. Il vit dans un appartement à La Chapelle situé dans un immeuble de logements sociaux non loin de l'esplanade Nathalie Sarraute depuis qu'il a 13 ans. Je le rencontre au sein de l'association Espoir 18 qu'il fréquente régulièrement. Il est vêtu d'un survêtement gris, les cheveux bouclés bruns soigneusement peignés vers l'arrière. Je le croise très souvent dans les rues du quartier, « posé » comme il aime le dire, avec des amis à regarder les passants et passer le temps. Yacine, c'est un « jeune du quartier » tel que les élus de la Ville et les acteurs de la jeunesse le conçoivent, ce genre de garçon qui fréquente régulièrement les espaces publics du quartier et s'y socialise.

Ses parents sont algériens, ils sont arrivés en France pour travailler et ont eu trois enfants. Excepté une tante qui réside à Lyon, le reste de sa famille vit en Algérie. Son père a travaillé un temps comme agent d'entretien à l'aéroport de Roissy puis est devenu gardien de l'immeuble dans lequel ils résident, tandis que sa mère est sans emploi, elle travaille au sein du foyer pour élever leurs trois enfants. Quand je le rencontre, Yacine est en première dans un lycée professionnel. Il me raconte un parcours scolaire difficile : il a intégré la figure de l'adolescent turbulent, en échec scolaire ; il se décrit comme « le cas le pire, avec que des rapports disciplinaires ». Après avoir terminé le collège sans avoir obtenu le BEP, il rencontre des difficultés pour trouver un lycée où poursuivre sa scolarité. Il passe finalement un baccalauréat professionnel en hygiène, propreté et stérilisation (HPS), mais y trouve peu d'intérêt, préférant s'imaginer travailler dans l'animation, à l'image des éducateurs qui l'ont accompagné depuis plusieurs années au sein de l'association qu'il fréquente. Après avoir obtenu son baccalauréat, il trouve un emploi à temps partiel dans des structures jeunesse. Il y réalise des activités d'animation, ou bien il travaille comme animateur périscolaire dans des écoles primaires des arrondissements centraux de Paris (2^e et 3^e arrondissement).

Sa famille s'installe dans le quartier de La Chapelle alors qu'il entre en 5^e. Jusqu'à ses 12 ans, il grandit dans un autre quartier du 18^e arrondissement, à Marcadet, mais la famille est contrainte de déménager, l'immeuble étant en péril. Ses parents obtiennent rapidement un

logement social non loin de là, près de Marx Dormoy, où Yacine réside avec ses parents et ses deux frères et sœurs.

Il a vécu ce déménagement comme une rupture dans les sociabilités de quartier basée sur les amitiés et des familiarités qu'il a dû reconstruire : « en fait je connaissais tout le monde, parce que depuis petit on me voyait grandir, j'étais vraiment tout petit, et après quand j'ai déménagé c'est comme si tu dois refaire tout le travail ». Quand il arrive dans son nouveau quartier, il ne connaît personne et, pour s'intégrer, il prend part au rituel d'initiation dans les espaces de la rue. Les amis qu'il fréquente en dehors du collège, des garçons la plupart du temps, lui présentent les lieux du quartier « j'étais tout nouveau au début j'étais incognito. Inconnu, et après voilà quoi, après je me suis intégré [...] les copains de la vie de tous les jours, du samedi, du dimanche, que tu vois en dehors des cours aussi. [...] Les autres du collège ils se voient que le... ils disent bon bah on se revoit lundi. Nous samedi et dimanche on est encore là. [...] ils m'ont fait tout visiter, les endroits où ils sont les jeunes et tout ça. [...] quand ils commencent à te montrer les endroits, en fait c'est que tu fais partie du quartier, t'es pas un étranger ».

Yacine passe toute sa scolarité dans cet appartement avec ses parents et sa sœur, et continue de vivre chez ses parents après avoir passé le baccalauréat et lors de ses premiers emplois dans l'animation, ne projetant pas de décohabitation du logement familial.

1.6 Aminata «En fait je m’habitue bien. Mais je trouve que le mieux c’est le 18^e »

Née en 1998 au Mali, Aminata arrive à l’âge de 7 ans en France. Sa mère émigre à Paris en 2003 et travaille en intérim comme aide aux personnes âgées. Elle fera venir sa fille unique en 2007. Quand je rencontre Aminata, elle a 19 ans, elle est en première et prépare un baccalauréat professionnel de gestion après avoir passé un CAP petite enfance. Quand je la rencontre, elle et ses amies changent régulièrement de coiffures. Aminata étant réputée pour ses talents de coiffeuse, elle tisse les tresses de ses amies régulièrement, et poursuivra cette activité après qu’elles aient décidé de porter le voile. Elle vit seule avec sa mère dans un logement social situé dans un immeuble haussmannien réhabilité à quelques centaines de mètres de la station de métro La Chapelle. Aminata aimerait poursuivre ses études, faire une formation de deux ans pour être assistante sociale dans les collèges ou les lycées. Après avoir obtenu le baccalauréat, elle privilégie d’abord un emploi, du fait des opportunités qui se sont présentées à elle, mais également parce que sa mère a dû arrêter de travailler et touche une pension d’invalidité suite à une opération médicale. Aminata travaille donc à temps partiel comme secrétaire médicale dans un cabinet de médecins généralistes près du métro Stalingrad dans le 19^e arrondissement, à dix minutes de chez elle. Elle poursuit ponctuellement les petits boulots qu’elle faisait quand elle était lycéenne. Ayant trouvé du baby-sitting par une application de services à domicile, elle se rend régulièrement dans le quartier gentrifié des Batignolles (17^e arrondissement) pour garder le fils d’une famille de cadres vivant dans un appartement récemment réhabilité et, quand elle ne peut s’y rendre, se fait remplacer par une amie. Par ailleurs, elle réalise des services de coiffure à domicile au sein de la communauté africaine vivant dans le secteur, qu’elle trouve par bouche-à-oreille. Ces différentes activités lui permettent de se payer les leçons de son permis de conduire et de subvenir aux besoins du foyer.

Quand elles s’installent avec sa mère dans le quartier de La Chapelle, elle a 11 ans. Les premières années passées en région parisienne lui font découvrir différents lieux de résidence. À son arrivée en France, elle vit à Montreuil chez sa tante avec ses cousines : « au début à Montreuil c’était bien parce qu’on était beaucoup il y avait mes cousines et tout, je connaissais

un peu des gens qui vivaient là-bas ». Puis elle part vivre dans le 11^e arrondissement dans un hôtel puis un logement provisoire.

Lorsqu'elles s'installent dans leur logement définitif dans le parc public de logements sociaux parisien, elle est en 6^e. Elle reste cependant scolarisée dans le 11^e jusqu'à la fin de la 4^e puis s'inscrit dans le collège de son secteur pour la dernière année à cause de la distance. Pendant ces années passées entre les deux arrondissements, accompagnée dans un premier temps par sa mère, elle se rend ensuite en métro toute seule au collège. Cette mobilité quotidienne lui permet de parcourir différents secteurs de la ville : « je prenais le métro, c'était pas loin de Nation, la ligne 2 jusqu'à Stalingrad, après la ligne 5 jusqu'à Bastille et à Bastille je prenais la 8. En fait, je faisais trop de trajets ! ».

Ayant maintenu les contacts avec les jeunes filles du collège dans le 11^e arrondissement, elle investit peu le quartier de La Chapelle les premiers temps, puis « s'habitue » selon ses termes progressivement au 18^e arrondissement. Son parcours résidentiel dans plusieurs quartiers de la ville lui permet de comparer ses différentes expériences urbaines : « Moi je trouve que le mieux c'est dans le 18^e ». Elle décrit une ambiance de quartier où les habitants se connaissent, où il y a une tolérance réciproque notamment vis-à-vis des pratiques des enfants dans la rue, un quartier où les relations de voisinage sont basées sur des codes partagés comme l'entraide. Sa vie de quartier alors qu'elle est lycéenne se construit principalement avec son groupe de pairs, des amies du lycée. Aminata a dans un premier temps hésité à aller dans la structure jeunesse qu'elle avait pourtant repérée, pensant que c'était un espace réservé aux garçons. Contactée par une éducatrice de l'association, elle commence à la fréquenter pour y faire ses devoirs, puis participe à un voyage d'échange entre jeunes sur la citoyenneté en Allemagne. Elle réalise ainsi plusieurs voyages à l'étranger en Europe, mais rentre également régulièrement au Sénégal et au Mali où elle conserve une partie de sa famille.

Ses déplacements dans la métropole sont structurés à partir des relations familiales. La place qu'occupent les tâches de soin dans son temps libre est importante. Elle réalise des activités d'échanges et de soutien entre les femmes de la famille, participe et s'investit parfois dans l'organisation des fêtes traditionnelles, garde les enfants membres de la famille. Ces activités domestiques ne la cantonnent pour autant pas à l'espace privé du logement, mais structurent

un réseau de pratiques autour de ces activités domestiques chez elle et dans d'autres quartiers de la métropole où résident les membres de sa famille, lui permettant d'être mobile.

Aminata aimerait rester vivre dans le quartier de La Chapelle, mais elle sait que lorsqu'elle se mariera elle devra sans doute partir du logement familial pour aller vivre chez son futur mari.

2. Des trajectoires urbaines précaires

		Année de naissance	Quartier de résidence	Déplacements résidentiels	Statut du logement	Niveau d'études
Paris	Farid	1990	La Chapelle	Déménagement lors de la décohabitation hors du quartier puis retour au domicile familial	logement social	BEP comptabilité
	Yacine	2000	La Chapelle	Déménagement du premier logement suite à un programme de réhabilitation	logement social	baccalauréat professionnel HPS
	Aminata	1998	La Chapelle	Plusieurs logements temporaires avant d'obtenir un logement social à La Chapelle	logement social	baccalauréat professionnel ASSP
Barcelone	Richard	1995	Raval	Plusieurs expulsions de logement	logement locatif privé	Grado/DUT contabilité
	Anna	2003	Can Peguera	Plusieurs expulsions de logements avant d'accéder à un logement social en dehors du Raval	logement social	lycéenne
	Amrit	2000	Raval	Plusieurs logements temporaires avant de trouver un logement locatif dans le Raval	logement locatif privé	lycéen

Tableau C. Tableau récapitulatif des portraits.

2.1 S'installer en centre ancien, un choix ou une contrainte ?

Pour la grande majorité des enquêtés, l'établissement du lieu de résidence dans le quartier de centre ancien constitue un moment d'installation dans des trajectoires d'immigration. À Barcelone, certains sont arrivés directement dans le quartier au moment de leur arrivée en Espagne depuis l'étranger, ou lorsque leurs grands-parents ont immigré d'une autre région d'Espagne, comme c'est le cas d'Anna dont la grand-mère s'installe dans le Raval à son arrivée à Barcelone. D'autres s'y installent après un parcours résidentiel dans d'autres lieux de résidence, la plupart du temps des hébergements temporaires auprès de membres de la famille dans d'autres quartiers populaires de la métropole, comme pour Amrit dont la famille

s'établit dans le Raval après plusieurs étapes résidentielles provisoires. L'établissement du lieu de résidence dans le quartier de centre ancien répond aux possibilités d'accès à un logement. À Barcelone où le parc de logements publics est presque inexistant, les familles s'établissent au sein du parc de logements locatifs privés dégradés. Ce type de logement précaires est situé dans un tissu ancien et dégradé, géré par des copropriétés privées. Les multiples opérations de régénération urbaine²⁸ mises en place depuis les années 1980 dans le Raval ont transformé des secteurs entiers du tissu ancien dégradé du Raval (Bonet i Marti 2011), provoquant le déplacement de populations, mais certains immeubles, ruelles n'ont pas été intégrés dans les projets de rénovation urbaine. Ils sont alors occupés par les familles les plus précaires. C'est ce qu'explique Amrit, conscient que ses parents ont pu s'installer dans le Raval à condition d'accepter de vivre dans un logement « *destrozado* » (détruit), que personne ne souhaitait louer. À Paris, c'est par l'attribution d'un logement social que les familles s'installent dans le 18^e arrondissement, où le parc de logements sociaux publics est important.

Pour les familles, l'installation dans le centre permet également d'avoir accès au bassin d'emploi et aux centralités commerciales. Elle répond également au choix des parents de se rapprocher d'autres membres de la communauté et de la famille selon un principe « d'auto-agrégation ethnique » (Préteceille 2009). Ce choix est plus présent à Barcelone du fait de la prédominance du parc de logements privés, et moins important à Paris du fait des critères d'attribution des logements sociaux qui implique une dispersion des familles sur le territoire métropolitain.

2.2 Une décohabitation retardée, des trajectoires non linéaires

La décohabitation du logement familial est étroitement reliée à l'extension des seuils de la jeunesse. La sortie de la jeunesse pour les milieux populaires était auparavant liée à une synchronisation du calendrier professionnel, matrimonial et résidentiel, comme le montre Stéphane Beaud dans un article intitulé « Que reste-t-il de la jeunesse populaire ? » dans

²⁸ Aprobation des Plan especial de reforma interior (PERI) entre 1983 et 1987, création de Procivesa en 1988-entreprise municipale de régénération et revitalisation du centre ancien de Barcelone- puis de Foment de Ciutat en 1999.

lequel il s'interroge notamment sur l'éclatement de la « jeunesse populaire » française du 20^e siècle (Beaud 2011). L'entrée précoce sur le marché du travail caractéristique des classes populaires n'est plus associée à une décohabitation, questionnant ainsi la définition que propose le sociologue Gérard Mauger de la jeunesse à travers l'idée d'un « double passage de l'école à la vie professionnelle et de la famille d'origine à la famille de procréation » (Mauger 2010). La non-linéarité des parcours scolaires et la précarité de l'insertion dans le marché du travail jouent en effet sur le fait de rester vivre au domicile familial. La spécificité du marché du travail et les secteurs qui emploient aujourd'hui les milieux populaires sont caractérisés par des contrats courts ou précaires, des salaires réduits et sans protection sociale. Les secteurs de la livraison à domicile, pour les garçons, du soin et des services à domicile pour les jeunes filles à Paris, ou des emplois dans la restauration à Barcelone notamment constituent les premiers emplois des enquêtés rencontrés. L'obtention d'un contrat d'employé ne garantit cependant pas d'avoir un salaire suffisant pour vivre, dans un contexte où les coûts de l'immobilier et des produits de base sont en constante augmentation. Le portrait de Richard illustre cette précarité : pour compléter le faible salaire qu'il touche en tant que jeune comptable dans une entreprise, il réalise des livraisons en vélo en soirée après ses horaires de bureau. Par ailleurs, les trajectoires professionnelles des enquêtés sont non linéaires la plupart du temps (passage de l'école à la vie professionnelle, succession de différents emplois occupés). Plusieurs enquêtés expliquent qu'ils commencent à travailler assez tôt et reprennent parfois les études après deux ou trois ans, ou qu'ils opèrent une reconversion professionnelle après avoir travaillé dans un premier emploi qu'ils avaient obtenu sans conviction, pour subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille. Farid a par exemple trouvé un premier emploi dans le transport poids lourd, ce qui lui a permis de partir de chez ses parents, puis il revient au domicile familial plusieurs années le temps de sa reconversion. De la même manière, les parcours scolaires peuvent être interrompus et ils sont souvent associés à un premier emploi au moment du lycée. L'alternance entre périodes de scolarisation et activité professionnelle est également courante. Plusieurs enquêtés travaillent ainsi alors même qu'ils sont lycéens pour subvenir aux besoins de la famille, remplissant une posture d'aidants pour la famille d'origine, à l'image d'Aminata qui travaille en intérim à

travers un site internet de service à la personne, tandis que d'autres arrêtent leurs études dans un premier temps pour travailler puis reprennent quelques années après.

Cette instabilité du parcours scolaire et professionnel a un effet direct sur le rapport au logement des jeunesses populaires. L'ensemble des enquêtés vivent encore chez leurs parents ou chez un membre de leur famille. Lorsqu'ils sont en âge de décohabiter, le départ du domicile familial est souvent retardé. Dans certains cas, lorsque la décohabitation a eu lieu, elle peut être associée à un retour au domicile familial lorsque le parcours professionnel est non linéaire. L'accès à un premier emploi permet alors une première indépendance économique, mais qui n'est pas forcément liée à la décohabitation.

Outre la précarité de l'entrée sur le marché du travail, la décohabitation tardive peut également s'expliquer par les spécificités du marché du logement dans chacune des villes. Dans le cas de Barcelone, la spécificité du marché du logement peut notamment expliquer que le départ du domicile familial se voit retardé pour bon nombre de jeunes. À la différence du contexte français centralisé, les aides au logement destinées aux jeunes ou aux personnes à faibles revenus sont réduites, fragmentées selon les échelles administratives (municipale, autonome, nationale), et dépendent des changements politiques en Espagne. Cela peut également limiter l'autonomisation des jeunes. L'aide au logement développée par le gouvernement socialiste en 2007 a par exemple été supprimée lorsque le Parti populaire est arrivé au gouvernement, tandis que d'autres mesures ont été mises en place, de manière restreinte à partir de 2010 par la Generalitat de Catalogne ou par la mairie de Barcelone.

Dans le cas de Paris, c'est au contraire l'existence d'un parc de logement social important qui peut expliquer le retard du départ du domicile familial, plusieurs enquêtés bénéficiant d'un loyer modéré pour la capitale en vivant chez leurs parents. Âgé de 18 ans quand je le rencontre, Yacine ne mentionne à aucun moment sa volonté de décohabiter du logement familial. Très attaché à son quartier, il n'envisage pas d'autre possibilité que de rester vivre chez ses parents pour continuer à vivre à La Chapelle. Certains enquêtés projettent de s'inscrire sur les listes d'accès un logement social, mais restent vivre chez leurs parents le temps de l'obtenir, les délais étant importants.

Enfin, les systèmes de soutien intrafamilial et les normes familiales sont également des éléments retardant le départ du domicile des parents. C'est le cas par exemple des jeunes filles

à Paris, qui expliquent qu'elles ne partiront de chez leurs parents qu'après leur mariage, ou des jeunes garçons à Barcelone (certains étant fils uniques) ayant un rôle dans le soutien économique et matériel de la famille d'origine et étant investis dans la vie domestique.

2.3 Rester dans le quartier : le rôle des politiques urbaines

Les politiques urbaines jouent un rôle central pour réguler un marché du logement qui fragilise la permanence des classes populaires en centre ancien. Les contextes locaux des politiques de logements sociaux et d'encadrement des loyers dans le secteur privé influencent la permanence des jeunes populaires et de leur famille dans les quartiers de centre ancien.

Dans la capitale parisienne, les prix des loyers dans le secteur locatif privé sont particulièrement élevés, et ont augmenté de manière régulière depuis plus de vingt ans. Le marché locatif privé est encadré depuis 2015 grâce à la loi ALUR (mars 2014) puis renforcé avec la loi dite ELAN du 23 novembre 2018. Pour autant, les prix des logements locatifs dans la capitale parisienne sont trop élevés pour que les jeunes populaires puissent prétendre y accéder. Lors des entretiens, aucun d'entre eux n'a mentionné son intention d'accéder à un logement dans le parc de logements privés. Leurs stratégies résidentielles s'opèrent essentiellement au sein du parc de logements sociaux dans le Nord-Est parisien. En 2001, 15,2% des logements en résidence principale sont des logements sociaux dans le 18^e arrondissement de Paris, un taux supérieur de 2 points par rapport à la moyenne parisienne, et de 8 points par rapport au 10^e arrondissement limitrophe. Cependant, l'accès à un logement social dans le 18^e ne constitue pas toujours une garantie d'y rester. Les politiques de mixité sociale par l'habitat mises en place dans les logements sociaux parisiens impliquent des déplacements résidentiels dans le cas d'opérations de réhabilitation d'immeubles de logements sociaux dégradés. Trois des enquêtés parisiens ont été amenés à déménager pour des raisons de réhabilitation des immeubles. Ils ont été relogés, dans un quartier à proximité ou dans une autre commune. C'est le cas de Mourad, dont l'immeuble doit être détruit et reconstruit, et qui a été contraint de déménager hors du 18^e arrondissement.

Mourad habite un logement social situé rue Pajol dans le quartier de La Chapelle. Dans le cadre des politiques de rénovation urbaine, l'immeuble dans lequel il réside avec sa famille est amené à être détruit et reconstruit. Il se mobilise pour obtenir un relogement dans le quartier et dénonce les politiques de transformation du parc de logements sociaux de la mairie de Paris. Ces dernières intègrent des critères de mixité sociale et expulsent les foyers les plus précaires en les relogant dans des immeubles en périphérie de la ville. Soutenu par l'association APPUII « Alternative pour des projets urbains ici et à l'international », la mobilisation des habitants de l'immeuble est médiatisée et leur permet d'obtenir un relogement dans un quartier proche de La Chapelle le temps du chantier, et un droit au retour dans leur immeuble une fois que le chantier sera achevé. Le processus de relogement, négocié au cas par cas, a cependant fragilisé les solidarités entre les habitants de l'immeuble qui s'étaient structurés pour lutter contre leur expulsion, et éloigné les différentes familles qui résidaient auparavant dans le même immeuble. Le récit de cette lutte est relayé dans un article sur le site d'APPUII.



Témoignage d'un habitant de la Chapelle : « Démolir un bâtiment oui, mais pas la vie des familles ! »

Depuis quelques semaines, l'association APPUII est aux côtés des résidents du 25 rue Pajol, menacés d'expulsion dans le cadre d'un projet de démolition-reconstruction. Dans cet article, nous laissons la parole à Mourad, 29 ans, habitant de cette résidence sociale, pour nous expliquer la situation.



<https://appuii.wordpress.com/2019/10/03/temoignage-dun-habitant-de-la-chapelle-demolir-un-batiment-oui-mais-pas-la-vie-des-familles/>

Encadré II. « Démolir un bâtiment oui, mais pas la vie des familles ! »

À Barcelone, l'accès au logement est caractérisé par une faible intervention publique pour la régulation et l'encadrement de l'accès à ce dernier. Le marché immobilier espagnol est marqué par des dynamiques spéculatives qui entravent le droit au logement (Rodríguez Alonso et Espinoza Pino 2017). À la différence de Paris où le logement social représente 22% du parc de logements en 2021²⁹, « *l'habitatge de protecció oficial* » (parc de logements sociaux publics) à Barcelone concerne seulement 2% des logements³⁰. Les classes populaires se tournent donc vers le marché privé d'accession à la propriété ou le marché locatif privé pour accéder à un logement, dans un contexte de grande instabilité. L'accession à la propriété pour les milieux populaires, favorisée pendant la période de la bulle immobilière, a impliqué pour les familles de s'endetter auprès des banques. Ce non-encadrement de l'endettement a également provoqué la crise de 2008 et l'expulsion de nombreuses familles au moment de la crise, comme le portrait de Richard l'a montré.

Certaines familles accèdent à un logement sur le marché locatif privé, dont la fluctuation dépend des dynamiques du marché : après avoir baissé de 16% entre 2008 et 2013 suite à la crise économique, les loyers sont en augmentation constante depuis 2014³¹. Alors qu'en France l'encadrement des loyers a été mis en place à partir 2014 avec la loi ALUR, ce n'est qu'en 2020, avec la « *Llei 11/2020, del 18 setembre, de mesures urgents en matèria de contenció de rendes en els contractes d'arrendament d'habitatge* » (loi pour l'encadrement du prix des loyers) que la question de l'encadrement des loyers a été inscrite dans un cadre législatif, à l'échelle de la Generalitat de Catalunya (Région autonome de Catalogne). Elle a cependant été annulée par le tribunal constitutionnel en 2022, les compétences en matière de régulation du marché du logement étant des compétences de l'État espagnol et non des communautés autonomes. Ce n'est qu'en 2023, avec la « *Ley 12/2023 de 24 de mayo por el derecho a la vivienda* » (loi pour le droit au logement) que le gouvernement socialiste adopte ces mesures de régulation des loyers dans les zones en tension. Les trajectoires résidentielles des enquêtés

²⁹ APUR Atelier prison d'urbanisme, Les chiffres du logement social à Paris en 2021, Paris, 2022. [https://www.apur.org/fr/nos-travaux/chiffres-logement-social-paris-2021-edition-2022#:~:text=En%20moyenne%2C%203%20%C3%A0%204,familiaux%20\(82%20440%20logements\).](https://www.apur.org/fr/nos-travaux/chiffres-logement-social-paris-2021-edition-2022#:~:text=En%20moyenne%2C%203%20%C3%A0%204,familiaux%20(82%20440%20logements).) Consulté le 01/10/2022.

³⁰ <https://www.habitatge.barcelona/ca/acces-a-habitatge/parc-public-habitatges> consulté le 01/10/2022.

³¹ AJUNTAMENT DE BARCELONA, 2017, Pla pel dret a l'habitatge 2016-2025, Barcelona. https://www.habitatge.barcelona/sites/default/files/documents/3_districtes_fi.pdf consulté le 01/10/2022.

barcelonais sont par conséquent beaucoup plus incertaines et mouvementées que celles des parisiens. Plus de la moitié des enquêtés barcelonais ont vécu plusieurs déménagements dans et en dehors du quartier au cours de leur vie, et cinq d'entre eux ont vécu une ou plusieurs expulsions de logements.

Traduction des dialogues de l'encadré page suivante ³².

³² Dialogue rédigé par Richard lors d'un atelier : « Nous nous trouvons dans le quartier du Raval, un homme se trouve dans un angle de la place Folch i Torres. Il attend patiemment son rendez-vous et fume une cigarette. Un homme arrive, apparence formelle, et lui demande :

-Bonjour Monsieur, êtes-vous Señor Trifol ? (accent britannique) »

-Oui Monsieur, vous êtes Monsieur Smith ?

Oui, lui répond-t-il en anglais,

Parfait, parfait, faisons un tour du quartier.

Ils commencent à se promener, et Monsieur Trifol dit :

-Vous voyez tous ces bâtiments vieux et mal entretenus ?

-Oui

-Bientôt ce seront des appartements tout neufs et de luxe. Tant que les prix des loyers continuent d'augmenter, nous avons le monopole des loyers, et petit à petit nous vidons les appartements ! ahah !

À Barcelone, le thème des expulsions de logements (« *desahucios* ») est abordé à plusieurs reprises pendant les ateliers. Plusieurs d'entre eux ont vécu une ou plusieurs expulsions de logements et se remémorent précisément les conditions de leur expulsion : l'appel de la police, la peur de leur famille, le départ précipité. Le groupe décide alors de réaliser une vidéo sur ce sujet. Le tournage n'aura finalement pas lieu à cause d'une mauvaise météo, mais le processus de scénarisation a donné lieu à de nombreux échanges.

18:02 38%

Nos situamos en el barrio del Raval, un hombre apostado en un poste de la plaza M.^a Folch y torres, espera pacientemente su cita mientras se fuma unos cigarros,

Llega un hombre con aspecto formal y le pregunta al hombre apostado en un poste si es el señor Trifol,

- ¿Muy buenas caballero, es usted el señor Trifol? (Acento Británico)
- ¿Sí señor, y usted es el señor Smith?
- Yes, le contesta el inglés,
- Perfecto, perfecto, ¿damos una vuelta al barrio?

- Sí,

Comienzan a pasear, y el señor Trifol le comenta.

- ¿Ve usted todos estos edificios viejos y sin mantener?
- Sí
- Pronto todo serán pisos nuevecitos y de lujo... Mientras los precios de los alquileres sigan subiendo nosotros tendremos el monopolio de las rentas, poco a poco estamos vaciando los pisos... Ja, jja!

Richard rédige les dialogues de la vidéo qui portera sur les « *desahucios* ». Il souhaitait faire un film sur l'expérience individuelle d'un adolescent vivant une expulsion, mais le groupe, influencé par les éducateurs présents lors des ateliers, décide de faire un scénario qui dénonce les investisseurs étrangers autour du personnage du « *especulador* » (le spéculateur). Richard rédige un dialogue dans lequel le personnage du spéculateur est un Anglais (« señor Smith ») venu investir dans le tissu ancien dégradé du Raval. Pour cela, il rencontre un intermédiaire local, un agent immobilier dénommé « señor Trifol ».

Encadré III. Richard et la vidéo sur les "desahucios" (expulsions)

Les trajectoires urbaines des jeunes populaires en centre ancien sont caractérisées par une expérience de la précarité, définie comme un processus de fragilité et d'instabilité qui touche plusieurs domaines de l'existence (Zaouche-Gaudron et Sanchou 2005). Les portraits reflètent des trajectoires sociales avec des perspectives de mobilité sociale par le travail ou par les études réduites. Les enquêtés sont pour la plupart fils ou petits-fils d'ouvriers ou d'employés, et certains ont vécu un déclassement, pour ceux ayant immigré récemment à Barcelone. L'installation dans le quartier de centre ancien peut répondre à un choix de la part de la famille, pour accéder aux bénéfices de la centralité urbaine, pour la proximité avec la communauté d'origine ou pour l'accès au bassin d'emploi. Mais elle est souvent le résultat de contraintes qui sont liées au marché et aux politiques publiques du logement dans chacune des villes. Alors qu'à Paris l'arrivée dans le 18^e arrondissement correspond à l'attribution d'un logement social dans des quartiers où la ségrégation urbaine est plus importante que dans d'autres secteurs de Paris, à Barcelone l'installation dans le quartier concerne les fractions les plus précaires qui accèdent à un logement dans le tissu ancien dégradé du Raval. Les politiques locales influencent également l'installation et la permanence en centre ancien. À Paris, la présence d'un parc de logements sociaux important dans le nord-est de la capitale donne une certaine garantie aux classes populaires, mais qui est parfois remise en cause par les politiques de régénération urbaine et de mixité sociale par l'habitat. Les enquêtés développent des stratégies résidentielles pour rester en ville-inscription sur les listes d'attente des logements sociaux, permanence au domicile parental-, qui retardent le départ du domicile familial. À Barcelone, la libéralisation du marché du logement influence fortement les trajectoires urbaines des enquêtés pour qui la précarité résidentielle, engendrée par de multiples déménagements dans et en dehors du quartier et des expulsions, heurte leurs trajectoires.

Ces trajectoires individuelles composent avec des éléments structurels pour configurer des modes d'inscription urbaine plurisitués. Les trajectoires résidentielles et sociales discontinues, ponctuées de déménagements, le contexte de scolarisation ou de recherche d'un premier emploi sont autant d'éléments qui configurent des modes d'inscription urbaine spécifiques qui, sans se cantonner à l'espace du quartier, composent avec un « système de lieux » (Chabrol et al. 2016, p. 255) complexe. Ce dernier est défini comme « l'ensemble des

lieux pratiqués au quotidien (pour le travail, les études, les courses, les sorties, etc.) ainsi que ceux où réside l'entourage (famille, amis) » (*Ibid.*, p.255). Ces différents lieux traversés et fréquentés de manière plus ou moins intense configurent des « espaces de vie » (Robette 2012) qui se déploient à plusieurs échelles, dans le quartier de résidence et en dehors.

CHAPITRE 4. DES PRATIQUES URBAINES ENTRE ANCRAGE ET MOBILITÉ

Ce chapitre s'intéresse aux effets des trajectoires urbaines précaires sur les pratiques des jeunes populaires. Une pratique spatiale peut être définie comme une action sociale « qui laisse une marque sur l'espace, pouvant ainsi participer à son évolution » (Chabrol 2011, p. 65). Je fais l'hypothèse que les trajectoires urbaines précaires des jeunes populaires impliquent que celles-ci développent des modes d'inscription urbaine qui sont plurisitués, c'est-à-dire qui composent avec différents espaces investis en ville, comme autant de moyens de s'adapter aux processus de changements urbains auxquels elles sont confrontées. Ce mode d'inscription urbaine se développe à partir de pratiques qui allient un ancrage au quartier et une mobilité qui peut être voulue ou contrainte en dehors de ce celui-ci. Cette démarche s'inscrit dans la lignée de travaux ayant mis en évidence les continuités qui construisent les rapports entre ancrage et mobilité. Selon le sociologue Jean Rémy, la relation entre ancrage et mobilité permet de saisir les modalités d'investissement des espaces urbains. L'ancrage peut constituer « un point de référence à partir duquel des explorations extérieures se font » tandis que pour des personnes mobiles, le fait « d'être de plusieurs lieux, de se sentir soi-même en changeant d'espace » permet de s'investir dans un lieu (Rémy 1996, p. 135). Plus spécifiquement sur les pratiques urbaines des jeunes populaires, Nicolas Oppenheim a montré la relation dialectique entre ancrage et mobilité : « les individus ne s'ancrent pas seulement dans leur logement ou leur quartier de résidence, mais également dans les lieux qu'ils fréquentent durant leurs mobilités », et « la fréquentation et l'usage de ces lieux dépendent des habitudes acquises dans l'espace de résidence » (Oppenheim 2016, p. 24).

Dans ce chapitre, je questionne ainsi deux lieux communs concernant les pratiques urbaines des milieux populaires. Le premier associe la précarité à la sédentarité, partant du postulat que les conditions de vie précaires impliquent que les populations ont tendance à se replier sur des espaces restreints et à être peu mobiles. Le second renvoie à l'idée que la socialisation urbaine dans des quartiers aux multiples difficultés empêcherait d'acquérir un capital social qui permettrait de s'intégrer en ville. Il est relayé par les travaux sur les *neighborhood effects* (effets de quartier), qui soutiennent que le contexte résidentiel a un effet sur les comportements des individus et sur leur capital social. Les conditions difficiles du quartier (faible dotation en équipements publics, pauvreté urbaine, insalubrité des logements,

ségrégations sociales et ethniques) auraient un effet négatif sur les relations sociales tissées et sur le destin des individus.

Ce chapitre s'attachera d'une part à qualifier le caractère plurisitué des modes d'inscription urbaines des enquêtés : les déplacements sont-ils voulus ou contraints ? Quelles sont les logiques qui déterminent les déplacements en dehors du quartier et comment les enquêtés les vivent-ils ? Comment qualifier l'ancrage au quartier de centre ancien et quelles en sont les raisons ? Il est organisé en deux temps, maintenant le fil de la relation entre ancrage au quartier de centre ancien et mobilité en dehors de celui-ci tout au long du chapitre. D'abord, je reviendrai sur les types de lieux qui structurent l'inscription urbaine des enquêtés : le lieu de résidence qui dépend du marché du logement, mais également des rapports familiaux, les espaces en périphérie urbaine liés aux relations intrafamiliales, les lieux de scolarisation entre choix familiaux et contrainte des politiques éducatives, les lieux d'un premier emploi, et les espaces du temps libre qui se construisent entre des pratiques restreintes dans le quartier et une quête de l'ailleurs en dehors du quartier. Je reviendrai ensuite sur les modalités d'ancrage au quartier de centre ancien à travers les différentes formes de centralité évoquées et produites par les jeunesses populaires.

1. Une inscription urbaine plurisituée

1.1 Situations résidentielles

Les déménagements, les choix d'installation ou de maintien de la résidence dans le quartier reposent en partie sur des contraintes familiales (divorce des parents, déménagements, situation du foyer, ou préexistence de logements de famille dans le quartier), mais aussi sur des contraintes locales, liées au marché du logement notamment, auxquelles les familles doivent faire face. Comment les enquêtés composent-ils avec ces contraintes ? S'inscrivent-ils dans la lignée des stratégies familiales ? S'en accommodent-ils ou non ? Quelles stratégies établissent-ils ?

La localisation du logement dans le quartier ou dans un autre quartier populaire de la ville, les motifs d'installation dans le quartier ou de déménagement, le type de logement, leurs conditions (superficie de l'appartement, nombre de personnes composant le foyer), le moment d'arrivée dans le quartier ou les raisons du départ de ce dernier constituent autant de dimensions qui influencent les pratiques urbaines des enquêtés. Dans le cas de Barcelone, les enquêtés résident dans des logements situés dans le parc de logements locatifs privé, dans des logements en propriété ou des logements dans le parc locatif social de la ville. La pluralité des types de logement ainsi que la grande mobilité résidentielle (imposée ou souhaitée) caractérisent le corpus des enquêtés barcelonais. Dans ce contexte, les rapports familiaux structurent les relations qu'ils établissent avec la ville à travers leur situation résidentielle.

Les représentations des parents sont transmises à leurs enfants, plus particulièrement pour les familles ouvrières catalanes ou immigrées depuis plusieurs générations. Maria a toujours vécu dans un appartement familial situé sur la *plaça del Padró*, au cœur du Raval. Elle a arrêté le lycée et vient de commencer, à 18 ans, un cours de formation professionnelle en entretien des plantes. Elle est originaire d'une famille gitane, et ses grands-parents ont immigré de Cuenca dans les années 1960 pour travailler comme ouvriers dans l'usine Seat. Elle rappelle que sa mère lui fait régulièrement le récit d'une vie de quartier passée où les voisins se connaissaient et où ils bénéficiaient d'une certaine solidarité. Ces représentations, qui sont

nourries d'un imaginaire selon lequel il y aurait un « avant » meilleur que la situation actuelle du quartier, constitue une forme d'ancrage générationnel sur lequel certains des enquêtés s'appuient pour parler de leur rapport au quartier.

« Mi madre me decía que antes era... cómo más un barrio, sabes, más una familia. Era cómo una familia. Y eso que normalmente si había yo qué sé, uno le quitaba el móvil a otra... A mi tía por ejemplo aquí, le quitaron el móvil, y se lo trajeron porque sabían que era de aquí.»

« Ma mère me disait qu'avant c'était... un peu plus comme un quartier, plus familial. C'est comme une famille. Par exemple si quelqu'un se faisait voler son téléphone... Ma tante par exemple, elle s'est fait voler son téléphone ici, et ils lui ont ramené parce qu'ils savaient qu'elle était d'ici.»

Ces relations de voisinage et de solidarité sont vécues par les jeunes au quotidien, et nourrissent les représentations qu'ils ont du quartier. Elles font écho au sentiment d'appartenance à un quartier populaire basé sur une « communauté de conditions » mis en évidence par Yves Sintomer et Marie-Hélène Bacqué à propos des quartiers populaires de région parisienne, reposant sur la « représentation d'une condition sociale affirmée et partagée » et sur « une solidarité unissant des individus et des familles au sein d'un territoire » (Bacqué et Sintomer 2002, p. 36). Mais, dans la même mesure que pour les habitants des quartiers populaires de région parisienne, ce sentiment peut également être associé à un délitement de ces relations de proximité et à une plus grande mobilité des populations, questionnant une « identité sociale spatialisée et unifiée » (*Ibid.*, p. 48).

Marvin, 16 ans, est le fils aîné d'une famille recomposée. Sa mère déménage avec son beau-père dans le quartier de *Sant Pere Més Alt*, tandis que son père réside toujours dans le Raval. Malgré le déménagement, il fréquente régulièrement le *Casal de Joves* du Raval et est très actif dans la vie associative du quartier. Il fait l'expérience dans les rues du quartier de cette ambiance de voisinage dont lui parlent ses parents.

« Es que yo siempre he vivido aquí, y mis padres también, entonces conocen a todo el mundo. Paso por aquí y saludo a mucha gente porque me conocen, conocen a mis padres... y pues los saludo. [...] Me conocen ellos a mí pero yo a ellos no, es raro. Me dicen: "eres el hijo del Pedret, no?" "Sí, soy su hijo". "Ohhh, qué guay,

« Moi j'ai toujours vécu ici, et mes parents aussi, donc ils connaissent tout le monde. Quand je passe par ici je dis bonjour à tout le monde, parce qu'ils me connaissent, ils connaissent mes parents... et alors je leur dis bonjour. C'est bizarre parce qu'eux me connaissent, mais moi non. Ils me disent : "tu es le fils de Pedret, non ?" "Oui, je suis

hace mucho tiempo que no lo veo!” “Pues que me llame!” Así siempre... Y yo "vale, vale" »

son fils”. “Oh super, ça fait longtemps que je ne le vois pas, dis-lui qu’il m’appelle”. C’est toujours pareil, et moi je réponds : “d’accord, d’accord”. »

Dans le cas où les familles ont été amenées à déménager en dehors du quartier, le maintien des relations avec le quartier d’origine est considéré comme une ressource. Les déménagements sont parfois imposés par des circonstances familiales ou liées aux conditions de logement (divorce, expulsions, ou déménagement lié à la possibilité d’accéder au parc de logements sociaux dans un autre quartier). Dans ces cas-là, le choix est fait entre les parents et leurs enfants de maintenir des relations avec le quartier. Le maintien de relations familiales, lorsque certains membres de la famille continuent d’habiter dans le Raval, constitue un point d’ancrage supplémentaire, comme par exemple pour Marvin dont le père réside toujours dans le quartier, ou pour Anna ou Maria dont les grands-parents ont un logement de « *renta antigua* ». Le quartier de centre ancien est à la fois un espace de ressources concernant les relations familiales et un espace lié à la densité des services publics et des formes d’accompagnement dont peuvent bénéficier les familles. La continuité des affiliations aux services d’accompagnement de l’enfance et de la jeunesse (*casal d’infants, casal de joves*) et le suivi réalisé par les services sociaux constituent des raisons importantes du maintien des relations avec le quartier malgré les déménagements.

Parfois les déménagements sont choisis ; ils peuvent être définitifs ou temporaires. Ils concernent là aussi les familles implantées depuis plusieurs générations qui regrettent le délitement des relations de voisinage et la dégradation du quartier. Les parents de Maria, qui sont propriétaires d’une résidence secondaire près de *Vilafranca del Penedès* à cinquante kilomètres à l’ouest de Barcelone, décident de déménager un temps dans cette autre commune. Mais la famille choisit finalement de rentrer vivre dans le Raval.

«Me mudé en un pueblo, en plan Vilafranca. ¡Y no aguanté ni tres meses! Volvimos al barrio, todos. ¡Dijimos “no podemos estar fuera!” Y volvimos! [...] No, no podemos. Porque nos queríamos cambiar, porque mi madre decía que el Raval está muy mal... La casa la tenemos

« J’ai déménagé dans un village, genre *Vilafranca*. Et j’ai pas supporté plus de trois mois ! On est rentrés dans le quartier, tous. On s’est dit : “on ne peut pas partir”, et on est rentrés ! [...] Non, on ne peut pas. Parce qu’on voulait changer, parce que ma mère disait que tout va mal dans le Raval. La maison on l’a toujours, on est

todavía allí, comprada sabes ? Pero vamos los fines de semana, pero para vivir no.»

propriétaires. Mais on y va que les week-end, pas pour y vivre. »

Pour les familles immigrées dans les années 1990 et 2000, l'installation dans le Raval se fait après plusieurs étapes résidentielles de transition au cours du parcours d'immigration dans d'autres quartiers de l'agglomération. Le choix qu'ont fait les parents de s'installer dans le Raval est justifié par la centralité des commerces immigrés, la proximité de lieux de culte ou d'autres membres de la communauté d'origine sur lesquels s'appuyer, mais également par la possibilité de bénéficier de l'accès au bassin d'emploi du centre touristique. Leurs enfants adhèrent au choix familial de la centralité et reconnaissent les possibilités que leur permet le fait de vivre en centre ancien. C'est le cas d'Amrit :

« Cuando llegué en el Raval era maravilloso. Era super guay, había de todo, era genial. [...] El cole donde estudiaba estaba justo atrás de mi casa. Los supermercados estaban super cerca, la biblioteca justo al lado, el casal estaba justo al lado. Yo que sé, que más quería yo en esta edad ? »

« Quand je suis arrivé dans le Raval, c'était merveilleux. C'était super cool, il y avait tout, c'était génial. [...] Le collège où j'étudiais était juste derrière chez moi. Les supermarchés étaient à proximité, la bibliothèque et l'espace jeunes aussi. Que vouloir de plus à mon âge ? »

À Paris, où l'ensemble des enquêtés réside dans un logement social du parc locatif public dans les 18^e et 19^e arrondissements, l'accès au logement social constitue souvent un aboutissement dans le parcours d'immigration des parents. La question des stratégies résidentielles est beaucoup moins évoquée lors des échanges, le logement étant en partie considéré comme un acquis. Il devient une garantie sociale pour les familles qui leur fournit une stabilité résidentielle dans la ville de Paris. Mais la permanence dans ce parc de logements sociaux dans la ville centre se fait parfois au prix de l'acceptation des conditions de logement difficiles, comme la suroccupation des logements ou le manque d'entretien des immeubles. Kadiatou, qui a 18 ans et passe un bac professionnel en services à la personne quand je la rencontre, vit seule avec sa mère, son frère et sa sœur dans une cité de logements sociaux aux portes de Paris. Dans leur appartement trois-pièces, elle partage sa chambre avec sa sœur et son frère dort dans le salon. La cité va prochainement faire l'objet d'une opération de rénovation

urbaine, mais elle a peu d'informations à ce sujet. La famille souhaite cependant profiter de cette occasion pour demander un logement plus grand. Les stratégies familiales pour maintenir le lieu de résidence sont nombreuses, comme le fait de minimiser les déclarations de revenus du foyer lorsque les jeunes obtiennent un premier emploi, ou une inscription précoce sur les listes d'attente de logements sociaux. C'est ce qu'a fait Kadiatou qui s'est inscrite dès ses 18 ans, suivant les conseils de sa tante pour être assurée de rester vivre à Paris où elle projette de décohabiter après son mariage.

1.2 Relations intrafamiliales dans les périphéries urbaines

Les relations intrafamiliales jouent un rôle important dans la fréquentation d'autres quartiers situés en périphérie de l'agglomération. L'importance de maintenir des liens avec les lieux de vie des autres membres de la famille est très présente. Dans le cas des familles qui ont immigré récemment, les relations avec les premiers quartiers de résidence avant de s'installer à La Chapelle ou dans le Raval sont parfois maintenues à travers les visites des membres de la famille qui ont constitué un point d'arrivée dans le pays. Le maintien des liens avec la communauté d'origine rythme les pratiques familiales dans et en dehors du quartier, à travers la participation à des fêtes traditionnelles de la communauté religieuse ou du pays d'origine, ou des réunions familiales. Cela peut être vécu comme une contrainte familiale ou intégré dans les attendus familiaux et être plus ou moins associé à une pratique de ces quartiers périphériques ou de banlieue. Leur fréquentation constitue une occasion de prendre conscience de la spécificité du fait qu'ils vivent dans un quartier de centre ancien, tantôt comme une condition subalterne ou comme une opportunité dont les autres membres de la famille ne bénéficient pas. Shani, qui va régulièrement voir ses cousins du Bangladesh dans la ville périphérique de *Santa Coloma* pour des réunions de famille, a une représentation positive des quartiers périphériques :

« Santa Coloma es un barrio tranquilo. O sea, tranquilo tranquilo no, pero más tranquilo que el Raval. Mis primos viven en una parte que tampoco es que haya mucha gente, sabes? Estan allí arriba y hay

« Santa Coloma c'est un quartier tranquille. Enfin, tranquille... plus tranquille que le Raval, quoi. Mes cousins vivent dans un quartier où il n'y a pas grand monde, tu vois. Ils sont là-haut, il y

gente viviendo pero no hay tanto ruido
como aquí en el Raval que por la noche
pasan borrachos cantando. »

a des gens qui vivent, mais ce n'est pas aussi
bruyant qu'ici dans le Raval où le soir on
entend des gens bourrés chanter. »

Aminata se rend aussi régulièrement dans les communes de banlieue, à Saint-Denis et Montreuil où vivent ses cousines. Ces déplacements lui permettent de vivre l'expérience des quartiers qu'elle nomme les « cités ». Selon elle, ces quartiers sont caractérisés par une forte interconnaissance qu'elle ne retrouve pas toujours à La Chapelle ou qui n'est pas exclusive des modes de relation en centre ancien, rappelant qu'à La Chapelle, elle est aussi confrontée à l'anonymat :

« Eux là-bas ils ont plus de... dans leurs parcs ils ont plus de... comment tu dis ça... en fait, ils habitent dans une cité donc du coup ça n'a rien à voir, on n'habite pas dans une cité nous. [...] Ce qui change c'est qu'ils se connaissent déjà tous entre eux dans leur cité, et je ne sais pas quand t'arrives là-bas il y a des parcs dans la cité, je m'amusais bien là-bas. [...] Dans la cité tu connais presque tout le monde, t'as grandi avec eux. Alors que à La Chapelle, ce n'est pas la cité, je connais des gens, mais pas tout le monde. »

L'intensité de fréquentation de ces espaces dans les quartiers périphériques dépend des attendus familiaux qui diffèrent entre Paris et Barcelone, et selon les pays d'origine des enquêtés. À Paris, les jeunes filles sont davantage sollicitées pour participer aux activités de soin intrafamiliales (garde des cousins, préparation des fêtes familiales), impliquant une plus grande mobilité et une fréquentation plus importante des quartiers de banlieue pour les activités intrafamiliales. À Barcelone, la communauté d'origine et la place dans la fratrie constituent davantage des éléments explicatifs de ces mobilités, les fils uniques ou les aînés étant davantage sollicités. La fréquentation de ces quartiers peut être vécue comme un moyen de se confronter à une ambiance urbaine différente, comme pour Aina qui a 19 ans et qui vient d'obtenir un bac pro accompagnement et service à la personne. Elle explique qu'elle aime aller à Massy dans l'Essone, chez sa belle-sœur, pour échapper au tumulte du quartier de Barbès où elle réside :

« À Massy quand j'y vais, je trouve que c'est beau, et c'est calme en plus. Il n'y a pas de... Enfin, il n'y a pas de problème. Il n'y a rien. »

Pour Khoumba qui a également 19 ans et est en BTS services sanitaires et sociaux après avoir passé un BAC pro, la fréquentation des quartiers de banlieue pour les activités familiales lui permet de structurer un territoire de vie populaire au-delà du quartier qui se construit à l'échelle de la métropole. Elle a 7 frères et 4 sœurs et est originaire du Mali. Elle se rend régulièrement chez ses frères et sœurs qui résident dans différentes communes de l'aire métropolitaine : La Courneuve, Asnières ou Gennevilliers.

Malgré des modes de fréquentation diversifiés, les pratiques des quartiers périphériques à travers les relations intrafamiliales constituent d'abord des lieux de pratique secondaire dans la ville, les enquêtés étant conscients du caractère attractif et polarisateur du centre-ville. Mais elles permettent également de structurer un système de lieux de vie populaires à l'échelle de la métropole tout en alimentant une conscience de la spécificité de vivre en centre-ville comme espace polarisateur, en contraste avec les communes de banlieue. Shani le rappelle bien en expliquant qu'il a rencontré des amis du Bangladesh en allant dans les fêtes traditionnelles à *Santa Coloma*, insistant sur le fait que ce sont eux qui viennent le voir la plupart du temps : « *Yo no voy a sus barrios, ellos vienen aquí* » (« Moi je ne vais pas dans leurs quartiers, c'est eux qui viennent ici. »).

1.3 Premier emploi

Le temps de la jeunesse coïncide avec l'entrée sur le marché de l'emploi. Les pratiques urbaines liées au premier emploi occupé par les enquêtés répondent à une logique d'ancrage au quartier et de mobilité en dehors de celui-ci. L'ancrage au quartier renvoie au fait de pouvoir accéder à des emplois grâce au soutien de la communauté d'origine. C'est le cas de Richard qui réalise des petits boulots de photographe dans les fêtes de famille philippines, ou de John qui, grâce aux réseaux acquis avec les structures jeunesse, travaille animateur dans les structures qu'il avait fréquentées plus jeunes. Les premiers emplois sont également liés au fait de vivre en centre ancien et de pouvoir bénéficier du bassin d'emplois précaires de la ville centre : Aminata ou Kadiatou font du baby-sitting pour des familles de cadres vivant dans le 18^e et 19^e arrondissement, Shani travaille comme serveur quelques heures par semaine au

noir dans un restaurant touristique du Raval, Oussman et Karim sont livreurs dans de Paris. Mais l'accès à un premier emploi peut également être l'occasion de fréquenter d'autres quartiers ou de déménager en dehors du quartier, comme c'est le cas de Richard qui travaille dans une entreprise située dans le district d'*Horta-Guinardó*, ou de Farid qui déménage en banlieue lorsqu'il obtient son premier contrat de travail comme chauffeur de poids lourds.

1.4 Conditions de scolarisation

Les conditions de scolarisation dépendent la plupart du temps des politiques éducatives (carte scolaire, affectation dans certains établissements, orientation dans certaines filières professionnelles notamment). Qu'il soit volontaire ou imposé, le lieu de scolarisation contribue au fait que les enquêtés fréquentent différents lieux dans la ville, et révèle des stratégies de différenciation au sein même des jeunesses populaires. La ségrégation scolaire n'épargne pas les enquêtés qui rencontrent parfois des difficultés pour s'inscrire dans les établissements éducatifs ou qui doivent se rendre dans d'autres quartiers du fait de la distribution territoriale des équipements scolaires. Pour certaines familles, des choix éducatifs sont mis en place comme stratégie de différenciation. C'est le cas par exemple à Barcelone des familles qui ont immigré dans les générations précédentes, vis-à-vis des familles récemment immigrées. Marvin, dont les parents sont des ouvriers catalans, est par exemple scolarisé à la demande de sa mère dans l'école privée *la Salle* dans le quartier de *Sant Pere més Alt*, répondant à un besoin de diversifier les différents espaces de vie de son fils et se différencier des familles immigrées.

Les mobilités en dehors du quartier sont fréquentes, notamment au moment du passage au lycée, mais elles ne sont pas directement associées à un investissement des lieux autour de l'équipement où ils sont scolarisés. Cadid a 15 ans, il vit dans le quartier de la *Barceloneta* « *de toda la vida* » (« depuis toujours ») avec sa mère qui a émigré d'Uruguay quand elle avait 18 ans. Il se déplace toujours avec son ami Ansu, 14 ans, avec qui il s'entraîne au foot à la *Barceloneta*. Tous deux vont au collège *Cintra* situé dans le Raval dont le programme pédagogique est adapté pour les élèves en difficultés scolaires : il propose des classes avec des effectifs réduits et des horaires aménagés pour réaliser des activités créatives en partenariat

avec le tissu associatif du quartier. Ansu vit avec son oncle et sa grand-mère dans un appartement dont cette dernière est propriétaire, à côté du *Pou de la Figuera*, dans le quartier *Born*. Sa mère vit dans le Raval. Tous deux expliquent qu'ils fréquentent peu le quartier du Raval en dehors du temps scolaire.

« Ansu : Es que nosotros venimos pa'l cole. Y pa'qui.

« Ansu : Non, on ne vient dans le Raval que pour le lycée, et après on rentre ici.

Cadid : Si no fuese por el cole yo no vendría al Raval.

Cadid : Si je n'allais pas au lycée dans le Raval je n'irais pas dans ce quartier.

Ansu : Yo tampoco, bueno sí, para ver a mi madre y ya está »

Ansu : Moi non plus... enfin oui, pour aller voir ma mère et c'est tout. »

Les jeunes lycéennes de La Chapelle sont également scolarisées dans d'autres quartiers, dans le 14^e ou le 19^e arrondissement, ce qui leur permet de fréquenter les espaces publics urbains à l'écart du contrôle des garçons lors du trajet entre leur lieu de résidence et leur lycée.

Dans d'autres cas, le quartier où se situe l'établissement scolaire devient un espace de vie central qui structure les sociabilités de quartier, indépendamment du lieu de résidence. C'est le cas d'Eva, une jeune brésilienne arrivée à l'âge de 12 ans à Barcelone avec sa mère. Elles sont hébergées dans un premier temps chez la tante d'Eva qui vit à Barcelone depuis la fin des années 1990 et travaille comme cuisinière dans un restaurant du quartier central de *Sant Antoni*. Elles cherchent un logement et trouvent un appartement dans le quartier de *Gràcia*. Après quelques mois à vivre dans cet appartement, elles s'aperçoivent qu'il s'agit d'un squat pour lequel elles payent un loyer à un marchand de sommeil. Victimes de plusieurs expulsions, elles sont ensuite hébergées temporairement chez des membres de la *Plataforma afectados por la hipoteca* (PAH). Du fait de leur instabilité résidentielle, leur lieu d'hébergement administratif est situé à l'adresse de la tante qui vit près de *Sant Antoni*. Suivant les conseils de cette tante, Eva est d'abord scolarisée avec sa cousine dans le lycée privé *Escola Pia Sant Antoni* à la frontière entre le quartier du Raval et celui de Sant Antoni, plus aisé. La famille ne pouvant plus payer les frais d'inscription, elle finit ses études

secondaires au lycée public du Raval, *Institut Milà i Fontanals*, ce qui lui permet de rencontrer les différentes associations jeunesse du quartier, ce qui structurera son ancrage dans le Raval.

« Conocí el Raval perquè mi prima estudiaba en el Pía y se ve que yo también iba a estudiar en el Pía. Es que el Pía a mí no me gusta, son muy cerrados, muy pijos. A mí no me gusta, a mí me gusta estar con gente de un montón de nacionalidades, ¿sabes? Y ellos són cómo catalanas y punto. Y se ve que mi madre veía que no me sentía bien y entonces fue al Milà. En el Milà conocí a la Miriam, al casal de jóvenes, conocí más gente y de allí conocí el barrio. Y nada, y ahora tengo 18 años. »

« J'ai connu le Raval parce que ma cousine étudiait au lycée Pia, et moi aussi j'y étais scolarisée. Mais moi, je n'aime pas ce lycée, ils sont très fermés, très bourgeois. J'aime pas ça, je préfère être avec des gens de plusieurs nationalités, tu vois ? Dans ce lycée ils sont catalans et puis c'est tout. Ma mère voyait que je ne me sentais pas bien là-bas, alors j'ai changé de lycée et je suis allée à Milà. C'est au lycée Milà que j'ai connu Miriam, avec l'espace jeunes j'ai connu des gens, et à partir de là j'ai connu le quartier. Et voilà, et maintenant j'ai 18 ans. »

Les déménagements ont en revanche un impact important sur la multiplication des espaces de vie de certains enquêtés. À Barcelone, Anna s'inscrit dans la continuité du discours de sa mère autour d'un ancrage familial ouvrier pour expliquer les raisons pour lesquelles elle choisit de poursuivre sa scolarité dans le Raval après avoir déménagé. Ce choix répond à la nécessité de maintenir des sociabilités de quartier fortes associées au lycée (avec la vie associative juvénile), mais aussi de maintenir un lien avec le quartier dans la perspective de faire ses études universitaires dans l'école d'art de la *Massana*, située dans le Raval. À Paris, après avoir déménagé, Yacine maintient des relations avec ses amis du collège situé dans le quartier de Marcadet où il se rend régulièrement :

« Au début j'étais à Marie-Curie à Marcadet, en plus franchement à Marcadet, j'aimais trop ! Parce que je connaissais tout le monde, on se connaissait par cœur ! [...] On se connaissait déjà de l'extérieur, on était solidaires. [...] Les amis de Marcadet je ne les lâche pas parce que j'ai grandi avec eux. Je suis obligé de passer soit une fois par semaine, soit maximum une fois par mois, je vais les voir, je vais me poser un peu avec eux. »

Les lieux de scolarisation constituent une des dimensions de la plurispatialisation des pratiques des enquêtés, mais selon des logiques différentes. La scolarisation des enquêtés dans un établissement plutôt qu'un autre peut être subie, du fait de la dotation en équipements dans le quartier de résidence, de l'orientation scolaire (dans des filières techniques) des enquêtés. Mais elle peut être également choisie, à travers l'inscription dans des lycées privés

ou le maintien du lieu de scolarisation malgré les déménagements. L'investissement du quartier autour du lieu de scolarisation est différent selon les enquêtés : il peut constituer un pôle central des sociabilités urbaines, ou être vécu comme un espace de vie secondaire, fréquenté uniquement lors du temps scolaire.

1.5 Pratiques du temps libre

Les pratiques du temps libre correspondent à l'ensemble des pratiques qui s'inscrivent dans le temps qui n'est pas occupé par du temps scolaire, de travail ou du temps familial. À la différence de celui-ci qui correspondent à un temps contraint par des institutions de socialisation, qui impliquent un certain nombre de normes et d'obligations, « avoir du temps libre c'est faire des choses à loisir » (Zaffran 2001). Les pratiques du temps libre des enquêtés sont diverses et prennent place dans différents lieux en ville. Elles peuvent être réalisées en petit nombre, avec le groupe de pairs la plupart du temps, et font l'objet de pratiques différenciées selon le sexe, surtout à la période de l'adolescence. Les pratiques du temps libre sont basées la plupart du temps sur le libre choix des enquêtés. Ces derniers décident alors de fréquenter certains espaces publics urbains avec leur groupe de pairs, de consommer dans des espaces commerciaux, fréquenter des lieux culturels dans et en dehors du quartier, ou pratiquer des activités sportives à l'air libre. Mais elles peuvent également répondre à des logiques d'encadrement du temps libre à travers les structures de jeunesse ou les activités sportives encadrées.

Les pratiques du temps libre sont à la fois circonscrites et encadrées au sein du quartier, et en échappent, lorsque les enquêtés sortent en dehors de ce dernier.

La plupart des enquêtés insistent sur le fait qu'ils fréquentent peu les espaces publics urbains du Raval ou de La Chapelle. Les pratiques du temps libre dans le quartier se font dans des espaces publics urbains circonscrits, des parcs et des jardins fréquentés depuis l'enfance, après la sortie du collège ou du lycée. Certaines places sont clairement identifiées par les enquêtés comme des points de rencontre et des repères pour les sociabilités juvéniles, comme

l'explique Shani en parlant du parc des *Tres ximeneas* (Trois cheminées) situé à la frontière entre le quartier du Raval et le quartier de *Poble Sec* :

« Voy mucho a tres chimeneas, que es un parque que voy desde pequeño. Aunque no diga por Whatsapp "Oye, veniros, que vamos a jugar". No hace falta porque es como un punto de quedada, y aunque haya uno ya juegas, hablas... Esto. Y antes iba al parque de Caramelles. Ese está atrás de mi instituto, Miquel Tarradell. »

« Je vais beaucoup au parc des Trois cheminées, c'est un parc où je vais depuis que je suis tout petit. Je n'ai même pas besoin d'écrire sur Whatsapp à mes amis : « venez, on va jouer ». C'est pas nécessaire parce que c'est comme un lieu de rencontre, et même si il y a qu'une personne, on joue, on parle... Voilà. Avant j'allais au parc de Caramelles, il est juste derrière mon lycée, Miquel Tarradell. »

Bien qu'elle reconnaisse que les filles sont moins présentes que les garçons dans les espaces publics du quartier, Khoumba explique qu'elle « se pose » au square Léon jusqu'à tard en été, lorsqu'il est fréquenté par les familles du quartier. Les garçons fréquentent aussi les squares ou les jardins publics, comme c'est le cas des jardins Rosa Luxemburg à La Chapelle. La circonscription de ces espaces comme des espaces de familiarité et de proximité spatiale et sociale permet de définir des territoires fréquentables et sûrs à leurs yeux, dans un contexte urbain qui leur paraît parfois hostile et où les sociabilités populaires se délitent.

Ces espaces circonscrits au sein du quartier sont également définis par les structures jeunesse, qui encadrent une partie des activités du temps libre et de leur localisation. Bien qu'elles contribuent à circonscrire spatialement les pratiques des enquêtés, elles fournissent cependant une voie d'ancrage et une légitimité à occuper les espaces urbains.

La fréquentation des structures jeunesse n'est pas toujours réalisée sur le principe de la libre participation, mais parfois dans des logiques d'encadrement qui peuvent nourrir des formes d'entre-soi. Alors qu'à Paris la fréquentation des structures jeunesse est basée sur le libre accès, certaines structures jeunesse du Raval sont fréquentées par les enquêtés parce que les services sociaux incitent les familles à y conduire leurs enfants (principe de la *derivació dels serveis socials*, qui correspond au renvoi par les services sociaux vers des activités et équipements du quartier). L'affiliation au quartier et aux structures jeunesse joue un rôle structurant dans les pratiques du temps libre des enquêtés, et leur donne une certaine légitimité à prendre place dans les espaces publics urbains du quartier, à l'image de cette scène observée à quelques mètres de la rambla du Raval, peu fréquentée par les jeunes du Raval :

Activité « *Got talent* » organisée par les structures jeunesse.

Il est 18h. J'ai été invitée par une animatrice du projet Kan 60 à une activité festive qu'ils organisent avec plusieurs associations jeunesse non loin de la rambla du Raval. Ce jour-là, le 21 juin 2019, les différentes structures jeunesse du Raval se sont coordonnées pour organiser une grande fête le jour de l'arrivée de l'été. Elles ont monté une scène sur la place Vasquez Montalbán, qui jouxte la rambla du Raval pour réaliser une activité inspirée de l'émission phare de télévision « *Got talent* » (une variante de « *The voice* » en France). Les jeunes populaires du quartier participent à un concours de « talents » et montent sur scène pour présenter de courts spectacles devant un public conquis d'avance. L'évènement rencontre un grand succès. Ce jour-là, une centaine de personnes sont présentes, principalement des enfants, adolescents et de jeunes adultes ayant entre 8 et 20 ans, de différentes origines. Il y a une majorité de Pakistanais, quelques Marocains, et quelques jeunes filles d'Amérique latine, selon les dires des animateurs des structures jeunesse. Les chaises ont été installées en demi-cercle, avec une scène derrière laquelle est accrochée une toile de fond en tissu violet décorée de lettres avec l'inscription « *talent 2019* », reprenant le nom du show télévisé. Pour commencer la séance, les éducateurs font une première activité pour activer le public. Après avoir galvanisé le public en l'invitant à répéter avec enthousiasme un slogan valorisant le quartier « 1, 2, 3 Raval ! », l'animateur, une figure connue du quartier qui égrainait les structures jeunesse quelques années auparavant, appelle tour à tour les apprentis artistes qui défilent sur scène et proposent leurs numéros.

À la fin du spectacle, le jury délibère et annonce le nom de la personne ayant gagné le concours. C'est une jeune fille ayant fait un spectacle de danse qui gagne un des premiers prix : un menu dans le restaurant burger *la informal*, situé à quelques mètres de là. Je suis étonnée que les organisateurs aient choisi d'offrir comme prix un restaurant qu'ils qualifient de comme lieu pour les « *guiris* ». Les éducateurs lui demandent si elle connaît *la informal* : elle dit qu'elle n'y est jamais allée et ne connaît pas.

Ce jour-là, Shani participe à l'activité avec une des structures jeunesse. Il a été chargé de faire un reportage photographique et vidéo de l'activité. Il prend son rôle à cœur et circule entre les participants pour documenter l'évènement.

Extrait de carnet de terrain, « Got Talent », 21/06/2019

D'autres scènes semblables ont été observées à Paris. Elles illustrent le rôle structurant que jouent les structures jeunesse dans l'ancrage des jeunes populaires au quartier, comme l'ont montré Fanny Salane et Christine Bellavoine dans une étude sur les structures et les professionnels de jeunesse dans les quartiers populaires franciliens (Bellavoine, Salane, et Collectif Pop-Part 2023). La scène du *Got Talent*, organisée à quelques mètres de lieux fréquentés par de nombreux touristes et usagers des nouveaux équipements culturels à vocation régionale et internationale (rambla du Raval, *filmoteca de Catalunya*) permet aux jeunes populaires du quartier d'acquérir une certaine légitimité à occuper ces espaces qu'elles fréquentent peu. L'attitude des professionnels de jeunesse, ayant pour la plupart grandi dans le Raval, nourrit d'un sentiment d'appartenance au quartier.

Mais les pratiques du temps libre prennent également place en dehors du quartier. Elles répondent à un désir partagé d'extraversion nourri par la volonté d'établir des contacts avec autrui, qui peut se faire avec ou en dehors du groupe de pairs. Ces pratiques sont parfois motivées par une volonté d'échapper au stigmat du quartier, au sens défini par Erving Goffman d'un « attribut social dévalorisant » (Rostaing 2015) défini par le regard d'autrui. Vivre et fréquenter un quartier de centre ancien peut impliquer d'être assimilé à une série d'attributs (la pauvreté, la délinquance, l'insécurité ou la saleté, thèmes qui reviennent souvent dans leurs discours) qui sont amplement relayés dans les discours médiatiques³³ et dont la plupart des enquêtés cherchent à se démarquer. Les pratiques du temps libre à l'extérieur du quartier leur permettent alors de mettre à distance ce stigmat. Elles sont nourries par l'imaginaire d'une citoyenneté globale qui renvoie à des codes de consommation et de culture de masse. En bénéficiant de l'anonymat d'un consommateur lambda, ils échappent ainsi aux multiples catégorisations dont ils font l'objet au sein du quartier. Les pratiques commerciales sont un des éléments qui structurent le temps libre ; elles sont souvent associées à un temps de promenade, sans objectif de consommation. Les espaces de consommation et les centres commerciaux sont régulièrement évoqués.

Ainsi, Karim, qui a 18 ans et a grandi à Barbès, travaille comme livreur depuis qu'il a obtenu son baccalauréat. Il fréquente régulièrement la structure jeunesse de la Goutte d'Or et participe à plusieurs projets. Il explique qu'il se rend parfois dans de grands centres commerciaux de banlieue avec sa copine, après avoir dit qu'il essayait de se démarquer de ses amis d'enfance qui restent dans le quartier. Il se rend par exemple à Aéroville, un complexe commercial récemment inauguré à proximité de l'aéroport international de Roissy-Charles-de-Gaulle : « Aéroville c'est un super centre commercial, il est trop bien. C'est super classe ».

³³ Lors du *consell de barri* (conseil de quartier) du 30/10/2019, les élus d'arrondissement proposent à l'ordre du jour un point de délibération concernant le traitement médiatique négatif du quartier du Raval. Après avoir présenté un diagnostic des discours portés par la presse généraliste et les données réelles en termes de délinquance par quartier, la conseillère du quartier propose à l'assistance de débattre autour de cette question : « *Com ho podrieu fer per a que surtin notícies del Raval per a mostrar unes imatges del Raval que corresponguin el que es : al Raval hi ha molta vida cultural, veïnal...* ». (« Comment pourriez-vous faire pour que les informations sur le Raval correspondent davantage à la réalité du quartier : qu'il y a beaucoup de vie culturelle, habitante... »).

Djeneba, qui a 18 ans et vient de passer son baccalauréat se rend au centre commercial du Millénaire à Aubervilliers avec son copain et apprécie les espaces de consommation et de loisir : « Il y a une terrasse c'est trop bien et juste en face y a le canal de la Villette et des fois y a le bateau et tout pour faire un tour et ça te ramène au parc de la Villette ». Ces deux exemples témoignent d'une volonté de construire leur inscription dans une métropole globale. Alors que l'appareil commercial de la capitale est dense, ces enquêtés se tournent vers deux centres commerciaux qui se situent dans la grande périphérie au cœur des dynamiques métropolitaines, fréquentés par les usagers de l'aéroport.

Les références à cette citadinité globale renvoient également au fait de fréquenter les espaces du tourisme global de ces deux capitales européennes. Ces lieux se trouvent parfois au sein même du quartier où ils résident, ou bien à proximité, et sont accessibles à pied. Ils se mettent en scène dans les réseaux sociaux dans les espaces touristiques, se sentant partie prenante des lieux symboliques du tourisme de masse. À Barcelone, les enquêtés font régulièrement référence au *Mare magnum*, le centre commercial pôle du tourisme de masse dans la vieille ville de Barcelone. Là, des terrasses donnant sur le *Port vell* (Vieux-Port) requalifié lors des jeux Olympiques se déploient, accueillant visiteurs et consommateurs dans un mélange anonyme, et où des grandes chaînes de prêt-à-porter y ont installé leurs magasins situés dans le prolongement de la rambla de Barcelone. Les espaces du tourisme balnéaire sont évoqués dans cette même lignée, à l'image d'Anna qui explique se rendre régulièrement dans le secteur des plages :

« Es como la sensación... Es como que cuando vas por Vila Olímpica a dar una vuelta por ahí, es como qué... no sé! Es que es muy tranquilo pero como que te alejas también, me gusta mucho el mar también y allí me tranquilizo un montón, y no sé... »

« Ça donne la sensation de... Quand tu vas faire un tour vers la *Vila Olímpica* c'est comme si... C'est très tranquille, et puis tu t'éloignes aussi. J'aime beaucoup la mer, et puis ça me tranquillise vachement. »

À Paris, les filles évoquent les espaces du tourisme comme le Sacré Cœur, qui se situe à quelques centaines de mètres de chez elles, ou expliquent se rendre parfois dans les quartiers aisés de la capitale, à la Tour Eiffel ou au parc Montsouris où elles se rendent en transport en

commun. Soukeina explique : « j'aime bien aller où il y a les touristes », se sentant ainsi partie prenante d'un mode de vie urbain global lié à la consommation et l'évasion.

Les pratiques du temps libre des jeunesses populaires de centre ancien ont donc la spécificité de prendre place à la fois dans le quartier et en dehors du quartier. Dans le Raval ou à La Chapelle, ces pratiques s'installent dans des espaces circonscrits au sein du quartier, la plupart du temps encadrées par les structures jeunesse ou dans des lieux de sociabilités populaires et de proximité. En dehors du quartier, c'est dans les espaces de la ville globale qu'ils aiment se rendre. Ils peuvent être situés à proximité immédiate du Raval ou de La Chapelle, ou dans la grande périphérie.

2. Ancrage au quartier et centralités urbaines

Les trajectoires urbaines précaires des jeunes populaires impliquent qu'elles sont amenées à développer des pratiques urbaines dans différents espaces de la ville. Leur inscription urbaine plurisituée n'est pas toujours souhaitée, elle est souvent imposée par les réalités du marché du logement avec des déménagements subis à Barcelone ou par des dynamiques de ségrégation scolaire. Mais elles peuvent également être liées à des choix familiaux qui sont plus ou moins bien acceptés par les enquêtés. Les jeunes populaires composent ainsi avec des contraintes imposées par les politiques urbaines, mais également par les situations familiales pour accéder à un logement, être scolarisées, trouver un premier emploi. En ce sens, leurs pratiques urbaines ne semblent pas échapper à l'évolution des modes de vies urbains et aux processus qui les caractérisent tels que les mobilités accrues (voulues ou imposées), des déplacements qui se multiplient et s'allongent, composant des « processus multiformes d'appartenance spatiale et sociale » (Dorier-Apprill et Gervais-Lambony (eds.) 2007, p. 86). Pour autant, ces différents espaces ne sont pas investis de la même manière et correspondent davantage des stratégies d'adaptation à de multiples contraintes qui se présentent à elles. Dans ce contexte, quel rôle joue l'ancrage dans le quartier de centre ancien ?

2.1 La centralité comme espace polarisateur

Le quartier de centre ancien, doté d'une position de centralité géographique relative dans la métropole, constitue un espace caractérisé par une capacité organisatrice qui regroupe des fonctions commerciales, religieuses, intellectuelles, politiques et économiques. Malgré une marginalité sociale relayée dans les médias, les quartiers de centre ancien regroupent des systèmes d'objets et les services de la ville (transports, échanges commerciaux, équipements, réseaux) et les systèmes de valeurs (pratiques de loisir, modes de la ville) qui structurent une première forme d'ancrage développée par les jeunes populaires. Ils cherchent ainsi à maintenir un accès à cet espace qui leur fournit ce que le sociologue Eric Klinenberg appelle

« l'infrastructure sociale », à savoir l'accès aux équipements, parcs urbains, espaces publics dans lesquels prend place une vie urbaine (*civic life*) (Klininberg 2018). Cette centralité polarisatrice est illustrée par la représentation hiérarchique de la relation entre centralité urbaine et périphérie chez la plupart des enquêtés, et qui est caractéristique des représentations des centres-ville (Tissot 2012). La centralité comme espace polarisateur renvoie tout à la fois à la « possibilité d'accéder à des biens et des services divers et complexes », mais également à la « position dans un système » qui minimise la somme des distances et la distance maximale (Pumain, Paquot et Kleinschmager 2006).

2.2 La production de centralités populaires

Mais les quartiers de centre ancien ne sont pas seulement centraux parce qu'ils sont dotés de services, d'équipements et de par leur position dans la ville. Ils le sont également parce qu'ils sont le support de pratiques sociales qui leur donnent ce caractère central. Les pratiques des enquêtés contribuent à inverser cette dimension de marginalité qui peut être attribuée aux quartiers de centre ancien, en maintenant leur présence dans ces quartiers malgré des trajectoires urbaines précaires et en faisant référence régulière dans leurs discours aux sociabilités de proximité et aux relations de voisinage. Elles peuvent être le résultat des pratiques des jeunesses populaires, qui occupent certains espaces publics urbains du quartier, mais également encouragées par les stratégies résidentielles familiales ou par les structures jeunesse qui exhortent le sentiment d'appartenance au quartier et donnent aux enquêtés une légitimité à le fréquenter. Cette dimension des centralités populaires s'inscrit dans la lignée des travaux qui se sont intéressés aux pratiques urbaines des classes populaires. Le collectif Rosa Bonheur, qui a travaillé dans les territoires désindustrialisés de Roubaix, définit la centralité populaire comme un « acte de construction du sens et de la fonction que l'on attribue à un territoire » (Collectif-Rosa-Bonheur 2016, p. 6), tandis que plusieurs décennies auparavant Khelifa Messamah et Jean-Claude Toubon insistaient sur le « rôle de l'espace pour certaines populations » (Messamah et Toubon 1990, p. 24) lorsqu'ils abordaient les centralités immigrées du quartier de la Goutte d'Or. La centralité n'est alors pas seulement

un caractère urbain qui influence les pratiques des jeunes populaires, mais elle est également produite par leurs propres pratiques.

2.3 Un appui sur le capital d'autochtonie en centre ancien

La notion de capital d'autochtonie repose sur l'idée que les habitants retirent des bénéfices à partir du rapport qu'ils entretiennent à l'espace local. Ce capital d'autochtonie est défini comme l'articulation entre « un capital social fait de relations professionnelles, de parenté, de voisinage » et un « capital symbolique reposant sur l'estime et la réputation » (Retière 2013). Jean-Noël Retière rappelle que le fait d'habiter dans un lieu et de le connaître du fait des pratiques quotidiennes, ou d'y être enraciné depuis plusieurs générations ne garantit cependant pas de bénéficier de ce capital (Retière 2003). Le capital d'autochtonie est donc la plupart du temps analysé à partir de l'espace du quartier, le lieu où se développent les sociabilités de proximité. Il est souvent abordé à partir d'une réflexion portant sur la question de l'ancrage au quartier de résidence, ce dernier étant défini comme un « attachement à un lieu » (Rémy 1996, p. 135). Or, dans cette enquête, l'ancrage n'est pas lié au lieu de résidence, certains ayant déménagé en dehors du quartier. L'ancrage se construit autour du quartier de centre ancien qui peut être tout à la fois, ou selon chaque enquêté le lieu de l'histoire familiale (pour Anna, Marvin), le pôle de scolarisation autour duquel se construisent les sociabilités populaires et les systèmes de reconnaissance et de réputation (pour Eva ou Yacine), le lieu des relations de voisinage et des solidarités de proximité (pour Kadiatou ou Maria), le lieu du soutien de la communauté d'origine (pour Richard ou Shani) ou des structures jeunesse (pour John ou Farid). Mais ce capital d'autochtonie n'est pas associé à un repli sur soi. Les pratiques urbaines populaires peuvent constituer un rempart aux mécanismes d'exclusion sociale, comme l'explique Olivier Schwartz. Le quartier de centre ancien peut alors fonctionner comme un « espace connu et familier, où l'on est inséré et en sécurité ; comme un lieu d'entraide, d'échanges et de solidarité » (Schwartz 2011, p. 38). Mais cela n'est pas contradictoire avec des pratiques de mobilité, comme les pratiques du temps libre des enquêtés l'ont montré, composant entre des activités au sein du quartier, circonscrites et

encadrées par les structures jeunesse, et des pratiques en dehors du quartier qui renvoient à une volonté d'extraversion (Schwartz 2011), de sortir des univers ségrégués.

Ce chapitre a permis de documenter les modalités de l'inscription urbaine plurisituée des jeunesses populaires, qui sont à la fois contraintes et voulues. L'analyse des pratiques urbaines à travers la relation entre l'ancrage au quartier de centre ancien et les mobilités en dehors de ce dernier permet de questionner l'idée que la précarité urbaine est nécessairement liée à une sédentarité et un repli sur soi. Bien au contraire, les enquêtés construisent des stratégies d'adaptation à cette précarité urbaine qui composent entre un ancrage au quartier de centre ancien et des mobilités en dehors de celui-ci. Ils s'appuient alors sur un capital d'autochtonie pour composer un rapport à la ville qui s'accommode, contourne, fait avec les multiples contraintes qui se présentent à eux. Dans ce contexte, les rapports au quartier s'établissent de manière différente selon les trajectoires sociales et résidentielles des individus.

CHAPITRE 5. RAPPORTS AU QUARTIER

Le chapitre précédent a abordé les modes d'inscription urbaine des enquêtés dans la relation qu'ils tissent entre le quartier et les autres espaces de la ville. Ce chapitre s'intéresse plus précisément à la manière dont les jeunesses populaires urbaines définissent leurs rapports au quartier dans ce contexte d'instabilité et de transformations socio-spatiales. Pour cela, je croise les différents entretiens réalisés à Paris et Barcelone pour construire quatre idéaux types qui interrogent les différentes « manières d'habiter » les quartiers de centre ancien. Considérés comme une « construction logique sous l'angle de laquelle sera examinée la réalité empirique » (Coenen-Huther 2003, p. 543), les idéaux types s'éloignent des typologies dans le sens où il ne s'agit pas ici de classer des situations individuelles en fonction de critères qui seraient communs, mais plutôt d'opérer une construction abstraite qui se situe entre les cas empiriques et les questions de recherche. Il s'agit là, plus que d'une catégorisation aboutie et inamovible, d'un outil de réflexion. Il permettra d'identifier et mettre en tension ce qui distingue et ce qui rapproche les différents idéaux types selon la situation dans le temps de la jeunesse, le genre, l'origine sociale ou immigrée, et d'appréhender comment les politiques urbaines locales à Paris et Barcelone influencent les différentes manières d'habiter le quartier.

1. Des manières d'habiter différenciées

1.1 « Habiter », au-delà du lieu de résidence

La notion de « manière d'habiter », employée par plusieurs travaux de la géographie sociale (Cailly et Dodier 2007; Giroud 2007), permet de dépasser l'association entre le lieu de résidence et les différents espaces pratiqués en ville. Dans la recherche qu'il a menée sur la réception des changements urbains habitants de centre ancien à Lisbonne et Grenoble, Matthieu Giroud pointait les limites d'une approche par le lieu de résidence. Il invitait à ne pas réduire l'habiter à « l'occupation d'une demeure », et soulignait les limites d'une confusion entre habiter et résider : « cette confusion dissimule et distille implicitement une façon normative d'habiter : habiter nécessiterait une demeure, sous-entendu de préférence fixe et stable, unique et solide », reconnaissant une « prédominance du lieu de résidence sur tout autre lieu de vie quotidienne » pratiqué (*Ibid.*, p. 60). Or, les conditions sociales et les trajectoires individuelles des jeunes populaires mises en évidence dans les chapitres précédents montrent que les multiples situations de précarité (du logement, avec de nombreuses expulsions à Barcelone ou une décohabitation tardive du domicile familial à Paris, de l'emploi, avec des contrats courts et précaires, ou de situations familiales complexes) les poussent à composer avec une pluralité de lieux pratiqués au quotidien. Ceux-ci configurent alors des manières d'habiter au-delà du lieu de résidence. L'habiter en centre ancien ne se réduit donc pas uniquement, pour les enquêtés, à la relation aux espaces de proximité en lien avec le logement où, pour la plupart, ils passent peu de temps. La prise en compte des différents lieux de vie pratiqués (d'étude, de travail, de loisirs), qu'ils soient éphémères, temporaires ou permanents, et de leur articulation permet d'appréhender la complexité des manières d'habiter. La notion d'habiter, comme le rappelle Matthieu Giroud en s'appuyant sur différents auteurs qui ont travaillé cette question, renvoie simultanément au fait d'être au monde (Heidegger, cité par Giroud, 2007, p. 58), de s'approprier l'espace urbain en prenant part à la vie de la cité (Lefebvre, cité par Giroud, 2007, p. 59), et d'assurer

une présence à la fois individuelle et collective en articulant des temps, des lieux d'installation et des circulations (De Radkowski, cité par Giroud, 2007, p. 60).

L'approche par « l'habiter » rejoint de ce point de vue les travaux qui se sont intéressés aux pratiques urbaines et à la territorialité des classes populaires. Dans une étude ethnographique de la ville de Roubaix, le collectif Rosa Bonheur a mis en évidence des productions sociales de l'espace autour de « centralités populaires » qui dépassent la sphère de l'espace local du quartier (Collectif Rosa Bonheur 2019). Matthieu Giroud met quant à lui en lumière les « continuités populaires » développées par les habitants qui cherchent à maintenir leur présence en centre ancien malgré les déplacements résidentiels (*Ibid.*), tandis que Nicolas Oppenchaim s'intéresse à la relation entre différents lieux d'ancrage fréquentés par les adolescents de zones urbaines sensibles (Oppenchaim 2016). Il y articule la socialisation exercée par le quartier et la socialisation exercée par les mobilités dans la définition des idéaux types, en prenant en compte les pratiques de mobilité ainsi que les modalités d'ancrage résidentiel.

1.2 Trajectoires sociales et manières d'habiter

Les manières d'habiter et d'être en ville diffèrent cependant en fonction des trajectoires sociales au sein même des classes populaires. Jean-Claude Chamboredon et Madeleine Lemaire ont ainsi analysé dès les années 1970 les effets des trajectoires résidentielles sur les rapports des habitants des classes populaires dans les grands ensembles de région parisienne (Lemaire et Chamboredon 1970). Ils ont montré que les manières d'investir le quartier et les relations entre les groupes dépendent des modifications qui ont eu lieu au cours de leur parcours de vie et de la manière dont ils se projettent dans l'avenir. L'articulation entre les conditions sociales des individus et leur contexte de résidence (raisons pour lesquelles ils se sont installés dans le quartier, spécificités du logement occupé et choix résidentiels opérés) explique les pratiques urbaines, les modes d'investissement du quartier. Dans une enquête menée par questionnaire auprès de 1700 personnes dans cinq quartiers anciens, le géographe Jean-Pierre Lévy a montré que les pratiques du quartier peuvent être vécues dans une perspective « promotionnelle » dans la mesure où elles permettent l'accès au bassin

d'emplois, ou aux commerces, et ce parfois malgré une dégradation dans les conditions du logement. Mais elles peuvent également être vécues comme « régressives » quand les individus ne trouvent pas un logement dans des conditions équivalentes au précédent (Lévy 2001, p. 22), ou que le choix est lié à un déménagement contraint (divorce, expulsion, recomposition familiale...). Le rapport aux espaces urbains n'est donc pas donné d'avance. Il n'est pas non plus circonscrit dans des espaces limités entre le lieu de résidence et le lieu de travail. Il est en revanche le produit de décisions que prennent les citoyens. Ces décisions sont plus ou moins contraintes par des déterminants sociaux ou par des facteurs socio-économiques structurels qui se déclinent différemment selon les contextes urbains.

2. La construction des idéaux types

2.1 Idéaux types et cohabitation en quartiers anciens

La méthode de l'idéal type wébérienne a été mobilisée dans de nombreux travaux qui s'intéressent aux transformations socio-spatiales des quartiers populaires de centre ancien. Les travaux de Lydie Launay et Patrick Simon soulignent notamment l'intérêt heuristique de cette méthode dans l'analyse des formes de cohabitation des différents groupes sociaux dans des beaux quartiers et dans des quartiers populaires en gentrification. Dans son travail sur les politiques de mixité sociale à Paris et Londres, Lydie Launay montre ainsi comment les habitants construisent différents rapports résidentiels en fonction de leurs positions sociales et ethno- raciales (Launay 2011). Elle définit quatre idéaux types : les « embourgeoisés » et les « décalés » dans les beaux quartiers, les « cosmopolitains » et les « déclassés » dans les quartiers populaires. Patrick Simon s'intéresse quant à lui à la gentrification du quartier de Belleville. Il utilise les idéaux types pour analyser le rapport au quartier des classes moyennes et supérieures qui s'installent dans cet ancien quartier populaire de Paris (Simon 1995). Pour les « multiculturels », premier idéal type, les raisons de l'installation dans le quartier reposent sur une attirance pour les univers populaires. Cela les amène à valoriser ces univers et à s'engager pour éviter les déplacements des habitants de milieux populaires. Les « transplantés », deuxième idéal type, ont un profil social semblable aux multiculturels, mais ils se sont installés à Belleville du fait des modes d'attribution de logements sociaux ou parce qu'ils n'avaient pas accès à d'autres quartiers du fait du prix du foncier. Patrick Simon montre que les perceptions du cosmopolitisme des « transplantés » n'ont rien à voir avec celles des « multiculturels ». Ce qui motive les « transplantés » n'est pas l'animation du quartier, mais les conditions de logement optimales ; ils considèrent leur environnement direct comme un lieu inhospitalier qui ne correspond pas à leurs attentes.

2.2 Méthode mobilisée : au croisement des trajectoires sociales et des pratiques et représentations urbaines

L'analyse conduite ici m'a amenée à construire quatre idéaux types en croisant deux dimensions : celle des trajectoires résidentielles et sociales des enquêtés d'une part, et celle de leurs pratiques urbaines et de leurs représentations du quartier de centre ancien d'autre part. La première dimension, concernant les trajectoires sociales et résidentielles, permet de prendre en compte les déterminants sociaux, notamment l'origine sociale des parents, leur situation dans les différents segments des classes populaires et le parcours d'immigration de la famille. La situation dans le temps de la jeunesse -entrée ou sortie de la jeunesse- ou le genre des enquêtés conduisent à complexifier certains idéaux types. Les trajectoires résidentielles des enquêtés et leur rapport au logement ont également été intégrés pour mettre en évidence leur influence sur les manières d'habiter en centre ancien. En effet, l'installation plus ou moins récente ou la permanence résidentielle dans le quartier, le type de logement habité, ou les déménagements vécus ainsi que le temps passé et l'investissement de l'entourage du lieu de résidence influencent les rapports au quartier et les représentations que les citoyens en ont. En fonction des trajectoires sociales et résidentielles, le quartier est considéré tantôt comme une base, tantôt comme une étape ou un aboutissement, et les perceptions de l'installation ou du déménagement diffèrent d'un enquêté à l'autre en fonction de ces variables. La manière dont les enquêtés se projettent dans l'avenir a également été mobilisée pour compléter l'entrée par les trajectoires.

La deuxième dimension concerne les pratiques urbaines et les représentations du quartier de centre ancien : quelles représentations générales les enquêtés ont-ils du quartier et comment le qualifient-ils ? Sur quels critères leur légitimité à fréquenter le quartier et/ou à continuer de le fréquenter malgré les changements urbains se construit-elle ? Quelles pratiques urbaines et quels types de sociabilité développent-ils ? De ce point de vue, les pratiques urbaines analysées concernent d'une part celles qui se déroulent au sein du quartier (rythme et intensité de fréquentation, diversité et types de lieux pratiqués, types de relations établies dans et en dehors du groupe de pairs, etc.). Elles concernent aussi celles qui adviennent en dehors du quartier, en s'interrogeant sur la place du quartier de centre ancien dans le système de lieux fréquentés.

3. Quatre manières d'habiter en centre ancien

Dans un contexte de transformations socio-spatiales, quel rôle joue la centralité urbaine dans les trajectoires des jeunesses populaires ? Après avoir situé les caractéristiques des trajectoires sociales et urbaines des jeunes enquêtés, les quatre idéaux types présentés ci-après et détaillés au cours du chapitre explorent trois dimensions analytiques : leurs représentations du quartier ; les raisons de leur présence dans le quartier, les stratégies développées pour maintenir une présence en centre ancien et les moyens de construire leur légitimité dans un quartier qui se transforme ; leurs pratiques du quartier dans un mode d'inscription urbain plurisitué.

Les « installés » correspondent à la fraction des jeunesses populaires précaires immigrée depuis deux ou trois générations qui est restée vivre en centre ancien. Les « installés » sont pour la plupart adolescents. La centralité urbaine est pour eux une centralité populaire : elle renvoie à une représentation du quartier positive, alliée à l'idée d'un espace protecteur et d'une « ambiance pluraliste » (Milliot 2013). La permanence des « installés » en centre ancien est fortement contrainte par le contexte du marché du logement locatif privé et du parc de logements sociaux, mais ils s'en accommodent avec des stratégies résidentielles familiales. Ils construisent leur légitimité à rester en centre ancien grâce à l'ancienneté familiale sur ce territoire (plusieurs générations dans le quartier) et à leurs relations familiales. Leurs pratiques urbaines se tissent selon un système en archipel, essentiellement dans les espaces populaires du quartier ou des quartiers populaires alentour. Au sein du quartier, ils ont peu de contacts avec les personnes d'autres milieux sociaux.

Les « de retour » partagent l'expérience d'un déplacement résidentiel hors du quartier, choisi pour certains (les parents ayant pu accéder à un meilleur logement dans un autre quartier), subi pour d'autres (lié à l'âpreté du marché du logement à Barcelone et aux politiques de logements sociaux à Paris). Il s'agit de lycéens ou de jeunes adultes, bénéficiant d'une autonomie dans leurs pratiques urbaines. Les « de retour » ont une image positive du quartier et souhaitent revenir dans le quartier de centre ancien pour sa centralité populaire protectrice. À cela s'ajoute la recherche du bénéfice de la mixité sociale et urbaine permise

par le centre-ville, d'autant plus importante pour les jeunes adultes qui se situent dans un moment d'entrée sur le marché de l'emploi. Leurs pratiques urbaines sont polarisées entre le quartier de résidence qu'ils investissent peu et le quartier de centre ancien dans lequel ils passent la plupart de leur temps. Là, ils développent des pratiques entre le maintien de sociabilités populaires et l'ouverture à des espaces où fréquenter d'autres milieux sociaux. Le retour ou la permanence dans le quartier d'origine malgré les déménagements s'appuie alors sur des stratégies de scolarisation et d'organisation du temps libre pour les lycéens, et sur le soutien des structures jeunesse pour les jeunes adultes. Ce processus est renforcé dans les deux cas par un ancrage familial dans le quartier.

Les « arrivés » correspondent aux jeunesses populaires ayant immigré enfant et s'étant récemment installées en centre ancien. Il s'agit pour la plupart d'enquêtés barcelonais. Ils sont pour la plupart adolescents ; certains sont plus âgés, mais ne se projettent pas dans l'âge adulte. Leur situation résidentielle est plus précaire que celle des « installés » ou des « de retour », ce qui peut s'expliquer par leur arrivée plus récente dans le pays. Pour eux, la centralité urbaine est une centralité cosmopolite qui est vue positivement, car elle leur permet d'opérer la synthèse entre leur communauté d'origine et la société d'accueil. Leur légitimité dans le quartier dépend en partie des politiques urbaines, comme les politiques « d'interculturalité » à Barcelone, et du rôle des structures de jeunesse, à Paris comme à Barcelone. Leurs pratiques urbaines dans le quartier allient des sociabilités populaires et immigrées associées à la recherche de sociabilités éphémères avec d'autres groupes sociaux. Ils fréquentent les centres commerciaux ou les lieux touristiques de différents quartiers de la ville, à la recherche d'un mode de vie global qui s'appuie sur les modes de consommation de masse.

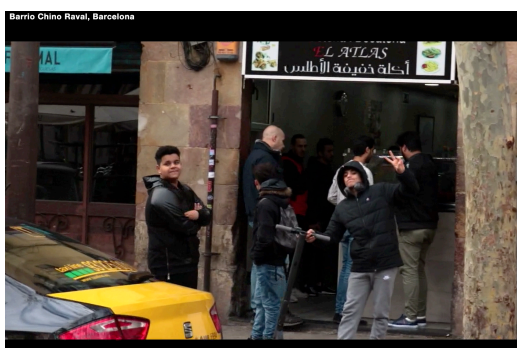
Enfin, le type « de passage » renvoie aux enquêtés qui ont une vision négative du quartier et qui projettent d'en partir. Les « de passage » font pour la plupart partie des jeunesses populaires dont les parents ou grands-parents ont immigré et se sont installés à La Chapelle ou dans le Raval. Ils se situent dans le temps de sortie de la jeunesse, et ont des projections de mobilité sociale ascendante. Pour les « de passage », la centralité urbaine est une centralité transitoire, qui leur permet d'accéder à un ailleurs qu'ils espèrent meilleur. Ils ne cherchent pas à légitimer leur présence dans le quartier, et leurs pratiques urbaines sont caractérisées

par des sociabilités sélectives de leur environnement proche et des pratiques en dehors du quartier correspondant à une quête de l'ailleurs.

Del « barrio chino » al Raval



Dans cette vidéo, Abde, Didac, Achraf, Kevin, Saray et Marina expliquent le regard qu'ils portent sur les transformations de leur quartier. Ils intègrent les récits produits par les générations antérieures sur les transformations du « *barrio chino* » et parlent de leur rapport ambivalent aux opérations de transformation urbaine qui attirent une nouvelle population dans le quartier. Ils décident alors de filmer le Kebab Atlas, « lieu de rencontre » et de sociabilités populaires au cœur de la rambla du Raval.



Captures d'écran de la vidéo réalisée par Abde, Didac, Achraf, Kevin, Saray, Marina et Bonjovi.

Vidéo 3. "Du quartier Chino au Raval", à propos des transformations du quartier.

3.1 Les « installés » : centralité populaire et pratiques urbaines en archipel

Les installés ont tous un lieu de résidence dans le quartier. Ils appartiennent à une des fractions des jeunesses populaires les plus précaires. Il s'agit d'enfants de parents ou de grands-parents d'immigrés ou de groupes ethniques marginalisés, n'ayant pas eu la possibilité de quitter le quartier, comme ont pu le faire d'autres familles de milieux populaires ayant plus de ressources. À Barcelone, les « installés » sont pour la plupart de petits-enfants d'ouvriers immigrés des régions pauvres d'Espagne dans les années 1960-1980, ou appartiennent à la communauté gitane. À Paris, la grande majorité des enquêtés s'inscrivent dans le groupe des « installés ». Enfants ou petits-enfants d'ouvriers immigrés de pays du Maghreb ou d'Afrique Subsaharienne. L'accession à un logement social ou le fait qu'un membre de la famille bénéficie d'un bail ancien à Barcelone, ou l'obtention d'un logement social dans le parc HLM à Paris constitue un filet de sécurité dans des trajectoires sociales incertaines. Les « installés » se situent pour la plupart dans l'entrée dans la jeunesse, jeunes lycéens ou adolescents déscolarisés.

3.1.1 « Tout le monde se connaît » : espace protecteur et ambiance pluraliste

Les « installés » mettent en exergue l'expérience positive du fait de vivre dans un quartier populaire. Cette dernière constitue souvent un moyen de mettre à distance les multiples discriminations auxquelles ils sont confrontés. Le quartier constitue alors une base, un ancrage dans leur trajectoire. Ils projettent de rester y vivre dans l'avenir et imaginent difficilement d'autres options. Le sentiment de solidarité et d'entraide entre les habitants nourrit leurs représentations, comme l'explique Ahmid, 14 ans, qui vit au Raval et dont les parents sont arrivés en Espagne depuis le Maroc avant sa naissance :

« Desde siempre el Raval ha sido muy...
Muy humilde, nos conocemos entre todos,
es un barrio familiar. »

« Le Raval a toujours été un quartier très...
humble. On se connaît tous, c'est un
quartier familial. »

La représentation positive du quartier est souvent associée à l'idée d'un espace protecteur dans un contexte où les garanties en termes de logement et d'accès à l'emploi sont réduites. Kadiatou, qui vit dans un logement social dans une cité du 19^e arrondissement de Paris et dont la famille attend depuis des années un logement plus grand et qui ne soit pas insalubre, explique qu'elle vit la forte interconnaissance comme sécurisante :

« Pour moi c'est agréable. On est soudés. C'est tout ! En gros, partout, on se connaît. [...] Si t'as besoin de quelque chose tu peux demander aux voisins *etcetera*. ».

Maria, qui vit dans un logement social municipal dans le Raval depuis son enfance, voit positivement le fait de connaître des gens depuis qu'elle est petite :

« Esto en verdad es bueno, porque si conoces a la gente de toda la vida, pues sabes quién es, sus padres, sus madres, si tienes algún problema con... yo qué sé que la niña se ha ido y no aparece, pues... Sabes a quién hablarle y todo, sabes. »

« Ça je trouve que c'est bien, parce que si tu connais les gens depuis toujours, bah tu sais qui ils sont, qui sont leurs pères, leurs mères, si tu as un problème avec... je ne sais pas moi, par exemple qu'une gamine est partie et n'est pas revenue... Bah tu sais avec qui parler, et tout. »

Pour autant, la perception positive des relations d'interconnaissance ne renvoie pas uniquement à un entre-soi. Dans le discours des « installés », cette interconnaissance intègre la diversité des classes populaires et immigrées qui vivent dans leur quartier. Ils valorisent ainsi un esprit de quartier qui repose sur une ambiance animée de la rue et un sentiment de convivialité. Ils apprécient la diversité ethnoraciale des classes populaires et la tolérance réciproque. À Paris, Yacine rappelle ainsi :

« On est mixtes de ouf ! Par rapport aux origines... On est tous mélangés et on s'en fout. Toutes les origines, tout le monde peut s'intégrer. Je pense que c'est un truc propre à Paris. Surtout le 18^e, c'est ce qui fait son charme. Personne n'est rejeté pour sa couleur de peau ou ses origines... ».

Jaime, un lycéen de 15 ans inscrit dans un lycée professionnel du Raval, apprécie également cette diversité d'origines.

« El barrio? Pues cuando vives aquí y lo ves desde aquí, está muy tranquilo. O sea, un barrio como familiar, ¿sabes? Es el único

« Le quartier ? Quand tu vis ici et tu le vois de l'intérieur, c'est très tranquille. C'est un quartier familial, tu vois ? C'est le seul

barrio dónde hay diferentes razas: pakistanís, urdús, chinos, japoneses, franceses, italianos, españoles, marroquís, gitanos, y no se discrimina a nadie. ¿Hay barrios en los que si eres gitano... no puedes pasar por aquí, sabes? Aquí no. Yo soy gitano moro y yo paso por aquí y nadie me dice nada. Yo vivo muy tranquilo por el barrio, yo voy con el móvil hasta en la mano... [...] Porqué es mi barrio, yo soy de aquí y tengo seguridad, y si tengo algún problema pues tengo gente que me puede ayudar. »

quartier où il y a différentes races : Pakistanais, Ourdous, Chinois, Japonais, Français, Italiens, Espagnols, Marocains, gitans, et personne n'est discriminé, tu vois ? Il y a des quartiers où si tu es gitan tu ne peux pas passer à certains endroits. Ici, non. Moi je suis gitan, je passe par ici et personne ne me dit rien. Je vis très tranquillement dans le quartier, je me promène même dans la rue avec mon portable dans la main. [...] Parce que c'est mon quartier, je suis d'ici et je me sens en sécurité, et si je rencontre un problème il y a des gens qui peuvent m'aider ».

Dans son discours, il mentionne également des français, japonais, italiens, faisant indirectement référence aux profils d'une « gentrification transnationale » (Cocola-Gant et Lopez-Gay 2020) proprement barcelonaise, avec des touristes, des étudiants étrangers résidant temporairement dans le quartier, ou des cadres qui travaillent en télétravail pour des multinationales Nord-européennes. Dans son discours, la pluralité ethnoraciale est dénuée d'une lecture en termes de rapports sociaux de classe.

3.1.2 « Soy de aquí de toda la vida » : une permanence résidentielle contrainte

« Je vis ici depuis toujours ». Les « installés » ont en commun de résider depuis longtemps dans le quartier, puisqu'ils y ont passé leur enfance et leur adolescence. Ils ne projettent pas d'en partir, parfois par choix, mais également parce que la perspective de la décohabitation du domicile familial leur semble difficile du fait de l'augmentation des prix du logement locatif et des difficultés d'accès à un logement social (à Barcelone, le parc de logements est extrêmement réduit, et à Paris les listes d'attente sont très longues). Leur souhait de rester vivre dans le quartier témoigne dans le même temps de ce qu'Olivier Schwartz nomme, en faisant référence à Pierre Bourdieu, « un quasi-ajustement des espérances subjectives aux chances objectives » (Schwartz 2011, p. 16).

Lorsque la présence dans le quartier répond à un choix de la part de la famille, des stratégies de permanence résidentielle sont mises en place. Dans la capitale catalane, cette permanence résidentielle n'est pas toujours liée à leur principal lieu de résidence, mais parfois à celui d'un

des parents en cas de divorce, ou des grands-parents chez qui ils sont amenés à séjourner. La continuité dans le quartier est la plupart du temps vécue comme un acquis lorsque la famille bénéficie d'un logement social, les enquêtés issus des premières générations d'immigration interne, dont les grands-parents ouvriers ont immigré d'une autre région d'Espagne vers la fin des années 1960. Au fil des générations, ils ont pu accéder à un logement social ou bénéficient d'un appartement dont le loyer est encadré par des baux anciens. À Paris, ils ont pour la plupart vécu dans le même logement social depuis qu'ils sont enfants, et, dans tous les cas, n'ont pas connu de déménagement en dehors du quartier. Nombreux sont ceux qui déclarent avoir « toujours vécu là », ne questionnant pas leur permanence résidentielle dans le quartier. Pour les plus grands, cette continuité résidentielle se traduit aussi par leur démarche de s'inscrire dès leurs 18 ans dans le fichier des demandeurs de logements sociaux, dans l'espoir d'obtenir un jour un logement social dans leur arrondissement. La possibilité d'une décohabitation en accédant à un logement en location dans le parc privé à Paris n'est jamais mentionnée dans les entretiens : cette option apparaît inenvisageable au vu des prix du marché locatif dans la capitale parisienne.

Les « installés » mobilisent des registres de légitimité variés pour justifier leur présence dans le quartier. Ils articulent souvent une légitimité « temporelle » à une légitimité « familiale ». La première se réfère à l'ancienneté, consistant à dire qu'ils habitent ici depuis longtemps. Ces déclarations sont empreintes de performativité, comme pour assurer symboliquement une permanence en ville qui n'est pas garantie. La légitimité « familiale » est quant à elle liée à un ancrage générationnel de la famille ou à la présence de plusieurs membres de la famille dans le quartier. Les « installés » s'inscrivent alors dans la continuité des représentations familiales et justifient leur permanence dans le quartier à travers les choix familiaux. Aïssata, qui vit dans un logement social à côté du métro Crimée dans le 19^e arrondissement fait ainsi référence à son père en parlant de son attachement au quartier : « J'aime trop mon quartier et de toute façon mon père il ne veut pas partir non plus ».

3.1.3 Des pratiques urbaines en archipel

Les modes d'inscription urbaine des « installés » sont caractérisés par un ancrage fort dans le quartier et une circulation entre plusieurs quartiers populaires de centre ancien. Leur vie de quartier se construit autour d'un cercle restreint d'amis, de membres de la famille et de connaissances qui témoigne de la recherche d'un entre-soi sécurisant. Ils privilégient les sociabilités entre pairs et de proximité dans un territoire circonscrit, leur territoire de vie étant restreint à certains espaces du quartier. Maria, membre d'une famille gitane du Raval, déclare ainsi se sentir à l'aise dans le Raval et en sortir très rarement :

« Yo que mucho fuera no sé... a ver, tengo amigas fuera pero es que cómo me da pereza pues, mejor que vengan aquí, sabes ? Yo casi no me muevo del barrio. »

« Moi dehors je ne sais pas... Enfin, j'ai des amies en dehors, mais j'ai la flemme, je préfère qu'elles viennent ici, tu vois ? Moi je ne bouge presque pas du quartier. »

Ces fortes sociabilités de quartier sont illustrées par une délimitation claire des territoires et par le fait de s'approprier les lieux qu'ils fréquentent en les nommant au sein du groupe de pairs. C'est notamment le cas de certains espaces publics urbains ou de commerces populaires qu'ils investissent en petit groupe, comme le « RL » à La Chapelle, nom utilisé pour désigner les jardins Rosa Luxembourg, où ils aiment « se poser », en arrière-scène de l'esplanade Nathalie Sarraute, à l'écart des lieux de passage. Il en va de même pour le « *patatas a un euro* », une friterie de la rue Joaquim Costa connue de tous dans le Raval. Certains sont des espaces encadrés par les structures de jeunesse, comme la « *pista negra* »³⁴, un terrain de sport situé à proximité du lycée professionnel CINTRA, animé par des éducateurs de rue.

Le « triangle des Bermudes »

À l'issue du premier atelier vidéo réalisé dans le quartier du Raval, nous entamons une conversation avec les animateurs jeunesse qui assistent aux ateliers. Mari, la trentaine bien avancée, porte un sweat avec un slogan revendicatif contre les expulsions de logement. Elle a grandi dans le Raval, ce qui lui permet de tisser des liens étroits avec les « *chavales del barrio* » (jeunes du quartier). Pablo est photographe de formation, il est originaire des Canaries et enchaîne les contrats courts dans l'animation juvénile depuis qu'il s'est installé à Barcelone il y a dix ans. Je profite de cette conversation informelle pour les interroger sur les mobilités des « *chavales* » avec lesquels ils travaillent. Pablo m'explique que « certains ne sortent pas du quartier ». Puis John, la vingtaine, ayant

³⁴ Littéralement le « terrain noir », nom qu'ils utilisent pour désigner une parcelle auparavant en friche qui a été aménagée sommairement en terrain de sport. Le terme « noir » est utilisé pour désigner le revêtement de sol en goudron provoquant une chaleur suffocante lors des tournois de football l'été.

grandi dans le Raval et travaillant comme animateur dans le projet Kan 60 Lab, entre dans la pièce. Pablo en profite pour l'interpeler : « toi quand tu étais petit, tu allais de l'autre côté de la rambla ? » John lui répond ironiquement « la quoi ? ». Mari se souvient qu'elle traversait la rambla, mais elle m'explique qu'elle n'allait que dans certains endroits qu'elle connaissait dans le quartier du Born. Ils commencent alors à parler des différents usagers des structures jeunesse, et Mari s'exclame : « Eux, c'est la génération qui ne sort pas du triangle des Bermudes ». Je lui demande à quoi correspond ce triangle des Bermudes. Elle m'explique qu'il s'agit de la place Folch i Torres, qu'ils appellent Reina Amalia, de la pista negra et d'un terrain de sport situé à une centaine de mètres de ces derniers.

Carnet de terrain, Atelier vidéo dans le Raval, 22/10/2019.

Les pratiques urbaines des « installés » ne sont donc pas diffuses dans tout le quartier, mais sont circonscrites et isolées les unes des autres. Elles s'inscrivent dans une reproduction des pratiques entre générations qui donne une épaisseur à leur ancrage territorial. C'est d'autant plus important pour des populations qui ont vécu l'immigration ou pour des collectifs discriminés comme les gitans, dont la présence est perpétuellement remise en cause. Maria explique que, lorsqu'elle s'occupe de ses frères et sœurs, elle les emmène à « Reina Amalia », nom qu'elle et ses amis donnent à la place Folch i Torres, reprenant le nom de la rue adjacente. Elle s'y retrouve avec d'autres familles autour des nouveaux aménagements pour enfants, comme lorsqu'elle était enfant :

«As veces los llevo a jugar aquí en Reina Amalia... ¡Porqué es lo que queda lo más cerca! ¡Y yo con tantos niños no me voy a recorrer el Raval! Pues se quedan allí y yo me siento y me quedo mirando, ¿sabes? Está la gente con quien se han criado, sus primos, más pequeños. Allí va todo el mundo. ¡Reina Amalia, lo conoce todo el barrio ! »

« Parfois je les emmène jouer à Reina Amalia... Tu vois, c'est ce qui est le plus proche ! Et moi avec tous ces enfants je vais pas traverser le Raval ! Ils restent là-bas, et moi je m'assoie et j'observe, tu vois ? Là-bas il y a les gens avec lesquels ils ont grandi, leurs cousins, qui sont plus petits. Tout le monde va là-bas, tu vois ? Reina Amalia, tout le quartier connaît ! »

Le quartier ne constitue cependant pas le seul espace investi par les « installés ». Ce dernier s'inscrit le plus souvent dans des territoires d'appartenance et de fréquentation élargis qui regroupent différents quartiers populaires de centre ancien. À partir du domicile, les pratiques urbaines des « installés » articulent lieu de scolarisation, fréquentation des structures jeunesse, et des espaces publics urbains et commerces circonscrits dans un

territoire élargi de plusieurs quartiers populaires de centre ancien. À Paris, Djeneba explique ainsi qu'elle aime le quartier de La Chapelle du fait de sa connexion à d'autres quartiers populaires de la ville :

« Moi je l'aime bien mon quartier parce que je trouve qu'il y a une bonne ambiance. Parce que La Chapelle c'est pas trop grand en soi, et dans le 18^e tous les quartiers sont collés, Marx Dormoy c'est à côté, Barbès c'est à côté, Marcadet c'est à côté, du coup on se connaît tous ».

Ce mode d'inscription urbaine fonctionne en archipel, les différents îlots populaires étant reliés les uns aux autres. Les enquêtés passent aisément d'un quartier à l'autre du fait de leur proximité géographique et de leur facilité d'accès, mais sont isolés des autres espaces sociaux du quartier.

3.1.4 Des pratiques différenciées selon le genre

Les représentations positives du quartier à travers la perception qu'une interconnaissance protectrice et d'une ambiance pluraliste peuvent être nuancées si on regarde plus précisément les différences de perception entre les jeunes filles et les jeunes garçons. L'interconnaissance est vécue de manière ambivalente par les filles, car cela peut supposer un contrôle auquel elles essaient d'échapper. L'expérience d'être une fille « installée » dans le quartier suppose d'être soumise au contrôle des garçons, des grands frères dans le cas de Paris. Khoumba explique ainsi qu'elle veut éviter le contrôle des frères et la réputation familiale dans son quartier, même si elle reconnaît que cette réputation la protège et lui permet de fréquenter le quartier avec ses amies.

Certaines filles expliquent être confrontées à du harcèlement de rue. L'ambiance urbaine animée et de mélange de population qu'elles apprécient par ailleurs peut aussi rendre plus difficile leur présence dans la rue. Djeneba, une lycéenne qui vit dans un logement social proche de la station de métro Stalingrad à Paris, explique ainsi :

« Il y a tout le temps des gens devant ma porte, y a beaucoup de bruit, mais bon ça va parce que je suis habituée, en fait j'aime bien, mais je ne sais pas... si je pars ça va me manquer, mais là c'est relou ».

Maria raconte quant à elle que quand elle s'installe sur un banc situé sur la rambla du Raval avec son groupe d'amies elle ne se sent pas toujours à l'aise, car elle se fait aborder par des passants :

« No me gusta mucho. Porqué son muy pesados, todos sabes ? Yo voy por las noches sabes, me siento allí. No voy sola nunca porqué madre mía... Me siento allí con las niñas, no sé a fumar, a estar allí tranquila. Y viene todo el mundo, todo el mundo ! Siempre se busca problemas... y yo no me quedo callada sabes ! A mí me están vacilando y a mí me da igual que seas español, marroquí, chino... inglés, sabes catalán, me da igual. Los payos, en plan estás aquí hablando con tu amiga, y viene uno así con la sonrisa. En plan Highs...en plan yo que sé, negros, marroquis, hasta español ! De todo ! Es que aquí hay de todos los países, aquí no tienes para quejarte ! »

« Je n'aime pas trop, parce qu'ils sont lourds, tu vois ? Moi j'y vais le soir, je m'assois là-bas. Je ne suis jamais seule parce que mon dieu... Je m'assois là-bas avec les filles, pour fumer, tranquilles. Et tout le monde vient, tout le monde ! Ils cherchent toujours des problèmes... et moi je ne me laisse pas faire, tu vois ! Ils me draguent, ça m'est égal que tu sois espagnol, marocain, chinois... anglais, que tu saches le catalan, ça m'est égal. Les mecs, en mode t'es là en train de parler avec ton amie, et ils arrivent là avec un grand sourire. Tout drogués... des Noirs, des Marocains, même des Espagnols ! De tout ! C'est qu'ici il y a de tous les pays, t'as pas à te plaindre ! ».

Pour les jeunes filles « installées », leurs pratiques dans le territoire élargi des quartiers populaires de centre ancien leur permettent ainsi de se soustraire au contrôle du quartier de résidence tout en s'inscrivant dans des espaces populaires, et ce de manière autonome.

Pour les garçons « installés », les pratiques urbaines du quartier sont souvent liées à une forme de repli, due au manque de perspectives et à des difficultés à se projeter dans des études, ou à accéder à un emploi. Le quartier devient un espace de protection dans un environnement hostile autour de l'image négative véhiculée dans les discours publics autour des jeunes garçons de quartiers populaires.

3.2 Les « de retour » : centralité mixte et pratiques urbaines polarisées

Les « de retour » partagent l'expérience d'un déplacement résidentiel hors du quartier. Certains appartiennent à la fraction des classes populaires ayant eu la possibilité de déménager dans le cadre d'une mobilité résidentielle. À Barcelone, certains parents ont parfois pu accéder à un logement social qui leur offre une protection locative et de meilleures conditions de logement, tandis que d'autres se sont appuyés sur des solidarités familiales pour quitter le quartier. Mais le déplacement en dehors du quartier peut également être subi lorsque la famille a été amenée à déménager suite à une expulsion pour non-paiement d'échéance du prêt (la *hipoteca*), ou suite à une augmentation de leur loyer. À Paris, seuls deux enquêtés s'apparentent à cet idéal type. Les deux enquêtés concernés ont dû déménager du fait des politiques de mixité sociale par l'habitat opérées à l'occasion de la réhabilitation du parc de logements sociaux situés dans le tissu ancien.

Du point de vue de la position dans le temps de la jeunesse, les « de retour » correspondent à deux types de profils. Le premier profil correspond à des lycéens, pour qui le déménagement hors du quartier est lié à la situation résidentielle de leur famille. Ils reviennent alors passer la journée dans le quartier. Le deuxième profil correspond aux jeunes adultes qui se situent dans la frange de sortie de la jeunesse. Pour eux, le déménagement hors du quartier correspond à une étape de départ du domicile familial, mais ils sont contraints de revenir vivre chez leurs parents, cette décohabitation n'étant pas définitive du fait de leurs parcours non linéaires.

3.2.1 Des représentations positives du quartier autour d'une centralité mixte

Les jeunes de cet idéal type ont une représentation positive du quartier qui est considéré comme un espace aux multiples ressources. Le regard qu'ils portent sur le quartier est souvent teinté d'une nostalgie de l'enfance et de l'adolescence, et d'une reconnaissance de ce que leur a apporté le quartier. Ils apprécient d'une part la mixité sociale et ethnoraciale du quartier, qu'ils voient comme une opportunité, et qui est moins présente dans le quartier où ils résident au moment de l'enquête pour ceux qui ont déménagé ou dans le quartier où ils avaient vécu

avant de revenir. Ils sont critiques vis-à-vis de l'arrivée de nouveaux groupes sociaux plus aisés dans le quartier, qu'ils rendent responsables de leur déplacement dans un autre quartier. Ils associent ces derniers aux difficultés qu'ils auront à se réinstaller dans ce quartier. Anna, une lycéenne de 16 ans qui a dû déménager avec sa famille dans l'arrondissement périphérique de *Nou Barris*, observe également un délitement des univers de vie populaires dans son quartier d'origine :

« Lo que a mí me parece bueno del Raval es que ves muchas diferencias culturales y lo que ves por Nou Barris es que todos son catalanes o que... se ve que todos son de aquí. [...] Ahora no ves como a tantas familias... no sé, vas por el Raval y ya no ves como familias que van juntas...ves a cada uno que va a su rollo, ves así a personas aleatorias, o sea, muy diferentes cada una de razas y de todo pero... no ves como a familias que viven ahí. »

« Ce que j'apprécie du Raval c'est qu'il y a plein de différences cultures, alors qu'à Nou Barris il n'y a que des catalans... qu'ils sont tous d'ici. [...] Maintenant on ne voit pas tant de familles... Tu vas dans le Raval et tu ne vois plus les familles qui se promènent ensemble. Chacun va de son côté, tu vois des gens de manière aléatoire, enfin... Il y a beaucoup de différences de races et tout, mais... Tu ne vois pas de familles qui vivent là. »

3.2.2 Ancrage familial, densité associative et accès aux services publics

Le caractère dynamique du quartier motive leur retour et le fait qu'ils continuent à fréquenter leur quartier d'origine. Les lycéens reviennent passer la journée dans le quartier pour bénéficier de la densité du tissu associatif ou de l'accès aux centres d'études supérieures pour ceux qui projettent de poursuivre leurs études. Revenir ou maintenir des liens dans le Raval ou à La Chapelle permet aux jeunes adultes qui ont déménagé hors du quartier de bénéficier des relations qu'ils ont tissées avec le réseau de soutien des structures jeunesse. Ils construisent ainsi leur propre réseau professionnel dans un contexte où l'accès à l'emploi est difficile et fonctionne souvent par cooptation. Ils peuvent également bénéficier des politiques de jeunesse et d'accès à l'emploi mises en place dans les quartiers de la politique de la ville (en France) ou du *Pla de barris* (en Espagne). C'est le cas de John à Barcelone, 24 ans, dont les grands-parents s'étaient installés dans le Raval, et qui y a grandi avec ses frères et sœurs, élevé par sa mère. À ses 20 ans, il déménage pendant un an dans l'*Eixample* chez son oncle pour « *cambiar de aire* » (changer d'air), à un moment où il commence à travailler comme

animateur dans différentes structures et projets d'animation socioculturelle du Raval (terrains de sports, ateliers de Rap...). Très investi dans le tissu associatif, son parcours est reconnu et validé par les professionnels de l'éducation qui travaillent dans le quartier et le soutiennent dans ses projets. En 2019, il se réinstalle chez sa mère dans le Raval pour économiser des frais de loyer qu'aurait supposé un emménagement dans une colocation avec d'autres étudiants. Il souhaite également se rapprocher du lycée, s'étant réinscrit au lycée *Mila i Fontanals* pour passer un baccalauréat artistique. Cette nouvelle filière, réalisée en deux ans, attire de nombreux étudiants d'autres quartiers. Il compare l'ambiance urbaine de l'*Eixample* avec celle du Raval, et relativise la mauvaise réputation du quartier en insistant sur les réseaux de solidarité et la densité du tissu associatif :

« Me di cuenta de que el Eixample es un barrio en el que hay como más vida también de noche. Durante el día, al haber pocos parques, pocas entidades sociales como tal, pues no... no hay tanto movimiento por lo menos de jóvenes. Y es más como un barrio muchas veces de paso. En el Raval es diferente. En el Raval hay un montón de movimientos sociales, y siempre ves gente en la calle. »

« Je me suis rendu compte que l'Eixample c'est un quartier où il y a pas mal de vie nocturne. Mais pendant la journée, comme il y a peu de parcs et d'associations... il ne se passe pas grand-chose, en tout cas pour les jeunes. C'est plus un quartier de passage. Dans le Raval c'est différent. Dans le Raval il y a vachement de mouvements sociaux, et il y a toujours des gens dans la rue. »

Le retour dans le quartier d'origine est facilité par l'ancrage familial, qui lui permet de revenir dans le quartier passer la journée ou résider temporairement après une première décohabitation. Anna explique par exemple qu'elle va manger chez sa grand-mère le midi, ce qui constitue un point de chute dans les heures creuses du lycée. John ou Farid font quant à eux le choix de revenir vivre chez leurs parents après avoir vécu en dehors du domicile familial. Le retour chez les parents leur permet d'économiser dans les périodes de reprise d'étude ou de reconversion professionnelle.

3.2.3 Des pratiques urbaines polarisées

Pour les lycéens ayant dû déménager, leurs pratiques fonctionnent selon un système polarisé qui sépare le lieu de résidence des pratiques urbaines du quartier d'origine. Il est caractérisé

par un ancrage fort au Raval et à La Chapelle, qui peut être lié au maintien du lieu de scolarisation, à une affiliation à certaines structures jeunesse qu'ils continuent de fréquenter, ou à des attaches familiales. Le quartier constitue leur espace de vie primaire dans un territoire d'appartenance plurisitué. L'organisation de leurs différents espaces de vie fonctionne de manière compartimentée. Anna explique qu'après avoir déménagé dans l'arrondissement de *Nou barris* situé à l'extrémité d'une ligne de métro, elle organise sa vie quotidienne selon une division du temps familial, scolaire et de loisir. Son rapport au quartier de *Can Peguera* où elle vit se limite à une activité sportive (elle fréquente un club de basket près de chez elle) et au temps passé au sein du domicile avec le reste de la famille :

« Me despierto por la mañana y voy para el Raval, y ya está. Me quedo todo el día aquí, estudio en el casal, todo, y a las 20h voy para Nou barris» [...] Yo solamente lo que es la vida en la casa, cenar y dormir, y estar ratos con la familia mirando la tele. »

« Je me réveille le matin et je vais dans le Raval, et puis c'est tout. Je reste toute la journée ici, je fais mes devoirs dans l'espace jeune, tout ça, et à 20 h je vais à Nou Barris. [...] « Moi dans le quartier où j'habite je ne fais que la vie de la maison : dîner, dormir, rester un moment avec la famille à regarder la télé. »

À 16 ans, Marvin, lycéen qui réside dans le quartier du Born après avoir vécu plusieurs expulsions de logements, continue de déclarer qu'il vit « *desde pequeño en el Raval* » (« Je vis dans le Raval depuis que je suis petit. ») malgré son déplacement résidentiel. Il bénéficie d'un ancrage familial dans le quartier grâce aux logements qu'occupent sa grand-mère et son père. Il décrit une vie quotidienne qui fonctionne selon une division spatio-temporelle et une segmentation des pratiques entre temps de scolarisation, temps libre et temps partagé dans la sphère familiale.

Pour les jeunes adultes ayant vécu une première phase de décohabitation, cette polarisation est présente lorsqu'ils résident en dehors du quartier, à l'image de John qui, dans la période où il réside chez son oncle dans le quartier de l'*Eixample*, passe sa journée dans le Raval.

Ces pratiques urbaines constituent autant d'arrangements temporaires pour maintenir leur présence dans le centre et bénéficier des ressources de la centralité. Bien qu'ils projettent de

revenir y vivre quand ils seront adultes, les lycéens n'en ont aucune garantie, comme l'explique Anna, qui est prête à faire des compromis pour rester dans le centre :

« Si ahora fuera mayor y tuviera una estabilidad, tuviera que buscar piso... Si encontrara piso en el Raval, pues perfecto, la verdad. Encima estaría cerca de los que conozco. Y si encontrara un piso en Nou Barris también perfecto. [...] A ver, así idealizado, me gustaría vivir en el Gòtic, porque también está en el centro, pero en la parte pija, y es tranquilo a la vez que está céntrico. Y allí no te encuentras tantos problemas por la calle ni tanta suciedad. Pero también estas cerca de los que conoces, estás cerca del Raval, estás cerca de las tiendas y todo... »

« Si j'étais adulte et que j'avais une certaine stabilité, si je cherchais un appartement... Si je trouvais un appartement dans le Raval, ça serait parfait en fait. En plus je serais proche des personnes que je connais. Et si je trouvais un appartement à Nou Barris, ça serait parfait aussi. [...] En fait, de manière idéale j'aimerais vivre dans le quartier Gothique, parce que c'est aussi dans le centre, mais dans la zone chic, et c'est à la fois central et tranquille. Là-bas il n'y a pas tant de problèmes dans la rue ni tant de saleté. Et en plus tu es proche des gens que tu connais, proche du Raval, des magasins et tout... »

3.3 Les « arrivés » : centralité immigrée et pratiques urbaines cosmopolites

Les « arrivés » correspondent aux jeunes populaires se situant plutôt dans le temps de sortie de la jeunesse, qui ont immigré enfant et se sont récemment installées en centre ancien. Ils sont plus nombreux parmi les enquêtés barcelonais, correspondant aux populations ayant immigré récemment. À la différence des « installés » qui bénéficient d'une permanence résidentielle longue dans le quartier, les « arrivés » ont vécu plusieurs étapes résidentielles, marquées par l'incertitude et le caractère temporaire. Ils projettent de rester vivre dans le quartier, tout en souhaitant une amélioration de leurs conditions de logement.

Les « arrivés » ont le souvenir de leur enfance dans leur pays d'origine auquel s'ajoute l'expérience de la migration et les premières étapes résidentielles temporaires avant de s'installer dans le quartier de centre ancien. Dans le cas de Paris, l'installation dans le quartier correspond à l'attribution d'un logement social. Elle concerne seulement un ou deux enquêtés, la grande majorité étant nés en région parisienne quand leurs parents avaient déjà bénéficié d'un logement social. À Barcelone, les situations résidentielles sont plus diverses et précaires, plusieurs d'entre eux ayant vécu des expulsions suite à la crise de 2008. Ils parviennent à rester en centre ancien entre logement locatif privé et sous-locations grâce aux réseaux de soutien de la communauté immigrée.

3.3.1 « En el barrio hay todo » : l'aboutissement d'un parcours migratoire

« Dans le quartier il y a tout ». Les « arrivés » ont une représentation positive du quartier dans la mesure où l'installation dans le Raval ou à La Chapelle répond à leurs attentes concernant leur intégration dans la ville. Elle constitue l'aboutissement d'un parcours migratoire, et ils y trouvent une voie intermédiaire qui leur permet de maintenir des sociabilités immigrées avec la communauté d'origine tout en ayant accès à la ville centre et à ses services.

Le quartier de centre ancien devient alors pour les « arrivés » un point d'ancrage dans la ville qui est perçu en contraste avec les étapes précédentes. Ces représentations positives du quartier de centre ancien s'élaborent en contraste avec les quartiers situés en périphérie dans

lesquels certains ont vécu auparavant, ou dans lesquels vivent d'autres membres de leur famille et dont ils souhaitent se différencier.

C'est le cas d'Amrit qui a mal vécu le séjour dans un quartier résidentiel péricentral de Barcelone avant que sa famille ne trouve un logement dans le Raval :

« No había nada en Alfons X. Era un sitio bastante deprimente. Porqué era la montaña subiendo y estábamos allí... bastante solo. En este edificio había pisos que estaban deshabitados y había muy poca gente y... si era raro. »

Il n'y avait rien à Alfons X. C'était un endroit assez déprimant. Parce que c'était dans les collines et on était... assez seuls. Dans l'immeuble il y avait plusieurs appartements vides et il y avait peu de monde, c'était bizarre. »

Les « arrivés » apprécient l'ambiance urbaine cosmopolite du quartier de centre ancien qui se situe à mi-chemin entre le pays d'origine et la société d'accueil. Aminata se souvient par exemple de l'ambiance du 11^e arrondissement de Paris, où elle a vécu temporairement avant que sa mère n'obtienne un logement social dans le 18^e arrondissement. Elle décrit le contraste entre son expérience de ce quartier de faubourg situé dans le centre de Paris dont l'embourgeoisement est bien engagé et le quartier de La Chapelle :

« Dans le 11^e c'était dans un quartier calme, c'était vraiment calme, il n'y avait personne avec qui sortir, il ne fallait pas faire de bruit, quand on était petites on aimait bien sortir devant la porte, jouer à la bombe, on faisait des jeux et à chaque fois il y avait des voisins qui se plaignaient. Parce qu'il y avait beaucoup de personnes âgées, on ne pouvait pas faire beaucoup de bruit par rapport au 18^e ... ».

Mais le motif principal pour lequel les « arrivés » apprécient de vivre dans le quartier de centre ancien est la centralité urbaine comme moyen d'accès à une citadinité anonyme et globale. Ce qui les motive n'est donc pas tant que « tout le monde se connaisse » comme c'est le cas des « installés », mais plutôt que dans leur quartier « il y a tout ». Ils apprécient de pouvoir accéder au bassin d'emploi, à une plus grande diversité commerciale (alliant les grandes zones commerciales de centre-ville et la diversité des commerces alimentaires locaux), ou aux équipements culturels de renommée métropolitaine ou internationale. Amrit se dit satisfait de vivre dans le centre, à proximité de tout et notamment des équipements culturels :

« Para mí es muy cómodo ir a alguna parte desde allí, porque está en el centro de todo y... Esta al lado de la Rambla, está al lado del MACBA, de todo. Me caen las piezas bien desde allí.»

« C'est très pratique pour moi, pour aller où que ce soit, c'est au centre de tout. C'est à côté de la rambla, c'est à côté du MACBA, de tout. Tout s'articule bien. »

Pendant l'année durant laquelle il a arrêté ses études en attendant de trouver une filière qui lui convienne, Shani travaille comme serveur dans un bar situé dans le Raval qui sert principalement des touristes, ce qui lui permet de compléter le budget mensuel familial. Il se souvient de la période où sa famille et lui vivaient dans le quartier de Zona Franca et apprécie les possibilités d'accès aux commerces dans le Raval :

«Allí está bien, tranquilo, pero no había tantos supermercados por así decirlo. Por ejemplo, quieres comprar un pescado, pero no quieres el típico de supermercado de la bolsa, lo quieres natural, o sea digo fresco, y aquí tienes La Boquería aquí delante, vas coges y te lo llevas a casa.»

« Là-bas c'est bien, tranquille, mais il n'y avait pas autant de supermarchés. Par exemple, si tu veux acheter du poisson, mais que tu ne veux pas acheter le poisson classique de supermarché, que tu veux qu'il soit frais : ici tu as le marché de la Boquería juste en face. Tu y vas, tu prends le poisson et tu rentres chez toi. »

Les « arrivés » apprécient également la plus grande mixité sociale et ethnoraciale des quartiers de centre ancien à la différence d'autres quartiers périphériques où la ségrégation est plus importante. Aminata, qui se rend régulièrement chez sa tante à Saint-Denis, critique l'entre-soi trop enfermant et le manque d'accès à l'anonymat de certains quartiers de banlieue :

« Là-bas tout le monde se connaît, c'est le village. [...] Voilà, c'est enfermé, un peu. Là où ma tante habite, c'est vraiment une cité enfermée. Alors qu'ici on peut rencontrer des gens de partout. »

Richard compare quant à lui le quartier du Raval avec celui de la Mina, un quartier d'habitat social stigmatisé situé en périphérie de Barcelone. Il pointe notamment l'importante ségrégation ethnique des membres de la communauté gitane et considère que les difficultés sociales du Raval sont moindres par rapport au quartier de la Mina :

« El Raval vive mucha gente, la Mina es un sitio aislado lleno de gitanos... También viven otras etnias, pero allí te sientes más inseguro porque no hay tanta gente que pueda mirarte.»

« Dans le Raval il y a beaucoup de monde, alors que la Mina c'est un endroit isolé où il n'y a que des gitans... Il y a aussi d'autres ethnies, mais là-bas tu te sens moins en sécurité parce qu'il n'y a pas tant de monde qui te voit.»

3.3.2 Accommodements résidentiels pour rester dans le centre

L'installation dans le Raval répond au choix de la centralité urbaine permettant aux parents d'accéder au bassin d'emploi de la ville centre tout en étant à proximité de personnes de leur communauté d'origine. Cette proximité leur permet, grâce aux solidarités immigrées, d'accéder à un logement, mais également de bénéficier du soutien d'associations communautaires ou de culte, faisant écho aux centralités immigrées décrites par les sociologues Khélifa Messamah et Jean-Claude Toubon dans le quartier de la Goutte d'Or à Paris à la fin des années 1980 (Messamah et Toubon 1990). Shani, qui est né au Bangladesh et dont le père exerce comme imam dans la mosquée du Raval, justifie le choix de sa famille de s'installer dans le Raval après avoir vécu dans le quartier périphérique de Zona Franca. La famille vit d'abord dans un appartement vétuste de 40 m², puis s'installe *carrer Carretes* dans l'appartement qu'un oncle avait acheté quelques années auparavant avant de partir vivre en Angleterre :

« Hay muchas mezquitas y también hay más gente de nuestro país aquí. Por eso mi padre, mis padres decidieron que era mejor vivir aquí.»

« Il y a beaucoup de mosquées, et puis il y a plus de gens de notre pays ici. C'est pour ça que mon père, que mes parents ont décidé que c'était mieux de vivre ici. »

L'accès à un logement se fait à Barcelone à travers le parc de logements locatifs privés des immeubles anciens, s'appuyant sur des solidarités immigrées. Ainsi, Amrit et sa famille ont trouvé un appartement en location *carrer Hospital* après avoir vécu dans le quartier péricentral d'*Alfons X*. Il est conscient des sacrifices que suppose le fait de vivre dans le Raval en termes de conditions de logement. Ses parents sont en effet contraints de sous-louer une

chambre de leur appartement vétuste à des amis de la famille pour payer les augmentations de loyer. Il commente l'intérêt qu'il trouve à résider dans la vieille ville de Barcelone malgré la précarité du marché locatif privé dans le Raval :

« Es muy jodido, además para mi porqué como... he tenido que cambiar en plan tantos sitios pues... As veces me gusta decir un sitio en plan « esta es mi casa » ! Luego después de un rato pues tienes que marcharte y duele sabes... Y no sé ahora en el piso, ahora me gusta bastante, tiene buena ubicación... Y si, está super conectado con todo y me gusta mucho. »

« C'est vraiment compliqué, surtout pour moi qui... j'ai dû déménager tellement. J'aimerais bien pouvoir dire qu'un endroit est, dire « ça c'est chez moi » ! Après tu dois partir, et c'est dur tu vois... Et là notre appartement, en ce moment je l'aime bien, il est bien situé, il est très central et ça j'aime beaucoup. »

Aminata est pleinement satisfaite de la localisation de l'appartement qu'elle occupe avec sa mère, après avoir vécu chez des membres de sa famille en banlieue puis en hébergement temporaire dans le 11^e arrondissement. Cette perception positive de son logement, renforcée par la valeur symbolique que l'appartement soit situé dans un immeuble haussmannien, est cependant accompagnée d'une déception vis-à-vis du manque d'entretien de l'immeuble par le bailleur social et de la vétusté des installations dans l'appartement. Elle s'accommode de ces inconvénients et fait les démarches pour accéder à un logement social dans le même secteur géographique quand elle sera plus âgée, notamment en projection de son futur mariage.

Les « arrivés » sont parvenus à maintenir leur présence résidentielle dans le quartier au gré d'arrangements familiaux qui leur ont notamment permis de contourner les difficultés administratives d'accès à un logement alors qu'ils étaient primo-arrivants (en attendant d'obtenir un titre de séjour par exemple). Dans ce cas-là, la permanence dans le quartier n'est pas un acquis, mais s'appuie sur des solidarités familiales. À Barcelone, l'accès à la propriété des parents ou d'un membre de la famille joue un rôle de « renforcement de l'insertion en ville » (Dorier-Apprill et Gervais-Lambony (eds.) 2007, p. 92). L'achat d'un appartement pendant la période de la bulle immobilière, durant laquelle les crédits étaient facilement octroyés par les banques pour les familles arrivées à partir des années 1990, a été un des moyens de permanence dans le quartier. Avec la crise immobilière en 2008, ces

stratégies ont cependant eu pour conséquence un endettement important des familles ayant mené à de nombreuses expulsions.

À la différence des « installés » ou des « de retour », les « arrivés » ne peuvent pas s'appuyer sur une légitimité liée à l'ancienneté. La situation précaire des classes populaires immigrées depuis les années 1990 à Barcelone est cependant contrebalancée par des politiques locales transversales dites « d'interculturalité »³⁵, qui, bien qu'elles ne proposent pas de levier pour garantir l'accès au logement en centre ancien, promeuvent la diversité culturelle de la ville. Les politiques transversales d'interculturalité ont été initiées en 2009 alors que le socialiste Jordi Hereu était maire de la ville, donnant lieu à un premier *pla Barcelona interculturalitat* (plan Barcelone interculturalité). Elles ont été poursuivies et modifiées par *Barcelona en comú*, avec un deuxième plan décennal « *Pla Barcelona interculturalitat 2021-2030* ». Plusieurs projets et activités mises en place dans le Raval permettent ainsi aux populations immigrées de bénéficier d'une certaine visibilité dans les espaces publics de la ville et du quartier. La légitimité des « arrivés » s'appuie également sur l'histoire d'un quartier d'immigration ayant une tradition d'accueil. Cette représentation d'un quartier immigré est relayée par les structures de jeunesse et les professionnels de l'éducation, certains étant eux-mêmes issus de l'immigration.

3.3.3 Des pratiques urbaines cosmopolites

Les pratiques urbaines des « arrivés » reposent principalement sur l'articulation entre des sociabilités immigrées et populaires d'une part, et la volonté de bénéficier de la centralité urbaine comme moyen « d'être tourné vers l'autre » pour parvenir au statut de citoyen à part entière. Lorsqu'ils sortent du quartier, ils recherchent l'anonymat de la grande ville ainsi que des interactions éphémères avec d'autres groupes. Les « arrivés » maintiennent ainsi des sociabilités immigrées et populaires grâce auxquelles ils tissent des liens entre leurs milieux d'origine et les perspectives qu'ils ont d'intégration en ville. Les sociabilités immigrées, maintenues par les relations familiales, leur permettent par exemple de bénéficier des réseaux

³⁵ <https://ajuntament.barcelona.cat/bcnacciointercultural/ca/pla-barcelona-interculturalitat-2021-2030>.

de solidarité des membres de la communauté pour accéder à un premier emploi. Ainsi Richard réalise des reportages photographiques pour les fêtes familiales de membres de la communauté philippine ; Aminata, alors qu'elle est lycéenne, travaille comme coiffeuse à domicile pour des membres de la communauté sénégalaise. Les activités de la vie quotidienne prennent place dans les espaces de vie populaire : ils font les courses dans les commerces immigrés ou dans les commerces à bas prix situés dans le secteur, fréquentent les fast-foods ou les kebabs dans lesquels ils retrouvent les « installés ». Ils développent un investissement relatif du quartier et disent ne pas traîner dans la rue. Les sociabilités amicales avec d'autres fractions des jeunesses populaires du quartier se construisent principalement à travers les structures de jeunesse. Mais la fréquentation des structures jeunesse ou des lieux de scolarisation est associée pour les « arrivés » à une volonté de sortir des univers ségrégués ou stigmatisés auxquels ils peuvent être associés en tant qu'immigrés. Aminata insiste ainsi sur la proximité et l'intérêt à ses yeux des structures de jeunesse qui lui ont permis de bénéficier de projets éducatifs et de séjours à l'étranger, services auxquels elle avait plus difficilement accès dans le 11^e arrondissement :

« Ici il y a plus de choses, déjà dans le 11^e il n'y avait pas d'associations avec lesquelles on pouvait faire des projets comme ça. Même s'il y avait des associations elles étaient loin, c'était pas à côté de chez nous. »

Amrit, qui est scolarisé initialement dans un lycée du quartier du Raval, apprécie le fait de pouvoir aller dans un autre lycée situé à la *Barceloneta* pour suivre les cours du baccalauréat, pouvant ainsi rencontrer d'autres personnes en dehors de sa communauté d'origine :

« Y la verdad es que me gustó mucho. Porqué tenía muy buenos profes y... bueno los alumnos también era guay, y además también me parecía mejor, había más diversidad de gente. Luego volví aquí al Miquel Tarradell, y...había poca diversidad en el sentido que solo había en plan... niños pakistanis y ya está. »

« En vérité j'ai beaucoup aimé. Parce qu'il y avait de bons profs et... et puis les élèves aussi c'était cool. Ça me paraissait mieux, il y avait plus de diversité de gens. Et puis après je suis revenu au lycée *Miquel Tarradell*, et... il n'y avait pas beaucoup de diversité dans le sens qu'il n'y avait que des... pakistanais, et c'est tout. »

Dans leur fréquentation du quartier, ils ne font pas abstraction de la présence d'autres groupes sociaux, mais se montrent intéressés. Cela peut donner lieu à la fréquentation de certains espaces qui leur permettent de prendre part à des interactions éphémères avec d'autres usagers du quartier. Ahmid explique par exemple qu'il entre ponctuellement dans les nouveaux commerces pour explorer les produits et les services qui y sont proposés, tandis qu'Amrit fréquente régulièrement l'esplanade située devant le musée d'art contemporain de Barcelone (MACBA) où se retrouve une jeunesse internationale, des skateurs, des groupes de jeunes qui se regroupent pour boire et participer à des « *botellón* »³⁶. La pratique de ces lieux lui permet de fréquenter « *la gente normal* » (les gens normaux), terme qu'il utilise pour désigner les « autres », les jeunes vivant dans d'autres quartiers, ville ou pays et qui fréquentent les places urbaines du centre, hauts lieux des sociabilités liées à la consommation et à la culture de masse. L'ouverture sur des espaces de sociabilité anonyme les différencie en cela des « installés » dont les sociabilités et pratiques se centrent principalement sur des espaces de vie populaires.

³⁶ Expression utilisée pour qualifier la pratique juvénile consistant à se regrouper dans l'espace public pour boire de l'alcool acheté en supermarché.

3.4 Les « de passage » : centralité transitoire et pratiques urbaines sélectives

Les « de passage » ont en commun de résider dans le quartier, mais de souhaiter le quitter. Ils considèrent le quartier comme une étape dans leur trajectoire. Ils ne ressentent pas le besoin de justifier leur présence dans le quartier, et cherchent à se différencier de l'image négative du quartier véhiculée dans les médias. Ils se projettent dans une trajectoire de mobilité sociale ascendante qui se traduit notamment par la volonté de s'extraire des conditions de vie du quartier où ils résident. À Barcelone, des enquêtés qui ont connu un parcours d'immigration au cours duquel ils ont fait l'expérience d'un déclassement social, leurs positions sociales dans le pays d'origine étant plus élevées que celles qu'ils occupent à présent, appartiennent à cette catégorie. La question de la position dans les étapes de la jeunesse entre également en ligne de compte. Les « de passage » se situent ainsi davantage au moment de la sortie de la jeunesse. Ils parviennent à se projeter dans les étapes de la vie adulte. Ils se différencient en cela des « arrivés », majoritairement des adolescents qui se projettent moins dans l'avenir.

3.4.1 Un quartier qui n'est pas à la hauteur de leurs attentes

À la différence des trois premiers idéaux types, les « de passage » ont une vision négative du quartier. Ils associent le fait de rester vivre dans le quartier à une immobilité qualifiée négativement : ils souhaitent à l'inverse « changer », « bouger », à l'image de Karim, 18 ans, qui travaille comme livreur après avoir obtenu son baccalauréat :

« En fait, je n'aime pas mon quartier, j'aime où j'habite, je n'aime pas l'ambiance, je n'aime pas... [...] Ça soule. C'est bien quand tu es petit. Après, quand tu grandis, t'as l'impression que tu stagnes. Ta vie, elle n'évolue pas, elle n'est pas bien. »

Ils ne veulent pas être identifiés à l'image négative des quartiers populaires relayée régulièrement dans les médias, ni être associés aux « embrouilles », aux mauvaises « fréquentations », à la « délinquance » à Paris, ou aux « *peleas* » (bagarres). Leur manière de décrire l'espace urbain s'en ressent : les termes « *cerrado* » ou « *estrecho* » (« fermé », « étroit ») sont par exemple utilisés pour qualifier le Raval, ses rues exigües et son ambiance.

Dans leurs discours, la densité de population et la forme urbaine sont associées symboliquement au manque d'opportunités. L'image d'un quartier ségrégué restreint selon eux leurs attentes de mobilité spatiale et sociale.

Les conditions sociales et les situations résidentielles des « de passage » s'approchent de celles des « installés » et des « arrivés », avec lesquels ils ont parfois grandi ou partagé des espaces de sociabilité, au sein du groupe de pairs ou dans les structures de jeunesse notamment. Les « de passage » expriment cependant un certain détachement vis-à-vis de ces derniers et cherchent à se différencier d'eux. Amrit, qui souhaiterait entamer des études de cinéma, se distingue ainsi dans son discours de ceux qu'il appelle les « *niños del barrio* » (« les gamins du quartier ») qui lui semblent peu ouverts à l'extérieur et enfermés dans l'espace du quartier.

« Porqué por ejemplo bueno también los niños estos del barrio, les falta un poco de dinamismo. Quiero decir que a la gente de fuera le consideran guiris, en el sentido de que no conocen a nadie y le ponen cómo, lo juzgan de esta manera entonces lo descartan, en plan “yo solo voy a ser amigo con gente del barrio”. La gente que vive en el barrio y ya está, y se relacionan solo entre ellos. »

« Parce que les gamins du quartier là, ils sont peu dynamiques. Je veux dire que les gens qui ne sont pas du quartier ils les considèrent comme des « guiris », parce qu'ils ne connaissent personne et alors ils les jugent et les mettent à l'écart. En mode « moi je ne serai ami qu'avec les gens du quartier. Les gens qui vivent dans le quartier et c'est tout ». Et ils restent qu'entre eux. »

Mais cette différenciation n'est pas contradictoire avec le maintien d'une loyauté amicale qui s'est parfois construite depuis l'enfance, et des relations de soutien avec la famille.

« Tôt ou tard, on va dire qu'on grandi, on est tous dans une équipe de foot. On est toujours tous ensemble. On traine ensemble, on vit tous ensemble. Et après, plus tu grandis, plus tes liens, ils se tissent avec d'autres. [...] Mais il y a toujours des liens forts. [...] Par exemple : il y a des amis, des fois ils ont besoin de me parler. Il se passe des choses chez eux et ils m'en parlent. Si je peux faire un truc, résoudre son problème, l'aider même à résoudre son problème, je le fais. Des fois, comme moi je travaille, bah on met un petit billet chacun ou je peux le payer tout si on part manger ensemble quelque part. C'est comme ça ! [...] En fait, moi, si je partage, c'est pour mon pote, je le fais pour lui. Et je le fais aussi pour pas qu'il dérape. »

Après avoir obtenu le baccalauréat, Oussman travaille comme livreur puis comme manager dans un restaurant africain. Il veut reprendre les études en alternance et s'inscrire dans un BTS électronique. Il aimerait ensuite passer un diplôme d'ingénieur. Il a grandi et vit encore

à la Goutte d'Or (18^e arrondissement de Paris), dans un appartement en location avec ses deux parents maliens et ses six frères, et projette de se marier et d'avoir des enfants. Il raconte le soutien qu'il donne aux amis d'enfance qui sont restés « au quartier » selon ses termes, témoignant d'une loyauté au premier cercle du groupe de pairs malgré son parcours :

3.4.2 Les raisons d'une projection en dehors du quartier

Pour les enquêtés qui se projettent dans une perspective de mobilité sociale ascendante, les volontés de départ du quartier sont associées à l'accès à un emploi qui serait meilleur que celui de leurs parents, ou au souhait d'une réussite professionnelle par un parcours d'entrepreneur ou d'emploi salarié dans le domaine du soin, de l'éducation ou des services à la personne. Pour certains enquêtés récemment immigrés à Barcelone, l'arrivée dans le Raval traduit l'expérience d'un déclassement. C'est le cas de Shani, fils aîné d'une fratrie de trois frères qui arrive du Bangladesh avec sa famille à l'âge de 11 ans. Il est issu d'une famille aisée qui détient des entreprises de fabrication de meubles et plusieurs restaurants dans la ville dont il est originaire, de laquelle son grand-père est maire. Son père, ingénieur au Bangladesh, travaille à Barcelone comme commis de cuisine dans un restaurant. La famille rencontre de nombreuses difficultés administratives par exemple pour obtenir des papiers ou pour faire reconnaître l'équivalence des diplômes du père. Shani se projette alors dans une perspective de mobilité sociale pour récupérer le déclassement vécu par la famille.

Les perspectives de départ des « de passage » sont orientées vers le départ pour un autre quartier de centre ancien ayant une meilleure réputation ou pour l'étranger. Ainsi, Shani imagine une réussite professionnelle à Londres, qu'il précise en discutant avec des membres de la communauté bengladí vivant en Angleterre.

« Si yo encuentro una oportunidad fuera pues me iré o si es aquí pues me quedaré aquí. [...] Por lo que me están diciendo o lo que estoy viendo te sale más a cuenta estar allí que aquí a nivel económico. [...] El salario mínimo es más alto, hay más oportunidades, hay más casas, hay más pisos, y aquí como que estamos muy cerrados. »

« Si je trouve une possibilité ailleurs je partirai, et si c'est ici, eh bien je resterai ici. [...] Vu ce qu'on me dit, ou ce que je vois, ça vaut plus le coup d'aller là-bas que de rester ici, économiquement. [...] Le SMIC est plus élevé, il y a plus d'opportunités, il y a plus de logements, alors qu'ici on est enfermés. »

3.4.3 « J'évite le quartier », des pratiques et sociabilités sélectives

Les pratiques urbaines des « de passage » sont caractérisées par un investissement moindre du quartier. À la différence des « installés » pour qui le quartier constitue un espace d'identification important, les « de passage » le considèrent comme leur lieu de résidence. Alors que les premiers insistent sur les relations de voisinage et une interconnaissance sécurisante, les « de passage » donnent peu d'importance aux relations de voisinage, ou considèrent que leurs conditions de logement les renvoient à une situation sociale dont ils souhaitent se détacher. C'est le cas de Shani, qui se plaint du voisinage bruyant et ne s'identifie pas à cet environnement qu'il considère trop agité, regrettant le manque d'ordre.

« A mi no me gusta estar en jaleo. [...] A mi me gusta más tranquilidad y cómo que Raval... A mi me gusta Raval pero no sé si es mi barrio. Por ejemplo en el piso en el que vivo yo tengo ahí vecinos siempre gritando... por la noche también, cuando llegan del trabajo... madre mía! »

« Moi je n'aime pas le bazar. [...] Je préfère la tranquillité, et le Raval... J'aime bien le Raval, mais je ne sais pas si c'est mon quartier. Par exemple, dans l'appartement dans lequel je vis il y a des voisins qui crient tout le temps... La nuit aussi, quand ils rentrent du travail, c'est possible ! »

Amrit, dont les parents sous-louent une chambre dans leur appartement à deux personnes amies de la famille, regrette la dégradation de son immeuble et la proximité avec d'autres familles étant en difficulté économique. Cela le renvoie à une cadre de vie indigne qu'il a du mal à accepter.

« Antes en mi edificio vivían todo familias, en plan cómo mi familia pues, todas las casas no tenían compis de piso ni nada. Y ahora básicamente es al revés. Por ejemplo en la planta base viven cómo cuatro familias. Y es muy raro porque hacen mucho ruido. Además, no hay cómo un director del edificio, entonces no hay limpieza ni nada... »

« Avant dans mon immeuble il n'y avait que des familles, comme moi et ma famille, aucun appartement n'avait de coloc'. Et maintenant c'est le contraire. Par exemple au rez-de-chaussée il y a trois familles. C'est vraiment bizarre, ils font beaucoup de bruit. En plus il n'y a personne qui gère l'immeuble, donc il n'y a pas de nettoyage ni rien... »

Les « de passage » évitent de fréquenter les rues animées du quartier. Ils expliquent qu'ils traversent le quartier sans s'y arrêter. Ils adoptent une attitude d'évitement qui les amène à investir davantage l'espace domestique. Le quartier est vécu comme un espace hostile au quotidien. La pauvreté à laquelle ils sont confrontés quotidiennement est vécue comme un obstacle à leur aspiration de tranquillité et à leurs efforts pour s'en sortir. C'est ce qu'explique par exemple Jenifer :

« Sales a la calle y lo único que ves es a la gente metiéndose en líos. Qué vas a hacer, ¿meterte en líos también? Pues no, ¿sabes? Para salir y estar con tus amigos ahí, con mala cara o sin ganas porque sabes que te vas a buscar un problema, pues para esto no salgo. Me quedo en mi casa. »

« Tu sors dans la rue et tout ce que tu vois c'est des gens qui s'embrouillent. Qu'est-ce que tu fais ? Tu les rejoins ? Bah non, tu vois. Sortir avec les amis, de mauvaise humeur et sans envie parce que tu sais que tu vas avoir des problèmes. Moi si c'est ça je ne sors pas, je reste chez moi. »

En contraste avec leur quête d'ailleurs, le quartier est vécu comme un espace enfermant. Shani raconte ainsi qu'il fréquente peu la rambla du Raval, qu'il associe à un espace peu stimulant, manquant de diversité commerciale et le renvoyant à un entre-soi dont il tente de s'extraire :

« Rambla del Raval está muy visto. [...] Es perder el tiempo estar ahí. [...] No voy porqué es que no hay nada interesante para ver. [...] Busco algo que no sea... que sea diferente, ¿sabes? No como el Raval, que sea otra cosa. O sea, tu pasas por la Rambla del Raval y solo hay el gato, nada más. Está llena de tiendas de durum... y nada más. No hay nada. »

« La rambla du Raval c'est du déjà vu. [...] C'est une perte de temps de rester là-bas. [...] Je n'y vais pas parce qu'il n'y a rien d'intéressant à voir. [...] Je cherche quelque chose qui ne soit pas... qui soit différent, tu vois ? Pas comme le Raval, que ce soit autre chose. Tu passes sur la rambla du Raval, et la seule chose que tu vois c'est le chat (sculpture d'un chat réalisée par le sculpteur Fernando Botero), et c'est tout. C'est plein de restaurants de kebab, et c'est tout. Il n'y a rien. »

L'inscription dans la ville des « de passage » est basée sur la recherche d'une fréquentation diversifiée d'autres espaces dans et en dehors du quartier. Dans le quartier, ils fréquentent des espaces clos, à la fois les structures associatives et les équipements publics de quartier comme la bibliothèque. Les structures jeunesse sont visitées dans une perspective utilitaire, pour accéder à des séjours, ou pour des démarches d'insertion professionnelle, les

professionnels de ces structures les accompagnant dans le parcours qu'ils entreprennent pour sortir du quartier. Ils cherchent ainsi des « espaces de secondarité » (Rémy, 1996 dans Oppenchain p.119), qui leur permettent d'adopter des comportements différents et moins contraints qu'au sein du quartier. Ces pratiques s'inscrivent dans le prolongement des stratégies de différenciation mises en place pour ne pas être assimilés à l'image de certaines jeunesses du quartier. Amrit explique ainsi les difficultés qu'il rencontre à se comporter librement dans le Raval où il réside, souffrant du contrôle social de ses pairs sur l'apparence :

« A mí me gusta vestirme bien, y cuando estoy por el barrio voy bastante en plan escondido en el sentido que no quiero llamar mucho la atención. Porque no sé, son muy cabrones los de mi barrio.»

« Moi j'aime m'habiller bien. Et quand je suis dans le quartier je vais en mode discret, je veux dire que j'essaie de ne pas trop attirer l'attention. Parce que ceux du quartier ils sont vraiment vaches. »

Ils fréquentent ainsi les équipements culturels d'échelle métropolitaine ou internationale, les lieux touristiques ou les alentours de ces derniers afin de ne plus être soumis au regard de leurs pairs, mais aussi de se mettre en scène dans des espaces mixtes. Khoumba explique par exemple qu'elle se rend avec ses amies dans l'espace ouvert au public du « 104 », équipement culturel flambant neuf situé à la frontière entre le 18^e et le 19^e arrondissement, qui a pu être décrié en tant que marqueur de la gentrification du territoire. Elles s'y installent et observent les répétitions de compagnies de *street dance* ou d'autres amies du quartier³⁷.

Les pratiques des « de passage » en dehors du quartier sont ainsi guidées par une quête de l'ailleurs. Amrit explique retrouver ses amis au monument de Christophe Colomb situé à l'extrémité de la rambla avant d'aller sur la promenade maritime à la recherche d'une tranquillité qu'il ne trouve pas dans le Raval :

«El Colón es cómo el *meeting point*. Voy con los amigos, porque está el paseo marítimo al lado. Allá la mayoría de veces no hay mucha gente, y está bastante tranquilo. Mucho más tranquilo que el Raval, para sentarte y tal, para tener una

« Le Colomb (le monument couronné d'une statue de Christophe Colomb) les le lieu de rencontre. J'y vais avec les amis, parce que c'est à côté de la promenade maritime. Là-bas il n'y a pas grand monde la plupart du temps, c'est assez tranquille.

³⁷ A Paris comme à Barcelone, des groupes de jeunes se retrouvent pour danser dans des espaces publics urbains. A l'image des jeunes filles qui se rendent dans la halle du 104 à Paris, on observe régulièrement des groupes de jeunes philippins qui répètent près du Centre culturel CCCB.

conversación y no tener que meterte en algo cómo un bar o lo que sea. [...] Además a mí me gustan los sitios más abiertos, y aquí en el Raval, no es que haya muchos. »

Beaucoup plus tranquille que le Raval, pour s'asseoir, pour discuter sans avoir à rentrer dans un bar ou quoi. [...] En plus moi j'aime bien les endroits plus ouverts, et il y en a peu dans le Raval. »

Ces pratiques peuvent se faire entre amis, en solitaire, ou lors des premières rencontres amoureuses, dans des grandes surfaces commerciales situées dans les communes de la métropole, ou dans des espaces touristiques de la ville. Ils se retrouvent entre amis à l'écart de l'agitation de leur quartier, ou s'y mettent en scène et vivent l'expérience d'un consommateur anonyme.

	Trajectoires résidentielles et sociales	Pratiques urbaines et représentations			
		Représentations du quartier	Raisons de la présence dans le quartier	Stratégies développées pour rester en ville / légitimité	Pratiques urbaines et sociabilités dans un mode d'inscription pluri-situé
Les « installés »	Immigrés depuis 2 ou 3 générations / Résident dans le quartier	Positive	Centralité populaire / espace protecteur, ambiance pluraliste	Stratégies résidentielles familiales / légitimité familiale et ancienneté	Pratiques en archipel / quartiers populaires de centre ancien / peu de contact avec les autres milieux sociaux
Les « de retour »	Déplacement résidentiel en dehors du quartier choisi ou subi	Positive	Centralité populaire / mixité sociale et urbaine	Stratégies de scolarisation / organisation du temps libre et structures jeunesse + ancrage familial	Pratiques polarisées entre quartier de résidence et quartier de centre ancien / maintien des sociabilités populaires et ouverture à d'autres groupes sociaux
Les « arrivés »	Immigration récente / Résident dans le quartier	Positive	Centralité cosmopolite / synthèse entre communauté d'origine et société d'accueil	Politiques urbaines (interculturalité à Barcelone et structures jeunesse)	Sociabilités populaires et immigrées dans le quartier / sociabilités éphémères avec d'autres groupes sociaux
Les « de passage »	Immigrés depuis 2 ou 3 générations / Souhaitent partir du quartier	Négative	Centralité transitoire	/	Sociabilités sélectives dans le quartier / pratiques urbaines en dehors du quartier

Tableau D. Tableau récapitulatif des idéaux-types.

Cette analyse, construite à partir de la méthode des idéaux types, a permis de mettre en évidence le rôle de la centralité dans la socialisation urbaine des jeunes populaires dans un contexte de transformation socio-spatiale des centres anciens. En faisant une lecture diachronique de ces idéaux types, il serait alors possible d'interroger la vocation d'intégration des populations immigrées en ville dans les centres anciens, en écho aux travaux de l'École de Chicago au début du 20^e siècle. Chacun des idéaux types correspondrait à une succession d'étapes traversées par les différentes générations d'immigration : les « arrivés », qui ont immigré récemment et trouvent dans le quartier de centre ancien un espace de transition entre la communauté d'origine et la société d'accueil ne seraient-ils pas voués à devenir des « installés » au fil des générations ? Les « de passage », qui souhaitent partir du quartier parviendront-ils à partir, et s'ils réussissent, ne seront-ils pas amenés à revenir, par choix ou par contrainte, comme le font les « de retour » ? Ce travail d'analyse permet donc de mettre en évidence le fait que les quartiers de centre ancien sont des espaces polarisateurs de brassage où se croisent plusieurs types de centralités. Cette diversité de fonctions urbaines rend alors propice une importante « variabilité des manières d'habiter, de cohabiter et de vivre en ville » (Authier 2001, p. 188). Ces centralités multiples jouent différentes fonctions dans les trajectoires agitées des jeunes urbaines qui sont confrontées à de multiples situations de précarité : les centralités populaires ou immigrées des « installés » ou des « arrivés » en font des espaces de protection et de soutien dans des contextes urbains hostiles. Mais habiter les quartiers de centre ancien permet également, comme on le voit pour les « de retour » ou les « arrivés », de bénéficier d'une mixité fonctionnelle ainsi que d'une pluralité de services et d'équipements publics, où fréquenter des lieux où le rapport à l'altérité et l'anonymat sont possibles. Ces différentes manières d'habiter en centre ancien mettent également en lumière la manière dont les pratiques urbaines des jeunes populaires s'opèrent autour de la double dynamique de relégation et d'extraversion mise en évidence par Olivier Schwartz dans son travail sur les classes populaires (Schwartz 2011). Alors que les « installés » développent des pratiques axées sur un entre-soi sécurisant au sein du quartier et dans des espaces populaires de proximité, les « de passage » rejettent la ségrégation vécue dans le quartier et souhaitent s'en affranchir en partant vivre ailleurs. Les « de retour » et les « arrivés », en tissant des sociabilités diversifiées, composent avec cette double dimension.

Ce travail de construction des idéaux types a par ailleurs permis de complexifier le rapport au quartier de centre ancien des jeunes populaires en fonction de la position dans le temps de la jeunesse, du genre, mais également de l'origine sociale ou immigrée. La centralité protectrice des « installés » est vécue différemment pour les filles que pour les garçons, tandis que la position dans le temps de la jeunesse influe sur les types de pratiques spatiales, configurant une pluralité de rapports au quartier au sein de jeunes populaires urbaines hétérogènes.

CHAPITRE 6. LE PARTAGE DE L'ESPACE EN PRATIQUE

Ce chapitre s'intéresse aux négociations dans un contexte de cohabitation. Dans les quartiers du Nord-Est parisien, le partage de la rue occupe une place prédominante dans le débat public. Si les tensions et les frottements de normes peuvent être considérés comme constitutifs des espaces publics urbains, dans leur dimension à la fois spatiale et politique (Margier 2016; Milliot et Tonnelat 2013), certains espaces cristallisent ces tensions du fait de leur place dans les reconfigurations urbaines. C'est le cas de l'esplanade Nathalie Sarraute, site d'enquête sur lequel repose ce chapitre monographique, où les conflits de cohabitation sont courants. Dans ce chapitre, j'analyse les modes de gestion de la co-présence sur l'esplanade Nathalie Sarraute afin de comprendre comment les jeunesses populaires qui fréquentent cet espace reconfigurent et négocient leurs pratiques de l'espace public au contact d'autres groupes sociaux. Quels sont les effets sur leurs sociabilités urbaines ? Comment gèrent-elles le partage de l'espace et quelle part prennent-elles à la définition de compromis et de codes partagés ?

La démonstration se déroulera en trois temps. Dans un premier temps, je présenterai l'esplanade Nathalie Sarraute, espace public urbain emblématique des transformations urbaines du Nord-Est parisien à travers une mise en contexte historique et sociale pour comprendre l'épaisseur des enjeux qui s'expriment dans cet espace. Ensuite, la deuxième partie portera sur une ethnographie de la cohabitation, décrivant l'évolution des enjeux de cohabitation entre la période antérieure à la transformation de l'espace et les premières années après l'inauguration de l'esplanade, puis en abordant la manière dont les différents groupes prennent part au partage de l'espace, à travers les modes de gestion institutionnelle et les scènes de la vie quotidienne. Enfin, deux fils analytiques seront mobilisés pour opérer une montée en généralité sur le partage de l'espace : j'aborderai d'abord la question d'une gestion infrapolitique de l'espace dans laquelle les jeunesses populaires s'engagent pour analyser la part que ces dernières prennent et les places qu'elles occupent dans les négociations, puis je développerai l'hypothèse d'un contrat implicite de revalorisation populaire afin d'interroger les conditions de construction de ce qui fait commun dans cet espace où co-existent une pluralité d'attentes et de pratiques urbaines.

L'ethnographe Daniel Cefaï parle « d'arène publique » (Cefaï 2002) pour définir les espaces dont l'ordre social se négocie continuellement à travers une série d'arrangements. Saisie comme une « arène publique », l'esplanade Nathalie Sarraute devient un terrain d'enquête sociologique qui permet d'observer la manière dont les jeunes populaires s'inscrivent dans l'espace politique du quartier, un lieu où s'opère la « dynamique d'élaboration de cultures publiques sous la forme de répertoires d'arguments ou de vocabulaires de motifs » (*Ibid*, p.54). À partir d'une diversité de situations dans lesquelles elles s'engagent plus ou moins directement, j'interrogerai la dimension politique des pratiques des jeunes populaires. J'analyserai les dispositifs institutionnels et les techniques mises en place par l'action publique dans leur relation avec l'ensemble des lieux et des espaces de rencontres, de mise en présence de différences menant à des négociations. Il s'agit ainsi de mettre en lumière la vie publique prenant place sur l'esplanade et la part que les jeunes prennent dans le domaine de la « chose publique » en « organisant leurs propres perspectives, individuelles ou conjointes » (Joseph 1998, p. 6).

1. L'esplanade Nathalie Sarraute, au cœur des transformations urbaines du Nord-Est parisien

1.1 Entre friches ferroviaires et quartier d'habitat social

Le paysage urbain de La Chapelle se transforme de manière continue depuis les années 1950 dans la période de désindustrialisation, faisant notamment de ce secteur un espace privilégié pour la construction de logements sociaux sur l'emplacement des anciennes emprises ferroviaires. Des interventions de grande ampleur ont été menées sur des emprises appartenant à la SNCF requalifiées pour la construction de quartiers d'habitat social. Les emprises ferroviaires constituent une réserve foncière pour les politiques urbaines qui cherchent à produire un parc de logements sociaux dont la demande est importante dans la capitale. À titre d'exemple, le secteur Évangile a été aménagé durant l'après-guerre, comprenant la construction de plus de 8000 logements et des équipements publics. En parallèle, plus d'une cinquantaine d'opérations ponctuelles ont été menées aux emplacements d'anciens entrepôts ou d'emprises industrielles pour la construction d'immeubles de logements à l'initiative d'opérateurs publics (RIVP, OPAC puis Paris Habitat), ainsi que des opérations ponctuelles d'amélioration de l'habitat sur le tissu urbain de faubourg³⁸. Jusqu'aux années 1990, ce quartier se consolide alors comme un espace pour loger les classes populaires.

1.2 ZAC Pajol et politiques de mixité sociale

Le développement de la zone d'aménagement concertée (ZAC) Pajol entre 1994 et 2014 constitue un moment d'inflexion dans cette politique, posant la question de la mixité sociale au centre des débats politiques de la Ville de Paris. Située sur la frange d'une emprise ferroviaire dans la partie du quartier qui jouxte le 10^e arrondissement, la ZAC est délimitée au sud par la rue du Département, au nord par la rue Riquet– une ancienne rue de faubourg

³⁸ Atelier parisien d'urbanisme, « l'évolution du quartier de la Chapelle », février 1999, <https://www.apur.org/fr/nos-travaux/evolution-physique-quartier-chapelle>, consulté le 05/06/2018.

qui relie d'est en ouest les 18^e et 19^e arrondissements, surplombant par endroit les rails de la gare de l'Est –, à l'ouest par la rue Pajol et à l'est par les voies de chemin de fer. Adoptée en conseil municipal en 1994, alors que Jacques Chirac était maire de Paris, la ZAC prévoyait de détruire les anciennes halles de fret ferroviaire pour construire des logements sociaux. Après son adoption au conseil municipal, le projet est alors vivement critiqué par une partie des associations de riverains qui craignent qu'il n'accentue le taux de pauvreté dans un secteur qui disposait déjà d'un important parc de logements sociaux par rapport à d'autres arrondissements de Paris³⁹. Il est également critiqué par les élus de l'opposition socialiste qui y voient une accentuation de la ségrégation urbaine.

Après l'élection du maire socialiste Bertrand Delanoë à la mairie de Paris en 2001, le conseil de Paris vote la création d'une nouvelle ZAC en 2003, proposant un programme mixte qui allie des équipements (l'Espace Paris jeunes du 18^e arrondissement, la bibliothèque Vaclav Havel, le collège Aimé Césaire, l'Institut universitaire technique de Paris, le centre sportif Micheline Ostermeyer), des espaces de bureaux pour des entreprises du secteur tertiaire, des équipements touristiques (l'auberge de jeunesse Yves Robert) et des commerces (restaurants et boutiques)⁴⁰. L'esplanade Nathalie Sarraute devient le grand parvis minéral qui relie l'ensemble de ces éléments de programme. Imaginée selon un modèle de place de centre-ville, vaste espace pavé de dalles minérales doté de peu d'assises, elle est surplombée par une ancienne halle de fret ferroviaire dont la réhabilitation selon des critères de performance énergétique a été amplement relayée dans les médias spécialisés et les médias locaux. La Halle attire depuis son inauguration de nombreux visiteurs extérieurs au quartier, notamment des touristes venant séjourner dans l'auberge de jeunesse, symbolisant la volonté de la nouvelle municipalité d'introduire une mixité sociale et fonctionnelle dans cet ancien quartier populaire.

³⁹ En 2001, 15,2 % des logements en résidence principale sont des logements sociaux dans le 18^e arrondissement de Paris, un taux supérieur de deux points par rapport à la moyenne parisienne, et de huit points par rapport au 10^e arrondissement limitrophe (voir sur le site www.apur.org), consulté le 05/06/2018.

⁴⁰ La délibération du conseil de Paris pour la création de la ZAC Pajol en 2003 spécifie ainsi les objectifs du projet : « Valoriser le quartier : les programmes proposés témoignent d'une volonté de mixité urbaine et répondent aux objectifs de développement des activités économiques et de l'emploi ». <https://www.paris.fr/pages/comptes-rendus-et-debats-et-deliberations-du-conseil-224> consulté le 05/06/2018.

L'aménagement de la ZAC Pajol, réalisé entre 2004 et 2014 en concertation avec plusieurs associations de riverains (Gatta 2014), transforme alors profondément ce secteur, à la fois physiquement et symboliquement. La société d'aménagement Semaest⁴¹ aménage de nombreuses parcelles qui se trouvaient anciennement en friche et peu accessibles au public pour en faire une vitrine du renouvellement urbain du quartier, comme le rappelle l' élu à l'urbanisme de l'arrondissement, soucieux de l'impact qu'a pu avoir cette opération sur le processus de revalorisation de ce secteur jugé dégradé :

« C'est la ZAC Pajol qui a été un peu l'élément dynamique dans le secteur, et qui a redonné un coup de projecteur un peu plus sympathique sur le quartier de La Chapelle par rapport à ce qu'il y avait avant. »

Michel Neyreneuf, élu à la mairie de Paris responsable de l'architecture, l'urbanisme et du logement dans le 18^e arrondissement.

Bien que la ZAC Pajol ait cristallisé les débats sur l'avenir du quartier de La Chapelle, ces derniers s'inscrivent plus généralement dans les enjeux des politiques dites de mixité sociale des quartiers populaires parisiens (Launay 2011). La mixité sociale par l'habitat adopte des modes opératoires multiples comme la diversification sociale des foyers accédant à un logement social ou la promotion privée de logements en accession à la propriété destinés à des foyers aux revenus aisés dans des quartiers populaires. Ces interventions sont accompagnées d'autres politiques urbaines visant à attirer de nouveaux habitants ou usagers, mais également à maintenir une population extérieure au quartier qui se serait installée récemment. L'aménagement d'espaces publics et espaces verts au-delà du secteur de la ZAC Pajol, comme les jardins d'Éole, dessinés par le célèbre paysagiste Michel Corajoud, ou l'implantation d'équipements culturels à vocation métropolitaine, comme le 104, espace de résidences artistiques internationales installé dans les anciens abattoirs réhabilités en sont quelques exemples. La géographie des politiques dites de mixité sociale croise celle de la politique de la ville. Dans le 18^e arrondissement, à mesure que la composition sociale de ces territoires évolue, les contours de la géographie prioritaire s'adaptent. Le secteur sud du quartier de La Chapelle, proche du tissu urbain de faubourg parisien est ainsi passé, dans le Contrat de ville 2015-2020, de quartier prioritaire à quartier en « veille active », à la suite

⁴¹ Site de la société d'aménagement en charge de la ZAC Pajol : <https://www.semaest.fr/>, consulté le 05/06/2018.

d'une redéfinition des critères de calculs de la géographie prioritaire, réalisée à partir du niveau de revenu des ménages. Cette modification de la géographie prioritaire dans le quartier traduit une évolution plus globale de sa composition sociale, où la proportion des employés et ouvriers a baissé de 6 points entre 1999 et 2011 tandis que la proportion de cadres a augmenté de 7 points sur la même période⁴². Ces politiques sont également accompagnées de campagnes de communication visant à transformer l'image négative des quartiers prioritaires. La polémique ayant eu lieu à la suite d'un reportage publié par la chaîne de télévision étasunienne Fox News en 2015 en est une illustration. Le reportage réalisé à la suite des attentats ayant touché la capitale stigmatisait les quartiers populaires du nord de Paris en les qualifiant de « *no go zone* », des zones de non droit qui seraient sous l'emprise d'un islamisme radical. La maire socialiste de Paris Anne Hidalgo déclencha alors une campagne de communication visant les quartiers prioritaires de la Politique de la ville afin de les qualifier de « *must go zone* » (quartiers où l'on se doit d'aller)⁴³ afin d'inverser la tendance.

Au-delà des projets de rénovation urbaine du quartier, La Chapelle acquiert par ailleurs une centralité métropolitaine avec l'aménagement de la ZAC Pajol. La position de la ZAC dans le plan stratégique Paris nord-est confère un caractère central et attractif à ce secteur auparavant périphérique de la commune parisienne. Le Plan stratégique Paris nord-est se déploie sur plusieurs secteurs de la frange urbaine entre Paris et les communes limitrophes de banlieue afin de connecter les gares du Nord et de l'Est à Paris avec Aubervilliers, Saint-Denis et Pantin dans la perspective des Jeux olympiques de 2024. Plusieurs projets urbains développés à différentes échelles et relevant de différents niveaux de gouvernance contribuent à transformer en profondeur ce territoire. Ce secteur attire les investisseurs qui y voient des

⁴² APUR Atelier parisien d'urbanisme, Les quartiers parisiens de la politique de la ville, Paris, janvier 2016.

⁴³ Voir à ce propos les différents articles de presse publiés : « Notre quartier est loin d'être un ghetto », Le Parisien, 25 février 2015, <https://www.leparisien.fr/paris-75/notre-quartier-est-loin-d-etre-un-ghetto-25-02-2015-4556693.php>; "Must-go zones": Paris surfe sur la polémique Fox news pour vanter sa politique dans les quartiers populaires, HuffingtonPost, 16/03/2015, https://www.huffingtonpost.fr/actualites/article/must-go-zones-paris-surfe-sur-la-polemique-fox-news-pour-vanter-sa-politique-dans-les-quartiers-populaires_52364.html, consultés le 12/09/2018.

Les publications de la mairie d'arrondissement relaient par ailleurs amplement les initiatives locales impulsées par les habitants ou commerçants récemment installés qui véhiculent une image dynamique du quartier dans le magazine M18, <https://mairie18.paris.fr/>, consulté le 12/09/2018.

opportunités de rentabilité foncière, et les différents aménagements impulsés par la mairie de Paris en font un pôle d'attractivité. Dans ce contexte de transformations urbaines et sociales, la question de la cohabitation devient un enjeu central.

2. Ethnographie de la cohabitation : « Elle est vivante l'esplanade ! Il y a tout le monde, et personne ne se croise ! »

2.1 Espace en friche et vie de quartier : « L'époque du mur »

C'est sur un espace ferroviaire en friche fermé au public que l'esplanade Nathalie Sarraute a été aménagée dans le cadre de la ZAC Pajol. Délimitée par un grand mur qui longeait la rue Pajol, celle-ci offrait peu de possibilités d'échapper aux passants quand ils s'y engageaient depuis la rue du Département jusqu'à la rue Riquet. Elle était peu empruntée par les habitants du quartier, spectateurs d'un passé industriel qui ne semblait plus leur appartenir, comme Farid qui se souvient de l'ambiance qui y régnait, qualifiant l'esplanade de « coin sombre » peu fréquentable.

Quelques années avant le début du chantier, l'espace est cédé temporairement à des associations qui interviennent dans le quartier et ouvrent les grandes portes de la friche fermée pendant des années. Âgé de 27 ans lorsque je le rencontre, Farid décrit des sociabilités d'enfance alors qu'il arrive en 1997 à La Chapelle avec sa famille. Il raconte pouvoir profiter pleinement de l'espace et se confronter à d'autres pratiques urbaines :

« J'avais 7 ans quand je suis arrivé. Il y avait la friche, le long mur, et deux portes bleues à l'entrée et à la sortie. Et après, au fur et à mesure, plein de petites assos, de petits collectifs sont venus s'installer ici. Beaucoup de squatters. Beaucoup de toxicomanes aussi, mais ils allaient un peu plus loin. Il y avait plein de taggeurs aussi qui venaient. Et après, il y a eu une association qui s'appelle Écobox. Leur but, c'était de faire un jardin urbain. Et de pouvoir planter des fruits, des légumes, des arbres, des choses comme ça avec des plantes. Et c'est là qu'ils ont ouvert un peu les portes aux familles du quartier donc du coup, nous, on profitait de ça pour venir jouer à l'intérieur. C'est ce qui nous permettait de traverser ce fameux mur, et de passer derrière, pouvoir jouer au ballon, courir, de pouvoir même jouer à cache-cache. [...]

Un voisin à moi participait beaucoup à ces activités-là. Il aimait bien mettre ses mains dans la terre, il aimait bien aussi tout ce qui était palettes, et du coup, il bricolait beaucoup. [...] Après le jardin Écobox, ce n'était pas ce qui me faisait venir. C'est l'endroit qu'on kiffait, voilà... [...] on jouait au foot, on jouait aux jeux auxquels on joue quand on a 8, 9, 10, 11, 12 ans : cache-cache, foot, on jouait un peu à tout. On courait, on gaspillait toute l'énergie qu'on pouvait gaspiller. C'est un endroit qui était privilégié, qui n'était pas donné à tout le monde, quoi. Parce que les lieux, ils n'étaient pas du tout fréquentés, enfin la rue n'était pas fréquentée. »

Farid, habitant de La Chapelle.

Dans cet espace en friche prend place une vie de quartier qui se base sur les principes de l'interconnaissance : les personnes pouvant y pénétrer y sont introduites par d'autres qui le fréquentaient auparavant, et c'est par les relations de voisinage et la proximité géographique avec cet espace que les habitants du quartier sont amenés à pénétrer « au-delà du mur ». En évoquant les prémices de l'association Espoir 18, implantée dans différents quartiers du 18^e arrondissement, Marouane, un des éducateurs qui a créé cette association et qui est aujourd'hui directeur de l'Espace Paris jeunes Nathalie Sarraute, se rappelle des premières années de leur activité qui se structure en lien étroit avec les espaces du quartier et les autres associations. N'ayant pas de local pour réaliser leurs activités, ils occupent dans un premier temps l'ancien bâtiment des messageries qui deviendra le collège Aimé Césaire avec la ZAC Pajol. La mairie leur cède ensuite temporairement une ancienne école située rue Pajol, dont ils partagent les locaux avec différentes associations.

« À l'époque, c'était un quartier qui n'intéressait personne. C'était tout vieillot. C'était comme un « *no mans land* », c'était moche ! Le collège, c'était un bâtiment désaffecté de la SNCF, et nous on squattait là-dedans. Il y avait carrément des panneaux « interdit d'entrer », « chantier », etc. Je me rappelle, on faisait de l'accompagnement scolaire à la bougie, parce qu'il n'y avait vraiment rien, même pas de lumière. C'était vraiment un squat. En 2005, on a eu nos premiers locaux, c'était un pôle associatif. Il y avait plusieurs associations : Capoeira viola, la régie de quartier, le Secours catholique, qui faisait des cours d'alphabétisation, il y avait Ici et ailleurs qui était une ludothèque, et aussi Écobox, qui faisait des jardins partagés... Et donc on était tous dans cette école, on se partageait les lieux. [...]

Chacun avait des espaces privés et il y avait des espaces collectifs : le préau, les salles, etc. Nous on était là-bas presque 24h/24 7j/7 !! Et c'est là qu'on a vraiment développé notre activité. [...] On organisait aussi de grandes boom, des grandes soirées d'autofinancement, les soirées étaient vraiment reconnues, t'as des gamins qui venaient de partout parce qu'ils ne voulaient pas louper la soirée, quoi ! Certains gamins faisaient DJ, c'est eux qui organisaient ça... ! [...] On avait de la chance, on avait tout le bâtiment pour nous donc on avait de quoi faire ! Pendant les vacances tous les vendredis c'était barbecue, dans la cour de l'école, non c'était génial, c'était... voilà quoi ! C'était la bonne époque... Là on a des beaux bâtiments, mais on fait moins de choses ! On est devenu un peu comme le quartier on va dire ! »

Marouane, directeur de l'Espace Paris jeunes Nathalie Sarraute.

Dans ce souvenir nostalgique des prémices de l'association, Marouane apprécie le caractère informel des relations qui se tissaient entre les différentes associations ainsi qu'une forme de liberté dans les modalités d'organisation de leurs activités. Cette période est caractérisée par

l'auto-organisation, la complémentarité entre les associations, le partage des ressources matérielles et des espaces.

Lorsqu'ils évoquent « l'époque du mur », Farid et Marouane ne mettent pas à l'écart les difficultés et l'âpreté de la vie urbaine. Ils évoquent des espaces urbains dégradés, la précarité des structures associatives, une confrontation quotidienne à des situations d'extrême vulnérabilité avec la présence d'usagers de drogue... Ils décrivent cependant non pas un quartier anémique qu'il faudrait doter de sens par l'aménagement urbain, mais une vie de quartier dans laquelle préexistent certaines formes de mélange, de tolérance réciproque, et un modèle d'organisation basé sur l'interdépendance et les solidarités de proximité.

2.2 L'inauguration de l'esplanade : « Tout le monde veut faire sa place, tout le monde veut se montrer »

Le 7 novembre 2013, le maire de Paris Bertrand Delanoë inaugure l'esplanade Nathalie Sarraute. Ce vaste parvis minéral devenu l'espace emblématique de l'amélioration du Nord-Est parisien passe d'un espace en friche où prend place une vie de quartier à un espace où les mixités sociale et fonctionnelle s'installent. Les sociabilités de quartier qui préexistaient à « l'époque du mur » sont alors bousculées. L'esplanade attire rapidement des usagers très différents, provoquant un mélange d'habitants de longue date aux profils sociaux variés, d'habités des lieux, de passants occasionnels, de touristes fréquentant les nouveaux équipements hôteliers, de visiteurs extérieurs se rendant dans les nouveaux restaurants⁴⁴.

Elle est également fréquentée par de nombreux enfants et adolescents qui habitent dans les logements sociaux du secteur. Les jeunes populaires occupent une place centrale dans le projet du fait de la présence du collège Aimé Césaire, classé en réseau d'éducation prioritaire, dont l'entrée donne directement sur le parvis, mais également de deux associations jeunesse dont les locaux sont situés sur l'esplanade ou à proximité (l'Espace Paris jeunes Nathalie Sarraute et l'association de prévention spécialisée APSAJ). La bibliothèque municipale Vaclav Havel, installée dans la Halle Pajol, accueille un public mixte allant des résidents récemment installés dans le quartier aux habitants de longue date.

L'aménagement de l'esplanade est associé à l'ouverture de commerces en rez-de-chaussée de la Halle Pajol. Les commerçants trouvent dans le quartier une opportunité entrepreneuriale, pouvant s'installer dans un secteur où les loyers sont réduits et les possibilités d'attractivité importantes. Lauryn, âgée d'une quarantaine d'années, réside à Montreuil. Forte du succès d'autres projets de restauration menés avec ses associés dans d'autres quartiers gentrifiés de Paris, elle ouvre en 2013 un bar-restaurant sur l'esplanade proposant une carte aux prix élevés pour le secteur⁴⁵, à mi-chemin entre la brasserie parisienne et la cuisine du monde, mais

⁴⁴ L'auberge de jeunesse Yves Robert compte 332 lits, et plus de 6 nouveaux cafés et restaurants ont ouvert dans la rue depuis l'inauguration de l'esplanade.

⁴⁵ Une assiette de burger coûte 15 euros, alors qu'un menu burger dans un *fast food* comme le Chicken spot à Barbès coûte 9 euros.

également des concerts et des activités culturelles. Jacques, un entrepreneur niçois marié à une Américaine, ouvre quelques mois plus tard une boutique basée sur le concept de l'épicerie gourmet, proposant des produits importés et des hot-dogs à emporter ou à consommer en terrasse. Leur installation à La Chapelle répond à une opportunité professionnelle et entrepreneuriale, comme l'explique Lauryn :

« C'est un grand terrain de jeu. Il y a plein de choses possibles à faire, on est venus avec une super énergie, avec beaucoup d'idées, on a fait beaucoup de choses... »

Lauryn, commerçante sur l'esplanade.

Ces commerces ne viennent cependant pas se substituer à l'offre commerciale existante, davantage liée à une consommation de la vie quotidienne (supermarchés, épiceries ethniques, boucheries), mais apportent une nouvelle offre commerciale qui vise à attirer un public venant d'autres quartiers de la ville, ou aux revenus plus aisés. Les nouveaux habitants qui ont récemment acheté un appartement dans l'arrondissement se retrouvent régulièrement en terrasse, le week-end, faisant un usage résidentiel du quartier en semaine, comme l'explique Yacine, 18 ans, qui observe l'esplanade posé sur le siège du scooter d'un ami garé devant l'Espace Paris jeunes Nathalie Sarraute :

« Les citoyens, c'est des gens qui habitent dans le quartier, mais qui traînent pas forcément là. Ils habitent ici, mais ils vont ailleurs. [...] ceux qui habitent vraiment ici c'est ceux qui habitent là et qui traînent là, en bas de chez eux. C'est pas on va dire « j'habite à La Chapelle, à Marx Dormoy et je ne viens jamais là, je sors toujours du 18^e, je traîne à Versailles, je traîne dans les endroits loin, et je viens juste pour dormir, je viens juste pour rentrer chez moi en fait ». Pour moi, c'est comme si t'étais pas du quartier. »

Yacine, usager de l'Espace Paris jeunes Nathalie Sarraute.

L'auberge de jeunesse Yves Robert attire également un public divers, la plupart du temps des touristes venant du monde entier en solitaire ou en groupes pour séjourner quelques jours dans cet établissement hôtelier privé situé en plein cœur de Paris, à quelques centaines de mètres de la Butte Montmartre.

Dès l'inauguration, on retrouve des attentes partagées parmi les usagers de l'esplanade. Mais ces attentes répondent à des enjeux qui s'avèrent être contradictoires entre les différents groupes en présence. Pour les usagers de l'Espace Paris jeunes, l'adhésion au projet est importante dans la mesure où elle répond à des attentes d'une revalorisation contrastant avec

la perception qu'ils avaient des friches, perçues comme des espaces délaissés et mal fréquentés. Farid, qui exprimait le souvenir nostalgique de « l'époque du mur » lorsqu'il était enfant, évoque positivement le parvis récemment inauguré lorsqu'il fréquente l'Espace Paris Jeunes le temps de sa reconversion professionnelle dans l'animation :

« La Halle Pajol, ce n'était pas fréquentable, à 20 heures du soir, il n'y avait personne qui passait. C'était un coin sombre. Aujourd'hui, ça a évolué, c'est devenu plus que fréquentable. Par exemple, quand il y a des événements, style "Fête de la musique", l'esplanade est pratiquement remplie. »

Farid, habitant du quartier de La Chapelle.

Se situant dans une trajectoire d'ascension sociale, il donne régulièrement des rendez-vous professionnels aux terrasses de cafés sur l'esplanade, devenu pour lui un lieu de sociabilité professionnelle. Pour la plupart des usagers de la structure jeunesse, la possibilité de bénéficier de la nouvelle image que peuvent donner les commerces et les nouveaux aménagements urbains n'est cependant pas toujours effective, mais peut demeurer symbolique. Même s'ils reconnaissent qu'ils fréquentent peu les nouveaux commerces, ils trouvent dans l'évolution du quartier un bénéfice indirect. Pour les adolescents ou les jeunes adultes qui résident encore chez leurs parents dans le parc de logements sociaux du nord-est parisien, les perspectives de mobilité sociale qui s'opèreraient par des stratégies résidentielles sont marginales. Leur intérêt porte davantage sur des mobilités passives, à savoir sur le bénéfice apporté par la revalorisation matérielle et symbolique de leur environnement proche (Bacqué et al. 2010) et les effets de cette dernière sur une diversification des sociabilités dans le quartier, comme en témoigne cette scène observée dans l'Espace Paris Jeunes :

Lors d'un atelier vidéo réalisé dans les locaux de l'Espace Paris jeunes, Karim, un jeune livreur de 18 ans qui vit à Barbès et vient parfois sur l'esplanade pour les activités de la structure jeunesse voit positivement les changements qui ont été opérés sur l'esplanade. Une éducatrice le reprend pour lui faire remarquer que ces transformations sont positives, mais qu'elles ne sont pas faites « pour les habitants du quartier », « pour la population locale », et encore moins « pour eux ». Ce à quoi Karim rétorque : « Ce n'est pas fait dans notre direction puisque c'est le business c'est tout. [...] Ça fait plaisir qu'il y ait des trucs comme ça ! Tu passes avec une fille par exemple, dans un endroit propre, je passe dans un endroit propre. »

Carnet de terrain, atelier vidéo à l'Espace Paris jeunes Nathalie Sarraute-retranscription ateliers Pop-Part-, 31/03/2018.

Pour Karim, le fait de bénéficier d'un espace neuf, moderne, qu'il qualifie de « business » n'est pas contradictoire avec le maintien de pratiques et modes de vie populaires qui existaient avant l'inauguration de l'esplanade, décrits au moment de « l'époque du mur ». C'est sans doute ce qui différencie la conception de la revalorisation d'autres groupes. Alors que les usagers de l'Espace Paris Jeunes conçoivent la revalorisation du quartier en continuité avec les modes de vie antérieurs et en s'incluant dans ce processus de revalorisation, d'autres le voient de manière séparée, à la fois temporellement et n'incluant que marginalement les jeunesses populaires.

Du côté des élus, les nouveaux commerçants de l'esplanade et certains riverains ayant participé au processus de concertation, la revalorisation permise par l'aménagement de l'esplanade Nathalie Sarraute repose davantage sur une approche en rupture par rapport à ce qui était présent auparavant. Cette rupture est alimentée par une rhétorique misérabiliste à l'égard des quartiers, qui selon les termes de l'adjointe au maire du 18^e arrondissement « vivent difficilement, parce qu'il y a de la misère, parce qu'il y a de la délinquance, du trafic »⁴⁶. L'intervention urbaine apporterait une certaine dignité à des secteurs à la fois délaissés et dépourvus de sens. L'embellissement d'un quartier considéré par les élus comme ségrégué constitue alors le point d'orgue de l'aménagement de l'esplanade, comme le souligne l'élue à l'urbanisme du 18^e arrondissement :

« On voulait faire que l'ensemble du truc soit quelque chose de noble. Enfin, « noble » entre guillemets. Que ça soit beau, que ça soit grand, majestueux... Voilà, pour apporter un peu de dignité dans des quartiers dans lesquels trop souvent on a tendance à pas...enfin à être... ça suffit pour vous, quoi. »

Michel Neyreneuf, élu à la mairie de Paris, responsable de l'architecture, l'urbanisme et du logement dans le 18^e arrondissement.

Le fait que ce nouvel espace soit désormais accessible au plus grand nombre et à une diversité d'usagers est reconnu par tous, et repose au quotidien sur des pratiques différenciées dans le temps et dans l'espace. Le partage de l'espace s'organise la plupart du temps selon le registre de la « citadinité » conceptualisé par les sociologues de l'école de Chicago : la vie sociale de

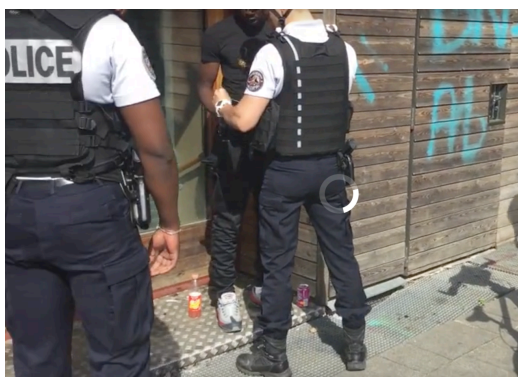
⁴⁶ Entretien avec Carine Rolland, première adjointe au maire du 18^e arrondissement, le 16/05/2019.

l'esplanade s'organise selon un principe de tolérance réciproque, une « innocuité des pratiques respectives » (Simon 1995, p. 163). Cette coprésence s'appuie sur une règle du moindre échange et repose sur des modes d'occupation différenciés de l'espace qui varient selon les groupes, les temporalités et les espaces. Célia, une éducatrice de l'Espace Paris jeunes qui intervient sur l'esplanade lorsque des tensions y ont lieu, commente le fonctionnement de l'esplanade en l'observant à travers la vitre de l'association : « Elle est vivante l'esplanade ! Tu l'as remarqué ? Il y a tout le monde, et personne ne se croise ! »⁴⁷.

L'esplanade



Ismaël filme les différentes activités qui prennent place sur l'esplanade Nathalie Sarraute. La vidéo commence par une scène où les jeunes qui fréquentent l'esplanade sont contrôlés par la police. Puis différents plans de l'esplanade en journée, avec des activités d'animation de l'espace sont filmés. Ismaël conclut, à propos de cette vidéo : « l'esplanade c'est le lieu de tout ! ».



Captures d'écran de la vidéo réalisée par Ismaël.

Vidéo 4. "L'esplanade" et les différentes activités qui y prennent place.

⁴⁷ Entretien avec Célia, éducatrice à l'espace Paris Jeunes Nathalie Sarraute, le 27/04/2018.

2.3 La Chapelle, quartier d'immigrations, quartier d'accueil

Quelques mois après son inauguration en 2013, les espaces publics urbains du secteur sont à l'épicentre des débats publics sur la question de l'accueil d'une nouvelle population immigrée à Paris. Les citoyens sont confrontés à l'échelle locale aux effets des dérèglements internationaux : les crises politiques au Moyen-Orient et en Afrique Sub-saharienne, mais également les crises économiques et environnementales qui provoquent le déplacement de populations fuyant la répression et la misère. À plusieurs reprises pendant l'année 2014, l'esplanade se trouve être le décor parfait pour pointer les contradictions d'une administration peinant à fournir des solutions satisfaisantes d'hébergement pour ces personnes cherchant refuge en France. Des campements composés de plusieurs dizaines de tentes s'installent sur le parvis flambant neuf avec le soutien d'associations militant pour les droits humains et de collectifs d'habitants, permettant de médiatiser cette problématique⁴⁸. Bien que le contexte revendicatif et le dispositif d'interpellation soient différents, ce mode d'action n'est pas sans rappeler l'occupation historique des Sans-papiers qui avait eu lieu en 1996 dans l'église Saint-Bernard à la Goutte d'Or, à quelques centaines de mètres de l'esplanade, illustrant la continuité du débat sur l'accueil des populations immigrées dans les quartiers populaires du Nord-Est parisien. Fin 2016, un centre d'accueil doté de 400 places d'hébergement provisoire dans lequel transiteront plusieurs milliers d'immigrés est finalement installé porte de La Chapelle, et ce jusqu'en mars 2018.

Le quartier de La Chapelle joue donc à partir des années 2010 un rôle de seuil d'entrée dans la vie citadine parisienne pour ces populations immigrées. Le terme générique de « migrants » est utilisé par de nombreux acteurs dans les réunions publiques pour désigner les réfugiés, candidats au statut de réfugié, personnes migrantes en transit vers l'Angleterre. Ce terme est également repris par les usagers de l'Espace Paris Jeunes. Ces « migrants » ne résident pas dans le quartier la plupart du temps, mais sont présents au quotidien dans les espaces urbains (médiathèque, transports, commerces, rues et places...), venant y passer la journée. La

⁴⁸ Voir les nombreux articles de presse à ce propos, notamment : « Entre racisme et sexisme : retour sur la polémique de La Chapelle », Mediapart, 24 mai 2017, <https://www.mediapart.fr/journal/france/240517/entre-racisme-et-sexisme-retour-sur-la-polemique-de-la-chapelle> consulté le 12/09/2018.

situation de La Chapelle – à proximité des gares – sur un parcours migratoire à destination de l'Angleterre, la présence d'associations œuvrant historiquement pour les droits des réfugiés, comme l'association France Terre d'asile dont les locaux se trouvent à la Goutte d'Or, ainsi que la centralité commerciale avec une part importante d'activités de subsistance informelles qui prennent place dans la rue sont autant de raisons qui expliquent leur présence quotidienne dans les rues du quartier. Les nombreux réseaux de solidarités habitants (réseau « La Chapelle en lutte », « Quartier d'accueil » notamment) proposent par ailleurs des accompagnements tels que des cours de langue, une aide à l'accès aux droits, des distributions alimentaires, des solutions d'hébergement. Les équipements publics deviennent des espaces où il est possible de passer la journée, recharger son portable, avoir accès aux ressources linguistiques. Pour répondre aux besoins de ces nouveaux usagers, l'équipe de la bibliothèque Vaclav Havel a par exemple adapté une partie de ses activités et les rayonnages de livres, proposant notamment des livres d'apprentissage du français. L'auberge de jeunesse, dont le projet initial prévoyait d'ouvrir une partie des espaces collectifs de l'équipement pour des activités du quartier est également fréquentée par des Érythréens, Soudanais et Afghans qui viennent passer la journée dans le quartier. Ils occupent le rez-de-chaussée, aménagé comme un grand hall d'accueil avec cafétéria, quelques tables et canapés, ainsi que l'auditorium en sous-sol pour des réunions amicales ou politiques.

Au fil des années, certains réfugiés soudanais, érythréens ou somaliens ayant pu stabiliser leur situation administrative ouvrent des restaurants ou épiceries dans les rues adjacentes à l'esplanade. Ils jouent alors un rôle d'accueil et de relation avec d'autres membres de la communauté d'origine pour ceux arrivés plus récemment.

À La Chapelle comme dans d'autres quartiers du nord de Paris, les différentes formes prises par la réactivation d'une histoire collective de quartier d'accueil (Coutant 2018) permettent à ces populations précaires de se stabiliser temporairement en ville. Les citoyens sont par conséquent confrontés quotidiennement à la présence de ces immigrés aux trajectoires, profils sociaux et mode de fréquentation du quartier hétérogène, provoquant une « situation contrainte de co-présence » (Milliot 2007, p. 52) qui génère régulièrement des tensions. En mai 2017, une polémique a lieu concernant les espaces publics situés autour de la station de

métro La Chapelle. Une pétition⁴⁹, publiée par l'association de riverains « SOS La Chapelle », déplore l'importante présence d'hommes dans la rue. Selon la pétition, la présence de ces groupes confisquerait l'espace aux femmes : « plus une femme, dans les cafés comme la Royale ou le Cyclone. Pas un enfant dans le square Louise de Marillac. Certaines d'entre nous se terrent chez elles ». Ces hommes désignés dans la pétition sont pour la plupart des Algériens, ou des demandeurs d'asile afghans en attente de traitement de leur dossier qui prennent part au commerce informel dans les rues adjacentes et autour de la station de métro. Une bataille de récits sur les légitimités d'occupation des espaces urbains prend place dans le débat public, donnant lieu à de nombreux articles de presse, des interventions des élus dans les médias et d'associations de riverains dans les conseils de quartier. Tandis que certains défendent le rôle que jouent ces espaces de centralité immigrée et commerciale du point de vue des réseaux de sociabilité, de solidarité entre immigrés pour accéder aux ressources de la ville⁵⁰, d'autres stigmatisent ces groupes d'hommes dont la présence dans l'espace public empêcherait les femmes de cheminer librement dans la rue⁵¹. Cette publicisation de la question de l'occupation de la rue, canalisée à travers une question genrée, est symptomatique des tensions sociales et raciales que peut faire ressurgir la cohabitation dans les espaces publics urbains.

Les jeunes du quartier sont également confrontés à ces disputes quotidiennes pour l'espace et leurs attentes de mixité sociale sont alors ébranlées par la présence de cette nouvelle population dans leur environnement proche. Leur point de vue sur la situation est cependant absent du débat public, mais revient régulièrement lors des conversations informelles au sein

⁴⁹ Voir l'article « La Chapelle et Pajol : les femmes, espèce en voie de disparition au cœur de Paris », publiée en mai 2017. <https://www.change.org/p/emmanuel-macron-les-femmes-esp%C3%A8ce-en-voie-de-disparition-au-coeur-de-paris>, consulté le 25 février 2018.

⁵⁰ Voir l'article « La vraie vie des vendeurs de clopes à la Chapelle », publié sur le média indépendant <https://www.streetpress.com/sujet/1522748468-vraie-vie-des-vendeurs-clopes-la-chapelle-qui-relate-le-quotidien-de-deux-vendeurs-de-cigarettes>, ou l'article <https://metropolitiques.eu/La-Chapelle-un-quartier-pour-qui.html>, consultés le 27 février 2018.

⁵¹ Voir l'article « Paris : des femmes victimes de harcèlement dans les rues du quartier Chapelle-Pajol » publié dans le Parisien le 21 mai 2017 qui qualifie les vendeurs de rue de « groupes de dizaines d'hommes seuls, vendeurs à la sauvettes, dealers, migrants, passeurs tiennent les rues, harcèlent les femmes ». <https://www.leparisien.fr/paris-75/paris-75018/harcelement-les-femmes-chassees-des-rues-dans-le-quartier-chapelle-pajol-18-05-2017-6961779.php> consulté le 25 février 2018.

de l'Espace Paris jeunes Nathalie Sarraute. La présence de ceux qu'ils appellent les « migrants » génère un sentiment ambivalent. Elle peut être associée au sentiment que ceux qu'ils appellent les « soudanais » pour désigner les fractions les plus précaires des « migrants » mettraient en péril la projection d'une amélioration de leurs conditions de vie dans le quartier. Leur présence dans les rues ternirait le processus de valorisation engagé et le changement d'image dans lequel ils se projetaient symboliquement. C'est le cas notamment pour les jeunes filles et garçons dont les perspectives de mobilité sociale sont réduites, à l'instar d'Oussman rencontré avec son groupe d'amis alors qu'ils étaient installés aux jardins Rosa Luxembourg :

« Franchement s'il n'y avait pas les soudanais et tout, ça allait vraiment être cool en fait. C'est pas que les soudanais, mais tu vois, ils nous ont mis dans un délire... Nous on salit, tu vois... Mais eux, c'est trop ! Après y'a aussi la pauvreté, tout ça, il y a aussi des clochards et tout ça, mais bon. »

Carnet de terrain, Oussman et ses amis aux jardins Rosa Luxembourg (RL), 08/07/2019.

Le terme de « soudanais » ne désigne pas directement le pays d'origine, ce terme étant utilisé pour désigner les individus originaires de différents pays d'Afrique subsaharienne. Cette catégorie opère dans une volonté de différenciation, le risque étant pour certains jeunes issus de l'immigration de pays d'Afrique de l'Ouest d'être assimilés à ces Noirs situés dans une position de marginalité en ville alors qu'eux-mêmes aspirent à ne plus s'y trouver. Elle reprend également une classification hiérarchique produite selon une « ligne de couleur » théorisée par le sociologue William Edward Du Bois⁵² que j'ai pu observer au cours de l'enquête. Cette volonté de différenciation exprime leur difficulté à s'affranchir d'une condition raciale socialement construite dans une société majoritairement blanche, comme le montre la scène suivante, observée au printemps 2018.

⁵² La représentation hiérarchique d'un monde social selon une classification raciale a notamment été abordée par Luca Giliberti dans une étude sur la condition des jeunes de République dominicaine immigrés dans la périphérie Barcelonaise dans les années 2000 (Giliberti 2013), ou par Elijah Anderson dans son étude sur la Canopée cosmopolitaine de Philadelphie (Anderson 2011).

Un migrant mort dans les jardins Rosa Luxembourg ?

Une après-midi passée dans l'Espace Paris jeunes, je me dirige vers la cuisine où se trouvent deux jeunes filles assises sur les tabourets hauts autour de la table ronde. Une animatrice, embauchée en CDD pour 2 mois est également assise autour de la table. Je prends un verre d'eau et me joins à leur discussion. Les deux jeunes filles sont assez agitées, elles se lèvent puis se rassient à plusieurs reprises et parlent très rapidement, elles semblent perturbées par un événement. Leur conversation porte sur une scène à laquelle elles ont assisté la veille : elles ont aperçu en se promenant un corps recouvert d'un drap blanc dans les jardins Rosa Luxembourg, situés à l'arrière de l'esplanade. Il s'agirait selon leurs dires d'un migrant. La conversation s'organise autour de suppositions, les jeunes filles imaginant le pire tout en étant étonnées qu'une personne puisse mourir dans un parc en plein cœur de Paris. Selon elles, la présence de la police dans le parc étaye leur hypothèse. « Il est mort », ne cessent-elles de répéter, tout en s'interrogeant sur la véracité de cette information et les conditions du décès en décrivant la scène sans laisser transparaître d'émotion. L'animatrice reconnaît être choquée et partage son inquiétude. Elle ajoute : « vous imaginez ça pourrait être Marc, Jacques... » en faisant référence au fait que ça pourrait être quelqu'un qu'elles connaissent. Les filles lui répondent « ça ne peut pas être un Marc ou un Jacques, c'est un « renoi », il est mort ». Restant au stade de la rumeur, cet événement fait écho à d'autres faits réels qui viennent perturber le quotidien des habitants du Nord-Est parisien. Trois jours plus tard, les journaux locaux relatent la triste nouvelle du décès de deux migrants s'étant noyés dans le Canal Saint-Martin, non loin du campement dans lequel ils étaient installés.

Carnet de terrain, journée à l'Espace Paris jeunes Nathalie Sarraute, 05/05/2018.

La pauvreté à laquelle ils sont confrontés ainsi que l'occupation quotidienne de l'espace public à travers les distributions de repas, les heures d'attente dans la rue ou les activités de commerce informel entravent également une aspiration à l'anonymat et à l'idée d'un espace public où circuler librement, notamment pour les jeunes filles, qui ne manquent pas de le rappeler. Aina, une lycéenne de 19 ans, entame une conversation à ce propos lors d'un atelier réalisé au sein de l'Espace Paris Jeunes Nathalie Sarraute :

« Ils sont partout [...] J'habite, dans le bâtiment, il y a des escaliers. Et ils sont tout le temps-là, matin, midi, soir. Des fois, je ne vois même pas sur mon chemin parce qu'ils sont tous devant la porte. »

Carnet de terrain, atelier vidéo à l'espace Paris jeunes Nathalie Sarraute-retranscription ateliers Pop-Part-, 31/03/2018.

À la différence des « soudanais » dont il faudrait se démarquer, les « migrants qui ont réussi » nourrissent chez certains usagers de l'espace Paris jeunes Nathalie Sarraute leur souhait de réussite, associé à ce qui peut être interprété comme un sentiment d'abandon de la part de la puissance publique.

« Les migrants qui ont réussi »

Lors d'un atelier réalisé à l'espace Paris jeunes Nathalie Sarraute, un petit groupe propose d'aller à la rencontre de ceux qu'ils appellent les « migrants qui ont réussi ». Quelques semaines avant, le groupe avait proposé d'aller rencontrer des « migrants » qui arrivent à s'en sortir. Trois jeunes filles s'organisent pour réaliser un entretien auprès d'un « migrant » qui aurait ouvert un commerce dans le quartier. Alors que je demande à Aminata pour quelle raison elles souhaitent le rencontrer, elle m'explique : « On a décidé d'aller le voir parce que ça marche bien, son restaurant. Ça n'arrive pas souvent de voir quelqu'un réussir. Surtout quand on n'est pas arrivé dans de bonnes conditions ». Elles décident d'aller interviewer le patron d'un restaurant soudanais situé rue Philippe de Girard. C'est un jour de ramadan. En s'approchant du restaurant, Soukeina dit d'un air suspect qu'elle n'aime pas cet endroit, parce qu'il y a toujours du monde devant.

Après avoir préparé une grille d'entretien, elles interrogent le patron du restaurant au fond de la salle, le questionnant sur son parcours et sur les étapes de création de son commerce. Un ami du patron traduit de l'arabe (soudanais) au français. À l'issue de l'entretien, alors que je leur demande ce qu'elles ont appris de cette rencontre, elles me disent : « Il s'est débrouillé tout seul. On pensait qu'ils [les « migrants »] étaient tous aidés, mais en vrai non ». Elles sont étonnées par la réussite individuelle de ce dernier.

Carnet de terrain, ateliers non mixtes à l'espace Paris jeunes Nathalie Sarraute, 18/05/2019.

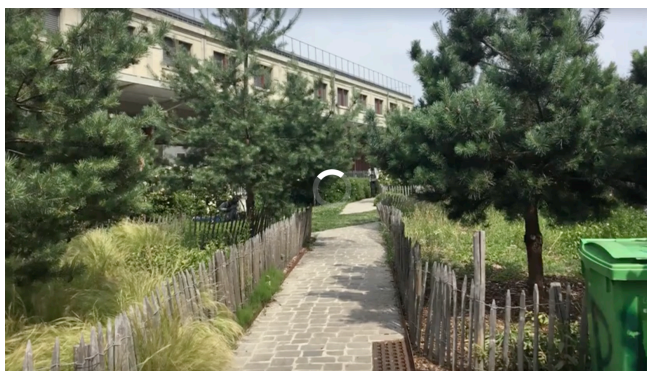
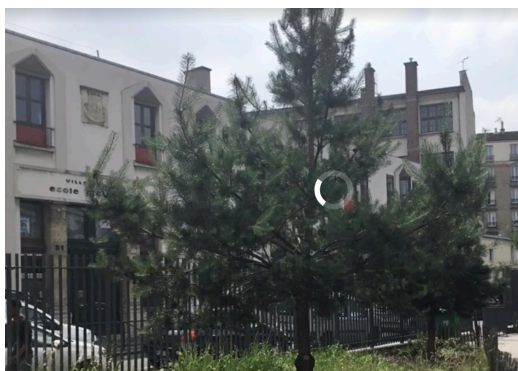
En parvenant à stabiliser leur situation par des projets de créations d'entreprises, les « migrants qui ont réussi » trouvent une place de citoyens à part entière en ville et leurs marges de progression sociale semblent plus importantes que celle de certains usagers de l'Espace Paris jeunes Nathalie Sarraute qui sont confrontés aux inégalités d'accès à l'emploi. La réussite apparente de certains « migrants » peut alors nourrir un sentiment d'injustice chez ceux qui aspirent à une réussite professionnelle par l'entrepreneuriat individuel.

Derrière cette apparente hostilité, les usagers de la structure jeunesse sont également pris dans un dilemme moral : leur relation à l'extrême vulnérabilité des « soudanais » provoque chez eux une indignation (Milliot 2017) qui est liée à la conscience d'une mauvaise prise en charge des immigrés les plus précaires. La plupart d'entre eux reconnaissent le rôle d'accueil du quartier, empreint d'une histoire collective récente liée à l'immigration de leurs parents, relayée par les discours des professionnels de l'éducation. L'indignation répond à la limite fine entre ce qui est de l'ordre de l'acceptable et de l'inacceptable pour eux et pour ces autres avec lesquels ils partagent l'expérience du quartier, comme la scène « Un migrant mort dans les jardins Rosa Luxembourg » l'a montré.

« Parc de la girafe »



À travers l'expression « il faut les plaindre » utilisée par Djaffar dans la vidéo « Parc de la girafe », ce dernier exprime le sentiment qu'il peut bénéficier de l'État providence français à la différence des « soudanais ». Cette nécessité d'accueil est également associée à une critique du manque de moyens mis en place par l'État, qui témoigne du partage d'un sentiment d'abandon de la part de la puissance publique.



Captures d'écran de la vidéo réalisée par Yakaré et Djaffar.

Vidéo 5. "Parc de la girafe", indignation face à la présence des "migrants".

Au quotidien, la coexistence dans la rue relève d'un spectre de comportements allant de l'évitement à la confrontation. L'évitement qui caractérise le rapport anonyme tissé entre les différents groupes à partir d'une tolérance réciproque, celle du respect d'un « droit à l'indifférence » (Delgado 1999) auquel tous les citoyens aspirent. Cette indifférence est parfois perturbée par de micro-interactions, autant d'épreuves où les différentes parties sont amenées à négocier leur place dans la ville. C'est le cas notamment d'Aminata, une lycéenne de 18 ans, qui demande aux « soudanais » qui s'installent sur le pas de sa porte de se lever lorsqu'elle rentre chez elle. L'évitement et la distance sont alors rompus, elle est confrontée à la proximité directe avec eux. Ne parlant pas la même langue, la distance reste importante, elle sort sa clef de sa poche, un échange de regard, les hommes se lèvent et lui permettent de se frayer un chemin vers la porte, qu'elle referme aussitôt. La confrontation quotidienne avec cette nouvelle population dans la rue oblige à se frayer un passage, à travers des interactions silencieuses, mais elle peut prendre des formes plus visibles, à travers des altercations en public. Alors que les jeunes filles optent pour une indignation silencieuse et une négociation discrète la plupart du temps, certains jeunes garçons s'engagent parfois dans des confrontations directes avec des « soudanais », à l'image de cette scène relatée lors d'une réunion à laquelle participent les équipes éducatives :

Célia, éducatrice à l'espace Paris jeunes intervient. Elle parle d'abord d'une interpellation qui a eu lieu dans un centre de santé du quartier, afin de témoigner de la discrimination dont a été victime un jeune qui fréquente la structure dans laquelle elle travaille. Le récit de Célia de l'évènement : un jeune s'y était rendu pour une raison médicale, il a été mal accueilli par la secrétaire du centre médical, il a alors répondu de manière violente. Le centre médical a appelé la police, qui est intervenue. Le jeune a été placé en garde à vue et est passé en comparution immédiate. Un autre évènement s'est déroulé dans la semaine. Célia détaille la scène, qui a eu lieu sur l'esplanade, en plein après-midi. Elle décrit précisément les personnes étant impliquées : « un migrant marocain a volé un téléphone portable à un Soudanais ». Un groupe de jeunes est intervenu pour récupérer le téléphone portable. Ils ont frappé le migrant marocain à plusieurs reprises. Célia est intervenue pour les séparer. Plusieurs questions sont posées concernant le profil des personnes impliquées dans la bagarre. Pour les jeunes, il s'agissait des « plus petits, ceux qui vont à la bibliothèque », qui sont intervenus pour « réguler » la vie sur la place selon les termes de Célia.

Carnet de terrain, réunion « acteurs publics », 06/06/2018.

Cette scène témoigne des difficultés liées au fait de côtoyer au quotidien la vulnérabilité des « migrants », amenant certains usagers de l'esplanade à des comportements violents qui font

écho à la violence sociale et aux discriminations auxquelles ils sont eux-mêmes confrontés. La manière dont les professionnels de l'éducation font le rapprochement entre les deux scènes lors de la réunion rend compte d'une expérience des discriminations partagée.

Pour faire face à ces scènes de confrontation, certaines activités sont mises en place par les structures jeunesse dans le but d'améliorer les relations avec les « migrants ». Les distributions de repas sont organisées par différentes associations. En partenariat avec l'association La Gamelle de Jaurès, l'espace Paris jeunes Nathalie Sarraute organise des maraudes afin notamment de pacifier les relations entre les adolescents qui s'impliquent dans des bagarres avec certains « migrants ».

3. Une gestion institutionnelle pour « faire bien vivre l'esplanade »

L'adjointe au maire introduit la séance en réalisant quelques propos préliminaires qui témoignent d'une conception de la vie publique basée sur des échanges anonymes et l'absence de conflits, sur l'idée d'un espace ouvert à tous, sans hiérarchie : « L'objectif est de faire de ce lieu un lieu vivant, capable d'accueillir habitants ou passants d'ailleurs. Préserver et renforcer sa fonction de place publique », ajoutant « c'est un lieu de circulation, de rencontre, de liberté ».

Carnet de terrain, comité d'organisation des animations de l'esplanade, 25/05/2018.

Face aux campements de « migrants » et aux rixes entre des jeunes de différents quartiers du Nord-Est parisien ayant pris place sur l'esplanade en 2014, des acteurs et usagers de l'esplanade se sont organisés pour coordonner de manière institutionnelle le partage de l'espace. Trois types de réunions sont observées au cours de l'enquête. Le « comité de suivi ZAC Pajol », avait été mis en place après la période de concertation pour l'aménagement de la ZAC Pajol et se poursuit afin de maintenir un espace de suivi entre la mairie de Paris et les associations de riverains s'étant impliquées dans le processus. Au fil du temps, d'autres associations et acteurs locaux concernés par la vie de l'esplanade ainsi que différents services de la ville y participent, excepté les structures jeunesse qui y sont conviées, mais y assistent rarement. À partir de 2018, le « Comité d'organisation des animations de l'esplanade » est mis en place par la mairie du 18^e arrondissement pour coordonner les activités culturelles et de loisir qui sont organisées sur l'esplanade Nathalie Sarraute par différentes associations du 18^e arrondissement et d'ailleurs et par les commerçants présents sur l'esplanade. Enfin, d'autres réunions⁵³, auxquelles ne participent pas les associations de commerçants et les associations de riverains, portent davantage sur la coordination des actions de prévention, d'intervention sociale et d'animation socioculturelle à destination des publics enfants, adolescents et jeunes adultes qui fréquentent l'esplanade et les équipements adjacents.

⁵³ Les réunions « acteurs publics », et les réunions d'organisation de la fête de quartier « La Chapelle sur scène ». Le terme « acteurs publics » est utilisé par une éducatrice de l'espace Paris jeunes Nathalie Sarraute qui participe activement aux réunions, pour évoquer le fait que les commerçants n'y sont pas conviés.

La teneur de ces réunions et les différentes orientations qui y sont prises montrent l'ambivalence des positions adoptées par la mairie de Paris pour gérer le partage de l'espace sur l'esplanade et le large spectre des discours et actions mises en place pour appréhender les places occupées par les jeunes dans ce quartier en transformation, entre relégation et valorisation. Elles permettent également de mettre en lumière la posture des associations de jeunesse qui jouent un rôle d'intermédiaire entre les différents groupes sociaux, et entre une gestion institutionnelle et une gestion informelle des conflits d'usage.

3.1 Des réunions publiques : une gestion sécuritaire, culturelle et éducative du partage de l'espace

Le « comité de suivi ZAC Pajol » se réunit environ deux fois par an, il est présidé par Daniel Vaillant, ancien maire du 18^e arrondissement entre 1995 et 2001, et conseiller de Paris au moment de l'enquête. Mis en place après la période de concertation de la ZAC Pajol, il s'agissait initialement d'un espace dédié au suivi du chantier. Après la livraison du projet, les réunions se sont maintenues, permettant de réaliser un suivi des problématiques rencontrées dans les différents espaces de la ZAC, mais plus particulièrement dans les jardins Rosa Luxembourg et sur l'esplanade Nathalie Sarraute. Les échanges y portent principalement sur le thème de la sécurité et les questions d'ordre public. Dans ces réunions, les élus sont tenus de rendre des comptes aux administrés concernant l'action publique mise en place dans le quartier, et de répondre aux attentes de leurs électeurs. L'approche sécuritaire, qui domine les échanges, est renforcée par la présence de la commissaire de police du 18^e arrondissement de Paris dont les comptes-rendus sont attendus par l'assistance. Dans les « comités de suivi de la ZAC Pajol », les catégories des « jeunes » et des « migrants » viennent alors désigner des groupes qui opéreraient une confiscation d'un espace public qui serait pour tout le monde, comme l'explique l'élus à l'urbanisme lors d'un entretien :

« On a essayé d'aménager l'esplanade de la façon la plus sympathique possible, tout en sachant bien qu'une esplanade vit bien ou vit mal selon les usages qu'on en fait. Donc quand on a les migrants qui viennent s'y loger, évidemment le commerce est foutu en l'air. Quand vous avez les jeunes qui font du rodéo avec leurs motos ou autre chose... Bon. Alors on a laissé des terrasses s'installer un peu plus, on a laissé des manèges, des trucs... Pour justement faire que, à côté, les mésusages soient un peu combattus, et qu'on favorise les usages les plus corrects. »

Michel Neyreneuf, adjoint au maire du 18^e chargé de l'urbanisme de l'architecture, des grands projets de renouvellement urbain et du logement, 09/07/2019.

Dès lors, un classement des usages de l'esplanade se met en place, opérant une différenciation entre des usages vus comme « positifs » de l'esplanade et d'autres qui seraient « négatifs », catégorisant en même temps certains groupes associés aux usages négatifs. Les regroupements d'adolescents qui se retrouvent sur l'esplanade ou dans des espaces adjacents, sont par ailleurs directement désignés comme freinant l'amélioration souhaitée, comme le rappelle un membre d'une association de riverains impliqué dans les réunions de concertation :

« Ces groupes de jeunes, [...] c'est des jeunes complètement en déshérence. Si on veut éviter justement des questions de mésusage, de détournement d'usage, l'esplanade doit être occupée. Mais occupée de façon qui convienne au plus grand nombre, une occupation dans le bon sens du terme. »

Pierre, habitant du quartier, président d'une association de riverains.

La construction de cette catégorie de « jeunes » dans les réunions publiques ne concerne qu'une partie de la jeunesse présente sur l'esplanade. Elle croise ce qu'Elijah Anderson désigne dans son enquête sur les conditions sociales des jeunes noirs américains vivant dans les *inner-city* (centre-ville). À travers le titre de son ouvrage, intitulé *Poor, young, black and male* (pauvre, jeune, noir et masculin), il pointe l'intersection de l'âge, la classe sociale, la catégorisation raciale et le genre comme constituant leur condition urbaine. Sur l'esplanade, la catégorie « jeunes » désigne une frange d'âge qui ne se limite pas à l'adolescence, mais qui évoque les enfants, adolescents et jeunes adultes de milieux populaires, dont les parents ou grands-parents ont immigré d'un pays d'Afrique de l'Ouest ou du Maghreb, identifiés et s'identifiant comme noirs ou arabes, et pour qui l'esplanade offre des espaces où se retrouver avec leurs amis pour diverses activités dans leur temps libre. Le fait d'être en groupe, identifié

comme « jeune » renvoie à une construction sociale de la jeunesse populaire d'origine immigrée comme classe dangereuse, que l'on retrouve dans certains discours au cours des réunions publiques, comme en témoigne l'intervention de la commissaire de police lors du « comité de suivi de la ZAC Pajol » :

Au début du comité de suivi de l'esplanade, Daniel Vaillant avait annoncé la présence de la commissaire de police responsable du commissariat du 18^e arrondissement. Elle arrive en cours de réunion, s'excusant de son retard. Elle a été retenue pour une interview télévisée après le démantèlement d'un camp de réfugiés le matin même au nord de la ville. Ses interventions semblent attendues. Elle intervient dès son arrivée pour faire un compte-rendu des différentes actions menées par la police dans le secteur. Elle s'adresse aux élus, mais porte une attention particulière aux attentes des différents collectifs de riverains. À propos de l'esplanade, elle aborde la question de la vidéosurveillance, puis enchaîne à propos des « jeunes » : « Les petits jeunes qui vous embêtent, qu'on connaît bien et qui écument l'esplanade, avant de les mettre en prison, ce n'est pas facile. On ne peut pas faire de coercition. Il y a coercition quand il y a préparation de délit, type bande avec cagoule ». Elle mentionne les « petits mineurs » qui font partie du plan bandes. Puis elle poursuit sur les usages qui sont faits des espaces publics du quartier : « Il y a des gamins tous seuls, les familles se sont barrées au pays (elle cite les pays : Guinée, Maghreb, Sénégal). Les fratries sont livrées à elles-mêmes ».

Carnet de terrain, comité de suivi de l'esplanade, 27/06/2018.

Invités aux « comités de suivi ZAC Pajol », les professionnels de la jeunesse s'y rendaient dans un premier temps, mais ont progressivement décidé de ne plus y participer. Une des raisons évoquées tient dans le sentiment d'être tenus pour responsables de certains comportements des jeunes sur l'esplanade considérés comme nuisant à la nouvelle image du quartier. Selon eux, cette injonction à faire régner l'ordre dans la rue viendrait à l'encontre de leur mission éducative au sein des structures jeunesse. Cet extrait de carnet de terrain, suivi d'un extrait d'entretien réalisé avec le directeur de l'Espace Paris Jeunes qui évoque une réunion à laquelle il a participé antérieurement montre les tensions entre les différents acteurs de l'esplanade. Un registre sécuritaire est mobilisé par une association de riverains tandis que la structure jeunesse mobilise un registre éducatif et insiste sur le droit des jeunes à circuler librement dans les espaces du quartier au même titre que les autres citoyens. En filigrane, la question raciale est évoquée sans être nommée, le reproche étant fait à la structure jeunesse de n'accueillir qu'un certain profil de jeunes. C'est lors d'une conversation informelle qu'un

riverain évoquera avec moi le manque de mixité sociale et raciale au sein de l'Espace Paris Jeunes, regrettant qu'il n'y ait « que des noirs »⁵⁴.

Lors des questions diverses, un riverain intervient d'un ton solennel, se posant en connaisseur du quartier. Il semble connaître les élus, commençant son intervention en s'adressant à l'ancien maire d'arrondissement : « Mon cher Daniel ». Il rebondit sur la question des scooters circulant sur l'esplanade qui a été abordée précédemment et dit, fournissant une information au reste des participants, que la plupart des motos se rendent à l'Espace Paris Jeunes. Il dit « je ne sais pas si les responsables de l'Espace Paris Jeunes sont là ? ». Silence, aucun membre de la structure jeunesse n'est présent à la réunion ce jour-là. Il ajoute : « il faut investiguer ». Il évoque ensuite la « détérioration du passage » qui relie l'esplanade Nathalie Sarraute aux jardins Rosa Luxembourg : « On a l'impression d'être dans la zone », s'exclame-t-il, puis ajoute que « le passage est emprunté par les jeunes en moto ». Il interpelle les élus en leur demandant instamment : « Quelle action peut-on mener vis-à-vis de cette racaille ? », rappelant que ces situations l'empêchent de réaliser les balades urbaines qu'il effectue dans le quartier pour expliquer la rénovation énergétique de la Halle Pajol.»

Carnet de terrain, comité de suivi de l'esplanade, 27/06/2018.

Il [un riverain] a commencé à m'accuser du comportement d'un jeune à l'auberge de jeunesse, il m'a dit : « les jeunes que vous accueillez dans votre structure, c'est n'importe quoi ce qu'ils font »... Il parle, il parle, et moi je le laisse parler, et à un moment donné, on change de conversation et on passe à autre chose. Donc moi, je lève la main, et je dis « excusez-moi, mais j'aimerais quand même répondre à monsieur ». [...] Je leur dis « les jeunes, ils vont à l'auberge de jeunesse comme ils vont à la boulangerie, comme ils vont à la pharmacie, comme ils vont aussi dans les équipements jeunesse. Ça ne me donne pas une responsabilité particulière sur ces jeunes ! ». [...] Et puis après, ils me reprochaient le profil des jeunes que j'accueille dans la structure. Et alors quoi ? Faut que je les trie, faut que je fasse un choix ?

Entretien avec Marouane, Espace Paris jeunes Nathalie Sarraute, 03/08/2022

Les professionnels de la jeunesse choisissent de ne pas participer à ces réunions et adoptent des stratégies pour légitimer la place des jeunes dans le quartier. La première stratégie consiste à sélectionner les réunions et les espaces dans lesquels leur action est reconnue et utile à leurs yeux. Dans les réunions « acteurs publics », ils trouvent par exemple un espace où leur rôle éducatif est identifié et valorisé, et où s'exprime une complicité professionnelle dans le cadre d'une réunion institutionnelle. Les réunions sont convoquées par le directeur du collège Aimé Césaire, dont les locaux donnent directement sur l'esplanade. Ces réunions regroupent

⁵⁴ Extrait de carnet de terrain, 22/05/2018.

les « acteurs publics » étant directement en contact avec les enfants et adolescents dans leur pratique professionnelle, afin de coordonner leurs actions qui sont de type préventives et éducatives. Les éducateurs y trouvent une reconnaissance professionnelle ainsi qu'un espace où pouvoir exprimer un discours critique vis-à-vis du processus de changement urbain, inquiets des inégalités manifestes et de la relégation à laquelle certains jeunes doivent faire face. Dans ces réunions, une approche compréhensive des pratiques des jeunes est abordée afin de légitimer leur place dans le quartier :

Pendant la réunion, une discussion a lieu sur les pratiques de deux restaurants installés sur l'esplanade : « Ils ne sont pas sur la même logique », dit le directeur du collège. Célia, éducatrice à l'Espace Paris Jeunes acquiesce. Il semble y avoir un consensus dans cette réunion sur ce point. Les représentants de la mairie du 18^e arrondissement prennent des notes sur leur cahier, mais n'interviennent pas. Le directeur du collège ajoute « Nos gamins n'ont pas les moyens d'acheter une glace dans ces restaurants. Pour le même prix, ils s'achètent un paquet de glaces à Intermarché ! ». [...] Célia enchaîne sur les relations difficiles avec un des restaurants situés sur l'esplanade. Elle relate que l'un d'eux aurait refusé de servir un verre d'eau à une jeune fille enceinte, le directeur du collège adopte alors un ton de réprobation : « Ils boivent où, les jeunes ? Il n'y a pas de fontaine sur l'esplanade », « ces restaurants ce n'est pas pour nos jeunes », « ça crée des scissions », « c'est la gentrification du quartier ». Il en profite pour informer que le collège a préparé avec des étudiants une proposition pour le budget participatif de la mairie de Paris. Il s'agit d'un dossier pour réaménager l'esplanade Nathalie Sarraute, « à destination des jeunes ». Des urnes seront disposées dans le collège Aimé Césaire afin que tout le monde puisse voter.

Carnet de terrain, réunion « acteurs publics », 06/06/2018.

La deuxième stratégie consiste à privilégier des modes d'organisation du partage de l'espace qui garantissent la permanence de relations d'interconnaissance et de solidarités de proximité qui préexistaient avant l'esplanade. L'organisation de la fête de quartier reflète à la fois la volonté de la part des acteurs de jeunesse de garantir la permanence de certaines pratiques populaires sur l'esplanade, et la position ambivalente de la mairie d'arrondissement qui concède l'organisation de ce type d'évènement.

Les réunions qui ont lieu pour organiser cette fête sont empreintes d'une familiarité professionnelle des acteurs de l'intervention sociale et éducative, à laquelle s'ajoute le partage d'une expérience « du quartier » et une complicité liée à des relations de proximité tissées

avant l'inauguration de l'esplanade. La permanence d'une ambiance de vie de quartier dépeinte lors de « l'époque du mur » est notoire.

Chaque année, quand arrive l'été, les différents quartiers du 18^e arrondissement organisent la fête de quartier nommée « La Chapelle sur scène ». Elle s'inscrit dans une tradition de fêtes, dont la plus connue, celle de la Goutte d'Or dans le quartier adjacent, est renommée et constitue depuis plusieurs décennies un « moment privilégié d'une tentative de construction communautaire » (Messamah et Toubon 1990, p. 49) entre les différents groupes d'immigration qui composent le quartier. En 2018, selon les dires de certains habitants, la fête de La Chapelle supprime celle de la Goutte d'Or, les habitants y retrouvant un sentiment de communion, comme l'explique Yacine : « Il y a tout le monde en fait, tous les quartiers du 18^e, tôt ou tard ils vont venir nous voir. Pendant les fêtes de quartier, on se réunit tous généralement ».

Longtemps portée par un centre social, l'organisation de la fête est menée à partir de 2016 par les structures jeunesse pour la coordination des activités et de la programmation (Fig 14 et 15.). La préparation de cette journée provoque un certain engouement chez les acteurs de jeunesse, les conflits et les difficultés quotidiennes rencontrées semblent suspendus, et les différents acteurs se coordonnent pour qu'elle ait lieu dans les meilleures conditions. Lors d'une réunion d'organisation de la fête, une ambiance détendue règne, empreinte de complicité entre les différents acteurs. Des représentants des différentes structures jeunesse, mais également un employé de la mairie responsable du nettoyage des espaces publics, l'animatrice d'une association de potagers urbains intervenant avec les jeunes, un habitant du quartier participant à des ateliers de soutien scolaire, et la coordinatrice du centre social y participent. L'attention portée sur certaines pratiques habituellement proscrites sur l'esplanade semble rythmer la réunion, dans une recherche de compromis entre le maintien des pratiques populaires et des attentes de la mairie concernant l'ordre public.

Les premiers échanges portent sur le « rangement et nettoyage de l'esplanade ». Les thèmes abordés : horaires de nettoyage de nuit, budget pour les heures sup' des employés de nettoyage, l'huile sur le sol du fait du barbecue : il faudra prévoir des sacs de sciure et des sacs poubelle pour protéger le sol. Louqman, éducateur de la structure jeunesse qui coordonne l'organisation, rappelle qu'il y aura des équipes de jeunes qui rangent et restent une heure après la fin des activités. Le responsable propreté de la mairie de Paris

assure qu'il y aura un nettoyage le samedi matin, là où il y aura eu des animations. Concernant le barbecue, ce sont les éducateurs de rue qui s'en chargent. S'ouvre un débat sur la taille du barbecue, sur le fait de réparer un vieux barbecue cassé en faisant appel à une autre association du quartier. Le fond de participation des habitants sera utilisé pour payer la nourriture du barbecue, l'autre partie du budget vient de la Mairie et la Politique de la ville via l'équipe de développement local. Les canettes seront achetées à l'Intermarché, parce que « le responsable est sympa ». Pour la boucherie, les merguez et le pain, Amine a des contacts avec une bonne boucherie hallal rue d'Aubervilliers. Pour la programmation de la scène, en journée, différentes interventions d'associations auront lieu, les contacts avec les écoles sont réalisés, le groupe de capoeira a confirmé. Pour la fin de soirée, la programmation semble claire, avec l'intervention de plusieurs rappeurs du quartier. Un éducateur dit : « Pour les têtes d'affiche, on mobilise les grands du quartier », ainsi que pour la présentation de la journée sur scène.

Carnet de terrain, Réunion de préparation de la fête de quartier, 15/05/2018.

Tout semble être mis en œuvre pour que, ce jour-là, les pratiques des jeunes puissent avoir leur place le jour de la fête. Le programme prévoit des ateliers sportifs, une scène musicale où chantent différents rappeurs du quartier⁵⁵ et se produisent des groupes de danse féminine, un stand où se restaurer, tenu par les clubs de prévention. Le jour même, les activités des jeunes habituellement proscrites sur l'esplanade sont visibles : le barbecue permet d'alimenter le stand de restauration, plusieurs groupes de jeunes adultes s'installent sur l'esplanade pour fumer la chicha. En fin de soirée, une course de motos et quad est organisée sur la rue Pajol. Ce jour-là, ces pratiques prennent place au cœur de l'esplanade et font l'objet d'une tolérance implicite de la part des autorités. On assiste à un inversement des dynamiques habituelles d'occupation de l'esplanade, passant d'un espace centripète où les petits groupes de jeunes s'installaient dans les marges de l'esplanade, à un espace centrifuge où se concentrent et se

⁵⁵ De nombreux rappeurs du 18^e arrondissement produisent des vidéoclips publiés sur les réseaux sociaux (Junior Bvndo, Jackmaboy, Guy de Bezbar, ou Maronx), et participent aux concerts organisés lors de la fête de quartier « Chapelle sur scène », à l'image de JackmaBoy dont le concert final en 2018 a provoqué des scènes de liesse collective. Voir notamment :

Le travail de Junior Bvndo : vidéoclip « Salut mec » mis en scène sur l'esplanade Nathalie Sarraute où les jeunes reproduisent une salle de classe en plein air (<https://www.youtube.com/watch?v=DWiDMYd6EPw>), consulté le 09/09/2018

Le travail de Maronx : vidéoclip intitulé « Le bénéf, c'est toute la semaine » mis en scène sur l'esplanade Nathalie Sarraute. Il explique comment les inégalités poussent certains d'entre eux à rentrer dans les petits trafics, ajoutant « J'ai pas le bac, il reste deux solutions, c'est la boxe ou le rap » (<https://www.youtube.com/watch?v=eA3jfg8Oi1Y>) consulté le 10/06/2019.

mélangent en nombre les jeunes avec leurs familles, et d'autres usagers de l'esplanade qui s'aventurent au mélange éphémère de l'évènement.

Le rôle occupé par la mairie d'arrondissement dans l'organisation de la fête porte principalement sur une contribution logistique – nettoyage public – et financière – à travers les différentes subventions reçues par les associations. Ce soutien s'opère en retrait, les élus et responsables des services concernés étant absents des réunions d'organisation de la fête de quartier. La première adjointe à la mairie du 18^e arrondissement explique la nécessité d'un maintien d'une ambiance populaire dans un quartier en gentrification :

« Il ne faut pas négliger ou donner l'impression de mépriser ceux qui sont les habitants, ceux qui tiennent ces quartiers-là, ceux qui font que ces quartiers-là existent, mais rien n'interdit non plus d'ouvrir vers autre chose et de proposer des choses qui n'existaient pas avant. Après l'équilibre évidemment est à trouver pour que chacun puisse y trouver son compte, qu'il n'y ait pas de confiscation par les uns et par les autres. Si on était allé trop loin dans la gentrification des commerces de la halle Pajol il aurait fallu redresser la barre, incontestablement. »

Carine Rolland, première adjointe au maire du 18^e, 15/05/2018

C'est dans cette volonté de ne pas « aller trop loin dans la gentrification » que la mairie concède l'organisation de la fête, non sans contradictions. Lorsqu'elle est évoquée par une résidente dans la réunion du « comité de suivi de la ZAC Pajol », la fête est renvoyée à une réponse sécuritaire :

Une résidente d'une soixantaine d'années interpelle les fonctionnaires de police présents à la réunion ce jour-là, d'un ton alarmant : « Samedi, il y a un grand concert de rap de 14h à 23h. Il y a du renfort ? ». La commissaire de police lui répond que, concernant le « maintien de l'ordre », « on a demandé les CRS ». Le responsable de la brigade ajoute qu'il y aura quatre équipes, dont une en civil.

Carnet de terrain, comité de suivi de l'esplanade, 27/06/2018.

Dans les faits, au soulagement de tous, aucun débordement n'a eu lieu ce jour-là et la police était très peu visible lors de la fête, témoignant d'une position ambivalente de la mairie qui cherche d'un côté à rassurer certains résidents en renforçant la présence policière, mais ne souhaite pas proscrire totalement les pratiques juvéniles dans cet espace.

Lors des réunions du « comité d'organisation des animations de l'esplanade », la volonté de « redresser la barre » et promouvoir une mixité sociale et raciale, sans la nommer, est présente :

Des échanges ont lieu concernant les activités qui prendront place sur l'esplanade pendant l'été. Le collectif Street dance Paris intervient lors de la réunion. Il s'agit d'un collectif de danseurs noirs pour la grande majorité, extérieurs au quartier. Le responsable du groupe parle au nom des autres, expliquant le fonctionnement de leur collectif, insistant sur la portée internationale de ce dernier. Ils sont présents dans cette réunion, car ils souhaiteraient intervenir dans le 18^e, pour « la diffusion de notre art, qui est surtout représenté par les rappeurs ». Ils proposent de réaliser des spectacles courts en format de workshop. L'adjointe au maire exprime un grand intérêt pour leur proposition, elle écoute attentivement, prend des notes. Elle dit « la danse est un vecteur très fort de lien social ». Le directeur du collège intervient en rappelant que ce genre de performance implique de demander de l'argent aux passants, et que dans ce quartier ça ne fonctionnera pas. L'adjointe au maire propose alors un rendez-vous aux membres de la compagnie, pour étudier les possibilités de soutien financier et les autorisations nécessaires. [...]

Peu après, Paul et Jean-François du club de prévention interviennent pour expliquer le travail qui a été fait pour l'organisation de la fête de quartier « La Chapelle sur Scène ». Ils évoquent les différentes activités qui auront lieu, en expliquant que ça sera « pour les jeunes ». L'adjointe au maire les coupe et leur dit « sans aller jusqu'à dire « activités pour les jeunes », car le quartier appartient à tout le monde... Mais cette activité est dédiée aux jeunes. Plus on ouvre les écoutilles, mieux c'est ».

Carnet de terrain, comité d'organisation des animations de l'esplanade, 25/05/2018.

Ces échanges montrent qu'une valorisation des pratiques culturelles des jeunes associées à l'image que les élus se font de la jeunesse se met alors en place. Elle est cependant exogène, ayant recours à des professionnels extérieurs, et se produit sans que les jeunes soient consultés directement. L'adjointe au maire d'arrondissement se réjouit ainsi de la venue de ce collectif de *Street dance* venant de l'extérieur, y voyant une manière de valoriser des pratiques issues de la contre-culture populaire, de la même manière qu'elle accepte que les commerçants installent des espaces de skate et de basket pour l'été sur l'esplanade. En revanche, elle minimise publiquement le programme culturel des jeunes rappeurs du quartier proposé par les structures jeunesse pour la fête de quartier.

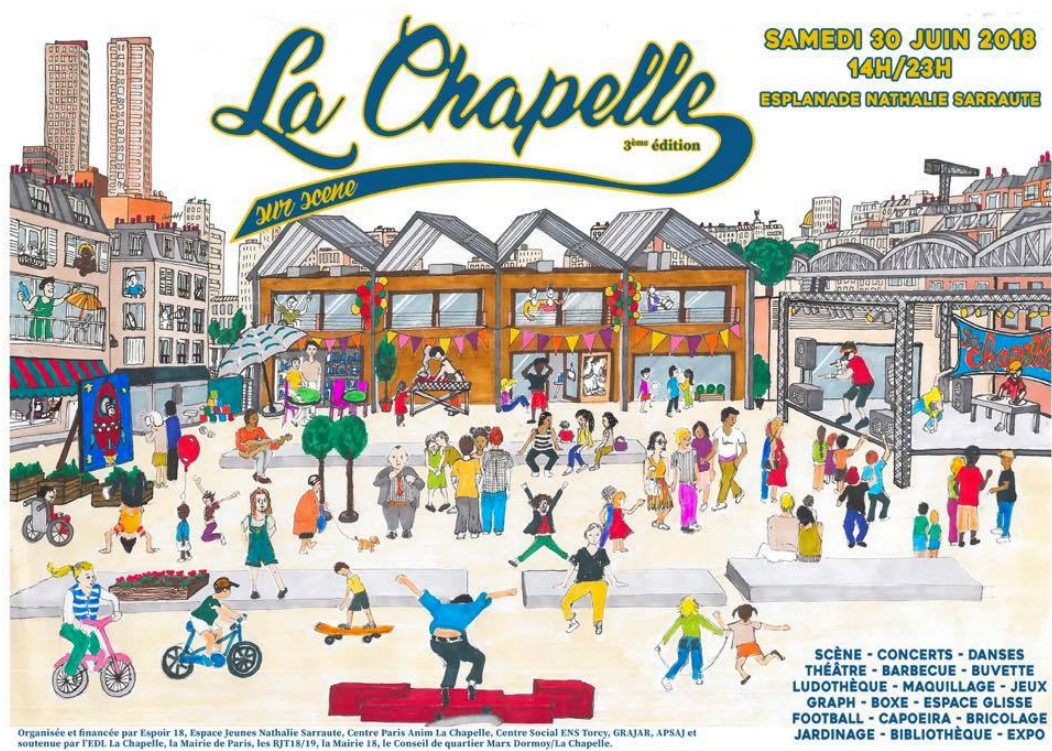


Figure 14. Affiche de la fête de quartier "La Chapelle sur scène".



Figure 15. L'esplanade Nathalie Sarraute pendant la fête de quartier.

3.2 Scènes de la vie quotidienne : « Sur l'esplanade, tout se négocie »

En parallèle des réunions de gestion institutionnelle de l'esplanade, les relations entre les différents usagers sont abordées dans des interactions quotidiennes. Les enfants, adolescents et jeunes adultes qui fréquentent les structures jeunesse s'engagent régulièrement dans des négociations avec les autres usagers de l'esplanade pour bénéficier des possibilités permises par les nouveaux aménagements au cœur de leur quartier. La construction des arrangements de cohabitation témoigne de la volonté des différentes parties de ne pas s'exclure totalement, malgré des modes d'occupations de l'espace différenciés la plupart du temps. Les deux scènes suivantes relatent comment les négociations informelles s'opèrent en parallèle des échanges et décisions prises dans les réunions publiques dans deux espaces qui cristallisent les attentes et les conflits d'usages sur l'esplanade.

3.2.1 L'auberge de jeunesse

L'auberge de jeunesse est un équipement privé destiné à accueillir des touristes venant du monde entier. Mais du fait de sa situation au cœur d'un quartier populaire parisien, le projet a, dès sa mise en place, la volonté d'être ouvert au quartier et de céder des espaces pour des activités réalisées par des associations du 18^e arrondissement. Les premiers temps, le hall de l'auberge reste ouvert, accessible aux clients qui séjournent dans les chambres, mais également aux passants qui souhaitent profiter d'un espace de détente confortable, ou aux consommateurs pour boire un verre au bar de l'auberge. Ce hall adopte après son inauguration un statut spécifique de prolongement de l'espace public urbain, où l'accès n'est pas restreint. Un groupe de jeunes garçons prend alors l'habitude de s'y retrouver sur une terrasse à l'abri de la pluie à laquelle on accède en traversant le hall de l'auberge. Installés sur les canapés surplombant les jardins Rosa Luxembourg, ils passent une partie de leur temps libre à discuter et fumer en petit groupe. Après un changement de direction à l'auberge de jeunesse, l'accès à l'auberge est alors restreint, une affiche spécifiant que l'entrée est désormais

« réservée aux détenteurs de la carte FUAJ (Fédération unie des auberges de jeunesse) ». Un vigile est également embauché pour contrôler l'accès au hall de l'auberge, notamment la présence du groupe de jeunes qui s'installent sur la terrasse. Malgré cette nouvelle règle mise en place, une négociation informelle est opérée, tolérant la présence des jeunes, selon les critères et le mode opératoire du vigile.

Dans le hall de l'auberge de jeunesse, le linoléum souple au sol et la musique d'ambiance *lounge* produisent une atmosphère détendue en cette journée pluvieuse. Sur la droite, des clients de l'auberge, des habitués du quartier et quelques « migrants » qui consultent leur portable sont installés aux tables qui semblent en libre accès. J'aperçois sur la terrasse un groupe de trois jeunes garçons qui fument et se prennent en photo par selfies. Le vigile, un grand homme d'une cinquantaine d'années d'origine africaine vêtu d'une tenue d'une entreprise privée de sécurité se dirige vers la terrasse et demande aux jeunes de sortir. Ils s'exécutent. Il ferme ensuite le verrou de la porte de la terrasse. Je suis étonnée par cette scène : comment les jeunes ont-ils pu entrer alors que l'accès est interdit aux personnes ne détenant pas la carte FUAJ ? Selon quel critère l'accès est-il permis à l'auberge, et ce critère s'applique-t-il de la même manière pour tout le monde ? Je me dirige vers le vigile pour en savoir plus. Je m'approche de lui et engage la conversation après m'être présentée :

- J'ai vu que vous aviez parlé avec les jeunes qui viennent de sortir... Ils peuvent venir dans l'auberge de jeunesse les jeunes du quartier ?
- Ils peuvent venir, mais il faut qu'ils soient sages. Il faut dialoguer avec eux. La force, ça ne sert à rien, c'est le dialogue. Si on utilise la force, ils cassent tout ! Tout le monde est perdant après. Ils sont très gentils quand tu dialogues. Tu viens doucement, tu dis voilà...
- Ils disent « ok chef on a compris ». Mais la force non... Même vous-même, vous n'aimez pas la force, non ?
- Ah non, moi ça ne me plairait pas ! Et il y a des filles qui viennent aussi ?
- Oui il y a des filles aussi. Mais les filles, c'est pas les jeunes. Les filles qui viennent, elles sont avec des enfants, elles restent tranquilles. Elles viennent souvent s'asseoir... Il n'y a pas de problème avec elles.
- Et il y a d'autres gens du quartier qui viennent ici pour profiter de l'espace ?
- Oui bien sûr ! C'est le quartier, ils viennent prendre le café, ils s'assoient, ils sont au chaud. Même les réfugiés qui sont là (il montre les tables au fond contre la vitrine), ils prennent le café tranquille, ils sont au chaud, ils se connectent à internet. Il n'y a pas de soucis, ça va.

Carnet de terrain, observations à l'auberge de jeunesse, 12/11/2018.

Malgré une interdiction d'accès stipulée formellement par l'affiche, l'attitude du vigile montre comment l'accès à l'auberge s'opère dans le cadre d'un compromis entre les différentes parties. Le vigile explique que la négociation s'opère à travers un dialogue direct qui est établi avec les jeunes. Lorsque ce dialogue n'est pas respecté, les tensions peuvent s'accroître. Ce code partagé entre le vigile et les jeunes dans l'auberge renvoie à ce que

j'appelle une civilité⁵⁶ populaire à laquelle d'autres acteurs de l'esplanade adhèrent implicitement. Célia, éducatrice à l'Espace Paris Jeunes, valorise également la communication, parlant régulièrement « d'échange », disant « on discute », et désapprouve le comportement de certains commerçants ou riverains qui appellent la police au lieu de venir discuter. Certains commerçants adoptent également la stratégie du contact direct pour gérer les conflits, à l'image de Jacques, dont les transats installés sur la terrasse de sa boutique gourmet sont régulièrement empruntés :

« Tu installes une terrasse, et là t'as 15 jeunes qui arrivent sur ta terrasse, et qui ne veulent pas bouger. Donc, faut montrer un peu les gros bras, il faut aller à l'affrontement. Des discussions, plusieurs discussions, après tu commences à les connaître, parce que c'est toujours les mêmes. Et petit à petit... bah tu vois, ils te respectent, tu crées un rapport de confiance ou de respect, avec les limites qu'il y a autour. »

Jacques, commerçant, entretien réalisé le 11/09/2018.

Les jeunes garçons qui fréquentent l'esplanade sont cependant conscients des inégalités de traitement selon le genre et l'origine, mais acceptent d'adapter leur comportement. Ils expliquent fréquenter ces lieux en solitaire pour s'affranchir de l'étiquette des « jeunes » et pouvoir être considéré comme un consommateur lambda dans les nouveaux commerces du quartier. À 19 ans, Oussman n'a pas poursuivi ses études après avoir passé un baccalauréat professionnel, et n'a pas encore trouvé d'emploi. Il se retrouve régulièrement avec son groupe d'amis dans les jardins Rosa Luxembourg, je l'interroge sur l'auberge de jeunesse :

« Les gars du RL » sont assis en petit groupe sur un banc sous l'ombrière du jardin, attendant que les petits leur apportent une boisson achetée à Intermarché. Je demande à Oussman s'il fréquente avec ses amis l'auberge de jeunesse qui se trouve sur l'esplanade. Ses amis et lui m'expliquent qu'ils y vont parce que c'est un endroit calme, et pour connaître de nouvelles personnes. Ils disent qu'ils y ont rencontré des jeunes venant de Toulouse par exemple. Mais ils reconnaissent que les noirs et les jeunes n'y sont pas toujours les bienvenus, la direction de l'auberge de jeunesse ayant embauché un gardien qui restreint désormais l'accès à l'auberge. Oussman ajoute ensuite qu'il apprécie la possibilité de fréquenter les cafés, et m'explique que cela implique d'adapter son comportement :

« Tu viens, on te sourit, on dit bonjour, alors tu vas sourire et dire bonjour ! Tu ne vas pas serrer ton visage en mode heu... C'est à nous aussi de nous mettre dans le... normal !

⁵⁶ Carole Gayet-Viaud définit la civilité comme « une qualité des conduites, une vertu des personnes, un ensemble de règles destinées à pacifier les échanges sociaux ». (Gayet-Viaud 2022)

Tu vois. Moi quand j'y vais c'est parce que j'ai envie, j'aime bien. On y va pas à 40 000, on y va à deux ou trois... » m'explique-t-il.

Échanges réalisés dans les jardins Rosa-Luxembourg avec Oussman et ses amis, le 08/07/2019.

3.2.2 Terrasses, verres d'eau et toilettes des restaurants huppés

Le restaurant de Lauryn incarne une montée en gamme des commerces du quartier. Depuis son ouverture, les relations oscillent entre attirance, désintérêt et tensions entre les jeunes de l'esplanade et la patronne du restaurant. Les conflits sont récurrents entre les deux parties, l'un d'eux culmine lorsque les jeunes munis de scooters traversent l'esplanade en faisant des rodéos de scooters en 2014 et 2015, interrompant la tranquillité des clients venus d'autres quartiers de Paris pour consommer en terrasse. Lauryn décide alors de fermer sa terrasse en disposant des plantes hautes et du mobilier fixe, créant un îlot séparé de la vie de l'esplanade pour préserver la quiétude de sa clientèle (Fig16.). Ces mesures sont rapidement renforcées par une interdiction formelle des rodéos obtenue au sein des réunions du « comité de suivi ZAC Pajol », puis en 2018 par la pénalisation des rodéos⁵⁷. Yacine, qui emprunte les scooters de ses amis pour faire des tours du quartier contourne ces interdictions abondamment relayées par des affiches dans l'Espace Paris Jeunes et par une signalétique mise en place par la mairie dans l'espace public. Il explique qu'il continue de circuler et se garer sur l'esplanade, tout en temporisant qu'il fait attention aux enfants et aux familles lorsqu'il roule, témoignant d'une conscience qu'il faut prendre en considération la présence d'autres groupes sur l'esplanade.

Lauryn prend quant à elle rapidement conscience qu'elle devra s'adapter et faire avec la présence des jeunes. Elle le rappelle dans une réunion du « comité d'organisation des animations de l'esplanade » :

Lauryn prend la parole pour dire qu'elle a des idées et réflexions concernant la « valorisation des jeunes » pour « les impliquer dans nos lieux, qu'ils se rendent compte du temps qu'on peut passer à les gérer en extérieur ».

Carnet de terrain, réunion comité d'organisation de l'esplanade, 25/05/2018.

⁵⁷ LOI n° 2018-701 du 3 août 2018 renforçant la lutte contre les rodéos motorisés. <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000037284442/> consulté le 17/03/2019.

Elle met alors en place différentes actions qui tentent de créer des liens entre les jeunes de l'esplanade et son restaurant : elle prend certains jeunes en stage en cuisine dans une perspective d'insertion professionnelle, accepte de céder son restaurant pour une association proposant des activités ludiques pour les enfants du quartier, embauche un « grand du quartier » pour faire de la médiation avec les plus petits et pacifier les relations sur l'esplanade. Ces actions sont cependant mises en place sans que les jeunes soient rémunérés, ou faiblement rémunérés. S'ils reconnaissent les efforts réalisés, ces derniers regrettent d'être renvoyés à une position subalterne ne correspondant pas à ce à quoi ils aspirent. L'échec de ces premières tentatives de rapprochement lors des premières années de l'esplanade provoquent par conséquent un repli sur chacun des mondes sociaux.

Ce repli est cependant rompu pendant certains moments de fête, comme c'est le cas des matchs du mondial de football pendant les après-midis d'été en 2018. Les matchs de football ont, à l'image des fêtes, une fonction symbolique permettant de sacraliser l'illusion d'une communauté, de réconcilier et créer des ponts entre des groupes irréconciliables ou ne communiquant pas entre eux (Delgado 2003). Cette dernière opère de façon antagonique, annulant et multipliant dans le même temps les différences, à l'image de cette scène, observée pendant la projection d'un match de la coupe du monde le jour de la fête de quartier où s'opère une tolérance réciproque (Fig17.) :

Le jour de la fête « La Chapelle sur scène » coïncide avec un des matchs de la coupe du monde de football dans laquelle l'équipe de France est encore en lice. 15 minutes avant la fin du match, je vais au restaurant de Lauryn observer l'ambiance. Le match est projeté à l'intérieur du bar, sur un grand écran au fond de la salle à droite. L'espace est plein, la centaine de chaises disposées dans la pièce étant occupées par une clientèle de classe moyenne blanche. Environ 20 personnes sont debout vers l'arrière, au niveau de l'entrée de la salle. Il fait très chaud dans la pièce et l'air est moite. Le bar se trouve au fond de la pièce en entrant, les deux serveurs positionnés derrière s'activent pour servir les consommateurs. Je reste dans l'espace entre la porte et la salle. Trois jeunes garçons ayant entre 8 et 12 ans, que j'avais aperçu autour des stands des structures jeunesse un peu plus tôt entrent dans la salle. L'un d'eux profite que la serveuse traverse la salle pour lui demander s'il peut aller aux toilettes. Elle acquiesce, il lui dit « je vous suis ? », ce à quoi elle répond « oui ». Elle l'accompagne aux toilettes, ils traversent la salle jusqu'au bar. Pendant les 15 minutes d'observation, une dizaine d'enfants entre 8 et 12 ans sont venus demander un verre d'eau au bar, que les serveurs leur donnent dans des verres en plastique. Ils entrent et vont se situer à l'extrémité gauche du bar, au niveau des robinets, pour ne pas gêner la consommation au comptoir. Un petit groupe de 7 autres jeunes

garçons sont restés près de la porte, sur le seuil de la salle où le match est projeté. Ils sont vêtus de survêtements de sport, de baskets et d'un tee-shirt. Deux d'entre eux portent un *sweet* léger à capuche, avec la capuche enfilée malgré la chaleur. Un d'eux mange un sandwich à la merguez préparé par le stand du club de prévention. Dix minutes avant la fin du match, alors que la France est sur le point de gagner, un des enfants met sur sa tête un bonnet de cyclisme à l'effigie du drapeau de la France. Je suis à côté de lui. Il y a tellement de monde qu'on se touche. Il me regarde l'air désolé, car son tee-shirt est trempé de transpiration. Il me dit l'air désolé en décollant son tee-shirt « je suis tout mouillé tellement il fait chaud ! ». On se sourit. Le petit groupe de jeunes reste dans l'entrebâillement de la porte jusqu'à la fin du match, ils regardent attentifs l'écran. Lorsque le match s'achève, avec la victoire de l'équipe de France, les spectateurs entonnent « qui ne saute pas n'est pas français ! ». Les personnes étant debout se mettent à sauter, le petit groupe de jeunes également. Avec la chaleur, la salle se vide rapidement. En sortant, j'entends deux jeunes dire « on est renois mais on est français ! ».

Carnet de terrain, La fête de quartier, 30/06/2018.



Figure 16. Terrasses fermées des nouveaux restaurants et interdiction des deux roues.



Figure 17. Projection d'un match de football dans un restaurant de l'esplanade.

4. Une analyse du partage de l'espace

4.1 Une gestion infrapolitique du partage de l'espace ?

L'ethnographie de ce parvis au prisme des jeunes usagers de l'Espace Paris Jeunes met en évidence le faisceau des « ruses », « tactiques » et « manières de faire » (Certeau 1980) que ces derniers emploient pour négocier constamment des places dans cet espace où l'ordre préexistant d'une vie de quartier aux sociabilités populaires est bousculé. L'enquête microsociologique révèle que les jeunes de l'esplanade Nathalie Sarraute négocient en permanence avec ce que Michel de Certeau nomme les « mécanismes de la discipline » (*Ibid.*, p. 37), à savoir les nouvelles normes auxquelles ils doivent se confronter. Dans un article sur les pratiques infrapolitiques de personnes résidant dans les parcs et espaces publics d'un quartier populaire de Tokyo, le sociologue Nicolas Pinet définit les pratiques politiques à partir de deux dimensions principales : la première renvoie à « la sphère institutionnalisée de gouvernement » et la deuxième au « système social de rapports de pouvoir et à leur transformation » (Pinet 2016). C'est sans doute dans la deuxième acception que se situent les pratiques des jeunes. En parallèle des efforts des politiques urbaines et de jeunesse pour les « faire participer » à travers certains dispositifs institutionnels comme le Fond de participation des habitants dans les quartiers en secteur Politique de la ville, ou le budget participatif de la Ville de Paris, les jeunes privilégient des pratiques politiques non institutionnelles pour prendre part au partage de l'espace. Pour le politiste américain James Scott, ces pratiques non institutionnelles, qu'il qualifie d'infrapolitiques, sont étroitement liées aux formes politiques traditionnelles. Leur étude permet ainsi de mettre en évidence le « terrain politique immense qui existe entre l'inactivité et la révolte » (Scott 2006, p. 28), fort à propos quand on s'intéresse aux jeunes populaires qui sont souvent cantonnées à l'une ou l'autre des deux polarités. Il définit l'infrapolitique comme « le processus par lequel de nouvelles forces et exigences politiques germent avant de finalement fleurir sur la scène publique » (*Ibid.*, p.28), en identifiant trois logiques principales de ces pratiques

infrapolitiques : une logique de séparation vis-à-vis des espaces de participation institutionnelle, une logique de non-visibilité et d'informalité et enfin une logique d'entre-soi. Les notes de terrain seront analysées à travers ces trois dimensions tout en les discutant à la lumière de ce qu'a révélé l'enquête empirique sur l'esplanade.

4.1.1 Séparation des espaces de participation institutionnelle

Pour James Scott, l'infrapolitique se développe séparément de la sphère organisée de participation politique. Elle constituerait un faisceau d'actions réalisées en arrière-scène des espaces traditionnellement mobilisés pour la participation politique au débat public (vote, réunions publiques de concertation, partis politiques, manifestations...). Dans le cas du 18^e arrondissement, force est de constater que les jeunes sont peu présents dans les espaces de participation formels, voire totalement absents. Si les pratiques des jeunes observées prennent principalement place dans des espaces séparés de la participation institutionnelle, le rôle des acteurs de jeunesse peut faire fonction d'intermédiaire entre deux sphères qui ne communiquent pas a priori. Les jeunes sont représentés indirectement par les acteurs de jeunesse aux réunions. La position de ces derniers est délicate du fait des dynamiques sociales et raciales qui organisent les échanges. Ils naviguent constamment entre des pratiques de la politique institutionnelle, tenus notamment par une subordination vis-à-vis de leur employeur, et celles de l'infrapolitique, mue par une loyauté envers les jeunes et le quartier dont la plupart sont originaires. Ils participent ainsi à leur manière aux tactiques infrapolitiques en contournant certaines réunions, en privilégiant les conversations et négociations informelles avec certains acteurs publics de confiance, comme l'élu à la jeunesse de l'arrondissement par exemple, pour régler des différends directement, ou pour porter des projets tels que la fête de quartier. C'est donc en marge des réunions publiques et d'une logique de programmation organisée par la mairie que les jeunes trouvent des places dans lesquelles ils sont à l'aise et construisent une continuité de pratiques populaires, mais avec le soutien des acteurs intermédiaires que constituent les structures jeunesse.

4.1.2 Non-visibilité et informalité des pratiques

La deuxième logique correspond à la non-visibilité et l'informalité de ces pratiques, à travers une « logique du déguisement » (*Ibid.*) et de dissimulation dans leur organisation et dans leur substance. Dans les différentes scènes observées sur l'esplanade en marge des espaces de participation formelle, c'est cette dimension qui prédomine. Un premier groupe de pratiques infrapolitiques renvoie aux nombreuses conversations informelles en groupes restreints, ou dans les différents lieux que les jeunes identifient comme des espaces où perdure une sociabilité populaire en laquelle ils ont confiance. Ces conversations ont lieu au sein de l'Espace Paris Jeunes. Pour pouvoir prendre part à ce type de conversations, il est nécessaire de passer un rituel de reconnaissance⁵⁸ auquel j'ai pu assister, ce qui témoigne d'un filtre qui est opéré avec les interlocuteurs extérieurs. Les conversations sont souvent teintées d'indignation, comme en témoignent par exemple les différentes scènes relatées sur la relation aux « migrants ».

Un deuxième groupe de pratiques correspond à l'ensemble des comportements de « braconnage », pour reprendre le terme de Michel De Certeau. L'attitude d'évitement est souvent mobilisée pour ne pas être pris à parti dans une scène qui les exposerait trop, comme la scène relatée à la Goutte d'Or où Karim explique « faire abstraction » pour ne pas s'exposer dans un environnement parfois hostile. Une autre pratique de « braconnage » présente sur l'esplanade consiste à contourner des restrictions mises en place par la mairie ou par certains commerçants, comme la scène relatée précédemment où Yacine contourne les restrictions mises en place sur l'esplanade avec les scooters.

La non-visibilité de ces pratiques n'implique pas nécessairement de ne pas entrer en interaction. Début juillet 2019, je suis par exemple prise à parti par un petit groupe d'enfants qui fréquentent régulièrement l'Espace Paris Jeunes. Ce jour-là, ils jouent sur l'esplanade avec une trottinette électrique qu'ils sont parvenus à utiliser. Alors que je les prends en photo, l'un d'eux s'approche de moi et me dit « Eh madame, vous nous avez pris en photo ? » puis me demande d'effacer cette photo, ce que je fais immédiatement. Cette courte interaction montre que les enfants qui fréquentent l'esplanade en autonomie, sans la présence de leurs parents,

⁵⁸ Voir l'encadré « Se serrer la main, un acte de reconnaissance mutuelle ».

saisissent lors d'interactions informelles l'occasion de rappeler leur droit à l'image, conscients de ce qui est autorisé et de ce qui ne l'est pas dans l'espace public urbain, pour eux, mais également pour les autres individus qui fréquentent l'espace.

La non-visibilité dans la sphère publique des pratiques des jeunes peut s'expliquer de différentes manières. Elle peut être liée au fait que l'intentionnalité n'est pas explicite, comme le rappelle Nicolas Pinet (Pinet 2016). Ces pratiques sont rarement énoncées volontairement par les jeunes comme un besoin de répondre à l'arrivée de nouveaux groupes sur l'esplanade, et ne sont pas revendiquées en tant que telles. Les conversations informelles associent très rarement l'ensemble de ces pratiques à la question des transformations urbaines, mais portent davantage sur des scènes de la vie quotidienne qui reflètent un sentiment d'injustice, une indignation face à des microsituations vécues dans le quartier.

La non-visibilité des pratiques infrapolitiques permet de protéger leurs auteurs et de garantir la permanence de leur présence dans le quartier, car, lorsqu'elles sont trop visibles, ces dernières peuvent les exposer à des dispositifs de type répressifs mis en place par la mairie ou les autorités de police, comme les réactions des riverains à la fête de quartier dans les réunions du « comité de suivi ZAC Pajol » l'ont montré.

Au bout de quelques semaines passées entre l'espace Paris Jeunes Nathalie Sarraute et l'esplanade, j'observe la récurrence d'un détail noté dans mon carnet de terrain à chaque fois que je me retrouve en présence des jeunes. Les interactions s'initient systématiquement par une action concrète : l'interlocuteur arrive et serre la main de manière déterminée, mais peu ferme, la main effleurant rapidement celle de l'autre personne parfois sans croiser le regard. Quel est le sens de cette action ? Si j'étais bien incapable lors de mes premières observations de prendre part à ce rituel, j'acquiesce petit à petit la poigne nécessaire pour être acceptée dans les différents espaces fréquentés par les jeunes. Je m'aperçois qu'en serrant la main je parviens à assister à différentes conversations informelles, cette action constituant un rituel de reconnaissance réciproque qui me permet d'être acceptée ou tolérée dans les espaces de l'infra-politique. J'y adopte différents rôles, en tant que partie prenante directe (lorsque je suis bénévole à la fête de quartier ou que j'adopte un rôle d'animatrice au cours de l'enquête), en tant qu'interlocutrice dans des conversations informelles, ou en tant qu'observatrice de scènes où se produisent des actions de contournement ou d'évitement.

Le rituel de reconnaissance produit par le fait de se serrer la main peut être décomposé en plusieurs étapes. Une première étape d'introduction consiste à se serrer la main pour la première fois. Cela peut avoir lieu dans différentes situations : lorsqu'on est présent dans un espace reconnu collectivement comme un espace du groupe de pairs. On est alors intégré au code partagé qui régit cet espace. Cela est facilité lorsqu'on est en présence d'autres personnes du groupe de pairs qui valident implicitement le fait d'y être acceptée. La première réaction est soit distante et suspecte, soit automatisée, le fait de serrer la main étant généralisé à toutes les personnes présentes dans la pièce, l'interlocuteur salue une à une les personnes présentes. Une fois cette première introduction réalisée, l'acte de se serrer la main est généralisé à chaque interaction, réalisé rapidement, comme une formalité. Ce rituel de reconnaissance mutuelle permet d'établir une confiance distante pour les personnes étrangères au groupe qui sont alors temporairement autorisées à participer aux interactions et prendre part aux conversations informelles. J'ai observé que certains acteurs avaient acquis ce code pour entrer en contact plus facilement avec le monde des structures jeunesse. C'est par exemple le cas de l'élue à la jeunesse du 18^e arrondissement. Issu du marketing et de la communication, il se reconvertisse dans le travail social avant d'entamer un parcours politique affilié au parti socialiste dans le 18^e. Lors de ses visites à l'espace Paris jeunes Nathalie Sarraute, il prend régulièrement part à ce rituel.

4.1.3 Des logiques d'entre-soi aux compétences cosmopolites

Enfin, une dernière logique est mise en évidence par James Scott, c'est celle de l'entre-soi. Pour le politiste, les pratiques infrapolitiques se tissent au sein du groupe de pairs, entre membres de la famille, amis, ou membres de la communauté. Les lieux et les groupes dans lesquels ces pratiques prennent place sont reconnus comme étant des lieux où les valeurs des groupes dominés sont partagées, et où peuvent librement s'exprimer des points de vue et pratiques critiques vis-à-vis des manières dont il est attendu de se comporter en dehors de cet espace. Cette vision de pratiques qui se construisent dans des espaces soustraits aux groupes dominants n'est pas sans rappeler les travaux sur les classes populaires ayant montré les mécanismes protecteurs des logiques d'entre-soi. Ces dernières permettant ainsi pour les individus de milieux populaires d'évoluer dans des espaces de vie sécurisants en nourrissant une division de l'espace social entre un « nous » et un « eux » (Hoggart 1970; Schwartz 2011). Sur l'esplanade Nathalie Sarraute, cette logique d'entre-soi a été observée : c'est dans les couloirs de l'espace Paris jeunes ou au sein du groupe de pairs qu'ont lieu les conversations informelles où germent les pratiques infrapolitiques. C'est également dans ces mêmes locaux que les morceaux de rap des rappeurs se produisant lors de la fête de quartier sont enregistrés par exemple. La production musicale de rap et trap, autoproduite et diffusée sur les réseaux sociaux des jeunes ainsi que sur la plateforme vidéo *Youtube* échappe aux canaux médiatiques dominants. Elle constitue un mode d'expression des sous-cultures urbaines foisonnant où sont formulées des critiques des inégalités sociales et territoriales vécues par les jeunes. Mais la logique d'entre-soi ne constitue pas le seul mode opératoire des jeunes dans cette enquête. C'est sans doute lié à la position spécifique de l'esplanade Nathalie Sarraute, qui implique d'être continuellement confronté à l'altérité. Pour se développer, l'infrapolitique du partage de l'espace sur l'esplanade Nathalie Sarraute oblige les jeunes qui la fréquentent à développer des « compétences cosmopolites ». La notion de compétence renvoie à l'ensemble des savoirs et savoir-faire permettant à un individu de faire face à une situation se présentant à lui. Ces compétences sont cosmopolites dans la mesure où elles sont produites afin de gérer les « rapports quotidiens à ce lointain qui s'est fait proche, à l'étranger qui est devenu voisin » (Truc 2005, p. 56), tel que le sociologue Gérôme Truc le définit à propos du cosmopolitisme de Georg Simmel. S'inspirant des catégorisations opérées par la sociologue Florence Bouillon

dans son analyse des compétences précaires des squatters à Marseille (Bouillon 2007), l'enquête sur l'esplanade Nathalie Sarraute a permis d'identifier deux groupes de compétences cosmopolites mobilisées dans le cadre de pratiques infrapolitiques : les compétences spatiales, correspondant à « l'aptitude à qualifier son quartier et sa ville et savoir y circuler, ainsi qu'à s'approprier des lieux », et les compétences interactionnelles, qui renvoient à « la capacité à ajuster la présentation de soi au type d'interaction et aux propriétés sociales de l'interlocuteur » (*Ibid.*, p.203). L'extrait de terrain suivant témoigne de la double dimension des compétences développées par les jeunes dans ce quartier populaire où la mixité sociale est installée :

Aller au restaurant dans le quartier.

Ce soir-là, je suis hébergée chez Marie, une amie étudiante qui loue l'appartement de sa cousine rue Riquet, à une dizaine de mètres de l'esplanade Nathalie Sarraute. Cette dernière, une femme d'une quarantaine d'années qui travaille dans le milieu culturel à Londres, a acheté cet appartement il y a plus de dix ans alors que les prix au m2 étaient encore abordables. Avant de partir vivre à Londres, elle introduit Marie à sa vie de quartier, lui présentant Abdel, qui tient un bistrot fréquenté principalement par des hommes en bas de chez elle, ou Ahmed, un jeune qu'elle a connu dans la rue.

Un petit groupe d'hommes se trouve devant la porte de l'immeuble où ils fument, s'abritant du froid hivernal. Nous croisons Ahmed qui passe devant l'immeuble à ce moment-là. Marie me le présente, je lui serre la main, ayant acquis les manières de se présenter avec les jeunes du quartier au bout d'un an d'enquête. On lui dit qu'on cherche un restaurant où « manger un steak et des frites ». Il me répond alors qu'il connaît un bon restaurant de grillades dans la rue, « aux bonnes grillades », annexe de la boucherie hallal située de l'autre côté du trottoir. Je suis réticente, je préférerais aller dans un restaurant plus confortable. Il nous accompagne alors rue de l'Olive et nous dit « ah, mais allez chez Eddy » !

Eddy, un homme d'une quarantaine d'années d'origine kabyle, a ouvert son restaurant dans la rue de l'Olive à la fin des années 90. Il le tient avec sa femme, qui lui donne un coup de main après sa journée de travail dans une entreprise de téléphonie mobile. Dans son restaurant, la clientèle est « assez mélangée », selon Fouad, un habitué, musicien de jazz d'une quarantaine d'années ayant acheté un T2 dans la rue des Rosiers en 2003 : « Eddy il fait de la cuisine du Bled, des bricks, des couscous, des tajines, c'est magnifique. Mais il fait aussi de la cuisine européenne, tu vois, des salades César, ou des escalopes... Il n'est pas exclusivement bledard, hein ! Ici tu rencontres des musiciens, des travailleurs du quartier, comme les gens de l'association France terre d'asile ou de l'agence immobilière du coin. C'est super convivial, t'as l'impression d'être à la maison ».

Ce soir-là, Ahmed nous accompagne à l'intérieur du restaurant, comprenant qu'une situation intermédiaire nous conviendrait mieux. Il dit bonjour à la patronne, ils ont l'air de bien se connaître, et nous présente à elle, puis ressort dans la rue. Nous discutons un moment avec la patronne, Eddy étant en cuisine au fond de la salle. Son service est terminé, elle nous conseille d'aller au restaurant « Les routiers », si on veut manger de la viande. Les « routiers » est un restaurant de cuisine française ouvert « depuis 45 ans » situé rue Marx Dormoy, où on mange un menu pour 35€. En chemin vers la rue Marx

Dormoy, nous recroisons Ahmed rue Riquet. Il nous dit que pour aller « aux routiers » il faut avoir très faim, ce qui laisse comprendre qu'il connaît également ce restaurant.

Extrait du carnet de terrain, 26/01/2019.

Les compétences spatiales sont multiples. Derrière un désintérêt apparent face à la vie urbaine, les jeunes témoignent d'une fine connaissance des espaces du quartier, à travers une identification des lieux (le fait de les nommer ou leur donner des surnoms), une capacité à se les approprier, comme c'est le cas des vidéoclips de rap qui sont mis en scène dans les rues et espaces symboliques du quartier, mais également en identifiant les espaces où ils peuvent se rendre ou non, et sous quelles conditions, et selon quelle temporalité, configurant une géographie fine d'une citadinité urbaine propre aux contextes de centre ancien.

Les compétences interactionnelles permettent alors aux jeunes qui fréquentent l'esplanade de prendre part à une vie urbaine diverse. Elles peuvent être de l'ordre de l'adaptation, il s'agit alors d'adopter un comportement qui s'ajuste le mieux à la situation ou l'espace dans lequel ils se trouvent, à l'image d'Oussman, qui explique qu'il adopte son comportement pour aller à l'auberge de jeunesse ou dans les cafés.

Les compétences interactionnelles peuvent également renvoyer à une volonté d'interpellation. Nombreuses sont les interactions observées dans la rue, donnant lieu à de courts échanges verbaux, dans lesquels ils rappellent leur droit à occuper l'espace librement. Les scènes de l'enfant m'ayant interpellée pour supprimer la photographie que j'avais faite de lui, ou des jeunes filles qui se forgent un passage au milieu des vendeurs ambulants à l'embouchure de la station de métro en témoignent. Parfois, elles ne donnent pas toujours lieu à un échange verbal, mais la situation oblige à mobiliser un autre type de compétence interactionnelle qui est celle de l'effacement, qui consiste à ne pas intervenir lorsque la situation peut les mettre en péril.

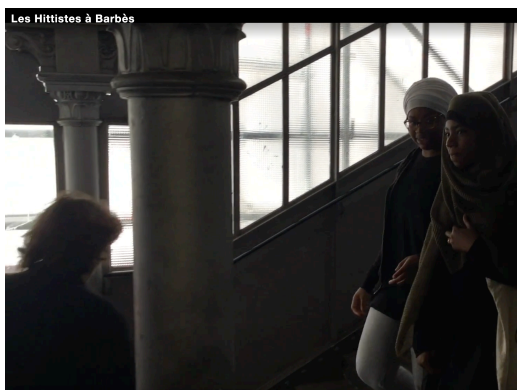
Ces compétences ne sont pas sans rappeler les travaux sur la socialisation urbaine des jeunes dans les espaces publics urbains. Elijah Anderson décrit la façon dont les jeunes Noirs américains opèrent un *switch code* (changement de code) en sortant de leur quartier

ou dans les transports en commun (Anderson 2008) pour s'adapter à une situation sociale différente de celle de leur quartier d'origine afin d'éviter une mise à l'écart par les autres usagers de la ville. À Paris, comme le montrent les scènes d'échange avec Oussman ou Ahmed, cette compétence d'adaptation du comportement s'opère non pas d'un quartier à l'autre, mais au sein de micro-espaces aux codes sociaux différents dans le quartier. Elles témoignent de ce qu'Alain Vulbeau appelle la « socialisation du troisième type » (Vulbeau 2004), à savoir la capacité qu'ont les jeunes à produire leur propre socialisation dans des espaces-temps délimités en ville, lors d'interactions quotidiennes qui ont lieu dans des espaces urbains où la coexistence entre usagers urbains est rendue possible.

Les Hittistes à Barbès.



Les « soudanais » que Mariam et Ténin ont essayé d'interroger au niveau du métro La Chapelle refusent de répondre à leurs questions. La distance de la langue et la méfiance liée à la présence des caméras dans un secteur où la présence policière est importante les amène à aller à la rencontre des algériens qui tiennent le mur (les « hittistes ») à Barbès. Les échanges sont facilités par le fait de parler la même langue, et d'être dans des ruelles moins passantes. Les hommes interrogés expliquent les raisons pour lesquelles ils se rendent quotidiennement dans le quartier (économie informelle, ambiance immigrée, réseaux de solidarité).



Captures d'écran de la vidéo réalisée par Mariam et Ténin

Vidéo 6. "Les hittistes à Barbès", sociabilités de rue.

4.2 Un contrat implicite de revalorisation populaire ?

Après s'être intéressé aux conditions d'émergence et aux pratiques portées par les jeunes pour maintenir leur présence dans le quartier, ce deuxième axe d'analyse interroge ce qui fait commun, ce qui régit le partage de l'espace entre des groupes dont les positions sociales ou les attentes diffèrent. En d'autres termes, et reprenant la question de Carole Gayet-Viaud qu'on pourrait transposer au mode de fonctionnement de l'esplanade Nathalie Sarraute : « quelle est la nature du lien qui unit et fait tenir ensemble les membres d'une société ? » (Gayet-Viaud 2022, p. 5).

Dans un contexte urbain se rapprochant de celui du quartier de La Chapelle, Patrick Simon s'est intéressé à cette question dans une enquête sur le quartier de Belleville dans le 20^e arrondissement de Paris. Dans ce quartier en gentrification où cohabitent différents groupes issus de l'immigration avec une nouvelle population de classes moyennes, Patrick Simon montre que les habitants et usagers du quartier aux origines ethniques et sociales très diverses produisent une « société partagée » qui repose sur ce qu'il nomme un « mythe de l'intégration » (Simon 1995), ce dernier étant réapproprié et utilisé de manière différente selon les groupes. Les deux représentations qui structurent ce mythe s'appuient sur l'idée que Belleville est un ancien quartier populaire, mais également qu'il s'agit d'un quartier dont l'identité en tant que quartier d'immigration est encore forte. L'ensemble des groupes sociaux et ethniques suit cet ordre social, considérant qu'ils retirent davantage de bénéfices à s'y plier qu'ils n'en auraient s'ils ne le faisaient pas. Cet ordre social n'est cependant pas contradictoire, bien au contraire, avec le fait que des pratiques différenciées de l'espace s'y développent et que des formes de micro-ségrégation spatiales et ethniques au sein du quartier prennent place.

Dans la continuité du travail de Patrick Simon, l'enquête sur l'esplanade Nathalie Sarraute nuance les approches parfois caricaturales opposant des « gentrificateurs » qui imposeraient leur vision du quartier dans une visée normalisatrice aux « gentrifiés ». On observe *a contrario* que les différentes parties prenantes sont amenées à faire des compromis pour ne pas s'exclure, ce qui n'écartera pas des inégalités de positions sociales et de ressources pour porter

leurs voix dans le débat public, et l'existence de pratiques différenciées socialement et spatialement. À l'image du « mythe de l'intégration » de Patrick Simon, le partage de l'esplanade Nathalie Sarraute semble reposer sur un contrat implicite que j'appellerai de « revalorisation populaire ». En utilisant le mot « contrat », je désigne un accord entre différentes parties prenantes dont l'objectif est d'établir un cadre commun, celui de la cohabitation dans un même espace de groupes sociaux différents.

Dans le cas du partage de l'esplanade Nathalie Sarraute, ce contrat n'est pas explicite ni formalisé, il se compose au gré des négociations. Mais on peut identifier deux composantes de ce contrat, qui s'expriment de manière plus ou moins publique. Pour la démonstration, je m'appuierai sur la division que fait James Scott entre ce qu'il appelle le *public transcript* (texte public) et le *hidden transcript* (texte caché).

Le *public transcript* ou « texte public » désigne « l'ensemble des interactions ouvertes » (Scott 2006, p. 29) entre les différents groupes aux positions sociales inégales, ou « ce qui est connu de tous de façon publique » (Tonnelat 2016, p. 126) pour respecter l'ordre social. Le texte public recueilli lors de l'enquête concerne l'ensemble des modalités de partage de l'espace qui sont explicitées par les différentes parties prenantes comme étant ce qu'il convient de penser et les manières dont il convient de se comporter sur l'esplanade pour que tout le monde y trouve sa place. Ce texte public, nous le verrons, renvoie selon les groupes à des représentations qui diffèrent selon les positions sociales ou le statut occupé dans le projet, et peuvent donner lieu à des catégorisations différentes.

Le *hidden transcript* ou « texte caché » désigne quant à lui « l'ensemble des discours et pratiques qui prennent place en coulisse » (Scott 2006, p. 29), qui confirment, contredisent ou infléchissent le texte public. Pour Stéphane Tonnelat, ce script est également connu de tous, tout le monde en a une connaissance implicite, mais il n'est pas public. Sur l'esplanade Nathalie Sarraute, ce texte caché constitue la condition *sine qua non* pour que le contrat tienne, et donne lieu à des ajustements qui prennent en compte ce texte caché sans qu'il ne soit explicité en tant que tel dans les réunions publiques ou considéré comme acquis par toutes les parties prenantes.

Les différents termes du contrat de revalorisation populaire de l'esplanade Nathalie Sarraute s'expriment donc dans ces deux sphères.

4.2.1 Le texte public : revaloriser le quartier pour tout le monde

Sur l'esplanade Nathalie Sarraute, le texte public est composé de deux dimensions. La première consiste à dire que l'esplanade est un espace qui permet de revaloriser le quartier, tandis que la deuxième s'appuie sur l'idée partagée que l'esplanade est un espace pour tout le monde. Cette conception partagée renvoie cependant à des représentations du monde social différentes. Dès l'inauguration du nouveau parvis, le consensus sur la revalorisation de ce secteur dégradé renvoie à des attentes partagées. Les différents habitants du quartier, et les jeunes qui fréquentent l'esplanade en premier lieu, sont confrontés quotidiennement à des situations de pauvreté, de précarité et de vulnérabilité avant que la ZAC Pajol soit mise en place, comme l'extrait descriptif sur « l'époque du mur » l'a montré. L'idéal de mixité sociale associée à une représentation que l'esplanade est un espace pour tout le monde permet alors de répondre à ce sentiment de dégradation et devient un moyen de ne plus être confronté à de telles situations de vulnérabilité sociale.

La revalorisation du quartier constitue donc une attente partagée, mais répond à des représentations différentes et donne lieu à la production de catégories qui illustrent des partitions différenciées du monde social sur l'esplanade. Les jeunes qui fréquentent l'espace Paris jeunes Nathalie Sarraute et l'esplanade vivent le processus de valorisation dans la continuité de l'ambiance urbaine populaire qui était préexistante, et souhaitent y être inclus, tandis que certains commerçants, riverains et élus, conçoivent la revalorisation urbaine en rupture avec le contexte préexistant, insistant sur une vision dichotomique d'un avant et un après l'esplanade. Dans les réunions publiques, le monde social reste divisé en deux pôles entre ceux qui contribuent à la valorisation du quartier et ceux qui la ternissent, à savoir les « jeunes » et des « migrants ». Du côté des jeunes en revanche, une conscience sociale triangulaire décrite dans la sociologie des classes populaires (Lechien et Siblot 2019) entre un « eux », un « nous » et « ils » est observée. Les « soudanais » incarneraient le « eux » aux yeux des jeunes, à savoir la fraction des plus précaires dont il est nécessaire de se distinguer, car elle freinerait les perspectives de mobilité sociale symbolique auxquelles aspirent les jeunes. En revanche, le « ils » désignant les groupes sociaux dominants concerne les différents usagers, nouveaux résidents de classes moyennes ayant acheté un appartement, touristes étrangers venant séjourner temporairement dans les établissements hôteliers, commerçants

ayant ouvert de nouvelles boutiques dans le secteur, mais également les « migrants qui ont réussi ».

4.2.2 Le texte caché : une revalorisation populaire négociée de manière informelle

Mais en parallèle de ces attentes partagées en termes de revalorisation et d'une conception d'un espace public accessible à tous, l'enquête sur l'esplanade fait émerger un texte caché qui permet que, malgré des représentations sociales différenciées, l'ensemble des groupes en présence construisent le moyen de cohabiter. Ce texte caché nourrit un contrat implicite de revalorisation populaire sur l'esplanade qui repose sur l'idée que la gentrification doit être limitée et qu'une ambiance populaire devrait être maintenue, comme l'ont montré les postures ambivalentes de la mairie d'arrondissement dans les notes de terrain relatées précédemment. Pour que le partage de l'espace puisse avoir lieu, la plupart des acteurs sont conscients, poussés par les pratiques des jeunes, qu'il est nécessaire de s'engager dans un mode de gestion informel entre les différentes parties-prenantes. L'attitude des nouveaux commerçants qui expliquent négocier au quotidien avec les jeunes, la réprobation des pratiques de certains riverains qui ne dialoguent pas directement lors des conflits, les petits arrangements qui s'opèrent au quotidien, à l'image de la gestion de l'entrée de l'auberge de jeunesse, ou de la scène des verres d'eau dans le restaurant de Lauryn le jour d'un match de la coupe du monde de football, sont autant d'éléments témoignant d'une civilité populaire qui se diffuserait entre les différents groupes en présence. Les jeunes et les acteurs de jeunesse parviennent de manière infrapolitique à maintenir et diffuser des valeurs morales qui régissent les comportements des groupes populaires, à travers des manières de faire qui reposent sur les relations d'interdépendance et de proximité, la communication directe, l'informalité, les échanges de service.

Les questions posées en introduction de ce chapitre portaient sur deux dimensions. D'abord, il s'agissait de comprendre comment les pratiques des jeunes usagers de l'espace se reconfiguraient alors qu'elles étaient au contact d'autres groupes sociaux et qu'elles devaient être négociées, en interrogeant les effets sur leurs sociabilités urbaines. Contrairement à l'idée d'une disparition des sociabilités populaires préexistant avant le processus de renouvellement urbain, ce chapitre a permis de mettre en lumière la permanence de ces dernières, mais de manière circonscrite dans le temps et dans l'espace dans la mesure où elles sont soumises à une pression plus importante exercée par la mairie d'arrondissement et par certains commerçants et riverains. Mais la permanence des modes de vie populaires n'est pas associée à un repli sur soi pour les jeunes fréquentant l'esplanade. Le contact direct avec d'autres groupes sociaux produit une diversification des sociabilités de quartier. Elle s'opère par le haut, quand les jeunes saisissent les possibilités permises, par la présence de nouveaux commerces ou d'autres groupes sociaux mieux dotés socialement, en fonction de leur âge, leur genre et de leur trajectoire sociale. Mais elle se produit également par le bas, à travers le contact avec les « migrants » qui révèle un sentiment ambivalent entre hostilité et permanence de la fonction d'accueil d'un quartier populaire d'immigration dont eux-mêmes sont issus. Cette diversification des sociabilités de quartier implique pour les jeunes de développer des compétences urbaines cosmopolites qui sont à la fois spatiales et interactionnelles. Elles leur permettent de négocier au quotidien ce rapport à l'autre dans les espaces du quartier, en adaptant leur comportement en fonction des situations, des moments de la journée et des espaces. Complexifiant des approches qui peuvent analyser les conditions sociales de manière figée, c'est donc en situation et en mouvement que les relations de dominations opèrent ici. Les jeunes ne semblent donc pas cantonnés dans des positions sociales, mais, à partir de leurs positions sociales inégales, ils négocient et redéfinissent en permanence les conditions d'un vivre ensemble dans un quartier en transformation, devenant des acteurs à part entière de la vie urbaine.

La deuxième question qui guidait ce chapitre consistait à comprendre, en considérant l'esplanade Nathalie Sarraute comme une arène publique, comment les jeunes prenaient part au partage de l'espace et quelle place ils occupaient dans l'espace politique de négociation

d'une vie publique partagée. Deux sphères de gestion urbaine où s'organisent les conditions du partage de l'espace ont été mis en évidence : une gestion institutionnelle réalisée dans les réunions publiques, et une gestion infrapolitique observée dans les scènes de la vie quotidienne sur l'esplanade. La première a montré la difficulté des institutions à gérer cette mixité sociale dans les faits, avec des positions ambivalentes vis-à-vis des jeunes alliant relégation et valorisation. La deuxième montre que les jeunes populaires prennent part à une infrapolitique de rue qui permet la permanence de modes de gestion populaires dans laquelle ils invitent les autres acteurs de l'esplanade par moment. Les constants ajustements qui se produisent dans ce partage de l'espace nourrissent un contrat implicite de revalorisation populaire fragile, toujours en tension. Le rôle d'intermédiaire des structures jeunesse est alors central : incluses à la marge dans les réunions publiques, elles créent le lien entre une gestion institutionnelle qui peine à inclure les jeunes, et une infrapolitique de rue qui se développerait en parallèle.

Ce chapitre monographique sur un espace public urbain emblématique des transformations urbaines du Nord-Est parisien peut être mise en perspective avec le cas Barcelonais de la rambla du Raval. Comme à Barcelone, les scènes observées ont mis en lumière une ouverture et une capacité à négocier au quotidien avec la présence de l'autre dans le quartier. La triangulation de l'espace social mise en évidence à Paris avec la présence des migrants a également été observée à Barcelone, avec la figure des MENAS, catégorie administrative désignant les mineurs étrangers non accompagnés, provenant pour la plupart du Maroc dans le cas de Barcelone. La mise à distance et les stratégies de différenciation observées à Paris sont également présentes à Barcelone, mais les relations avec ces derniers sont cependant plus étroites, du fait de la proximité d'âge avec les jeunes du Raval, et du mélange de ces différents publics au sein des structures jeunesse comme les *Espai jove* par exemple, qui n'est pas présent à Paris. Les compétences interactionnelles et spatiales mises en évidence dans l'étude parisienne ont également été observées à Barcelone. Une analyse comparative approfondie permettrait d'en saisir les déclinaisons locales.

La mise en perspective du cas parisien avec le cas Barcelonais a également permis d'interroger la récente transformation de l'esplanade Nathalie Sarraute dans le temps long des politiques

de régénération urbaine à Barcelone, la rambla du Raval ayant été inaugurée au début des années 2000 suite au PERI adopté en 1985. Dans les deux cas, on observe l’ambivalence des politiques publiques qui à la fois accompagnent voire suscitent des processus de gentrification, à la fois tentent de les freiner quand la gentrification prend forme. Cette ambivalence peut être pour partie liée à des changements dans les équipes municipales. Dans le cas de Paris, la volonté de ne pas aller trop loin dans la gentrification est affichée rapidement après l’inauguration de l’esplanade, tandis qu’à Barcelone le retour vers un « *urbanisme veïnal* » se produit après un changement politique près de 15 ans après l’inauguration de la rambla du Raval.

L’esplanade Nathalie Sarraute, comme la rambla du Raval à Barcelone saisies comme des arènes publiques de frottements, d’arrangements et de négociations sont un contrepied à l’idée d’une jeunesse enfermée dans une sociabilité urbaine basée sur le groupe de pairs au sein du quartier. Les pratiques infrapolitiques mises en évidence à Paris se retrouvent à Barcelone. Cependant, à Paris, il semblerait qu’elles y soient développées du fait de l’incapacité des politiques urbaines à donner une place aux jeunes dans les réunions de quartier, et elles ne fonctionnent que parce qu’il y a des appuis et des relais sociaux (le groupe d’origine, les alliés institutionnels, les éducateurs) dans les espaces de proximité populaire. À Barcelone, elles prennent d’autres formes et sont articulées avec une parole politique, du fait d’une longue tradition politique de travail communautaire (*Taula jove*) et de la présence d’instances de participation locale avec le *Pla jove de Barcelona* (Plan jeunesse de Barcelone) permettant d’inclure les voix des jeunes dans les processus de changement urbain. Cette mise en perspective invite à considérer de façon conjointes les pratiques infrapolitiques et les pratiques politiques.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Cette thèse visait à comprendre les formes spécifiques de socialisation urbaine des jeunes populaires qui habitent les quartiers de centre ancien en gentrification. Elle venait ainsi combler le manque de connaissances sur cette question dans la littérature scientifique et alimenter les réflexions sur cet enjeu majeur des politiques urbaines et de jeunesse. L'approche ethnographique, construite à partir de plusieurs matériaux d'enquêtes et nourrie par l'outil vidéo, a ainsi permis de regarder, au plus près des pratiques des acteurs, les places que les jeunes populaires prennent dans un contexte de reconfiguration urbaine et celles qui leur sont données dans les politiques urbaines et de jeunesse. La démarche comparative entre deux métropoles européennes inscrit ces réflexions dans le cadre plus large de la gentrification comme processus global, tout en interrogeant ses déclinaisons locales. Les conclusions de cette thèse reviennent sur les débats qui se situent au croisement de la sociologie des transformations socio-spatiales des quartiers de centre ancien et de la sociologie des pratiques urbaines des jeunes populaires. Elles fournissent également des pistes pour la poursuite de travaux sur la compréhension de la socialisation urbaine des jeunes populaires.

Des jeunes populaires diverses, une expérience commune de la précarité

L'expérience urbaine des jeunes populaires en centre ancien révèle à la fois un vécu partagé de la précarité et une hétérogénéité dans la manière de l'appréhender. La précarité urbaine traverse différentes sphères de la vie, comme la question de l'accès au logement, qui s'est révélée centrale dans cette recherche, de la scolarisation, ou de l'accès à l'emploi. Pour autant, nous avons vu que cette expérience partagée joue différemment en fonction des trajectoires résidentielles, des générations d'immigration, du genre ou de la position dans le temps de la jeunesse. En cela, ce travail rejoint plusieurs travaux français qui invitent à complexifier le regard porté sur les jeunes de quartiers populaires (Kakpo 2006; Eric Marlière 2005) et à dépasser les visions essentialisantes. Il prolonge ces réflexions en s'inscrivant dans une démarche comparative. Dans le cas barcelonais, le corpus des jeunes populaires reflétait les différentes étapes et générations d'immigration en Espagne. Il a permis de mettre en évidence une expérience partagée de la précarité urbaine et une capacité à y faire face

différenciée en fonction des trajectoires d'immigration. Les enfants ou petits-enfants d'ouvriers immigrés dans les années 1960 ayant accès à des ressources (un logement social, des baux locatifs plus protecteurs) auxquelles les jeunes ayant immigré avec leurs parents dans les années 2000 n'ont pas accès.

Au-delà d'une approche opposant le centre et la périphérie

S'étant centrés sur les quartiers périphériques de la ville, les travaux sur les pratiques urbaines des jeunes populaires ont analysé le quartier d'origine, quartier d'habitat social situé en périphérie urbaine, comme espace signifiant dans un contexte de crise urbaine (Lepoutre 1997; Sauvadet 2006). Ces études ont montré que le quartier confère une certaine protection autour de sociabilités du groupe de pair, d'ancrage familial et de solidarités de proximité. Dans ces recherches, l'accès à la centralité urbaine et les mobilités quotidiennes hors du quartier permet aux jeunes des quartiers populaires de banlieue de passer d'un monde social familial aux espaces du domaine public urbain où elles peuvent vivre l'expérience de l'altérité et de l'anonymat (Foret, Bavoux et Anémian 1990; Oppenchainm 2016).

C'est à la lumière de ces travaux que la socialisation urbaine des jeunes populaires de centre ancien a été analysée. On retrouve dans les quartiers de centre ancien des univers de vie populaire qui persistent. Les relations de voisinage, l'ancrage familial et les sociabilités entre pairs sont autant d'éléments qui sont ressortis, témoignant de la persistance d'un caractère protecteur dans un contexte urbain hostile. Ces espaces de familiarité et de protection s'étiolent cependant du fait des déplacements résidentiels nombreux et des transformations urbaines. Mais le quartier de centre ancien est en même temps un lieu où les jeunes populaires font l'expérience d'une diversité sociale et urbaine et se confrontent à l'expérience de l'altérité au quotidien. La diversification des sociabilités et l'accès aux aménités urbaines ne se font plus en dehors du quartier comme pour les jeunes qui vivent dans les quartiers périphériques, mais au sein même du quartier de centre ancien qui devient un espace polarisateur aux centralités multiples.

Ce décentrement du regard des quartiers périphériques vers les quartiers de centre ancien vient questionner la vision dichotomique opposant centre et périphérie autour de laquelle la

socialisation urbaine des jeunes populaires a été analysée. L'image de centres-villes dotés d'urbanité et de mixité sociale qui s'opposeraient à une homogénéité sociale dans les quartiers de banlieue ségrégués mérite d'être complexifiée. Les recherches empiriques qui analysent notamment la dimension spatiale des reconfigurations urbaines viennent ainsi nuancer l'idée d'une fracture centre/périphérie. Il semble important d'aborder conjointement les effets des reconfigurations urbaines en banlieue –qui créent de nouvelles centralités urbaines–, et les formes de marginalisation qui ont lieu dans les quartiers centraux. Cette analyse rejoint les travaux sur les classes populaires contemporaines qui ont rappelé que les espaces populaires demeurent pour la plupart mélangés (Siblot et al. 2015, p. 37).

Dimension spatiale et déclinaisons locales de la gentrification

Le modèle spatial de la gentrification basé sur un système alvéolaire qui s'étendrait progressivement de manière homogène et linéaire le long de « fronts de gentrification » (Clerval 2010) a été confronté à la complexité des mécanismes qui opèrent sur les espaces urbains. À la lumière des pratiques et représentations des jeunes populaires, ce travail rejoint différentes études empiriques qui ont mis en lumière des espaces urbains fragmentés en centre ancien (Authier 1995; Arbaci et Tapada-Berteli 2012). Dans ces quartiers, des micro-poches de ségrégation urbaine dans les secteurs les plus dégradés côtoient des zones s'étant embourgeoisées autour d'opérations de régénération urbaine. Les dynamiques à l'œuvre sur le marché du logement, la composition et la proportion du parc de logements sociaux dans les quartiers ou le type de tissu urbain, la localisation des politiques urbaines et des opérations de rénovation urbaine et les disponibilités foncières sont autant d'éléments qui entrent en ligne de compte dans la configuration d'espaces composites au sein d'un même quartier. La gentrification constitue un processus à appréhender dans son caractère inachevé, en recomposition constante. De ce point de vue, l'analyse sur le temps long et la mise en perspective de différentes villes permet de saisir ces processus non linéaires, à la fois à travers les changements des politiques urbaines locales, mais également du fait des dynamiques globales de transformation des villes. Le cas barcelonais a ainsi montré l'évolution des politiques d'espaces publics. Dans les années 1990, les politiques de régénération urbaine et

« d'hygiénisation » du Raval ont produit de nombreux déplacements résidentiels, puis dans les années 2010 l'équipe municipale *Barcelona en comú* tente de redonner une place aux habitants du quartier par la « *veïnització* », consciente qu'elle a peu de prise sur les dynamiques globales du marché du logement. À Paris, l'arrivée d'une nouvelle population immigrée à partir des années 2010 vient freiner et interroger les politiques en cours de revalorisation du quartier de la Chapelle. Ce non-achèvement des processus de gentrification et le caractère composite des espaces urbains de centre ancien implique des moments de cohabitation en ville. Ceux-ci permettent d'interroger ce que produit la mixité sociale en tant que côtoiement de pratiques urbaines différenciées dans les espaces publics urbains.

Appréhender la mixité sociale par les négociations

Les discours médiatiques et des représentations des politiques institutionnelles continuent de véhiculer l'idée que la proximité spatiale entre différents groupes provoquerait du mélange social dans des quartiers ségrégués. L'analyse des négociations sur l'esplanade Nathalie Sarraute, où différents groupes sociaux se côtoient, a montré que les opportunités demeurent le plus souvent symboliques, comme de nombreux travaux critiques des politiques de mixité sociale l'ont montré (Bacqué et Charmes 2016). Les situations de mixité génèrent tout au plus une diversification des sociabilités de quartier. Mais cette diversification ne se produit pas de manière automatique pour tous les individus, elle dépend des trajectoires sociales, familiales et d'immigration. Le côtoiement entre différents groupes sociaux inégalement dotés produit également des dynamiques de mise à l'écart, de différenciation, et une accentuation des inégalités pour les milieux populaires, comme a pu le montrer Loretta Lees dans son travail sur la mixité sociale en contexte de gentrification (Lees 2008). En focalisant l'analyse de la mixité sociale sur les négociations entre différents groupes sociaux dans un espace public urbain, cette thèse apporte un nouvel éclairage sur la mixité sociale. Elle ne se limite pas aux stratégies de différenciation et aux conflits, mais analyse ce que produisent les négociations en situation. Celles-ci permettent aux individus qui s'y engagent de développer des compétences interactionnelles et spatiales qu'ils mobilisent comme autant de stratégies d'adaptation à ces situations de cohabitation. À travers le « contrat de revalorisation

populaire » sur l'esplanade, les négociations permettent également de configurer les moyens collectifs d'une cohabitation, dans un jeu qui se joue à armes inégales. Derrière l'idée d'un désintérêt de la chose publique de la part des jeunes populaires, leur intérêt pour cette vie collective est omniprésent. Il prend place dans un ensemble de pratiques infrapolitiques et témoigne d'une ressource politique dont les forces collectives peinent à se saisir.

L'agentivité des individus dans les processus de gentrification

La manière dont les milieux populaires perçoivent les changements urbains et composent avec ces derniers pose la question de leur agentivité. Les dynamiques de déplacement résidentiel sont bien présentes dans les deux quartiers étudiés. Dans ce contexte, les politiques urbaines et de jeunesse jouent un rôle central pour limiter ces déplacements. Les politiques locales du logement constituent à ce titre un frein important au déplacement résidentiel, comme le cas parisien l'a montré. L'importance d'un parc de logements sociaux à Paris facilite la permanence résidentielle des classes populaires, tandis que la libéralisation du marché du logement à Barcelone produit une fragilité résidentielle notoire. Pour autant, la présence d'un parc de logements sociaux n'est pas une garantie définitive. Nous avons vu que les politiques de mixité sociale par l'habitat à Paris peuvent provoquer des déplacements au sein du parc de logements sociaux dans d'autres communes périphériques.

Dans ce contexte, les stratégies déployées par les jeunes populaires et leurs familles témoignent d'une capacité à maintenir leur place en ville, à travers les choix de scolarisation, les stratégies résidentielles (sous-location, squat, solidarités familiales), ou les pratiques du temps libre. Les sociabilités populaires perdurent, mais sont circonscrites dans le temps et dans l'espace.

Les jeunes populaires expriment un rapport ambivalent au changement urbain. Elles en ont des attentes différenciées en fonction de leurs trajectoires sociales et immigrées. La transformation des quartiers de centre ancien peut être vécue comme une expérience permettant d'accéder à un certain nombre d'aménités urbaines. Les logiques de dépossession sont alors associées à des attentes de mobilité passive vis-à-vis de l'arrivée des classes moyennes et à un sentiment de revalorisation symbolique pour les individus qui aspirent à

une mobilité sociale ascendante. Certains d'entre eux tirent des bénéfices des changements sociaux dans leur quartier ; par exemple en accédant à un bassin d'emploi caractéristique d'un quartier à la mixité sociale et fonctionnelle. Certaines jeunes filles à Paris réalisent du baby-sitting pour des familles de cadres, les jeunes garçons travaillent comme serveurs dans des restaurants pour touristes. Mais ces bénéfices sont constamment confrontés à des inégalités structurelles qui freinent ces perspectives de mobilité sociale ascendante. Cette recherche s'inscrit ainsi dans la lignée des travaux qui documentent la manière dont les habitants de ces quartiers développent des stratégies de permanence en centre ancien. Leur capacité à produire des « continuités populaires » (Giroud 2007) et à « rester en ville » (Fijalkow et Levy-Vroelant 2016) permet de poser la question de leur agentivité dans ces processus de changements urbains. Elles ne sont pas uniquement victimes et passives dans ces reconfigurations urbaines, mais y prennent part à travers leurs pratiques quotidiennes.

Pour une analyse des pratiques urbaines des jeunesses populaires en réseau

L'analyse des modes d'inscription urbaine des jeunesses populaires invite à poursuivre et approfondir une approche de la socialisation urbaine des jeunesses populaires par les réseaux, compris comme l'ensemble des relations sociales en ville qui se construisent à partir des multiples situations vécues par les citoyens (Agier 1996, p. 10). Dans un contexte de gentrification qui provoque des déplacements, des réseaux populaires se tissent entre le centre et la périphérie à travers les rapports familiaux et les activités de loisir notamment. Les espaces de protection et de solidarités ne seraient alors pas limités au quartier et aux espaces de proximité mais ils se construiraient dans les différents espaces de la ville au gré des déplacements. Cette hypothèse mériterait d'être approfondie et étendue à d'autres objets d'étude : par exemple aux jeunesses vivant en périphérie dans une perspective de dépassement de la relation centre-périphérie, ou bien aux pratiques urbaines des jeunes filles. Après avoir clos l'enquête de terrain pour cette thèse, j'ai eu l'occasion de participer à une enquête longitudinale dans le cadre du projet ANR Pop-Part (enquête en cours) qui m'a permis de réaliser des entretiens en 2022 avec des jeunes filles auprès desquelles j'avais enquêté lors de ma thèse. J'ai émis l'hypothèse que celles-ci ont des pratiques urbaines élargies

en dehors du quartier du fait de leur prise en charge du travail du *care* (organisation de fêtes de famille dans les quartiers populaires de banlieue, déplacements fréquents pour faire des courses ou pour garder les enfants de membres de leur famille). Cette hypothèse mériterait d'être approfondie. En effet, peu de travaux se sont intéressés à la spécificité des pratiques urbaines des jeunes filles. L'approche par les réseaux permettrait également d'aborder une dimension qui est ressortie dans cette recherche mais que j'ai peu explorée, à savoir l'impact de la culture de masse et de la globalisation dans les modes de consommation et dans les mobilités nationales et internationales des jeunesses populaires, révélée grâce à l'approche comparative entre Paris et Barcelone.

En définitive, cette recherche a permis de montrer que les jeunesses populaires construisent des places qui ne sont pas acquises d'avance en centre ancien. Habiter en centre ancien pourrait constituer un bouclier à cette précarisation grandissante. Elles s'engagent dans des négociations, développent des compétences qui peinent à être reconnues par les politiques urbaines. Par des stratégies d'adaptation aux multiples situations de précarité urbaine auxquelles elles doivent faire face, les jeunesses populaires contribuent à transformer la ville alors même que la ville se transforme.

BIBLIOGRAPHIE

- AGIER Michel, 2009, *Esquisses d'une anthropologie de la ville. Lieux, situations, mouvements*, Louvain-la-Neuve, Academida Bruylant, 158 p.
- AGIER Michel, 1996, « Les savoirs urbains de l'anthropologie », *Enquête. Archives de la revue Enquête*, 1 novembre 1996, n° 4, p. 35-58.
- AMSELLEM-MAINGUY Yaëlle, 2021, *Les filles du coin*, Paris, Presses de Sciences Po, 264 p.
- ANDERSON Elijah, 2011, *The cosmopolitan canopy. Race and civility in everyday life*, New York, Norton & Company, 318 p.
- ANDERSON Elijah, 2008, *Against the Wall. Poor, young, black and male*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 320 p.
- ARBACI Sonia et TAPADA-BERTELI Teresa, 2012, « Social inequality and urban regeneration in Barcelona city centre: reconsidering success », *European Urban and Regional Studies*, 2012, vol. 19, n° 3, p. 287-311.
- ARICÓ Giuseppe, MANSILLA Jose et STANCHIERI Luca, 2015, *Mierda de ciudad. Una rearticulación crítica del urbanismo neoliberal desde las ciencias sociales.*, Barcelona, Pol-len, 202 p.
- ARTIAGA Jaume Funes, 1979, « De l'emigració a la marginació, passant per l'escola », *Perspectiva escolar*, 1979, n° 40, p. 17-19.
- AUTHIER Jean-Yves, 2002, « Gentrification » dans Marion Ségaud, Jacques Brun et Jean-Claude Driant (eds.), *Dictionnaire de l'habitat et du logement*, Paris, Armand Colin, p. 198-200.
- AUTHIER Jean-Yves, 2001, *Du domicile à la ville: vivre en quartier ancien*, Paris, France, Economica, 214 p.

AUTHIER Jean-Yves, 1995, « Formes et processus de ségrégation dans les quartiers anciens centraux réhabilités. L'exemple du quartier Saint-Georges à Lyon », *Sociétés Contemporaines*, 1995, vol. 22, n° 1, p. 107-125.

AUTHIER Jean-Yves, BAGGIONI Vincent, COUSIN Bruno, FIJALKOW Yankel et LAUNAY Lydie, 2019, *D'une ville à l'autre. La comparaison internationale en sociologie urbaine*, Paris, La Découverte, 269 p.

AUTHIER Jean-Yves, BIDET Jennifer, COLLET Anaïs, GILBERT Pierre et STEINMETZ Hélène, 2010, *État des lieux sur les trajectoires résidentielles*, Paris, Rapport de recherche du Plan Urbanisme construction architecture (PUCA).

AUTHIER Jean-Yves et BIDOU-ZACHARIASEN Catherine, 2008, « La question de la gentrification urbaine », *Espaces et sociétés*, 28 avril 2008, vol. 132133, n° 1, p. 13-21.

AUTHIER Jean-Yves et LEHMAN-FRISCH Sonia, 2012, « Il était une fois... des enfants dans des quartiers gentrifiés à Paris et à San Francisco », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2012, n° 195, n° 5, p. 58-73.

BACQUÉ Marie-Hélène et CHARMES Éric, 2018, « La mixité sociale, un débat silencieux » dans Louis Guay et Pierre Hamel (eds.), *Les aléas du débat public. Action collective, expertise et démocratie*, Laval, Les Presses de l'Université Laval, p. 47-68.

BACQUÉ Marie-Hélène et CHARMES Eric, 2016, *Mixité sociale, et après ?*, Paris, Presses universitaires de France, 112 p.

BACQUÉ Marie-Hélène, DEMOULIN Jeanne et COLLECTIF POP-PART, 2021, *Jeunes de quartier : le pouvoir des mots*, Caen, C&F éditions, 237 p.

BACQUÉ Marie-Hélène et FIJALKOW Yankel, 2008, « Transformation de deux anciens quartiers populaires à Paris et à Boston » dans *Renouveler l'aménagement et l'urbanisme*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, p. 267-286.

BACQUÉ Marie-Hélène et FIJALKOW Yankel, 2006, « En attendant la gentrification : discours et politiques à la Goutte d'Or (1982-2000) », *Sociétés contemporaines*, 2006, n° 3, p. 63-83.

BACQUÉ Marie-Hélène, FIJALKOW Yankel, FLAMAND Amélie et VERMEERSCH Stéphanie, 2010, « « Comment nous sommes devenus hlm ». Les opérations de mixité sociale à Paris dans les années 2000 », *Espaces et sociétés*, 2010, vol. 140-141, n° 1, p. 93-109.

BACQUÉ Marie-Hélène et SINTOMER Yves, 2002, « Peut-on encore parler de quartiers

- populaires ? », *Espaces et sociétés*, 2002, n° 108-109, p. 29-47.
- BEAUD Stéphane, 2011, « Que reste-t-il de la jeunesse populaire? », *Revue Projet*, 2011, n° 320, p. 64-70.
- BELLAVOINE Christine, SALANE Fanny, et COLLECTIF POP-PART, 2023, « Les structures et les professionnel·e·s de jeunesse dans les quartiers populaires : (dé)construire le “nous” des quartiers ? », *Agora débats/jeunesses*, 2023, vol. 93, p. 85-102.
- BENACH Núria, 2018, « La gentrificació cómo una estrategia global » dans Carles Donat, Sergio Porcel et Ricard Gomà (eds.), *Gentrificació i dret a la ciutat*, Bellaterra, Institut d'estudis regionals i metropolitans de Barcelona, vol.60, p. 16-23.
- BIDOU-ZACHARIASEN Catherine et POLTORAK Jean-François, 2008, « Le « travail » de gentrification : les transformations sociologiques d'un quartier parisien populaire », *Espaces et sociétés*, 28 avril 2008, n° 132-133, p. 107-124.
- BLANCO Ismael, 2004, *Governance urbana i polítiques d'inclusió socio-espacial: Una anàlisi comparada entre els casos del Raval i de la Trinitat Nova*, Thèse de doctorat en sciences politiques, Universitat Autònoma de Barcelona, Bellaterra, 337 p.
- BLANCO-ROMERO Asunción, BLÁZQUEZ-SALOM Macià et CÀNOVES Gemma, 2018, « Barcelona, housing rent bubble in a tourist city. Social responses and local policies », *Sustainability*, 2018, n° 6.
- BONET I MARTI Jordi, 2011, *Participació ciutadana i polítiques de regeneració urbana al centre històric de Barcelona*, Thèse de doctorat en psychologie sociale, Universitat Autònoma de Barcelona, Barcelona, 328 p.
- BORDES Véronique, 2015, « L'approche socio-ethnographique ou comment trouver des résultats que nous ne cherchons pas », *Spécificités*, 2015, n° 7, p. 27-44.
- BOUILLON Florence, 2007, « Les compétences précaires en question : réflexions à partir des squats marseillais » dans *Villes internationales*, Paris, La Découverte, p. 189-206.
- BOURDIEU Pierre, 1981, « La jeunesse n'est qu'un mot » dans *Questions de sociologie*, Éditions de Minuit., Paris, p. 143-154.
- BOURDIN Alain, 2008, « Gentrification : un « concept » à déconstruire », *Espaces et sociétés*, 28 avril 2008, n° 132-133, p. 23-37.
- CAILLY Laurent et DODIER Rodolphe, 2007, « La diversité des modes d'habiter des espaces

périurbains dans les villes intermédiaires : différenciations sociales, démographiques et de genre », *Environnement, aménagement, société*, 2007, n° 205, p. 67-80.

CAMINO Xavier, 2013, « La irrupción de la cultura skater en el espacio público de Barcelona », *Arxiu d'Etnografia de Catalunya*, 2013, n°13, p. 11-38.

CAPEL Horacio, 2005, *El modelo Barcelona, un examen crítico*, Barcelona, Ediciones del Serbal, 120 p.

CEFAÏ Daniel (ed.), 2022, *L'engagement ethnographique*, Paris, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales (coll. « En temps & lieux »), 640 p.

CEFAÏ Daniel, 2010, « Codifier l'engagement ethnographique ? » dans *L'engagement ethnographique*, Paris, Éditions de l'EHESS, p. 493-512.

CERTEAU Michel de, 1980, *L'invention du quotidien*, Paris, France, Union générale d'éditions, 350 p.

CHABROL Marie, 2013, « Continuités d'usages et maintien d'une centralité commerciale immigrée à Château-Rouge (Paris) », *Les Annales de la Recherche Urbaine*, 2013, n° 1, p. 96-107.

CHABROL Marie, 2011, *De nouvelles formes de gentrification ? Dynamiques résidentielles et commerciales à Château-Rouge (Paris)*, Thèse de doctorat en géographie, Université de Poitiers, Poitiers, 398 p.

CHABROL Marie, COLLET Anaïs, GIROUD Matthieu, LAUNAY Lydie, ROUSSEAU Max et TER MINASSIAN Hovig, 2016, *Gentrifications*, Paris, Éditions Amsterdam, 357 p.

CHARMES Éric, 2005, « Le retour à la rue comme support de la gentrification », *Espaces et sociétés*, 2005, n° 122, p. 115-135.

CLAIR Isabelle, 2008, *Les jeunes et l'amour dans les cités*, Paris, France, Armand Colin, 303 p.

CLERVAL Anne, 2016, *Paris sans le peuple*, Paris, La Découverte, 254 p.

CLERVAL Anne, 2011, « L'occupation populaire de la rue : un frein à la gentrification ? », *Espaces et sociétés*, 3 mai 2011, n° 144-145, p. 55-71.

CLERVAL Anne, 2010, « Les dynamiques spatiales de la gentrification à Paris. Une carte de synthèse », *Cybergeographie : European Journal of Geography*, 2010, n° 505.

COCOLA-GANT Agustin et LOPEZ-GAY Antonio, 2020, « Transnational gentrification, tourism and the formation of 'foreign only' enclaves in Barcelona », *Urban Studies*, 2020,

vol. 57, n° 15, p. 3025-3043.

COENEN-HUTHER Jacques, 2003, « Le type idéal comme instrument de la recherche sociologique », *Revue française de sociologie*, 2003, Vol. 44, n° 3, p. 531-547.

COLLECTIF ROSA BONHEUR, 2019, *La ville vue d'en bas: travail et production de l'espace populaire*, Paris, Éditions Amsterdam, 227 p.

COLLECTIF-ROSA-BONHEUR, 2016, « Centralité populaire : un concept pour comprendre pratiques et territorialités des classes populaires d'une ville périphérique », *Sociologies [en ligne]*, 2016.

COQUARD Benoît, 2019, *Ceux qui restent*, Paris, La Découverte, 216 p.

COULMONT Baptiste, 2011, *Sociologie des prénoms*, Paris, La Découverte, 128 p.

COUTANT Isabelle, 2018, *Les migrants en bas de chez soi*, Paris, Seuil, 217 p.

DANIEL CEFÄI, 2002, « Qu'est-ce qu'une arène publique ? Quelques pistes pour une approche pragmatiste » dans Daniel Cefäi et Isaac Joseph (eds.), *L'héritage du pragmatisme. Conflits d'urbanité et épreuves de civisme*, Paris, L'Aube, p. 405.

DELGADO Manuel, 2016, « El fetichismo del espacio público » dans *Ciudadanismo*, Madrid, Catarata, p. 23-32.

DELGADO Manuel, 2007, *La ciudad mentirosa. Fraude y miseria del « Modelo Barcelona »*, Madrid, Catarata, 248 p.

DELGADO Manuel, 2003, *Carrer, festa i revolta. Els usos simbòlics de l'espai públic a Barcelona (1951-2000)*, Barcelona, Generalitat de Catalunya, 354 p.

DELGADO Manuel, 1999, « Anonimat i ciutadania: dret a la indiferència en contextos urbans », *Revista catalana de sociologia*, 1999, n° 10, p. 9-22.

DELGADO Manuel, 1997, *Ciutat i immigració*, Barcelona, Centre de Cultura Contemporània de Barcelona, 245 p.

DELGADO Manuel, 1990, *EL COR DE LES APARENCES: Explotados contra excluidos*, <https://manueldelgadoruiz.blogspot.com/2016/03/explotados-contr-excluidos.html> , 1990, consulté le 13 septembre 2021.

DEMOULIN Jeanne, LAFAYE Claudette et COLLECTIF POP-PART, 2022, « Des jeunes de milieu populaire face à la gentrification à Pantin : une dialectique entre présent et avenir », *Métropoles*, 2022, n° 31.

- DÉTIENNE Marcel, 2009, *Comparer l'incomparable*, Paris, Seuil, 208 p.
- DORIER-APPRILL Elisabeth et GERVAIS-LAMBONY Philippe (eds.), 2007, *Vies citadines*, Paris, Belin, 267 p.
- DUBAR Claude et NICOURD Sandrine, 2017, « Expliquer les trajectoires sociales » dans *Les biographies en sociologie*, Paris, La Découverte, p. 29-42.
- DUBET François, 1987, *La galère : jeunes en survie*, Paris, Fayard, 504 p.
- FASSIN Didier, 1996, « Exclusion, underclass, marginalidad. Figures contemporaines de la pauvreté urbaine en France, aux Etats-Unis et en Amérique latine », *Revue française de sociologie*, 1996, n° 37, p. 37-75.
- FASSIN Didier, FASSIN Eric et FASSIN Didier, 2006, « Nommer, interpréter. Le sens commun de la question raciale » dans *De la question sociale à la question raciale ?*, Paris, La Découverte, p. 17-36.
- FEIXA, CARLES (ed.), 2006, *Jóvenes « latinos » en Barcelona. Espacio público y cultura urbana*, Barcelona, Anthropos, 344 p.
- FEIXA Carles, 1998, *De jóvenes, bandas y tribus*, Barcelona, Ariel, 347 p.
- FEIXA Carles, 1993, *La joventut com a metàfora. Sobre les cultures juvenils*, Barcelona, Generalitat de Catalunya, 156 p.
- FEIXA I PAMPOLS Carles, 2004, *Culturas Juveniles en España 1960-2004*, Madrid, Instituto de la Juventud, 219 p.
- FIJALKOW Yankel et LEVY-VROELANT Claire, 2016, *Rapport final REV Rester en (centre) ville*, Paris.
- FORET Catherine, BAVOUX Pascal et ANÉMIAN David, 1990, *En passant par le centre...: la rue de la République à Lyon, anthropologie d'un espace public*, Marseille, CERFISE, 64 p.
- GALLAND Olivier, 2011, *Sociologie de la jeunesse*, Paris, Armand Colin, 256 p.
- GARAY TAMAJON Lluís et CÀNOVES VALIENTE Gemma, 2009, « El desarrollo turístico en Cataluña en los dos últimos siglos: una perspectiva transversal », *Documents d'anàlisi geogràfica*, 2009, n° 53, p. 29-46.
- GARCÍA DEL RÍO Antonio, 2020, « Quinquis, yonquis y pandilleros. Imaginar, representar, contar la marginalidad urbana », *Kamchatka. Revista de análisis cultural.*, 2020, n° 16, p. 5-9.
- GATTA Federica, 2014, *(Contre)pouvoirs urbains ? : Une critique des dispositifs non-*

institutionnels de l'aménagement urbain dans les transformations du Nord-Est de la métropole parisienne, Thèse de doctorat en aménagement et urbanisme, Université Paris Ouest Nanterre la Défense, Paris.

GAYET-VIAUD Carole, 2022, *La civilité urbaine : les formes élémentaires de la coexistence démocratique*, Paris, Economica, 234 p.

GERVAIS-LAMBONY Philippe, 2003, « Territoires citadins : 4 villes africaines ».

GILIBERTI Luca, 2013, *La condición inmigrante y la negritud en la experiencia escolar de la juventud dominicana : estigmas y formas de agencia*, Thèse de doctorat en sociologie, Universitat de Lleida, Lleida, 225 p.

GIROUD Matthieu, 2007, *Résister en habitant ? : renouvellement urbain et continuités populaires en centre ancien (Berriat Saint-Bruno à Grenoble et Alcântara à Lisbonne)*, Thèse de doctorat en géographie, Université de Poitiers, Poitiers, 528 p.

GIROUD Matthieu, 2005, « « Résister en habitant » : les luttes dans des quartiers populaires à l'épreuve du renouvellement urbain », *Contretemps*, 2005, n°13, n° 13, 2005 p. 49-58.

GLASS Ruth, 1963, *Introduction to London : aspects of change*, London, Center for Urban Studies., 163 p.

GOREAU-PONCEAUD Anthony, 2017, « La Chapelle, haut lieu alimentaire sud-asiatique ? », *Urbanisme*, 2017, n° 405, p. 63-65.

GRAFMEYER Yves et AUTHIER Jean-Yves, 2015, *Sociologie urbaine*, Paris, Armand Colin, 127 p.

GRAFMEYER Yves et JOSEPH Isaac, 1979, *L'école de Chicago. Naissance de l'écologie urbaine*, Paris, Les éditions du champ urbain, 377 p.

GUIART Anna Ortiz i, FERRET María Prats et FERRÉ Mireia Baylina, 2014, « Procesos de apropiación adolescente del espacio público: otra cara de la renovación urbanística en Barcelona », *Boletín de la Asociación de Geógrafos Españoles*, 2014, n° 65, p. 37-57.

HACKWORTH Jason, 2007, *The neoliberal city: governance, ideology, and development in American urbanism*, Ithaca, Etats-Unis d'Amérique, 225 p.

HARAWAY Donna, 1988, « Situated Knowledges : The Science Question in Feminism and the Privilege of Partial Perspective », *Feminist Studies*, 1988, n° 14, p. 575-599.

HARDING Sandra, 1992, « Rethinking Standpoint Epistemology: what is "strong

- objectivity" ? », *The Centennial Review*, 1992, vol. 36, n° 3, p. 437-470.
- HARTSOCK Nancy C. M., 1983a, *Money, sex, and power: toward a feminist historical materialism*, s.l., Longman, 328 p.
- HARTSOCK Nancy C. M., 1983b, « The Feminist Standpoint: Developing the Ground for a Specifically Feminist Historical Materialism » dans Sandra Harding et Merrill B. Hintikka (eds.), *Discovering Reality: Feminist Perspectives on Epistemology, Metaphysics, Methodology, and Philosophy of Science*, Dordrecht, Springer Netherlands, p. 283-310.
- HARVEY David, 2001, *Spaces of capital: towards a critical geography*, New York, Etats-Unis d'Amérique, Routledge, 429 p.
- HOGGART Richard, 1970, *La culture du pauvre: étude sur le style de vie des classes populaires en Angleterre*, Paris, Les Éditions de Minuit, 420 p.
- HUET Marine, 2018, *Les pratiques urbaines des lycéens de quartiers populaires: quelles expériences de l'altérité ?*, Thèse de doctorat en aménagement et urbanisme, Université Lyon 2, Lyon, 405 p.
- JOSEPH Isaac, 1998, *La ville sans qualités*, La Tour-d'Aigues, Éditions de l'aube, 209 p.
- KAKPO Nathalie, 2006, « Communauté d'expérience et diversité des trajectoires » dans Hugues Lagrange et Marco Oberti (eds.), *Émeutes urbaines et protestations : Une singularité française*, Paris, Les Presses de Sciences Po, p. 81-104.
- KLININBERG Eric, 2018, *Palaces for the People*, New-York, Crown, 288 p.
- KOKOREFF Michel, 2003, *La force des quartiers : de la délinquance à l'engagement politique*, Paris, Payot, 344 p.
- KOKOREFF Michel, 1996, « Jeunes et espaces urbains. Bilan des recherches en France, 1977-1994 », *Sociologie et sociétés*, 1996, n° 28, p. 159-176.
- KOKOREFF Michel, ALFONSI Gilles et LALAM Nacer, 1995, *Aller à la Défense: polarisation et pratiques urbaines des jeunes*, Paris, RATP, 124 p.
- LAHIRE Bernard, 2013, « Le singulier pluriel » dans *Dans les plis singuliers du social. Individus, institutions, socialisation*, Paris, La Découverte, p. 11-22.
- LAUNAY Lydie, 2011, *Les politiques de mixité sociale par l'habitat à l'épreuve des rapports résidentiels. Quartiers populaires et beaux quartiers à Paris et à Londres*. Lydie Launay, Thèse de doctorat en sociologie, Université Paris Ouest Nanterre la Défense, Nanterre, 497 p.

- LE GALÈS Patrick, 2019, « Pourquoi si peu de comparaison en sociologie urbaine ? » dans *D'une ville à l'autre*, Paris, La Découverte, p. 21-41.
- LECHIEN Marie-Hélène et SIBLOT Yasmine, 2019, « « Eux/nous/ils » ? Sociabilités et contacts sociaux en milieu populaire », *Sociologie*, 2019, n° 10, p. 1-15.
- LEES Loretta, 2008, « Gentrification and Social Mixing: Towards an Inclusive Urban Renaissance ? », *Urban Studies*, 1 novembre 2008, vol. 45, n° 12, p. 2449-2470.
- LEFEBVRE Henri, 1968, *Le droit à la ville*, Paris, Economica, 135 p.
- LEMAIRE Madeleine et CHAMBOREDON Jean-Claude, 1970, « Proximité spatiale et distance sociale. Les grands ensembles et leur peuplement », *Revue française de sociologie*, 1970, n° 11, p. 3-33.
- LEPOUTRE David, 1997, *Coeur de banlieue: codes, rites et langages*, Paris, Odile Jacob, 362 p.
- LÉVY Jean-Pierre, 2001, « Parcours d'habitants » dans Jean-Yves Authier (ed.), *Du domicile à la ville: vivre en quartier ancien*, Paris, France, Anthropos : diff. Economica, p. 21-28.
- LONGO María Eugenia, 2016, « L'âge éphémère: les définitions de la jeunesse à la lumière du temps », *Revue Jeunes et Société*, 2016, vol. 1, n° 1, p. 5-24.
- LÓPEZ-GAY Antonio, 2018, « Cambio en la composición social y gentrificación en Barcelona : una mirada a través de los flujos migratorios y residenciales » dans Carles Donat, Sergio Porcel et Ricard Gomà (eds.), *Gentrificació i dret a la ciutat*, Bellaterra, Institut d'estudis regionals i metropolitans de Barcelona, vol.60, p. 81-93.
- LÓPEZ-GAY Antonio, ORTIZ-GUITART Anna et SOLANA-SOLANA Miguel, 2022, « Vivienda, cambio poblacional y desplazamiento en un barrio en proceso de gentrificación. El caso de Sant Antoni (Barcelona) », *Revista de Estudios Urbano Regionales*, 2022, vol. 48, n° 143, p. 1-24.
- LÓPEZ-GAY Antonio et RECAÑO-VALVERDE Joaquín, 2015, « Barris i immigració espanyola a la ciutat de Barcelona durant el segle xx » dans *RECERCA I IMMIGRACIÓ VII Migracions dels segles xx i xxi: una mirada candeliana*, Barcelona, Generalitat de Catalunya, vol.11, p. 65-93.
- MARCUS George E., 1995, « Ethnography in/of the World System: The Emergence of Multi-Sited Ethnography », *Annual Review of Anthropology*, 1995, vol. 24, n° 1, p. 95-117.
- MARGIER Antonin, 2016, *Cohabiter l'espace public. Conflits d'appropriation et rapports de*

- pouvoir à Montréal et Paris*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 191 p.
- MARLIÈRE Éric, 2011, « « Jeunes de cité », des trajectoires multiples », *Revue Projet*, 2011, n° 320, p. 47-54.
- MARLIÈRE Eric, 2005, *Jeunes en cité : Diversité des trajectoires ou destin commun ?*, Paris, L'Harmattan, 286 p.
- MARTIN CRIADO Enrique, 2009, « Juventud » dans *Diccionario crítico de ciencias sociales*, Madrid, Plaza y valdés, vol.3, p. 1630-1635.
- MARTIN CRIADO Enrique, 2005, « La construcción de los problemas juveniles », *Nómadas*, 2005, vol. 23, p. pp.86-93.
- MARTÍNEZ RIGOL Sergi, 2000, *El retorn al centre de la ciutat. La reestructuració del Raval entre la renovació i la gentrificació*, Thèse de doctorat en géographie, Universitat de Barcelona, Barcelona.
- MAUGER Gérard, 2010, « Jeunesse : essai de construction d'objet », *Agora débats/jeunesses*, 2010, vol. 56, n° 3, p. 9-24.
- MAUGER Gérard, 2006, *Les bandes, le milieu et la bohème populaire. Etudes de sociologie de la déviance des jeunes des classes populaires*, Paris, Belin, 252 p.
- MESSAMAH Khelifa et TOUBON Jean-claude, 1990, *Centralité immigrée. Le quartier de la Goutte d'Or. Dynamiques d'un espace pluriethnique : succession, compétition, cohabitation*, Paris, L'Harmattan.
- MILLIOT Virginie, 2017, « Les épreuves morales de l'urbanité. Les riverains face aux naufragés de la mondialisation », *Revue urbanités*, 2017, n° 8.
- MILLIOT Virginie, 2015, « Remettre de l'ordre dans la rue. Politiques de l'espace public à la Goutte-d'Or (Paris) », *Ethnologie française*, 18 août 2015, n° 153, p. 431-443.
- MILLIOT Virginie, 2013, *Ambiance pluraliste et socialisation urbaine : ethnographie de l'espace public du quartier de la Goutte d'Or à Paris*, s.l.
- MILLIOT Virginie, 2007, « Cosmopolitique de l'espace public », hiver -2008 2007, n° 114-115, p. 52-53.
- MILLIOT Virginie et TONNELAT Stéphane, 2013, « Contentious policing in Paris: the street as a space for emotional public solidarity » dans *Policing Cities*, Londres, Routledge.
- MOHAMMED Marwan, 2011, *La formation des bandes: entre la famille, l'école et la rue*, Paris,

France, Presses universitaires de France, 453 p.

MOMPÓ Eva, 2021, « “Ya no tenemos fuerzas”. La gentrificación de los movimientos antigentrificación: una reflexión etnográfica », *Scripta Nova*, 2021, vol. 25, n° 2, p. 155-178.

MOMPÓ Eva, 2019, « *Por un barrio vivo y combativo* ». *Movimientos urbanos en búsqueda de autonomía desde el Cabanyal*, Doctorado en Ciencias sociales, Universidad de Valencia, Valencia, 475 p.

MOMPÓ Eva et FIORAVANTI Hernán, 2022, « De vecinas, migrantes, marginales y turistas. Diversidad cultural y clase social en la producción de vecindad. », *Scripta Nova*, 2022, vol. 26, n° 4.

MONJARET Anne et PUGEAULT Catherine, 2014, *Le sexe de l'enquête. Approches sociologiques et anthropologiques*, Lyon, ENS Éditions, 300 p.

MORENO Sergio, 2010, « Actividades comerciales, centralidad y gentrificación » dans Sergi Martínez Rigol (ed.), *La cuestión del Centro, el Centro en cuestión*, Lleida, Milenio, p. 199-2013.

NEL-LO Oriol et BLANCO Ismael, 2015, « La segregació urbana a la regió metropolitana de Barcelona », *Pla Estratègic Metropolità de Barcelona*, 2015, p. 26.

NOIRIEL Gérard, 1990, « Journal de terrain, journal de recherche et auto-analyse. Entretien avec Florence Weber », *Genèses. Sciences sociales et histoire*, 1990, vol. 2, n° 1, p. 138-147.

OPPENCHAIM Nicolas, 2016, *Adolescents de cité: l'épreuve de la mobilité*, Tours, Presses universitaires François-Rabelais, 271 p.

ORTEGA-RIVERA Enrique et SOLANA SOLANA Miguel, 2015, « Migracions a Catalunya: cinc dècades de canvis i continuïtats » dans Andreu Domingo (ed.), *RECERCA I IMMIGRACIÓ VII Migracions dels segles xx i xxi: una mirada candeliana*, Barcelona, Generalitat de Catalunya, p. 43-60.

PALOMERA Jaime, 2018, « Sindicalismo inquilino. Democratizar la vivienda en la era del capitalismo financiarizado » dans Pedro Ibarra, Ricard Gomà, Salvador Martí et Robert González (eds.), *Movimientos sociales y derecho a la ciudad. Creadoras de democracia radical*, Madrid, Icaria, p. 71-87.

PARÍS Pilar, SERRACANT Pau, GORETTI Pascual, MARTORELL Eudald, TINTORÉ Míriam, CARDEÑA Eulàlia et GANGOLELLS Mireia, 2006, « La recerca sobre joventut a Catalunya »,

Papers, 2006, vol. 79, p. 285-317.

PASSERON Jean-Claude et REVEL Jacques, 2020, « Penser par cas. Raisonner à partir de singularités » dans *Penser par cas*, Paris, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, p. 9-44.

PATON Kirsteen, 2004, *Gentrification: A Working-Class Perspective*, London, Ashgate, 236 p.

PECQUEUX Anthony, 2012, « Pour une approche écologique des expériences urbaines », *Tracés. Revue de Sciences humaines*, 2012, n° 22, p. 27-41.

PINÇON Michel et PINÇON-CHARLOT Monique, 2001, *Paris mosaïque : promenades urbaines*, Paris, France, Calmann-Lévy, 345 p.

PINET Nicolas, 2016, « Pratiques politiques subalternes dans un quartier populaire de Tokyo: des formes de résistance? », *Cultures et conflits*, 2016, n° 101, p. 35-56.

PINSON Gilles, 2019, « Penser par cas, penser par comparaison. Études urbaines et pratiques des monographies comparées » dans *D'une ville à l'autre. La comparaison internationale en sociologie urbaine*, Paris, La Découverte, p. 43-66.

PRÉTECEILLE Edmond, 2009, « La ségrégation ethno-raciale a-t-elle augmenté dans la métropole parisienne ? », *Revue française de sociologie*, 2009, vol. 50, n° 3, p. 489-519.

PUMAIN Denise, PAQUOT Thierry et KLEINSCHMAGER Richard, 2006, *Dictionnaire La ville et l'urbain*, Paris, Economica, 320 p.

RÉMY Jean, 1996, « Mobilités et ancrages : vers une autre définition de la ville » dans Monique Hirschhorn et Jean-Michel Berthelot (eds.), *Mobilités et ancrages: vers un nouveau mode de spatialisation ?*, Paris, p. 135-149.

RENAHY Nicolas, 2010, *Les gars du coin*, Paris, La Découverte.

RETIÈRE Jean-Noël, 2013, « Capital d'autochtonie » dans GIS Démocratie et participation (ed.), *Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la participation*, Paris.

RETIÈRE Jean-Noël, 2003, « Autour de l'autochtonie. Réflexions sur la notion de capital social populaire », *Politix. Revue des sciences sociales du politique*, 2003, vol. 16, n° 63, p. 121-143.

RIUS Joaquim Rius et SUBIRATS Joan, 2005, *Del Xino al Raval. La transformació social, econòmica i simbòlica del barri del Raval*, Barcelona, Universitat autònoma de Barcelona, Institut de govern i de polítiques públiques.

RIVIÈRE Clément, 2018, « Entre méfiance, prudence et politesse : quand les parents

enseignent à leurs enfants comment se conduire dans les espaces publics urbains à Paris et Milan », *Enfances Familles Générations*, 2018, n° 30.

ROBETTE Nicolas, 2012, « Les espaces de vie individuels : de la géographie à une application empirique en démographie », *Cybergeo: European Journal of Geography*, 2012.

RODÓ DE ZÁRATE Maria, 2016, « Geografies de la interseccionalitat: llocs, emocions i desigualtats », *Treballs de la Societat Catalana de Geografia*, 2016, n° 2, p. 141-163.

RODRÍGUEZ ALONSO Raquel et ESPINOZA PINO Mario, 2017, *De la especulación al derecho a la vivienda. Más allá de las contradicciones del modelo inmobiliario español*, Madrid, Traficantes de sueños, 162 p.

ROSTAING Corinne, 2015, « Stigmate » dans *Les 100 mots de la sociologie*, Paris, Presses Universitaires de France, p. 100.

SALANE Fanny et BRITO Olivier, 2021, « « Lui, c'est un "grand" » / « Eux, c'est nos "p'tits" » : dynamique de catégorisation et ordre social chez les jeunes des quartiers populaires », *Sociétés et jeunesses en difficulté*, 2021, n° 25.

SAUVADET Thomas, 2006, *Le capital guerrier: concurrence et solidarité entre jeunes de cité*, Paris, Armand Colin, 303 p.

SAUVADET Thomas, 2004, « « Jeunes de la cité » et contrôle du territoire : le cas d'une cité de la banlieue parisienne », *Hérodote*, 2004, n° 113, p. 113-133.

SAUVADET Thomas et BACQUÉ Marie-Hélène, 2011, « Les pratiques populaires de l'espace », *Espaces et sociétés*, 2011, vol. 144-145, n° 1, p. 7-13.

SCHERRER Franck, 2010, « Le contrepoint des études urbaines et de l'urbanisme : ou comment se détacher de l'évidence de leur utilité sociale », *Tracés*, 2010, n° 10, p. 187-195.

SCHWARTZ Olivier, 2011, « Peut-on parler des classes populaires ? », *La vie des idées*, 2011, p. 49.

SCOTT James C., 2006, « Infra-politique des groupes subalternes », *Vacarme*, 2006, n° 36, p. 25-29.

SIBLOT Yasmine, QUARTIER Marie, COUTANT Isabelle, MASCLET Olivier et RENAHY Nicolas, 2015, *Sociologie des classes populaires contemporaines*, Paris, Armand-Collin, 368 p.

SIMON Patrick, 1995, « La société partagée. Relations interethniques et interclasses dans un quartier en rénovation. Belleville, Paris XXe », *Cahiers Internationaux de Sociologie*, 1995,

vol. 98, p. 161-190.

SMITH Neil, 2002, « New Globalism, New Urbanism: Gentrification as Global Urban Strategy », *Antipode*, 2002, vol. 34, n° 3, p. 427-450.

SORANDO ORTÍN Sorando et ARDURA URQUIAGA Álvaro, 2018, « Procesos y dinámicas de gentrificación en las ciudades españolas. » dans Carles Donat, Sergio Porcel et Ricard Gomà (eds.), *Gentrificació i dret a la ciutat*, Bellaterra, Institut d'estudis regionals i metropolitans de Barcelona, vol.60, p. 35-47.

TATJER Mercè, 1998, « Las intervenciones urbanísticas en el centro histórico de Barcelona: de la Vía Laietana a los nuevos programas de revitalización », Burgos, Actes du colloque « Oportunitats de desenvolupament sostenible per als conjunts urbans històrics ».

TER MINASSIAN Hovig, 2009, *Ciutat Vella entre rehabilitation et gentrification : politiques publiques et changements sociaux dans le centre ancien de Barcelone, 1980-2008*, Thèse de doctorat en géographie, Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Paris, 576 p.

TISSOT Sylvie, 2012, « Les centres-villes : modèles, luttes et pratiques », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2012, n° 195, n° 5, p. 4-11.

TISSOT Sylvie et POUPEAU Franck, 2005, « La spatialisation des problèmes sociaux », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2005, vol. 159, n° 4, p. 4-9.

TONNELAT Stéphane, 2016, « Une infra-politique de la marche » dans Sabine Chardonnet, Georges Amar et Mireille Apel-Muller (eds.), *Le génie de la marche. Poétique, savoirs et politique des corps mobiles.*, Paris, Hermann, p. 120-131.

TORRENT Berta Güell, 2016, « Els negocis d'origen pakistanès a Barcelona: motivacions per a l'emprenedoria », *Revista catalana de sociologia*, 2016, n° 31, p. 35-49.

TRILLA Jaume (coord.), 2011, *Jóvenes y espacio público. Del estigma a la indignación*, Barcelona, Edicions Bellaterra, 250 p.

TRUC Gérôme, 2005, « Simmel, sociologue du cosmopolitisme », *Tumultes*, 2005, né 24, p. 49-77.

TRUONG Fabien, 2018, « Des scènes, des trajectoires et des cas. », *Presses du Septentrion*, 2018, p. 31-44.

TRUONG Fabien, 2013, *Des capuches et des hommes. Trajectoires de « jeunes de banlieue »*, Paris, Buchet-Chastel, 242 p.

- VAQUERO DE LA CALLE Manuel, 2019, « Turistificación de centros urbanos: clarificando el debate », *Boletín de la Asociación de Geógrafos Españoles*, 2019, n° 83, p. 2.
- VULBEAU Alain, 2014, « La socialisation urbaine des jeunes » dans Nicole Mosconi et Jacky Beillerot (eds.), *Traité des sciences et des pratiques de l'éducation*, Paris, Dunod, p. 275-287.
- VULBEAU Alain, 2013, *La jeunesse comme ressource: expérimentations et expériences dans l'espace public*, Toulouse, France, ERES.
- VULBEAU Alain, 2004, « Une socialisation du 3ème type. Revisiter les modèles classiques. », *Informations sociales*, 2004, n° 119, p. 6-19.
- VULBEAU Alain, 2001, *La jeunesse comme ressource. Expérimentations et expériences dans l'espace public*, Ramonville, Eres, 232 p.
- WHYTE William Foote, 1943, *Street Corner Society, la structure sociale d'un quartier italo-américain*, Paris, La Découverte, 406 p.
- YIN Robert K., 2009, *Case Study Research: Design and Methods*, s.l., SAGE, 241 p.
- ZAFFRAN Joël, 2001, « Le temps scolaire, le temps libre et le temps des loisirs : comment réussir au collège français en s'engageant dans la course des temps sociaux », *Loisir et Société*, 2001, vol. 24, n° 1, p. 137-160.
- ZAUCHE-GAUDRON Chantal et SANCHOU Paule, 2005, « Précarités », *Empan*, 2005, vol. 60, n° 4, p. 10-13.

GLOSSAIRE

Barcelona en comú

Le parti *Barcelona en Comú* (Barcelone en commun) a été créé en 2015 pour présenter une candidature citoyenne aux élections municipales de Barcelone. Ses membres sont issus de la société civile, de mouvements militants et de partis politiques comme les Verts *Izquierda Catalunya Verds* (ICV). La cheffe de file de *Barcelona en Comú*, l'ancienne militante de la *Plataforma afectados por las hipotecas* Ada Colau a été élue à deux reprises maire de Barcelone en 2015 et 2019.

Casal de barri

Les *casals de barri* sont des équipements publics municipaux à l'échelle du quartier. Ils proposent une programmation d'activités socio-éducatives, culturelles et de formation pour l'ensemble de la population et sont des espaces de démocratie de proximité à Barcelone.

Casal de joves

Les *casals de joves* sont des équipements municipaux à destination d'un public juvénile, gérés par des associations ayant remporté un appel à projet. Ils sont basés sur le principe de la libre participation et proposent des activités socio-éducatives.

Consell de barri

Le consell de barri peut être traduit « conseil de quartier ». Il s'agit d'une instance de participation habitante de la démocratie de proximité. Les *consells de barri* ont été adoptés en

2009 dans le cadre de la modification des *Normes reguladores de participació ciutadana* (règlementation de participation citoyenne) de la ville de Barcelone.

Contrato de renta antigua

Les « *contratos de renta antigua* » correspondent aux baux locatifs signés avant 1985. Leurs montants sont peu élevés et non soumis à l'augmentation du prix du marché du logement locatif. Ils sont encadrés par le décret « *decreto ley de arrendamientos urbanos 4101/1964* ».

Desahucios

Desahucio est le terme utilisé pour qualifier les expulsions de logements. Elles ont été en nette augmentation après la crise immobilière de 2008.

Pla de barris

Le *Pla de Barris* (plan des quartiers) est un programme municipal d'intervention intégrale visant à réduire les inégalités socio-spatiales dans la ville. Cet outil s'inscrit dans la continuité de la *Llei de Barris*, un instrument régional de régénération urbaine et de lutte contre les inégalités sociales mis en place entre 2004 et 2010.

Plataforma afectados por la hipoteca (PAH)

La PAH (littéralement « plateforme affectés par les hypothèques ») est un mouvement citoyen espagnol créé en 2009. En Espagne, la crise immobilière a provoqué des centaines de milliers d'expulsions de logements depuis 2008. Dans ce contexte, la PAH vise à défendre le droit au logement à travers différents moyens d'actions militants (éviter les expulsions quotidiennes) et législatifs (initiative législative populaire « *ILP dación en pago* » notamment). <https://afectadosporlahipoteca.com/>

Sindicat de llogaters i llogateres

Le *sindicat de llogaters i llogateres* (syndicat des locataires) a été créé en mai 2017 à Barcelone dans un contexte d'augmentation de crise du logement. Il défend un droit au logement digne,

propose un accompagnement juridique aux locataires en difficultés et milite pour la mise en place d'une loi encadrant les loyers. <https://sindicatdellogateres.org/>

Veïnització ou veïnificació

La « veïnificació » ou « veïnització » est un néologisme utilisé par l'équipe du Pla de barris ainsi que les élus de *Barcelona en Còmu* pour qualifier les interventions qui se poseraient en contrepoint des processus engagés de gentrification et de tourisme de masse à Barcelone. Il vient du terme « *veï* » qui signifie littéralement « voisin » et désigne les habitants d'un quartier.

Liste des acronymes

APSAJ : association de prévention spécialisée et d'accompagnement des jeunes

ZAC : zone d'aménagement concerté

SNCF : société nationale des chemins de fer

RIVP : régie immobilière de la ville de Paris

OPAC : office public de l'habitat, d'aménagement et de construction

SEMAEST : société d'économie mixte d'animation économique au service des territoires

HLM : habitation à loyer modéré

FUAJ : fédération unie des auberges de jeunesse

TABLE DES FIGURES

Figures

Figure 1. Métro La Chapelle.	82
Figure 2. Commerce informel au métro La Chapelle.	82
Figure 3. Une distribution de repas par une association de solidarité aux migrants, devant un restaurant soudanais.	83
Figure 4. Rue Marx Dormoy.	83
Figure 5. Rue de l'Olive.	84
Figure 6. Esplanade Nathalie Sarraute.	84
Figure 7. Jardins Rosa Luxembourg.	85
Figure 8. Opération Chapelle internationale.	85
Figure 9. Rambla de Barcelone.	96
Figure 10. Commerces du carrer Sant Pau.	96
Figure 11. Rambla du Raval.	97
Figure 12. Restaurant gourmet sur la rambla du Raval.	97
Figure 13. Terrasses de café dans le quartier de Sant Antoni.	98
Figure 14. Affiche de la fête de quartier "La Chapelle sur scène".	255
Figure 15. L'esplanade Nathalie Sarraute pendant la fête de quartier.	255
Figure 16. Terrasses fermées des nouveaux restaurants et interdiction des deux roues.	262
Figure 17. Projection d'un match de football dans un restaurant de l'esplanade.	262

Cartes

Carte i. Carte de situation de La Chapelle et du Raval dans l'agglomération.	79
Carte ii. Carte du parcours dans le quartier de La Chapelle.	81
Carte iii. Carte du parcours dans le quartier du Raval.	95

Tableaux

Tableau A. Tableau récapitulatif des matériaux de l'enquête.	57
Tableau B. Tableau comparatif de la population à LaChapelle et dans le Raval.	114
Tableau C. Tableau récapitulatif des portraits.	139
Tableau D. Tableau récapitulatif des idéaux-types.	216

Encadrés

Encadré I. La trajectoire résidentielle de Richard.	128
Encadré II. « Démolir un bâtiment oui, mais pas la vie des familles ! »	145
Encadré III. Richard et la vidéo sur les "desahucios" (expulsions)	148
Encadré IV. Se serrer la main : un rituel de reconnaissance mutuelle.	267

Vidéo 1. "Scooter en "i", de l'esplanade Nathalie Sarraute à la porte de la Chapelle.	93
Vidéo 2. "Parc vert, une zone sombre", à propos des jardins de Sant Pau del Camp.	110
Vidéo 3. "Du quartier Chino au Raval", à propos des transformations du quartier.	188
Vidéo 4. "L'esplanade" et les différentes activités qui y prennent place.	235
Vidéo 5. "Parc de la girafe", indignation face à la présence des "migrants".	242
Vidéo 6. "Les hittistes à Barbès", sociabilités de rue.	271

TABLE DES MATIÈRES

Remerciements	7
Notes préalables	11
Sommaire	13
INTRODUCTION GÉNÉRALE	15
1. Une contribution aux travaux sur les pratiques urbaines des « jeunesses populaires urbaines ».....	23
1.1 De la « jeunesse » aux « jeunesses populaires urbaines »	23
1.2 Des jeunesses populaires des périphéries aux jeunesses populaires de centre ancien : la relation centre-périphérie en question	26
2. Analyser la réception des processus de changements urbains en centre ancien par les jeunesses populaires.....	30
2.1 Gentrification, ségrégation et mixité sociale	30
2.2 Interroger les effets de la mixité sociale sur les jeunesses populaires	32
2.3 Quelles réponses les jeunesses populaires produisent-elles ?	34
3. Méthodologie.....	38
3.1 Une approche dynamique entre deux métropoles en transformation	38
3.2 Plusieurs enquêtes, une approche par scènes trajectoires et cas	42
4. Organisation de la thèse	44
Chapitre 1. LES COULISSES DE L'ENQUÊTE	47
1. L'entrée sur les terrains : les jeunesses populaires, des univers étrangers ?	51

1.1 L'enquête parisienne, dans le quartier de La Chapelle	51
1.2 L'enquête barcelonaise, dans le quartier du Raval	53
2. Modalités et matériaux de l'enquête.....	56
2.1 Enquêter auprès des individus : l'analyse des pratiques et des représentations	58
2.2 Enquêter dans un espace : une analyse situationnelle des négociations	65
3. Positions occupées sur les terrains d'enquête.....	68
3.1 Proximité et distance au sein des terrains d'enquête : faire l'expérience de la cohabitation	68
3.2 Les relations avec les enquêtés : un jeu de distance et de rapprochement	70
3.3 Une pluri-positionnalité dans les enquêtes	73
Chapitre 2. LES RECONFIGURATIONS SOCIO-SPATIALES DES QUARTIERS DE CENTRE ANCIEN	75
1. La Chapelle : un quartier populaire péricentral au cœur des reconfigurations métropolitaines.....	81
2. Le Raval : un quartier populaire de la vieille ville en prise avec la touristification	95
Chapitre 3. DES TRAJECTOIRES URBAINES PRÉCAIRES	115
1. Six trajectoires individuelles à La Chapelle et dans le Raval	119
1.1 Farid « Je suis là aujourd'hui, mais demain j'suis pas là ».	120
1.2 Richard : « El barrio es donde tengo mi arraigo social »	123
1.3 Anna « Yo he nacido en el Raval, y mis abuelos y todo han nacido en el Raval entonces yo me crié aquí »	129
1.4 Amrit « Esto es el Raval ! Es imposible encontrar casas para vivir »	132
1.5 Yacine « Ceux qui habitent vraiment le quartier, c'est ceux qui habitent là et qui traînent là, en bas de chez eux »	134
1.6 Aminata «En fait je m'habitue bien. Mais je trouve que le mieux c'est le 18 ^e »	136
2. Des trajectoires urbaines précaires	139
2.1 S'installer en centre ancien, un choix ou une contrainte ?	139

2.2 Une décohabitation retardée, des trajectoires non linéaires	140
2.3 Rester dans le quartier : le rôle des politiques urbaines	144
Chapitre 4. DES PRATIQUES URBAINES ENTRE ANCRAGE ET MOBILITÉ	151
1. Une inscription urbaine plurisituée.....	155
1.1 Situations résidentielles	155
1.2 Relations intrafamiliales dans les périphéries urbaines	159
1.3 Premier emploi	161
1.4 Conditions de scolarisation	162
1.5 Pratiques du temps libre	165
2. Ancrage au quartier et centralités urbaines	171
2.1 La centralité comme espace polarisateur	171
2.2 La production de centralités populaires	172
2.3 Un appui sur le capital d'autochtonie en centre ancien	173
Chapitre 5. RAPPORTS AU QUARTIER	177
1. Des manières d'habiter différenciées.....	181
1.1 « Habiter », au-delà du lieu de résidence	181
1.2 Trajectoires sociales et manières d'habiter	182
2. La construction des idéaux types	184
2.1 Idéaux types et cohabitation en quartiers anciens	184
2.2 Méthode mobilisée : au croisement des trajectoires sociales et des pratiques et représentations urbaines	185
3. Quatre manières d'habiter en centre ancien.....	186
3.1 Les « installés » : centralité populaire et pratiques urbaines en archipel	189
3.2 Les « de retour » : centralité mixte et pratiques urbaines polarisées	197
3.3 Les « arrivés » : centralité immigrée et pratiques urbaines cosmopolites	202
3.4 Les « de passage » : centralité transitoire et pratiques urbaines sélectives	210
Chapitre 6. LE PARTAGE DE L'ESPACE EN PRATIQUE	219

1. L'esplanade Nathalie Sarraute, au cœur des transformations urbaines du Nord-Est parisien.....	223
1.1 Entre friches ferroviaires et quartier d'habitat social	223
1.2 ZAC Pajol et politiques de mixité sociale	223
2. Ethnographie de la cohabitation : « Elle est vivante l'esplanade ! Il y a tout le monde, et personne ne se croise ! ».....	228
2.1 Espace en friche et vie de quartier : « L'époque du mur »	228
2.2 L'inauguration de l'esplanade : « Tout le monde veut faire sa place, tout le monde veut se montrer »	231
2.3 La Chapelle, quartier d'immigrations, quartier d'accueil	236
3. Une gestion institutionnelle pour « faire bien vivre l'esplanade ».....	245
3.1 Des réunions publiques : une gestion sécuritaire, culturelle et éducative du partage de l'espace	246
3.2 Scènes de la vie quotidienne : « Sur l'esplanade, tout se négocie »	256
4. Une analyse du partage de l'espace.....	263
4.1 Une gestion infrapolitique du partage de l'espace ?	263
4.2 Un contrat implicite de revalorisation populaire ?	273
CONCLUSION GÉNÉRALE	281
BIBLIOGRAPHIE	291
GLOSSAIRE	306
TABLE DES FIGURES	309
TABLE DES MATIÈRES	311
ANNEXES	315

ANNEXES

- 01. Formulaire de consentement
- 02. Profil des enquêtés
- 03. Photographies des ateliers vidéo à Barcelone
- 04. Lien des vidéos réalisées
- 05. Affiches de la fête de quartier dans le Raval et à la Chapelle

01. Formulaire de consentement

Formulario de consentimiento

Título de la investigación¹

Crece en la ciudad, compartir los espacios urbanos. Prácticas espaciales juveniles en barrios populares de París y Barcelona.

Investigadora

Alice Lancien

Universidades

Université Paris Nanterre, LAVUE UMR
7218CNRS, équipe Mosaïques

Universitat autònoma de Barcelona, IGOP
Institut de govern i polítiques públiques

Contacto

El/la abajo firmante declara aceptar participar en el proyecto de investigación doctoral llevado a cabo por Alice Lancien sobre las prácticas espaciales de los jóvenes en Ciutat Vella.

Acepto participar en los talleres y la entrevista que se realizan en el marco del proyecto. Para ello recibiré una compensación económica. La entrevista incluye preguntas sobre el recorrido familiar y residencial, las prácticas urbanas, las relaciones con diferentes grupos en el barrio.

Observo que la investigadora se compromete a garantizar el anonimato y la confidencialidad de nuestros intercambios, modificando mis apellidos y nombres en la perspectiva de una publicación o comunicación posterior, en el caso que lo desee.

☐ Quiero que se anonimice mi entrevista/mis declaraciones durante los talleres

Propuesta de nombre para el anonimato :

☐ No quiero que se anonimice mi entrevista

Barcelona,

El

Firma

☐ Quiero estar informado/a de los resultados de la investigación. Aquí está mi contacto :

.....

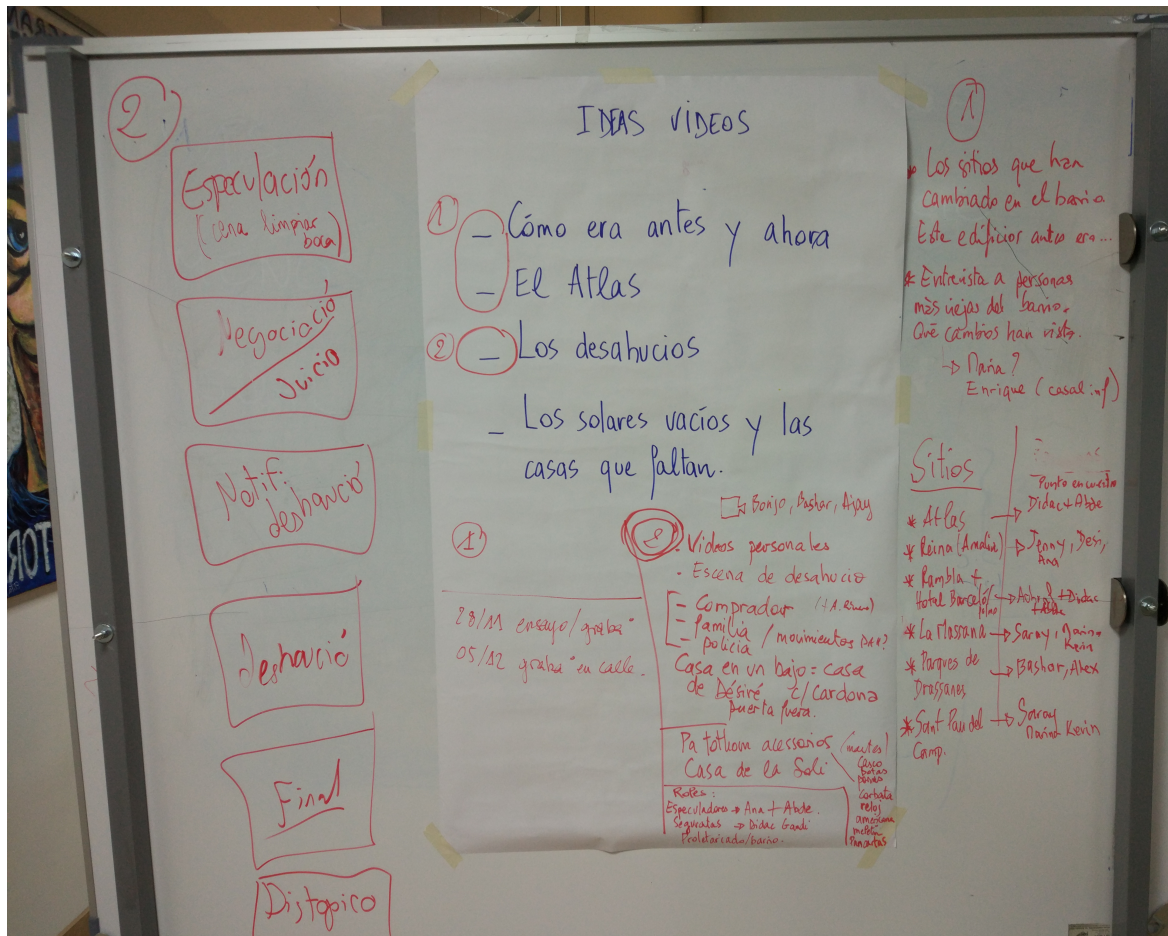
☐ No quiero estar informado/a de los resultados de la investigación.

1 Investigación financiada por el Conseil de recherches en sciences humaines du Canada, subvención número 895-2017-1019.

02. Profil des enquêtés

	Type de logement	A vécu une ou plusieurs expulsions de logement	A déménagé hors du quartier d'étude	Quartier de résidence	Tranche d'âge	Scolarisation / Emploi	Emploi occupé	Niveau d'études	Immigration-Période d'arrivée des parents	Immigration-Pays d'origine des parents	Situation socio-professionnelle du père	Situation socio-professionnelle de la mère	Situation socio-professionnelle des grands-parents
1	Logement locatif privé	Oui	Non	Raval	20-25 ans	En emploi	Comptable	grado (bac+3)	Arrive en 2000	Philippines	agent d'entretien dans un hôtel (comptable aux philippines)	serveuse dans un restaurant	grand-mère femme de ménage en intérim
2	Logement social municipal	Oui	Oui	Can Peguera	15-20 ans	Scolarisé	/	Baccalauréat /bachelierat	Une grand-mère andalouse, 3e génération. Reste de la famille catalane	Espagne-Catalogne	ouvrier en bâtiment	serveuse	femme de ménage/camionneur
3	Logement locatif privé	Oui	Non	Barceloneta	10-15 ans	Scolarisé	/	BEPC/ ESO	Mère uruguayenne, arrivée à 18 ans à Barcelone, 2e génération, père espagnol (région non précisée)	Uruguay/Espagne autre région	docker	sans emploi	docker
4	Logement en propriété privée	Non	Oui	Born	10-15 ans	Scolarisé	/	BEPC/ ESO	Grands-parents du Maroc 3e génération.	Maroc	ouvrier en bâtiment	/	/
5	Logement locatif privé	Non	Non	Raval, calle carretes	15-20 ans	En emploi	Serveur	BEPC/ ESO	Arrive en 2012 avec ses parents	Bengladesh	serveur et commis de cuisine (ingénieur au Bangladesh)	mère au foyer	notaires/chefs d'entreprise au Bangladesh
6	Logement locatif privé	Non	Non	Raval, calle Hospital	15-20 ans	Sans emploi	/	Baccalauréat /bachelierat	Arrive en 2006 avec ses parents	Inde	sans emploi/ serveur (informaticien en Inde)	vendeuse dans une boutique de souvenirs	/
7	Logement locatif privé	Non	Non	Raval, calle Sant Martin	10-15 ans	Scolarisé	/	BEPC/ ESO	Arrivée des parents en 2000.	Maroc	ouvrier en bâtiment (pharmacien au Maroc)	femme de ménage	/
8	Squat	Oui	Non	Gracia	15-20 ans	Non scolarisé	/	BEPC/ ESO	Arrive en 2014 avec sa mère à l'âge de 12 ans	Brésil	/	sans emploi	/
9	Logement locatif privé	Oui	Oui	Born	15-20 ans	Scolarisé	/	BEPC/ ESO	/	Catalogne	sans emploi	femme de ménage	/
10	Logement social municipal	Non	Non	Raval	15-20 ans	Non scolarisé	/	BEPC/ ESO	Grands-parents de Cuenca, Espagne, 3e génération	Espagne	ouvrier en bâtiment	cuisinière	ouvriers à la Seat
11	Logement social municipal	Non	Non	Raval, calle Hospital	15-20 ans	Scolarisé	/	BEPC/ ESO	Grand-mère de Madrid, 3e génération	Madrid, Espagne	/	femme de ménage en intérim	grand-père charpentier
12	Logement social municipal	Non	Non	Raval, calle Hospital	15-20 ans	Scolarisé	/	BEPC/ ESO	Grand-mère de Madrid, 3e génération	Madrid, Espagne	/	femme de ménage	charpentiers
13	Logement social municipal	Non	Oui	Raval	20-25 ans	Scolarisé	Animateur dans des projets jeunesse	Baccalauréat /bachelierat	/	Madrid-Maroc	/	femme de ménage	/
14	Logement social municipal	Non	Non	La Chapelle	15-20 ans	Scolarisé	/	Baccalauréat /bachelierat	Parents arrivés, 2e génération.	Algérie	gardien d'immeuble	mère au foyer	/
15	Logement social municipal	Non	Non	Crimée	15-20 ans	Scolarisé	/	Baccalauréat /bachelierat	père arrivé en 1989, regroupement familial. 2e generation	Gambie/Sénégal/Guinée	"il part le matin et il revient le soir"	mère au foyer	/
16	Logement social municipal	Non	Non	Goutte d'Or	15-20 ans	Non scolarisé	/	BEPC/ ESO	Parents arrivés dans les années 80. 2e génération	Comores	père décédé. CSP non communiquée	non communiqué	/
17	Logement social municipal	Non	Non	Stalingrad	15-20 ans	Scolarisé	/	Baccalauréat /bachelierat	Années 90 arrivée des parents. 2e génération	Guinée	non communiqué	non communiqué	/
18	Logement social municipal	Non	Non	Goutte d'Or	15-20 ans	En emploi	Livreur	Baccalauréat /bachelierat	Parents arrivés dans les années 80. 2e génération	Mali	non communiqué	non communiqué	/
19	Logement social municipal	Non	Non	Goutte d'Or	15-20 ans	Scolarisé	/	Baccalauréat /bachelierat	Arrivée des parents du Mali. 2e génération	Mali	ouvrier en bâtiment	agent de restauration dans un lycée	/
20	Logement social municipal	Oui	Oui	La chapelle	25-30 ans	Sans emploi	/	BEP-CAP / FPI	Non communiqué. Sans doute 2e génération	Algérie	non communiquée	non communiquée	/
21	Logement social municipal	Non	Non	Goutte d'Or	15-20 ans	En emploi	choursier/livreur	Baccalauréat /bachelierat	Arrivée du père début années 60 / 2e génération	père Algérie / mère Maroc	non communiqué	non communiqué	/
22	Logement social municipal	Non	Non	La Chapelle	15-20 ans	Scolarisé	/	Baccalauréat /bachelierat	Mère arrivée en 2003, Sali arrivée en 2007. 1ere génération	Mali père/Sénégal mère	père absent	femme de ménage aide à domicile en intérim	/
23	Logement social municipal	Non	Non	Goutte d'Or	15-20 ans	Scolarisé	/	grado (bac+3)	Père arrivée années 80, mère années 90. 2e génération	Mali	retraité (éboueur)	travaille dans un hôtel (femme de ménage ?)	/
24	Logement social municipal	Non	Non	La Chapelle	15-20 ans	Scolarisé	/	Baccalauréat /bachelierat	père 1996/mère 1998. 2e génération	père Mali / mère Sierra Leone	"il travaille à l'aéroport" (agent d'entretien ?)	mère au foyer	/
25	Logement social municipal	Non	Non	Ourq	15-20 ans	Scolarisé	/	Baccalauréat /bachelierat	Arrivée en 1990. 2e génération	Mali/Sénégal	éboueur	femme de ménage dans les écoles	/

03. Photographies des ateliers vidéo à Barcelone



04. Liens des vidéos réalisées

Les vidéos réalisées dans le cadre de cette recherche sont toutes consultables en ligne.

Pour l'enquête à Paris : <https://jeunesdequartier.fr/videos>

Pour l'enquête à Barcelone : <https://jeunesdequartier.fr/articles/grandir-dans-un-quartier-populaire-en-gentrification-a-barcelone>

05. Affiches de la fête de quartier dans le Raval et à la Chapelle

Programme de la fête de quartier dans le Raval, Barcelone.

The poster features a background image of a tree-lined street in the Raval district of Barcelona, with a bronze statue of a person in the foreground. Overlaid on this image are several purple rectangular boxes containing white text and icons. At the top, a box contains the title 'NIT JOVE RAVAL'. Below it, on the left, is a calendar icon showing 'JULY 13' and a date box '13 / 07 / 2019'. Next to it is a clock icon and a time box '19h a 03h'. Below these is a box with a red flag icon and the address 'Rambla del Raval 08001, Barcelona'. On the right side, a large purple box contains the word 'ARTISTAS' followed by a list of artists. At the bottom left is the logo for 'Comissió jove del Raval' and at the bottom right is the hashtag '#NitJoveRAVAL'.

NIT JOVE RAVAL

ARTISTAS

- TRIO FETA
- EL BULLE APORRIAO
- ENAM
- ALEX
- AFROJAM
- LA LLAMA
- BANDA DE REGGAE
- MALAMARA
- DJ LA NIÑA MAI

13 13 / 07 / 2019

19h a 03h

 Rambla del Raval
08001, Barcelona

Comissió
jove del
RAVAL

#NitJoveRAVAL

Programme de la fête de quartier à la Chapelle, Paris.

LA CHAPELLE SUR SCÈNE
est un événement festif organisé et financé par :
L'ASPSAJ / ADCLJC
CENTRE PARIS ANIM' CHAPELLE
CENTRE SOCIAL ENS TORCY
ESPOIR 18 / ESPACE JEUNES NATHALIE SARRAUTE (ex LAI)
LE GRAJAR

et soutenu par
L'EQUIPE DE DÉVELOPPEMENT LOCAL 18
LA MAIRIE DE PARIS
LA MAIRIE DU 18e

Les partenaires de la journée :
ATOUTS COURS
BIBLIOTHÈQUE VACLAV HAVEL
CAPOEIRA VIOLA
DECI-DELA
DIRECTION DE LA PROPRETÉ ET DE L'EAU
D.D.C.T.
ESPACE GLISSE PARIS 18
ESPACE 93 CHAPELLE
LA G.A.C.S.
GYMNASE OSTERMEYER
LES LAACCS
LES INVENTEURS
LUDOTHÈQUE ESPACE TORCY
KOFF SECURITY
LES PETITES GOUTTES
M.I.C.J.
RÉFÉRENTS JEUNESSE DE TERRITOIRE 18/19
SHAKIRAIL
VERGERS URBAINS
LES XEROGRAPHES

UN GRAND MERCI À EUX
ET AUX NOMBREUX BÉNÉVOLES
NOUS AIDANT SUR L'ÉVÉNEMENT

NE PAS JETER SUR LA VOIE PUBLIQUE

PROGRAMME

3^{ème} édition

La Chapelle

sur scène

Fête pour les habitants du quartier La Chapelle

SAMEDI 30 JUIN 2018
14H/23H

ESPLANADE NATHALIE SARRAUTE
RUE PAJOL

ANIMATIONS SUR L'ESPLANADE 15H/19H

Initiation ZUMBA
Initiation à la CAPOEIRA
Initiation BMX et SKATE
Initiation à la BOXE sur un ring
Tournoi de FOOT (au synthé / voir Aimé)
Atelier CONTE
BARBECUE
BUVETTE
BARBE À PAPA
BRICOLAGE - La Maison des Petits Cochons (Les Inventeurs)
LUDOTHÈQUE
MAQUILLAGE
JARDINAGE
Atelier MARIONNETTES
GRAPH
TROMPE L'ŒIL
SHOOTING PHOTO
CROQUIS «TON PORTRAIT / TON PORTRAIT»
ATELIER FRESQUE
PING PONG
JEUX DE SOCIÉTÉ
PÊCHE AUX CANARDS

PROGRAMMATION SCÈNE 16H/23H

CAPOEIRA (Capoeira Viola)
DANSE LUDIQUE (Amunanti)
ZUMBA Kids & Ados (Amunanti)
ZUMBA Fitness (Amunanti)
SET DJ (DJ Terry)
CONTES & CHANTS (Atouts Cours)
DANSE AFRO (E.J. Nathalie Sarraute)
DANSE HIP HOP (E.J. Nathalie Sarraute)
THÉÂTRE (Centre Social Espace Torcy)
LES LAACCS (Danse / Slam)
PINK TEE (rap)
LASSTREET (rap)
LYKAKING (danse)
SUNSHINE HARMONY (chant)
BAYASSE BENDO BOY (danse)
INDIGO (rap)
KYZKILL (ex 18 K.RA / rap)
CASHMIRE (rap)
JOBIZ (musicien)
CHARLITO (danse)
MARONX (rap)
ALP (rap)
X2 BUCK (Danse Crump)
BOLEMVN ft MAFIA SPARTIATE
JACKMABOY (rap)